



Joanna Chiu

LA CHINE **ET LE NOUVEAU** **DÉSORDRE MONDIAL**

vlb éditeur



Joanna Chiu

LA CHINE

ET LE NOUVEAU DÉSORDRE MONDIAL

v1b éditeur

OceanofPDF.com

La Chine et le nouveau désordre mondial
de Joanna Chiu
est le mille cent soixante-troisième ouvrage
publié chez VLB ÉDITEUR

OceanofPDF.com

Direction littéraire: Miruna Craciunescu
Couverture: Chantal Boyer
Mise en pages: Johanne Lemay
Correction d'épreuves: Caroline Décoste

© 2021 Joanna Chiu

Publié avec la permission de House of Anansi Press, Toronto, Canada

www.houseofanansi.com

VLB éditeur bénéficie du soutien de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec (SODEC) pour son programme d'édition.

Gouvernement du Québec — Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres — Gestion SODEC.



Conseil des arts
du Canada

Canada Council
for the Arts

Financé par le
gouvernement
du Canada

| **Canada**

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada.

Nous remercions le Conseil des arts du Canada de son soutien.

Dépôt légal: 1^{er} trimestre 2023

© VLB éditeur, 2023

Tous droits réservés pour tous pays

edvlb.com

ISBN 9782896499618

ISBN EPUB 978-2-89649-994-6

VLB ÉDITEUR

Groupe Ville-Marie Littérature inc.*

Une société de Québecor Média

1055, boulevard René-Lévesque Est

Bureau 300

Montréal (Québec) H2L 4S5

Tél.: 514 523-7993

Télec.: 514 282-7530

Courriel: vml@groupevml.com

Vice-président à l'édition: Martin Balthazar

DISTRIBUTEUR:

Les Messageries ADP inc.*

2315, rue de la Province

Longueuil (Québec) J4G 1G4

Tél.: 450 640-1234

Télec.: 450 674-6237

* filiale du Groupe Sogides inc.,

filiale de Québecor Média inc.

OceanofPDF.com

LA CHINE
ET LE NOUVEAU DÉSORDRE MONDIAL

OceanofPDF.com

Joanna Chiu

LA CHINE ET LE NOUVEAU DÉSORDRE MONDIAL

Traduit de l'anglais par Nicolas Calvé

v1b éditeur

OceanofPDF.com

Pour ma famille

OceanofPDF.com

就仿佛站起来的世界有赖于
你能用单腿独立在优美睡眠中。
风大一点，对我们来说，就不方便...

世界有极限，才会有你
尖锐地对立在人类的麻木中。

*Le monde se lèvera si vous pouvez
dormir sur une seule patte avec grâce
Le vent nous rendrait la tâche difficile [...]*

*Le monde a ses limites, alors nous pouvons te voir
t'opposer fermement à l'abrutissement de l'humanité*

*Le livre des grues, du poète Zang Di
(d'après une traduction vers l'anglais
de Ming Di et Neil Aitken)*

OceanofPDF.com

TABLE DES MATIÈRES

[Note sur la terminologie](#)

[Cartes](#)

[Avant-propos à l'édition française](#)

[Introduction](#)

[PREMIÈRE PARTIE](#) **[UNE CHINE, UN SYSTÈME](#)**

- [1. Beijing: le droit de l'État](#)
- [2. Hong Kong: le siècle d'humiliation](#)

[DEUXIÈME PARTIE](#) **[LES PUISSANCES MOYENNES](#)**

- [3. Le Canada: la diplomatie de la menace de mort](#)
- [4. L'Australie: influence et ingérence](#)
- [5. L'Italie: la nouvelle route de la soie, 1^{ère} partie](#)
- [6. La Grèce: la nouvelle route de la soie, 2^e partie](#)

[TROISIÈME PARTIE](#) **[UNE NOUVELLE GUERRE FROIDE?](#)**

- [7. La Turquie: Ouïghours en exil](#)
- [8. La Russie: amie ou ennemie?](#)
- [9. Les États-Unis: le virus de la désinformation](#)

[Conclusion](#)

[Notes](#)

[Index](#)

[Remerciements](#)

[À propos de l'autrice](#)

[*OceanofPDF.com*](#)

NOTE SUR LA TERMINOLOGIE

La Chine continentale est le territoire géographique de la République populaire de Chine et n'inclut pas les villes semi-indépendantes de Hong Kong et de Macao.

Le mandarin standard est la langue officielle de la Chine. Depuis 1979, sa translittération en caractères romains fait appel à un système appelé *hanyu pinyin* (ou *pinyin* tout court), qui a succédé aux systèmes EFEO (français) et Wade-Giles (anglais), en vertu desquels, par exemple, Beijing (*pinyin*) s'écrivait Pékin (EFEO) ou Peking (Wade-Giles). Cependant, les noms de certains personnages historiques se romanisent encore à l'aide du système EFEO; c'est le cas, par exemple, de Tchang Kaï-chek et de Sun Yat-sen. Par souci de lisibilité, les translittérations en *pinyin* qui figurent dans ce livre sont dépourvues des signes diacritiques utilisés pour représenter les quatre tons du mandarin.

Le cantonais est une langue parlée principalement à Hong Kong, à Macao et dans la province du Guangdong (sud-est de la Chine).

En mandarin comme en cantonais, une personne est désignée par son nom de famille suivi de son prénom.

Noms tibétains: les noms de famille sont rares. Tenzin, par exemple, est un nom courant qui signifie «détenteur de l'enseignement»; il s'agit du nom du 14^e dalaï-lama.

En Chine, les femmes ne prennent généralement pas le nom de leur mari. Certains noms de famille sont très courants; ainsi, il est préférable de ne pas présumer que deux personnes portant le même nom sont apparentées.

Dans ce livre, les termes *nouvelle route de la soie* et *initiative Ceinture et route* sont utilisés de manière interchangeable.

Là où il est fait mention de la devise *dollar* sans précision de nationalité, il s'agit toujours du dollar américain; pour les autres dollars, la

nationalité est toujours indiquée (*dollar canadien*, *dollar australien*, etc.).





OceanofPDF.com

PRÉFACE À L'ÉDITION FRANÇAISE

Vu les tensions politiques actuelles, la principale crainte que j'ai éprouvée en écrivant *La Chine et le nouveau désordre mondial* était que le livre nourrisse la méfiance à l'égard de Beijing – méfiance qui, bien que nécessaire, amène souvent les gens à confondre gouvernement chinois et population chinoise. Or, des lecteurs m'ont plutôt confié que les récits humains qu'on y découvre se démarquent en invitant à aborder ces sujets épineux avec nuance, en étant plus attentifs à leur complexité.

Je me suis réjouie d'apprendre que mon livre a incité des gens à s'exprimer publiquement sur les enjeux relatifs aux droits de la personne. Plusieurs lecteurs m'ont dit que mon essai les avait alertés sur le fait que les méthodes de contrôle appliquées par l'État chinois (harcèlement, violence, détentions arbitraires, etc.) peuvent traverser les frontières et tourmenter des citoyens de n'importe quel pays.

Étant journaliste, je sais que l'actualité peut évoluer très rapidement. C'est pourquoi chaque chapitre de ce livre effectue des comparaisons entre différents pays et que les analyses sont toujours ancrées dans un contexte historique. Ainsi, malgré des changements inévitables observés dans certains dossiers, ces diverses perspectives demeurent éclairantes.

Ce livre porte principalement sur les «puissances moyennes» du monde occidental, acteurs à part entière de la relation généralement tendue entre la Chine et l'Occident. Ces États ont beaucoup à nous apprendre sur les stratégies déployées par Beijing pour étendre son influence politique et économique, car les dirigeants chinois estiment qu'ils possèdent un statut «inférieur» à celui des grandes puissances sur l'échiquier international. Ainsi, les actions de la Chine paraissent d'autant plus audacieuses que celle-ci croit ces États moins en mesure de parer ses attaques.

Par exemple, en novembre 2022, lorsque le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, a fait part de son mécontentement au président chinois Xi

Jinping, après avoir reçu des rapports indiquant que Beijing aurait secrètement financé onze candidats dans le cadre des élections fédérales de 2019, le président chinois a rabroué son vis-à-vis en présence de journalistes. Accusant Trudeau d'avoir coulé le contenu de leurs discussions aux médias, Xi lui a fait cette mise en garde: «Nous devrions avoir des conversations de manière respectueuse. Sinon, on ne peut pas prévoir les résultats.»

En ce début d'année 2023, les relations entre le Canada et la Chine sont aussi tendues qu'elles l'étaient au paroxysme de la saga Huawei-Meng Wanzhou, mais la dynamique des rapports entre Beijing et d'autres pays, elle, a changé. Voici donc quelques faits saillants à garder en tête en parcourant cet ouvrage.

Dans le chapitre consacré à l'Italie, je mentionne que ce pays a changé de gouvernement en moyenne une fois par 1,14 année depuis la Seconde Guerre mondiale. Le reportage de terrain que j'ai effectué à l'automne 2019 m'a permis d'observer que les Italiens semblaient nourrir un certain optimisme vis-à-vis de la Chine, mais cela s'est avéré éphémère. En octobre 2022, la députée d'extrême droite Giorgia Meloni est devenue présidente du Conseil des ministres d'Italie. Pendant sa campagne électorale, elle a qualifié l'entente Rome-Beijing sur les investissements relatifs à la nouvelle route de la soie de «grave erreur». Son opinion s'inscrit dans un durcissement généralisé des positions qu'ont adopté dernièrement les États européens à l'égard de la Chine.

En marge du sommet du G20 à Bali, le président Xi Jinping a rencontré son homologue américain Joe Biden pour la première fois depuis que celui-ci est en poste. Washington venait tout juste d'annoncer une limitation des exportations de semi-conducteurs vers la Chine, ce qui pourrait priver cette dernière de composants essentiels au développement de micropuces et de logiciels d'intelligence artificielle. Les observateurs considèrent néanmoins que la rencontre a donné lieu à un apaisement nécessaire des tensions entre les deux pays. Les deux présidents ont cependant émis des déclarations soulignant leurs désaccords à propos de Taïwan. Biden a dénoncé les «actions coercitives et de plus en plus agressives» de Beijing envers

Taïwan, tandis que Xi a affirmé que la «question de Taïwan» était «la première ligne rouge à ne pas franchir dans les relations sino-américaines¹».

L'Australie a elle aussi un nouveau premier ministre, Anthony Albanese. Les relations entre les deux pays ont atteint un creux pendant la pandémie de COVID-19, après que Canberra eut réclamé la tenue d'une enquête internationale sur les origines du coronavirus. Albanese et Xi se sont réunis à l'automne 2022, ce qui a constitué la première rencontre entre les chefs d'État de ces deux pays depuis 2016. Albanese a déclaré que les économies de la Chine et de l'Australie sont «hautement complémentaires» et que Canberra souhaite entretenir une «relation stable» avec Beijing. La suite promet d'être intéressante. Rappelons que deux Australiens, la journaliste Cheng Lei et l'écrivain Yang Hengjun, sont actuellement emprisonnés en Chine après un procès tenu à huis clos pour des raisons de sécurité nationale.

Quant à ce que l'avenir pourrait réserver, mon seul conseil consiste à se méfier de toutes les prédictions d'experts, qu'il s'agisse de savoir si Xi restera «président à vie» ou si la Chine connaîtra une autre révolution politique.

À l'automne 2022, comme de nombreux journalistes qui n'osent plus travailler en Chine par crainte pour leur sécurité, ou qui ont été expulsés du pays, c'est à distance que j'ai observé la vague de manifestations contre la politique «zéro COVID».

Parmi les foules rassemblées dans différentes villes du pays, les jeunes étaient les plus nombreux. Certains réclamaient une plus grande liberté politique et la fin du régime de parti unique. D'autres s'en sont pris à des policiers en leur reprochant de se comporter de manière servile vis-à-vis de l'État. De nombreux manifestants ont appelé à la démission du président Xi.

J'ai assisté à des scènes que je n'aurais jamais crues possibles en Chine. Face à l'extrême rareté des chercheurs et des journalistes étrangers sur le terrain, des citoyens chinois ont risqué leur sécurité en transmettant eux-mêmes des photos et des vidéos des manifestations au reste du monde.

Tandis que l'intérêt pour la Chine ne cesse de croître un peu partout, il faut maintenir le dialogue avec ces braves interlocuteurs.

Je suis immensément reconnaissante aux nombreuses personnes d'origine chinoise de divers pays qui m'ont raconté leur histoire.

Je remercie également VLB éditeur de publier cette traduction en français, ainsi que de m'avoir donné l'occasion de réfléchir aux événements survenus depuis la parution de l'édition originale, en septembre 2021.

Joanna Chiu

OceanofPDF.com

INTRODUCTION

Tel un roulement de tonnerre, 2008 percussionnistes vêtus de tuniques chatoyantes marquent le rythme dans une synchronie parfaite. La cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'été de Beijing vient de commencer. Le spectacle durera quatre heures.

Dansant autour de leurs tambours traditionnels en bronze, les musiciens claironnent un extrait des *Entretiens* de Confucius: «Avoir des compagnons venus de loin, n'est-ce pas tout de même une joie¹?»

Peu après, 15 000 danseurs traversent le Nid d'Oiseau dans leurs costumes élaborés. Leur chorégraphie réglée au quart de tour célèbre l'histoire de la Chine. Ils présentent les «quatre grandes inventions» de leur pays, à savoir la boussole, la poudre à canon, le papier et l'imprimerie. Suit une projection de lumières qui évoque les espoirs chinois d'harmonie entre les peuples du monde.

À tous les égards, la cérémonie d'ouverture de 2008 est une réussite phénoménale. Par son ampleur, elle dépasse de loin toutes celles qui l'ont précédée. La Chine profite de ces Jeux d'été pour se montrer sous son visage le plus noble et le plus bienveillant, mettant en valeur sa longue histoire, ses multiples ethnies, ses innombrables innovations technologiques... L'événement insuffle un vent d'espoir au pays et au reste du monde: l'essor de la Chine sur la scène internationale sera bénéfique pour les peuples de la planète entière.

Malgré ces effusions d'amitié, les athlètes olympiques chinois subissent de fortes pressions de leur gouvernement pour dominer les compétitions. Un peu partout au pays, des milliers d'écoles vouées au sport ont offert un entraînement intensif à des enfants dès l'âge de six ans, au détriment de leur formation générale. De nombreux athlètes éprouvent des problèmes de santé chroniques, et d'autres verront leurs perspectives d'avenir compromises s'ils échouent à devenir des champions. La Chine veut certes

présenter une image amicale à la communauté internationale, mais elle entend aussi se faire respecter.

Une douzaine d'années après cette cérémonie triomphale, Beijing ne diffusera plus d'ode à l'amitié avec le reste du monde. Ses dirigeants privilégieront la «diplomatie du guerrier loup», réagissant par des menaces au moindre signe d'offense à la fierté de leur pays.

La grande démonstration d'affection de 2008 n'aura-t-elle été que pure fanfaronnade?

J'ai sondé l'opinion de Jan Wong, première journaliste canadienne d'origine chinoise à avoir servi comme cheffe de bureau du quotidien *The Globe and Mail* à Beijing, de 1988 à 1994. Avant cela, en 1972, elle était partie de Montréal, sa ville natale, pour un échange étudiant dans la capitale chinoise. Jusqu'aux années 1970, la plupart des Occidentaux étaient interdits d'accès en Chine, pays alors déchiré par de durs conflits internes pendant la Révolution culturelle.

Wong se souvient d'avoir séjourné en Chine dans une période de timide guérison sociale où dirigeants et citoyens exprimaient un désir sincère de fraternité mondiale. «À cette époque, aussitôt qu'on mettait le pied en Chine, les gens étaient très reconnaissants. Parce que tout le monde penchait pour [le rétablissement de relations diplomatiques officielles avec] Taïwan. Et les Chinois parlaient sans cesse de l'amitié entre leur pays et le vôtre.

«L'équipe de hockey du Canada se trouvait en Chine et jouait au Palais omnisports de la capitale, alors fraîchement construit. Je me suis procuré un billet. Elle affrontait une équipe de Harbin. Tous les spectateurs scandaient “*You yi di yi, bi sai di er*”. Ce qui signifie “L'amitié d'abord, la compétition ensuite”.

«Aujourd'hui, la situation est complètement différente. La Chine est passée de laissée-pour-compte à intimidatrice. Mais les Chinois n'ont toujours pas confiance en eux. Il leur reste des traces de ce complexe; ils veulent qu'on les respecte – ils sont obsédés par le respect. Ils sont très susceptibles et sautent vite aux conclusions, convaincus que les autres pays ne les respectent pas. Alors qu'ils ont maintenant tellement d'influence!»

Ma conversation avec Wong avait lieu au milieu de l'année 2019, quelques mois après l'arrestation de deux Canadiens qui séjournaient en Chine: mon ami Michael Kovrig, ancien diplomate, et l'entrepreneur Michael Spavor. Beijing les avait incarcérés en représailles à la détention, demandée par Washington, de la directrice financière de la société Huawei, Meng Wanzhou, par les autorités canadiennes. Les Américains réclamaient l'extradition de Meng aux États-Unis, où elle était accusée de fraude, mais semblaient avoir sous-estimé l'influence de cette cadre supérieure, dont l'arrestation avait provoqué la colère des dirigeants chinois.

La prise en otage des deux Canadiens a stupéfié le monde occidental, qui ignorait alors que de nombreux étrangers d'origine asiatique étaient emprisonnés en Chine pour des motifs politiques. Le traitement cruel infligé aux «deux Michael» a démonté le mythe de longue date selon lequel la Chine était en voie de libéralisation.

De nombreux Occidentaux avaient cru que les choses iraient mieux, à mesure que la Chine s'ouvrirait au monde. Au début des années 1980, la République populaire avait entrepris de réformer son économie et d'établir de nouvelles relations diplomatiques. Les régimes communistes autoritaires étaient en train de se libéraliser; bientôt, ils seraient «comme nous».

En 1989, le massacre de la place Tian'anmen a fait voler ces espoirs en éclats. Le monde entier était sous le choc. On peinait à croire que des soldats chinois aient ouvert le feu sur leurs compatriotes, des réformistes, jeunes pour la plupart. Des manifestants pacifiques ont été abattus par centaines, voire par milliers.

Toutefois, le mythe d'une Chine en voie de libéralisation persisterait encore une douzaine d'années plus tard, et pas seulement aux États-Unis. Le 11 décembre 2001, au terme d'un long processus de négociation, le pays deviendrait membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) – une adhésion se voulant emblématique de l'intégration de Beijing à un ordre mondial fondé sur l'État de droit.

Les dirigeants occidentaux étaient optimistes. Dans un discours mémorable livré en 2000, Bill Clinton a déclaré que «l'accord de l'OMC [...] favorisera l'atteinte des objectifs que les États-Unis poursuivent en

Chine depuis 30 ans». L'admission de la Chine dans les rangs de l'OMC n'en ferait pas une société libre «du jour au lendemain» et ne garantirait pas le respect systématique des règles du commerce mondial par Beijing, mais, à la longue, affirmait Clinton, le pays finirait par emprunter la bonne direction.

Or, c'est le contraire qui s'est produit. À mesure qu'elle s'enrichissait, la Chine est devenue plus autoritaire. Invoquant une doctrine qualifiée de «socialisme aux caractéristiques chinoises», l'État a maintenu son emprise sur l'économie et les méga-entreprises publiques. Les autorités ont renoué avec les persécutions à grande échelle d'intellectuels, de juristes, d'artistes, de militants et de minorités. Parmi leurs cibles figurent les Ouïghours: on estime qu'un million d'entre eux sont internés dans des camps.

Pendant beaucoup trop longtemps et par pur intérêt, les sociétés occidentales ont mal interprété ou carrément ignoré les gestes de Beijing. Au fil des décennies, cet aveuglement volontaire s'est mué en complicité dans la diplomatie toxique, les violations des droits de la personne et l'ingérence étrangère auxquelles se livre aujourd'hui la Chine.

DANS CES PAGES, J'UTILISE DÉLIBÉRÉMENT le terme «Occident», car il est essentiel de reconnaître l'histoire coloniale d'où sont issus les antagonismes modernes. Selon la vision occidentale du monde, l'«Orient», qui englobait l'Asie, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, désignait des territoires que les premières puissances coloniales européennes considéraient comme statiques et sous-développés – et donc dignes d'être dominés.

Beijing estime à raison que le peuple chinois a subi de graves offenses. Le bagage émotionnel du «siècle d'humiliation» de la Chine par les puissances européennes et le Japon, lequel s'est étendu de 1839 à 1949, aide à comprendre la susceptibilité à fleur de peau des dirigeants chinois contemporains et leur détermination à surclasser l'Occident.

Il y a quelque 140 années, des fonctionnaires canadiens ont dupé mon arrière-arrière-grand-père en l'amenant à quitter le sud de la Chine en échange d'une promesse d'emploi dans l'extraction de l'or au Canada². À

son arrivée au terme d'un voyage coûteux, il s'est vu contraint de travailler d'arrache-pied, en compagnie de milliers d'autres Chinois comme lui, à la construction du chemin de fer Canadien Pacifique. Ces hommes effectuaient un travail harassant dans des conditions difficiles et contre un salaire dérisoire. Au moins 600 d'entre eux y ont perdu la vie. Parmi les survivants, rares sont ceux qui ont pu s'établir au Canada avec leur famille, car le paiement d'un impôt de capitation exorbitant était exigé des immigrants chinois. Mon arrière-arrière-grand-père est donc rentré en Chine avec peu de fruits de ses années de dur labeur. Dans les années 1920, peu avant le déclenchement de la guerre civile chinoise, mes grands-parents, en quête de stabilité, ont quitté leur province du Guangdong, dans le sud de la Chine, pour s'établir dans le territoire de Hong Kong, alors contrôlé par le Royaume-Uni.

Je suis née à Hong Kong quelques années avant le massacre de la place Tian'anmen. Comme tous leurs concitoyens, mes parents ont été horrifiés par le traitement infligé aux jeunes contestataires par le gouvernement chinois. Le sentiment d'identité des Hongkongais était très différent de celui des habitants de la Chine continentale. Pour se prémunir contre l'avenir incertain de la région, ma famille a choisi de quitter Hong Kong avant que les Britanniques ne rétrocèdent la ville à la Chine en 1997.

Contrairement à mon arrière-arrière-grand-père, nous avons été acceptés comme immigrants au Canada, où j'ai eu la chance de grandir en tenant mes libertés fondamentales pour acquises. Or, quand j'ai commencé à m'informer sur la politique de l'enfant unique et d'autres mesures draconiennes qui affectaient profondément la vie des Chinois, je me suis sentie coupable. Tandis que je faisais du sport et m'efforçais d'obtenir les meilleures notes à l'école secondaire, des fillettes étaient abandonnées à la naissance, le plus souvent dans des orphelinats, mais parfois dans des puits ou des fossés en bordure de route. Leurs parents agissaient ainsi parce qu'ils n'avaient pas les moyens de payer l'amende qu'ils encourraient s'ils tentaient d'avoir le garçon tant convoité.

À la fin des années 1990, j'ai commencé à percevoir des signes de l'influence de Beijing chez moi, à Vancouver. Mon père travaillait pour un média canadien qui offrait une programmation en mandarin et en cantonais,

et la rumeur courait que des chroniqueurs avaient perdu leur emploi ou subissaient des pressions visant à censurer leurs commentaires sur la politique chinoise. J'apprendrais par la suite que cette campagne s'inscrivait dans les efforts déployés par Beijing pour acquérir de l'influence à l'étranger, que ce soit par l'octroi d'avantages politiques et économiques ou par des gestes d'intimidation et de harcèlement.

L'impression irrésistible qu'une affaire importante était en train de se produire m'a poussée à apprendre le mandarin en vue de m'établir en Chine. À l'adolescence, j'ai étudié les ouvrages sur la Chine que je trouvais dans les bibliothèques publiques et me suis conçu un programme d'autoapprentissage en vertu duquel je m'assignais la rédaction de dissertations. Plus tard, j'ai suivi tous les cours d'histoire, de politologie et de sociologie de la Chine qui pouvaient cadrer dans mon cursus universitaire, et mon épreuve synthèse de premier cycle a porté sur le rôle des femmes révolutionnaires chinoises au XX^e siècle.

À force de me faire demander «d'où» je venais et pourquoi je parlais un si bon anglais, j'avais compris que les Occidentaux me considéraient comme une étrangère. Mais je me disais qu'un tel statut serait utile à mon travail de journaliste, et qu'un sentiment d'appartenance mitigé pourrait m'aider à faire preuve d'une plus grande objectivité.

Je voulais séjourner en Chine pour témoigner de son expansion économique fulgurante et aider les gens de par le monde à comprendre les enjeux sociaux complexes auxquels ce pays faisait face. Mais je me suis plutôt retrouvée aux premières loges d'un virage vers le totalitarisme. Mon séjour à Hong Kong et à Beijing a coïncidé avec l'accession de Xi Jinping au rang de secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC). Avant son arrivée au pouvoir en 2012, certains voyaient en Xi un réformiste libéral, mais leurs attentes ont été déçues lorsque les droits de la personne et la liberté de presse ont connu des reculs inédits. Sous la gouverne de Xi, des milliers de personnes ont été emprisonnées pour avoir osé critiquer la société, même modérément, et l'appareil de censure et de surveillance s'est perfectionné.

Dans le système judiciaire chinois, la torture et les aveux forcés sont monnaie courante, mais le nombre d'exécutions par an est un secret d'État. Au cours de mes dix dernières années de reportage sur le terrain, j'ai vu la police évacuer manu militari les mères éplorées de victimes du massacre de Tian'anmen, et j'ai interviewé des dizaines d'artistes, de religieux clandestins, d'écrivains, d'avocats et de militants qui avaient subi des persécutions. La police chinoise dispose de pouvoirs très étendus qui lui permettent de détenir des suspects sans inculpation dans des prisons secrètes improvisées, pour des périodes allant jusqu'à six mois. Ce système orwellien porte le nom de «résidence surveillée dans un lieu désigné». Pour les familles des détenus, qui n'ont aucune idée de l'endroit où se trouvent leurs proches, l'attente est insoutenable.

Certains des moments les plus troublants que j'ai vécus comme journaliste en Chine ont eu lieu lors d'interviews menées par texto. Il arrivait que les messages cessent brusquement d'entrer; lasse, je fixais la date et l'heure où mon interlocuteur s'était trouvé en ligne pour la dernière fois.

Dans l'avion vers le Canada, où je rentrais pour les vacances, j'avais l'esprit engourdi, comme si un enregistrement vidéo de ce dont j'avais été témoin rejouait en accéléré dans ma tête. Pour mes amis qui travaillaient dans différents domaines en Chine, ce pays était un endroit dynamique ayant beaucoup à offrir, mais pour moi, qui couvrais la situation des droits de la personne et la politique à Beijing, l'expérience était vraiment dystopique.

De nombreux Chinois, de même que les observateurs de la vie politique chinoise, entrevoyaient une lueur d'espoir: quand Xi quitterait le pouvoir au terme de son mandat limité à dix ans, son successeur mettrait fin à la répression massive de la société civile. Or, le 10 mars 2018, Xi a obtenu le droit de rester au pouvoir à vie. Je me trouvais alors dans le haut de la tribune du Palais de l'Assemblée du peuple à scruter du regard la scène où les dirigeants du pays se tenaient, bien raides, dans leurs costumes noirs assortis. Après qu'on eut fini de compter les bulletins de vote sur l'amendement à la Constitution autorisant Xi à servir indéfiniment, les milliers de parlementaires présents ont salué l'événement par un tonnerre

d'applaudissements. En un instant, ce fils d'un vétéran de la Révolution était devenu le dirigeant le plus puissant de la Chine moderne depuis Mao Zedong. Les forces armées, l'économie et l'État voyaient leur puissance consolidée entre les mains d'un seul homme.

Dans la Constitution amendée, il est précisé que la suppression de la limitation du nombre de mandats présidentiels «favorisera le maintien de l'autorité et de la direction unifiée du comité central du PCC, dont le camarade Xi Jinping est le noyau». Xi étant encore dans la soixantaine, on peut présumer que la Chine poursuivra sa dérive autoritaire pendant des décennies.

PLUSIEURS MOIS APRÈS LE COURONNEMENT de Xi, alors que je ne pouvais plus supporter la pollution de l'air de Beijing (qui m'obligeait constamment à utiliser mon inhalateur et parfois à me rendre à l'hôpital), j'ai fait mes valises pour revenir vivre au Canada.

Je quittais la Chine à regret en laissant en plan de nombreux sujets de reportage fascinants. Toutefois, plusieurs mois après mon départ, Meng Wanzhou s'est fait arrêter à Vancouver. Quelques jours plus tard, on apprenait avec étonnement que les Canadiens Kovrig et Spavor subissaient les retombées diplomatiques de cette affaire. La Chine dystopique m'avait suivie jusque chez moi.

Au même moment, les tensions montaient entre la Chine et d'autres pays à propos des violations des droits de la personne au Xinjiang, d'une loi sur la sécurité à Hong Kong qui restreignait les libertés des résidents étrangers, de différends commerciaux internationaux, de revendications territoriales conflictuelles en mer de Chine méridionale et de la frontière sino-indienne.

Le gouvernement canadien s'est alors engagé à adopter une nouvelle stratégie globale face à une Chine de plus en plus autoritaire. Plusieurs années se sont écoulées depuis, et aucun changement de politique n'a encore été annoncé.

Pendant ce temps, aux États-Unis, gouvernement et experts semblaient se préparer pour une nouvelle guerre froide fondée sur des divergences

idéologiques, avec les États-Unis dans le rôle de représentants des démocraties occidentales et la Chine dans celui de superpuissance orientale envahissante. Le message de Washington à ses alliés était sans équivoque: soit vous êtes avec la Chine, soit vous êtes avec nous.

Grâce au soutien offert par Beijing aux entreprises privées chinoises, le géant de la technologie Huawei est devenu l'intermédiaire des affrontements entre Washington et la Chine. Les services de renseignement des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Canada coopèrent au sein d'une alliance appelée Five Eyes (que la Défense canadienne désigne sous le nom de Groupe des cinq). À l'exception du Canada, tous ses membres avaient alors banni Huawei du déploiement du réseau 5G sur leur territoire respectif.

Par la suite, alors que la COVID-19 se propageait dans le monde après être apparue dans la ville chinoise de Wuhan, certains politiciens occidentaux ont commencé à chercher des boucs émissaires sans mettre de gants blancs. Dès lors, on a assisté à une augmentation effarante du nombre de crimes haineux contre des personnes d'origine asiatique, dont les défenseurs ont pris des dirigeants à partie pour avoir qualifié le pathogène de «virus chinois», voire de *kung flu*, pour reprendre les mots de Donald Trump.

En maints endroits, les personnes d'ascendance chinoise subissent du racisme depuis belle lurette. Or, contrairement aux membres d'autres groupes ethniques discriminés, elles sont souvent assimilées au gouvernement de leur pays d'origine. Que la famille d'un individu ait quitté la Chine il y a plusieurs générations importe peu. Ce phénomène a grandement nui à la qualité de la recherche et du dialogue sur la Chine à l'échelle internationale, les personnes d'origine chinoise ayant systématiquement fait l'objet de soupçons et leurs précieuses contributions ayant souvent été ignorées.

Dans la foulée des meurtres de huit travailleuses d'un salon de massage d'Atlanta, en Géorgie, en mars 2021, la spécialiste américaine du renseignement de cybersécurité Amy Chang a relaté les efforts qu'il lui a fallu déployer pour se bâtir une carrière à Washington. La question la plus

dérangeante qu'elle et les autres personnes d'origine asiatique se font régulièrement poser dans la capitale américaine, a-telle indiqué, est la suivante: «Êtes-vous une espionne chinoise?»

Le choix des lieux où j'ai séjourné et des personnes que j'ai interviewées pour écrire ce livre de 2018 à 2020 a été déterminé par un besoin de couper court aux discours simplistes qui, trop souvent, masquent la réalité. J'ai cherché des gens qui ont une expérience particulière de la Chine et qui disposent rarement de plateformes leur permettant d'influer sur les décisions des États ou des multinationales.

Des membres de la diaspora chinoise ont tenté d'avertir les décideurs occidentaux des manœuvres clandestines auxquelles se livre Beijing en vue d'étendre son influence partout dans le monde, mais la plupart de leurs mises en garde sont restées sans suite. Ce n'est que récemment que les cas les plus flagrants ont suscité des réactions aux plus hauts niveaux.

Des maires et des conseillers municipaux m'ont exprimé leur stupéfaction quand je leur ai appris que des photos les montrant serrer des mains lors de célébrations du Nouvel An lunaire avaient été reproduites dans du matériel de propagande chantant les louanges de l'influence de la Chine à l'étranger. Certains d'entre eux semblaient ignorer les implications des interviews qu'ils accordaient à des médias d'État chinois. Je n'ai pu que hocher la tête lorsqu'un parlementaire canadien m'a confié, mécontent, que l'agence de presse Xinhua, dirigée par l'État, avait déformé ses propos.

Il est encore plus irritant de voir des gouvernements consentir à des investissements ou vendre des composantes essentielles de leurs infrastructures sans réfléchir. Même si la Chine est sincère lorsqu'elle affirme que ses investissements massifs dans les infrastructures mondiales de la «nouvelle route de la soie» ne s'inscrivent pas dans une stratégie visant à accroître son influence politique, une vigilance nationale à l'égard de ce type d'accord devrait aller de soi. En Grèce, par exemple, des citoyens se préoccupent de la volonté apparente de leur gouvernement de prendre le parti de Beijing dans certains dossiers débattus aux Nations unies dans l'espoir de voir augmenter les investissements de la Chine.

Des experts ont aussi exprimé leurs craintes de voir la Chine et d'autres États autoritaires comme la Russie, la Turquie et l'Iran s'allier officiellement contre les démocraties. Les reportages de terrain que j'ai effectués en Turquie et en Russie m'ont permis de peser le pour et le contre de telles affirmations.

Pendant ce temps, Beijing exploite le racisme en Occident pour balayer les critiques à son endroit, constate Yangyang Cheng, spécialiste chinoise de la physique des particules établie aux États-Unis, dans un article publié dans *The Guardian*. Le PCC, écrit-elle, «pratique lui-même une forme d'orientalisme en modelant son discours sur celui des pires commentateurs de l'actualité chinoise, c'est-à-dire en justifiant ses politiques au nom de la "situation nationale particulière" de la Chine: le régime dit des régions frontalières contestées qu'elles "font partie de la Chine depuis l'ère préhistorique", et que son autoritarisme est apprécié d'un peuple attaché aux "valeurs confucéennes"³».

De nombreux Occidentaux sont disposés à avaler ces mensonges. Toutefois, les propos d'observateurs comme Cheng, qui ont un pied dans chaque monde, aident à couper court à la propagande et, pour dire les choses crûment, à mettre au jour l'hypocrisie de tous les camps.

Il est difficile de prendre du recul et de trouver les meilleures voies à emprunter pour gérer ces problèmes géopolitiques complexes alors que des crises humanitaires très urgentes sont en cours. Dans ces pages, je souhaite apporter des nuances, mettre les choses en contexte, effectuer des comparaisons entre différents pays et rapporter d'importants récits personnels, le tout pouvant aider à éclairer le débat public et influencer sur les politiques des gouvernements et des organisations à l'égard de la Chine.

Je suis donc profondément reconnaissante envers toutes les personnes qui ont accepté de discuter avec moi en sachant qu'elles s'exposaient à des conséquences.

Le premier chapitre traite essentiellement de Beijing et situe le contexte dans lequel le régime réprime la société civile et élabore une stratégie de politique extérieure ambitieuse, inscrite dans sa vision d'un nouvel ordre mondial. Le [chapitre 2](#) met à contribution les années que j'ai passées à

couvrir le mouvement prodémocratie de Hong Kong et ses luttes contre l'influence obscure des agents du «Front uni» du PCC et le recours brutal aux lois et à la police pour écraser la dissidence. Les [chapitres 3](#) à [6](#) proposent des études de cas exhaustives sur des «puissances moyennes» (Canada, Australie, Italie et Grèce) qui ont subi des pressions économiques et politiques de la part de la Chine. Les [chapitres 5](#) et [6](#) abordent aussi les relations Chine–États-Unis dans une perspective générale. La dernière partie du livre, qui s'appuie sur mes reportages aux États-Unis, en Turquie et en Russie, rassemble des données sur les scènes de potentiels conflits mondiaux futurs et propose des pistes d'action en vue d'éviter des affrontements catastrophiques.

OceanofPDF.com

PREMIÈRE PARTIE

UNE CHINE, UN SYSTÈME



OceanofPDF.com

BEIJING

Le droit de l'État

J'ai appris l'existence de l'église clandestine par un membre de l'équipe de basketball à laquelle je me suis jointe peu après mon arrivée à Beijing, à la fin de l'année 2014. Le gymnase que nous louons est situé dans une vaste école publique des hutongs, labyrinthe de ruelles de la vieille ville intramuros dont on ne trouve plus d'exemples que dans une poignée de quartiers centraux.

Tous les mardis après le travail, si la qualité de l'air le permet, j'enfourche mon vélo pour me rendre au gymnase. Écoutant les instructions de Baidu Maps depuis le téléphone qui dépasse de mon sac à main dans un équilibre précaire, je me faufile à vive allure entre les scooters stationnés et les vendeurs de nourriture ambulants. Sur de minuscules chariots en métal, ceux-ci offrent de délicieuses crêpes aux œufs appelées jianbing et des brochettes rouge vif de fruits d'aubépine confits ou, en saison, de fraises. En mandarin, la voix féminine de Baidu annonce les virages rapides et des noms de ruelles qui me sont inconnus.

Il me faut utiliser une appli chinoise parce que, depuis près de cinq ans, soit depuis 2010, les produits de Google sont bloqués. Refusant d'autocensurer ses résultats de recherche, le géant américain de la technologie a décidé de rendre son moteur de recherche chinois inopérant. Aujourd'hui, des milliers de sites web internationaux ne sont accessibles en Chine que par l'entremise d'un VPN (soit un réseau privé virtuel, qui permet aux gens de naviguer sur internet comme s'ils se trouvaient dans un autre pays)¹. Mais les VPN ne fonctionnent pas toujours bien. J'ai vécu à

Hong Kong auparavant et, bien que la liberté d'expression y fût constamment menacée, la ville semi-autonome disposait d'un accès rapide et sans entrave à internet.

Notre équipe de basketball est composée de jeunes professionnels, de quelques étudiantes, d'un entraîneur venu de Serbie et de moi. La ville ne manque pas de bars et d'autres lieux de divertissement, mais ces endroits sont généralement bruyants, et il m'a été beaucoup plus facile de rencontrer mes premiers amis pékinois en pratiquant le sport le plus populaire de Chine. La NBA est sans doute l'institution américaine la plus appréciée du pays.

Un soir, après le match, un de mes nouveaux amis (un homme particulièrement grand et athlétique dans la fin de la vingtaine) me demande ce sur quoi je suis en train de travailler.

Je me mords les lèvres. Le magazine *The Economist*, pour lequel je suis pigiste, vient de me confier la réalisation d'une enquête sur la répression des religions par l'État chinois, sujet peu propice à une conversation courtoise dans un pays autoritaire. Et je ne connais pas assez mon interlocuteur pour pouvoir anticiper sa réaction.

Je lui réponds donc que je mène une recherche sur le christianisme. Le christianisme en général².

Son visage s'illumine. Il m'invite aussitôt à visiter son église protestante.

«S'agit-il d'une église officielle?» demandé-je en essayant d'être subtile. «Non», me répond-il avec nonchalance, admettant ainsi qu'il pratique une activité subversive.

Les questions se bousculent dans mon esprit, mais je n'ai pas la chance d'aller plus loin, car notre plage horaire au gymnase est écoulée. Mon nouvel ami m'envoie l'adresse de l'église par l'omniprésente appli de messagerie WeChat et s'engage à me présenter aux dirigeants de sa communauté lors du prochain service du dimanche.

LE CHRISTIANISME EST APPARU en Chine au VII^e siècle, mais n'a acquis une place importante qu'à partir de l'arrivée de missionnaires

jésuites quelque neuf cents ans plus tard, vers la fin de la dynastie Ming, soit au XVI^e siècle. Les jésuites se sont taillé une place importante non seulement en propageant cette religion, mais aussi en agissant comme intermédiaires entre les élites occidentales et les élites chinoises. Plus tard, alors que les relations entre la Chine et l'Occident se détérioraient, le christianisme a été associé à l'agressivité des puissances impériales occidentales, et l'hostilité à l'égard des missionnaires s'est accrue. En 1812, la dynastie Qing a interdit aux Européens de promouvoir le christianisme, crime qu'elle a ensuite rendu passible de la peine de mort. Les sujets chinois qui refusaient de renoncer à leur conversion étaient livrés en esclavage aux autorités musulmanes du pays, lesquelles jouissaient alors en Chine d'un statut social plus élevé que les chrétiens.

Le rôle des missionnaires en Chine s'est accru lorsque le Royaume-Uni, puis ce dernier et la France, ont vaincu les Qing lors de la première et de la seconde guerre de l'opium (1839-1842 et 1856-1860 respectivement). Ces puissances européennes ont contraint la dynastie régnante à signer des traités faisant de Hong Kong une colonie britannique et conférant des privilèges aux Occidentaux dans de nombreux autres ports. C'est aussi à cette époque que Hong Xiuquan, instituteur ambitieux qui avait raté à plusieurs reprises l'examen impérial, réputé très difficile, et n'avait pu par conséquent devenir fonctionnaire, a été exposé aux écrits de missionnaires.

Hong a transformé sa frustration en lutte contre l'empire en commençant par prêcher auprès d'amis et de parents qui, eux aussi, avaient échoué à l'examen de la fonction publique. Mobilisant des millions de mécontents dans le sud de la Chine, il a lancé la grande révolte des Taiping contre la dynastie Qing, laquelle ferait rage de 1850 à 1864. Rejetant les valeurs confucéennes traditionnelles, les insurgés religieux réclamaient une transformation profonde du système politique et social. Autrement dit, ils ne voulaient pas simplement renverser la dynastie et remplacer l'empereur Qing par Hong. Ils souhaitaient aussi convertir les masses à une nouvelle forme de christianisme qui incluait des éléments de la religion populaire chinoise. Ce soulèvement a donné lieu à la guerre civile la plus sanglante que le monde ait connue au XIX^e siècle: on estime qu'elle a fait de 20 à 70 millions de morts. Le conflit a aussi poussé des millions de civils à s'établir

ailleurs en Chine ou à émigrer. Au XX^e siècle, le «fils chinois de Dieu» serait élevé au rang de héros par des révolutionnaires pour avoir tenté de débarrasser le pays de ses structures féodales rigides. Des historiens ont toutefois noté que, dans les faits, Hong et d'autres dirigeants de la révolte des Taiping ont adopté de nombreux signes distinctifs des détenteurs traditionnels du pouvoir et se sont souvent comportés comme ces derniers dans les régions qu'ils contrôlaient.

De nos jours, en raison de ses liens avec l'impérialisme occidental et de son rôle dans l'organisation d'un soulèvement populaire, le christianisme est l'une des religions dont la pratique est la plus encadrée en Chine. Le gouvernement supervise la nomination de tous les pasteurs des églises officielles, et aucune communauté n'a le droit de prêter allégeance à une branche particulière du christianisme³. Officiellement athée, le Parti communiste chinois (PCC) interdit à ses 90 millions de membres d'entretenir la moindre croyance religieuse. Bien que la Constitution du pays prétende protéger la liberté de religion, l'activité religieuse est étroitement surveillée. La Chine est l'un des pays qui comptent le plus grand nombre de personnes incarcérées pour des motifs religieux. Certains groupes, dont l'Église du Dieu tout-puissant et le mouvement spirituel Falun Gong, sont carrément interdits, si bien que leurs membres risquent à tout moment d'être arrêtés. En 1999, Falun Gong a subi une opération de répression sans merci après avoir organisé une manifestation pacifique devant le siège du PCC pour réclamer une plus grande liberté de pratique.

Bref, Beijing semble craindre toute activité impliquant un grand nombre de personnes qui prêtent allégeance à une puissance supérieure au PCC.

Depuis de nombreuses années, la police harcèle et intimide les membres des «églises de maison» chrétiennes, des communautés non officielles qui refusent de s'enregistrer auprès de l'État. En 2014, les autorités de la province côtière du Zhejiang ont commencé à arracher les croix qui ornent les toits de bon nombre de ces lieux de culte indépendants, qui incluent des appartements et des bureaux transformés. Des pasteurs contestataires ont été arrêtés et condamnés à des peines allant jusqu'à 14 ans de prison. À l'hiver 2015, les chrétiens de Chine craignaient qu'à cette campagne succède une répression encore plus féroce.

JE PRENDS UN TAXI pour me rendre à l'église de mon ami, située en bordure de la «quatrième autoroute de ceinture» de la mégapole chinoise. L'endroit n'est pas facile à trouver, le quartier étant constitué de rangées identiques d'immeubles d'appartements en béton de style soviétique. Je finis par dénicher une entrée anonyme à côté d'un petit magasin, laquelle donne sur la cour d'un des bâtiments.

L'église a beau être clandestine, elle saute aux yeux de qui sait où porter le regard. Une grande croix rouge appliquée sur une fenêtre du rez-de-chaussée annonce sa présence. Placardées à l'intérieur, des affiches montrant des versets de la Bible illustrés de dessins sont visibles depuis la cour. Au bas d'un escalier se trouve une vaste salle au plafond haut où des fidèles occupent des rangées de chaises pliantes soigneusement alignées, ainsi qu'une pièce beaucoup plus petite qui sert à la fois de crèche et de vestiaire.

Le jeune pasteur axe son sermon sur des passages de la Bible qu'il interprète en se gardant d'émettre le moindre commentaire sur la société chinoise. Par la suite, il me demande de me lever et de me présenter. Les fidèles ne sourcillent pas lorsque je mentionne que je ne suis pas pratiquante et que je souhaite simplement connaître leur église. Je ne veux pas leur confier que je suis journaliste, car des policiers en civil pourraient se trouver dans la salle. Mais il ne m'est sans doute pas nécessaire d'être aussi circonspecte.

«Nous ne faisons pas tout à fait profil bas, me confie un dirigeant de la communauté que j'interviewe après le service. Nous chantons nos cantiques si fort que les gens du voisinage, curieux, descendent voir ce qui se passe. Tout le monde est bienvenu.»

Comptant seulement quelques centaines de membres, cette église non inscrite est relativement petite, m'explique aussi mon interlocuteur. À Beijing, les communautés de cette taille n'attirent généralement pas l'attention des autorités. Mais il me demande tout de même de taire le nom de l'église si j'écris à son propos.

Tandis que mon ami d'une politesse sans faille me ramène à mon appartement, situé dans un quartier du centre-ville, je lui demande pourquoi

il s'est converti au christianisme malgré la grande précarité des religions organisées dans la société chinoise.

«Ça donne un sens à ma vie, me répond-il simplement. La Chine a changé si vite, et les jeunes subissent tellement de pression! Je voulais savoir comment bien vivre.»



POUR BIEN COMPRENDRE LA QUÊTE de puissance de Beijing à l'échelle mondiale, il me fallait d'abord savoir jusqu'à quel point le PCC cherche à contrôler l'existence de ses 1,4 milliard de citoyens. L'État chinois contemporain ayant été fondé sur une révolution, ses dirigeants ne connaissent que trop bien le pouvoir des masses. Afin de maintenir leur emprise sur une si vaste population, au lieu d'appliquer les principes de l'*État de droit*, ils accordent la préséance au *droit de l'État*, soutenu par des dispositifs de surveillance ultrasophistiqués.

Des lois et des règlements encadrent à peu près toutes les facettes de la vie d'un individu, comme la personne avec qui celui-ci peut se marier, son droit d'avoir des enfants, l'endroit où il peut s'établir au pays, ce qu'il peut publier sur internet et même ses croyances sur la vie après la mort.

La capacité de Beijing de censurer, de punir ou de limiter toute forme d'expression, que ce soit sur internet, dans les journaux, dans les livres ou ailleurs, repose sur un cadre législatif étendu. En 2000, le Conseil des affaires de l'État (principale autorité administrative de la République populaire) a imposé aux hébergeurs de sites web l'obligation juridique de veiller au respect des règles de censure sur leurs plateformes.

En 2013, le gouvernement a lancé une campagne contre la propagation de «fausses rumeurs». Des centaines de blogueurs et de journalistes ainsi que de nombreux utilisateurs bien en vue des médias sociaux qui s'exprimaient sur des enjeux politiques ont été arrêtés. Même s'ils utilisaient des pseudonymes en ligne, la police les a localisés par leur adresse IP ou les informations transmises pour ouvrir leur compte. Une recherche menée par l'organisme de cybersécurité canadien The Citizen Lab a révélé que les plateformes numériques chinoises populaires comme

WeChat sont en mesure de déceler et de censurer instantanément les messages de leurs utilisateurs, y compris dans les conversations privées entre deux personnes.

Au service du bureau pékinois de la Deutsche Presse-Agentur, principale agence de presse multilingue de l'Allemagne, j'ai réalisé des reportages sur l'emprisonnement de blogueurs adolescents, des avortements forcés et des expropriations illégales. Des termes comme *daibu* (arrestation), *Guo'an* (police secrète) et *bigong* (aveux forcés) faisaient partie de mon lexique quotidien. Ne maîtrisant pas encore le mandarin, je m'efforçais d'enrichir moi-même mon vocabulaire sur les questions politiques les plus délicates, car je craignais de mettre mes collègues chinois en danger si je leur demandais de l'aide à la traduction.

Dans le système juridique surréaliste de la Chine, les avocats sont rigoureusement formés et les juges s'appuient sur la jurisprudence, mais le PCC est au-dessus des lois. Aucun chien de garde ne surveille les dirigeants du pays. Bien qu'elle reconnaisse des valeurs libérales comme la liberté d'expression, le droit de manifester et le droit de propriété, la Constitution ne limite aucunement les pouvoirs du Parti – un détail essentiel qui la rend vide de sens⁴.

Selon Amnesty International, le nombre de condamnés à mort est plus élevé en Chine que dans l'ensemble du reste du monde. Le nombre précis d'exécutions est cependant inconnu, car le gouvernement considère celles-ci comme des «secrets d'État». En outre, les tribunaux chinois affichent un taux de condamnation stupéfiant de 99,9%.

Les accusés au criminel finissant presque tous par être reconnus coupables, l'unique variable réside dans l'ampleur de la peine de prison ou de l'amende qu'on leur impose, et ce, depuis plusieurs décennies. En 2003, *Le Quotidien du peuple*, organe de propagande du Parti, rapportait qu'un tribunal de la province de l'Anhui avait condamné deux hommes à des peines de prison de neuf et sept ans respectivement pour «exploitation illégale d'une entreprise». Leur crime? Avoir publié des poèmes d'amour sans autorisation préalable de l'État.

J'ai tenté à maintes reprises de m'introduire dans une salle d'audience chinoise, toujours en vain. Un jour, à Tianjin, ville du nord du pays, j'ai remarqué une rangée de véhicules banalisés surmontés de caméras de surveillance, stationnés devant l'une des deux Cours populaires intermédiaires de l'endroit, où un fonctionnaire était jugé pour corruption. Le trottoir était dégagé, et j'ai cru pouvoir m'approcher suffisamment de l'immeuble pour observer l'atmosphère qui y régnait.

Semblant surgir de nulle part, un groupe bigarré d'hommes portant des survêtements ou des chemises mal ajustées enfoncées dans des pantalons militaires m'a aussitôt encerclée. Rien ne laissait paraître que j'étais journaliste; mon téléphone et mon calepin étaient dissimulés dans une poche de mon sac. «J'essaie simplement d'emprunter cette rue», ai-je dit sur un ton innocent. Une brute au crâne rasé m'a repoussée sans ménagement. Les hommes n'arrêtaient pas de crier et de me bousculer – jusqu'à ce que je parvienne à m'en dégager pour téléphoner à mon rédacteur en chef. M'entendant parler anglais, ils ont reculé.

Un détail de mon attitude avait peut-être éveillé leurs soupçons, même si j'ai l'apparence d'une Chinoise bien ordinaire. Ou peut-être suivaient-ils mes déplacements depuis quelque temps. Des collègues à moi qui s'en allaient faire un reportage sur des usines polluantes ont été empêchés de monter dans un train en partance de Beijing; un autre a été sommé de cesser de faire du jogging à proximité de la place Tian'anmen aux alentours d'une commémoration annuelle du massacre de 1989.

Installées par les autorités dans les endroits publics fréquentés ou par des entreprises privées dans des immeubles comme les banques, les caméras de surveillance munies de dispositifs de reconnaissance faciale sont omniprésentes en Chine. Certains policiers portent même des lunettes de soleil perfectionnées qui, grâce à la technologie de reconnaissance faciale, leur permettent de localiser un suspect dans une foule. Aucune loi nationale n'encadre la collecte de données biométriques, qui incluent les empreintes digitales, les traits du visage et la voix. Dans un tel environnement, les gens ne s'attendent guère à ce que leur vie privée soit respectée.

Il est malsain d'être toujours inquiet, mais, dans des milieux comme ceux des médias, du droit et des ONG, la plupart des étrangers et des citoyens chinois jugent nécessaire de présumer que les autorités ne les quittent jamais des yeux. Celles-ci peuvent exercer leur surveillance en piratant les ordinateurs portables ou en suivant les gens sur leur chemin vers le travail, par exemple.

La police de Tianjin a fini par me laisser partir après qu'un agent en uniforme eut inspecté ma carte de presse étrangère, mais des policiers en civil m'ont suivie pendant que je me précipitais vers une station de métro. J'ai plutôt sauté dans un taxi, et j'ai crié au chauffeur de partir au plus vite dans n'importe quelle direction. Je me sentais comme dans une scène d'évasion au cinéma, et je frissonne encore à l'idée de ce qui aurait pu m'arriver si les agents n'avaient pas cru que j'étais une ressortissante étrangère.

J'étais soulagée que la police ne m'ait pas demandé mon passeport: bien que sa couverture soit ornée des armoiries du Canada, il y est indiqué que mon lieu de naissance est Hong Kong. Les agents auraient donc pu me soupçonner d'être une Chinoise, car leur gouvernement ne reconnaît pas la double citoyenneté. En fait, j'avais renoncé à ma citoyenneté hongkongaise quelques années auparavant, par précaution.

SELON DES HISTORIENS, L'OBSESSION du Parti pour le contrôle plonge ses racines dans les traditions du confucianisme et du légisme⁵. Selon le philosophe Confucius, qui a vécu il y a plus de 2500 ans, toute personne se doit d'adapter son comportement à la place qu'elle occupe dans la hiérarchie, c'est-à-dire en fonction de sa position de supériorité ou de subordination dans les rapports sociaux. C'est pourquoi les enfants sont tenus d'obéir à leurs parents, les jeunes adultes de suivre les conseils de leurs aînés et les citoyens d'être loyaux à l'empereur.

Apparu en Chine vers 400 av. J.-C., le légisme était compatible avec la vision confucianiste du monde parce qu'il reconnaissait à l'empereur le pouvoir de dominer un vaste empire peuplé d'ethnies et de cultures diverses par l'entremise d'un ensemble de lois et d'édits codifiés. Il s'agissait d'une forme d'absolutisme soutenu par une bureaucratie. On a comparé le légisme

au machiavélisme occidental, car il affirmait que la consolidation d'un pouvoir autocratique était nécessaire à l'atteinte de la stabilité et de la sécurité.

Ces deux traditions n'étaient guère favorables au pluralisme des idées et aux droits de la personne.

Depuis qu'il s'est hissé à la tête du PCC en 2012, le président Xi Jinping a souvent fait part de son admiration pour les classiques chinois⁶. Il aime particulièrement citer les penseurs légistes d'autrefois pour rappeler à ses citoyens qu'ils ont grand intérêt à se soumettre à un dirigeant fort.

«Quand ceux qui font respecter la loi sont forts, l'État est fort», a déclaré Xi lors d'un forum sur le leadership en 2014. Il citait les propos du juriste légiste Han Fei (280-233 av. J.-C.) sur les monarques qui savent mater l'agitation sociale. «Quand ils sont faibles, l'État est faible.» Ce faisant, Xi se comparait à un empereur.

Né en 1953, fils du combattant révolutionnaire communiste Xi Zhongxun, Xi Jinping fait partie d'une élite de «princes héritiers», descendants de hauts dirigeants du PCC. Ces dernières années, ce pedigree leur a conféré des avantages comparables à ceux dont jouissent les grandes familles politiques des États-Unis, comme les Kennedy. Nombre d'entre eux se sentent investis du devoir de maintenir la domination du Parti.

Au milieu du XX^e siècle, dans le tumulte des derniers moments de la Révolution culturelle, le père de Xi est tombé en disgrâce. Comme des milliers d'autres jeunes citadins, Jinping s'est vu forcé de séjourner pendant des années en milieu rural pour s'instruire auprès des paysans. Indépendamment des actes commis par son père, il aurait quand même fini par faire partie de ces légions de *zhiqing*, car cette politique visait tous les jeunes Chinois des villes. Contre toute attente, Xi s'en est très bien tiré; les affinités qu'il a développées avec les paysans ont fini par entrer dans la légende.

Au cours des décennies suivantes, Xi a gravi les échelons du Parti. Après avoir servi de 1999 à 2002 comme gouverneur de la riche province du Fujian, il est devenu secrétaire du PCC de la province voisine du Zhejiang. En 2012, à l'âge de 59 ans, il a été élu secrétaire général du Parti

communiste chinois. Le terme «président» n'est pas d'usage courant en Chine, mais, dans la plupart des pays occidentaux, on l'emploie pour désigner la personne qui dirige la République populaire de Chine, même si certains experts jugent qu'un tel titre laisse entendre que l'obtention du poste résulte d'une élection démocratique.

Bien qu'il exprime rarement ses émotions, Xi est une force à ne pas sous-estimer. Peu après son accession à la fonction suprême, il a livré aux membres du Parti un discours sur les leçons «profondes» à retenir de l'effondrement de l'Union soviétique.

«Pourquoi l'Union soviétique s'est-elle désintégrée? Pourquoi le Parti communiste de l'Union soviétique s'est-il écroulé? C'est tout d'abord parce que leurs convictions ont faibli», a déclaré Xi, selon un résumé de ses propos qui circulait dans les hautes sphères de l'État chinois et que le *New York Times* a publié. Le nouveau président a mentionné la paralysie politique, l'hérésie idéologique et le manque de loyauté des militaires au nombre des facteurs contre lesquels le PCC devait impérativement se prémunir.

En quelques années, Xi a supervisé une modernisation rapide des forces armées, dont il a pris la tête à titre de président de la Commission militaire centrale et de commandant en chef du centre de commandement interarmées, un poste jusque-là inexistant. Afin de minimiser le pouvoir des bureaucrates, il a réorganisé les forces armées et d'autres pivots de la hiérarchie du PCC, ce qui a fait de lui la figure centrale de pratiquement tous les champs d'intervention du gouvernement.

L'OBSESSION DE BEIJING POUR L'ORDRE SOCIAL découle en grande partie «des turbulences, des effondrements et des implosions qui ont marqué deux millénaires d'histoire impériale en Chine», explique Kerry Brown, directeur du Lau China Institute au King's College de Londres. «Il n'est pas étonnant de voir les dirigeants actuels du pays accorder la priorité à l'ordre, quel qu'en soit le prix. [...] Précisons cependant que la peur les tenaille, car ils cherchent davantage à éviter des situations fâcheuses qu'à mettre en avant la vision audacieuse et positive d'une société meilleure⁷.»

Bien que les dirigeants chinois semblent craindre l'imminence d'un autre grand soulèvement populaire, de nombreux citoyens ordinaires n'ont pas oublié le chaos du XX^e siècle. Leur crainte de voir l'histoire se répéter contribue ainsi à la consolidation de l'autorité du Parti.

Nombre de gens nés avant les années 1970 ont connu la guerre civile, la famine et la série de tentatives du PCC de «rééduquer» les masses au nom de la révolution socialiste⁸. Quand l'ère Mao ou la Révolution culturelle surgissent au détour d'une conversation, les interlocuteurs les plus âgés résument souvent cette époque en un mot avant de changer de sujet: *luan*, qui signifie «état d'agitation frisant le chaos». En Chine, les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale ont été pour le moins mouvementées.

Après que les forces révolutionnaires de Sun Yat-sen eurent réussi à renverser la dynastie Qing en 1912 et, ce faisant, à abolir la monarchie en Chine, la nouvelle République a vite fait face à une force d'opposition. La Révolution prolétarienne en Russie, le marxisme et le léninisme avaient trouvé des adeptes enthousiastes chez les intellectuels de gauche chinois, dont certains avaient passé les années formatrices de leur jeunesse à Moscou. En 1921, à Shanghai, 50 intellectuels ont fondé le Parti communiste chinois, dont les principaux dirigeants seraient d'abord Chen Duxiu et Li Dazhao. Le groupe se passionnait pour la recherche de moyens d'adapter les principes marxistes-léninistes à la création d'une Chine forte et moderne. Au départ, ces intellectuels privilégiés n'avaient aucune intention de conquérir le pouvoir par la force.

Ce qui avait commencé par une rivalité subtile se muerait en conflit armé après que le général nationaliste Tchang Kaï-chek eut inopinément ordonné le massacre de 5000 militants communistes à Shanghai, en 1927. Le fait que le Parti communiste ait survécu à la tuerie est en grande partie attribuable à l'action d'un de ses membres alors relativement jeune, Mao Zedong. Toute sa vie, et notamment pendant les deux décennies d'une guerre civile qui opposerait les nationalistes et le PCC, ce fils d'un riche agriculteur de Shaoshan, au centre de la province du Hunan, s'appuierait sur la classe paysanne, qui garantirait sa survie aussi bien que son ascension au pouvoir.

À l'adolescence, Mao était un grand lecteur d'ouvrages politiques. Il y a développé un vif intérêt pour les campagnes militaires de George Washington et de Napoléon Bonaparte. En 1917, alors qu'il étudiait en vue de devenir enseignant à l'École normale de Changsha, il commandait l'armée de volontaires étudiants. Plus tard cette année-là, il s'est établi à Beijing, où il a obtenu le poste d'adjoint au bibliothécaire de l'université, Li Dazhao. C'est pendant son séjour dans cette ville que Mao est devenu, sous le tutorat d'intellectuels comme Li et Chen, un marxiste loyal et un ardent défenseur de la cause communiste.

Après le massacre des membres du Parti, dont les survivants avaient été contraints de fuir dans d'autres régions du pays, Mao a rallié des roturiers et cofondé l'Armée rouge des travailleurs et des paysans de Chine. Son insistance sur la nécessité d'adopter des tactiques de guérilla s'est avérée très bénéfique pour cette force bigarrée, si bien qu'on l'a nommé chef du PCC pendant la Longue Marche de 1934-1935, où divers contingents communistes ayant échappé de justesse aux forces nationalistes ont établi une nouvelle base à Yan'an, dans la province du Shaanxi.

Pendant la seconde guerre sino-japonaise de 1937-1945, qui coïnciderait avec la Seconde Guerre mondiale, l'Armée rouge a conclu une trêve avec les nationalistes, auxquels elle s'est alliée pour repousser l'envahisseur japonais. Les communistes ont cependant laissé l'essentiel des tâches de combat aux nationalistes de Tchang. La guerre civile chinoise a repris tout de suite après la capitulation du Japon. L'Armée rouge est parvenue à vaincre ses opposants affaiblis en les reléguant à Taïwan, île du sud de la Chine auparavant contrôlée par le Japon.

Le 1^{er} octobre 1949, la République populaire de Chine était proclamée. Mao en resterait le maître suprême jusqu'à sa mort en 1976.

Le PCC avait pour tâche de faire d'un pays déchiré par la guerre la société communiste utopique qu'il avait promise à ses sympathisants. Si Mao s'était illustré comme chef de guérilla, il se révélait nettement moins compétent comme homme d'État. Il croyait que le fait de regrouper des fermes indépendantes dans d'immenses coopératives agricoles aiderait la Chine à passer de l'économie agraire à la modernité industrielle. Du jour au

lendemain, les pratiques agricoles traditionnelles ont été bouleversées. Les dirigeants locaux ont subi des pressions pour faire augmenter le rendement des cultures rapidement. Appelé «Grand Bond en avant», ce projet catastrophique de collectivisation agricole mené de 1958 à 1962 a poussé des fonctionnaires inquiets pour leur avenir à rivaliser dans l'allocation de quotas de grain irréalistes aux villes. Ce faisant, ils ont réduit des paysans à la famine. De nombreux fonctionnaires de haut rang n'osaient pas rapporter ces ratages du programme de Mao. Quand il est devenu flagrant que les populations rurales crevaient de faim, il était trop tard.

On estime que 30 millions d'habitants des régions rurales sont morts, ce qui fait de cet épisode la pire famine de tous les temps.

Dans les villes, cependant, le Parti assurait aux citoyens qui travaillaient dans les forces armées, la fonction publique et les sociétés d'État la sécurité d'emploi et des avantages sociaux à vie. Ce système était surnommé «bol de riz en fer». Le terme vient de l'histoire d'une jolie domestique qui n'arrêtait pas de casser les bols de riz de son maître. Ébloui par la beauté de son employée, celui-ci ne la punissait jamais. Il a plutôt fini par remplacer ses bols en céramique par des bols en fer. Même si la bonne faisait mal son travail, elle a continué à être récompensée.

Mais la sécurité du «bol de riz en fer» avait un prix, car les gens qui en bénéficiaient avaient peu de prise sur leur cheminement de carrière et leur vie privée. Le Parti autorisait les gestionnaires d'unité de travail à sélectionner les employés qui pouvaient se marier, à déterminer le moment de l'union et à décider si les époux auraient ou non des enfants. Ils pouvaient aussi muter les gens d'un emploi à l'autre sans égard à leurs préférences.

En 1966, faisant face à des critiques internes et voyant sa gloire s'émousser, le président Mao a mobilisé ses jeunes partisans en vue d'éradiquer les éléments «bourgeois» qui avaient infiltré l'État et la société. Partout au pays, ces corps paramilitaires de «Gardes rouges» commettraient des exactions d'une violence inouïe contre des gens qu'ils qualifiaient d'«ennemis de classe», parmi lesquels figuraient des intellectuels et des

propriétaires terriens. Ainsi a débuté la Révolution culturelle, qui durerait dix ans.

À cette étape de son développement, la Chine était une sorte de «royaume ermite», un peu comme la Corée du Nord d'aujourd'hui; fermée au reste du monde, elle entretenait peu de relations diplomatiques avec les États non communistes. De 1949 à 1974, les ressortissants de la plupart des pays occidentaux n'étaient pas autorisés à franchir les frontières de la République populaire, même pour de brefs séjours touristiques (la Chine n'entreprendrait le développement de son industrie touristique qu'à la fin des années 1970, dans le contexte des réformes économiques lancées par Deng Xiaoping). Dans un pays pratiquement coupé du monde, la Révolution culturelle érodait les fondements mêmes de la société, au point où, dressés les uns contre les autres, les membres d'une même famille pouvaient commettre des horreurs.

ZHANG HONGBING AVAIT 16 ANS quand lui et son père ont envoyé sa mère chez le bourreau.

Le soir du 13 février 1970, dans une petite ville de la province d'Anhui, la mère de Zhang, Fang Zhongmou, a critiqué Mao lors d'une dispute avec les membres de sa famille, tous fanatiques. Depuis le début de la Révolution culturelle, période parmi les plus sanglantes de l'histoire de la Chine, plus d'un million de personnes avaient été tuées, et des millions d'autres, battues, humiliées, harcelées.

«Pourquoi Mao Zedong s'honore-t-il d'un culte de la personnalité? Il y a des photos de lui partout!» avait lancé Fang.

«Je lui ai dit "Tais-toi! Je vais fracasser ta tête de chien si tu oses critiquer notre grand timonier bien aimé, le président Mao!"» me raconte Zhang. Traiter quelqu'un de chien est une insulte courante en Chine.

L'oncle de Zhang a demandé à la mère de retirer ses paroles en l'avertissant qu'elle risquait d'être tuée, mais celle-ci a répondu «je n'ai pas peur» avant d'arracher du mur un portrait de Mao et d'y mettre le feu.

«Mon père nous a alors demandé de garder ma mère à l'œil pendant qu'il sortait pour aller la dénoncer, poursuit Zhang. J'ai écrit une lettre de

dénonciation moi aussi.»

Zhang a assisté au procès de sa mère, mais pas à son exécution: «J'ai préféré m'enfuir. Je ne voulais pas être témoin de la mort cruelle et sanglante de ma mère.»

Zhang a accepté de me parler dans le cadre d'un article que je préparais, en 2016, pour souligner le 50^e anniversaire du déclenchement de la Révolution culturelle. Aujourd'hui, le PCC qualifie officiellement cette dernière de «décennie catastrophique» à l'origine des «plus grandes pertes qu'aient subies le Parti, le pays et son peuple depuis la fondation de la République populaire». Il ne tolère cependant aucune discussion sur les événements qui viserait à en tenir les instigateurs pour responsables.

Zhang Hongbing est une anomalie – un homme disposé à se vider le cœur tellement il est hanté par la culpabilité. Alors que la mémoire populaire s'estompe et que la dimension tragique de l'essor de la Chine moderne n'est pas enseignée aux jeunes générations, cet avocat établi à Beijing craint qu'une révolution culturelle «se produise à nouveau, mais sous une autre forme».

La plupart des personnes âgées auxquelles j'ai demandé de me raconter leur expérience m'ont houspillée en me reprochant d'être agaçante. Elles ne veulent pas ressasser le passé. Elles veulent croire à un avenir meilleur.

LE GOUVERNEMENT CHINOIS VOIT d'un bon œil l'amnésie collective concernant des événements traumatisants et la volonté de la population de se tourner vers l'avenir, car celles-ci facilitent son maniement de la carotte et du bâton – la carotte prenant surtout la forme de mesures d'incitation économique, et le bâton, de sanctions judiciaires ou économiques.

Il est vrai que cette approche est une composante essentielle de l'art de gouverner du PCC depuis plusieurs décennies. Sous le règne de Xi, toutefois, le Parti se livre à une propagande intense sur sa contribution remarquable à la prospérité économique. Dans ses discours publics, le président affirme qu'il faut voir dans l'effondrement de l'Union soviétique une mise en garde et qu'il est essentiel de protéger le pays contre la

vulnérabilité économique et la résistance idéologique pour en maintenir la stabilité intérieure.

La Chine contemporaine n'a rien d'une société égalitaire. Un véritable sous-prolétariat y vit dans de misérables taudis et des appartements souterrains caverneux. Quand une nouvelle autoroute ou un nouveau centre commercial sont planifiés dans leur secteur, de pauvres travailleurs migrants sont chassés de chez eux: des avis d'expulsion rédigés à l'encre rouge sont apposés sur la porte de leur bicoque, et puis c'est tout, même si leur emploi de travailleur de la construction ou de balayeur de rue, par exemple, est essentiel au bon fonctionnement des villes. Des fonctionnaires débranchent leurs logements du réseau électrique et érigent des clôtures de barbelés pour les empêcher d'entrer, puis les équipes de démolition se mettent au travail.

Pourtant, même ces travailleurs d'en bas de l'échelle ont relativement confiance en l'avenir. Selon un sondage réalisé en 2016 par le Pew Research Center, environ 80% des Chinois croient que la situation financière de leurs enfants sera meilleure que la leur⁹. Comme en témoignent d'une année à l'autre des sondages internationaux menés par des maisons reconnues, la population chinoise tend à être l'une des plus optimistes du monde en ce qui concerne ses perspectives économiques. Sept Chinois sur dix s'attendent à ce que leur situation économique s'améliore dans les douze prochains mois. Voilà qui contraste avec les sombres débouchés auxquels font face les membres nord-américains de la génération Y par rapport à la situation qu'ont connue leurs parents.

L'esprit d'entreprise est omniprésent en Chine: chez les propriétaires de chariots à *jianbing* qui, à Beijing et ailleurs, sillonnent la ville pour servir leurs délicieuses crêpes fourrées là où se rassemblent des citadins affamés, tout comme dans les innombrables publicités de nouveaux commerces, de nouveaux gadgets, de nouvelles boîtes de nuit et de nouveaux restaurants. Dans les villes plus petites, où j'utilisais une appli pour trouver des conducteurs, ceux-ci s'arrêtaient souvent pour prendre d'autres passagers et ainsi maximiser leur revenu. Une telle effervescence est assez normale au sein de la classe ouvrière chinoise. Un jour, un chauffeur a même pris un

appel vidéo de sa fillette en conduisant: c'est manifestement pour elle qu'il trimait si fort.

Des campagnes gouvernementales de lutte contre la pauvreté apportent certes de l'aide aux plus démunis dans les régions éloignées, mais elles font appel à des méthodes qui seraient inconcevables dans les pays démocratiques, comme la démolition de villages et le déménagement forcé de leurs habitants dans d'autres parties de la province afin, prétend-on, d'améliorer leur accès aux ressources et leurs perspectives économiques. En milieu rural, les pauvres prennent soin les uns des autres; depuis 2010, un réseau local de «travailleurs sociaux aux pieds nus», soutenu par l'État, vient en aide aux enfants frappés par la maladie et la misère.

Des études montrent que le gouvernement central bénéficie d'un appui modéré à élevé de la part de la classe moyenne. Environ 40% des entrepreneurs sont membres du PCC; nombre d'entre eux siègent à des comités sectoriels ou à des associations locales. «Les gens d'affaires eux-mêmes considèrent qu'il s'agit là de bonnes pratiques entrepreneuriales», indique David Goodman, professeur à l'Université de Sydney¹⁰.

Selon les experts que j'ai consultés, la confiance des Chinois dans le Parti relativement aux questions économiques est largement attribuable à l'influence durable de Deng Xiaoping, qui s'est graduellement hissé à la tête de l'État chinois après la mort de Mao en 1976. En plus d'avoir fait prendre un virage spectaculaire à l'économie, faisant passer celle-ci du collectivisme à un système pseudocapitaliste où la propriété de l'État se limite à des industries névralgiques, Deng a établi des liens commerciaux avec de nombreux pays démocratiques.

Des formules comme «laissons d'abord certaines personnes s'enrichir» et «le socialisme à caractéristiques chinoises» étaient fort populaires à son époque. Connu comme l'«architecte de la Chine moderne», Deng a occupé divers postes de cadre supérieur dans le PCC avant d'en devenir le numéro un en 1978. Il a conservé une grande influence sur le pays jusqu'à sa mort, survenue en 1997, près de dix ans après son départ à la retraite en 1989. Livrant des discours mémorables, ce chef charismatique vantait son plan consistant à permettre l'émergence graduelle d'un capitalisme de libre

marché en Chine et à reporter l'atteinte d'objectifs socialistes comme la redistribution équitable de la richesse.

À certains égards, sa politique économique ressemblait à la «théorie du ruissellement», popularisée au même moment par le président des États-Unis Ronald Reagan. Selon cette vision, accorder des allègements fiscaux aux grandes entreprises et aux riches stimulerait la croissance économique et, à long terme, profiterait à la société dans son ensemble. Cet équivalent chinois de *l'American Dream* reposait sur une promesse de prospérité individuelle: ne vous alarmez pas de voir d'autres personnes s'enrichir avant vous, car votre tour pourrait être le suivant, affirmaient Deng et ses successeurs.

Or, même s'il s'était avéré très libéral comme réformateur de l'économie, Deng maintenait un contrôle strict sur la société civile. En 1989, alors que le mouvement de contestation de la place Tian'anmen s'était propagé à environ 400 autres villes de Chine, Deng et d'autres tenants de la ligne dure soutenaient que la société sombrerait dans l'anarchie si l'État n'avait pas recours à la force.

La condamnation internationale du massacre de Tian'anmen a terni la réputation de Deng au sein du PCC. En novembre 1989, il a «pris sa retraite». Son absence a freiné les réformes économiques. Deng restait cependant très influent auprès du Parti et apprécié de la population. En 1992, dans une tentative de relancer son programme visant à laisser le capitalisme propulser l'économie vers l'avant, il a entrepris sa célèbre tournée économique des villes du sud qui, croyait-il, avaient le potentiel d'aider les entreprises chinoises à accéder au marché mondial. Cette campagne lui a valu un soutien massif à l'échelle locale et des marques d'approbation à l'échelle internationale. Les discours qu'il y a livrés reposaient sur des axiomes pour lesquels Deng est encore respecté de nos jours. À ses yeux, l'établissement de zones de libre marché en Chine était «de nature socialiste». Il pressait ses concitoyens de ne pas craindre de faire des affaires avec des entreprises étrangères.

En 2001, au terme d'un long processus international de négociations et de débats, la Chine adhéra à l'Organisation mondiale du commerce

(OMC). Or, si certains Chinois s'étaient fabuleusement enrichis grâce aux réformes et à l'ouverture de l'économie aux marchés mondiaux, le citoyen moyen, lui, restait très pauvre. En 2010, la Chine a dépassé le Japon en devenant la deuxième économie mondiale. Pourtant, en 2018, le revenu annuel moyen par habitant n'y était que de 12 473 dollars, loin en deçà de la moyenne mondiale. Encore aujourd'hui, le pays affiche des inégalités de revenus parmi les plus fortes du monde.

Pendant que Beijing verse des milliards de dollars en subventions et autres mesures de soutien aux entrepreneurs et aux capitaines d'industrie, le fossé entre riches et pauvres s'élargit en Chine, où il est maintenant plus grand qu'il ne l'a jamais été aux États-Unis.

Selon la Banque mondiale, après quatre décennies de taux de croissance annuels dans les deux chiffres, l'économie chinoise a fini par ralentir. En chute libre, les marchés boursiers du pays ont atteint en 2015 un creux jamais vu depuis 2007, à l'aube de la crise financière. Les autorités centrales ont réagi en déployant une série étourdissante de mesures de stimulation et d'assouplissement, parmi lesquelles figuraient une succession de baisses des taux d'intérêt et la dévaluation de la devise chinoise. Ces efforts ont permis d'éviter l'effondrement, mais, selon des experts, un sentiment de malaise a persisté face au déclin de l'économie. Le ralentissement s'est d'ailleurs poursuivi. En 2019, l'économie chinoise n'a crû que de 6,1%, ce qui représente un grand bond en arrière par rapport au rythme des années précédentes.

«J'ai vendu la plus grande partie de mes actions chinoises, et je prévois plutôt d'investir dans des sociétés étrangères», m'a confié en 2015 Mason Zhao, gros investisseur établi à Beijing. Pendant que les riches se démenaient pour placer leur argent à l'extérieur du pays, les pauvres, eux, portaient le fardeau du ralentissement économique. Les prix des produits de première nécessité augmentaient, les pertes d'emploi se multipliaient et l'automatisation des usines rendait de nombreux ouvriers superflus.

Parce que l'économie avait cessé de croître à un rythme effréné, l'idée voulant que le Parti apporte la prospérité à la population en échange de son emprise totalitaire sur celle-ci devenait intenable. Or, le président Xi a

continué à marteler son message selon lequel il faut interpréter le sort de l'Union soviétique comme une mise en garde. Le PCC n'entendait pas laisser la critique prospérer à l'encontre de ses principes politiques.

EN L'ABSENCE DE LIBERTÉS CIVIQUES permettant aux citoyens d'adresser leurs doléances et leurs revendications au gouvernement, l'émigration vers des contrées plus libres est une option prisée des Chinois qui en ont les moyens. Ceux qui n'ont pas la possibilité ou l'intention de partir tentent généralement d'améliorer leur situation personnelle. S'intéresser aux affaires politiques est jugé *ma fan* – trop compliqué –, mais, en même temps, nombre de gens s'irritent de voir l'État contrôler jusqu'aux aspects les plus intimes de leur existence.

Traditionnellement, les Chinois préfèrent donner naissance à des garçons qu'à des filles, car seuls les enfants mâles peuvent perpétuer la lignée familiale. En vigueur de 1979 à 2015, la politique de l'enfant unique visait à contenir la taille de la population afin d'éviter la surexploitation des ressources du pays, mais elle a aussi entraîné des millions d'avortements sexo-sélectifs et l'abandon ou le meurtre de centaines de millions de fillettes par leurs parents, qui souhaitaient tenter à nouveau leur chance d'avoir un garçon.

En octobre 2015, après plus de 30 années d'ingérence brutale de l'État dans les choix reproductifs des citoyens, une avancée semble avoir eu lieu. Beijing a soudainement annoncé que tous les couples mariés auraient désormais le droit d'avoir deux enfants.

La population de la Chine vieillit rapidement. La faiblesse du taux de natalité fait en sorte que, bientôt, il n'y aura plus assez de jeunes pour prendre soin des aînés et renouveler la main-d'œuvre. L'économie pourrait s'écrouler sous la pression. Néanmoins, la nouvelle politique n'a pas permis à tout le monde d'avoir des enfants pour assurer un avenir au pays. Pour les couples homosexuels, les couples non mariés et les parents célibataires, le cauchemar bureaucratique continue^{[11](#)}.

Pour Xiao Min, femme célibataire et pragmatique de 36 ans établie à Shanghai, la solution a consisté à trouver un faux mari, c'est-à-dire à

contracter un mariage de convenance qui paraîtrait bien sur papier.

Alors que nous savourons des cocktails dans un restaurant situé sur un élégant et verdoyant boulevard de l'ancienne concession française de Shanghai, Xiao m'explique qu'en tant que mère célibataire, porter un enfant hors mariage lui vaudrait une amende salée. Même une fois celle-ci payée, rien ne garantirait que son enfant obtienne la carte d'identité qui permet d'avoir accès aux services publics, d'ouvrir un compte en banque et de voyager. La stigmatisation sociale serait le moindre des soucis de son enfant.

Femme d'affaires prospère, Xiao envisage la vie dans un pays autoritaire comme un puzzle à résoudre. Elle a convaincu un ami de donner son sperme et de contracter un simulacre de mariage. Munie d'un certificat de mariage et forte de l'approbation des autorités de planification des naissances, elle a mis au monde une fille heureuse et en bonne santé. Son «mari» ne vit pas avec elle et lui rend visite de temps à autre. Personne ne les a encore ennuyés.

«J'ai une carrière qui me permet d'embaucher une nounou à temps plein. Je ne veux pas m'empresser de trouver un homme à marier seulement pour avoir des enfants», explique-t-elle en passant les doigts dans ses cheveux bien coiffés. Sa volonté et sa créativité forcent l'admiration, mais son histoire me fait réaliser que l'impitoyable régime juridique chinois ne s'applique pas à tout le monde de manière égale. Richesse et contacts font toute la différence.

Les parents pauvres des régions moins prospères de l'arrière-pays n'ont souvent d'autre choix que de confier leurs enfants à des proches pour chercher du travail dans les grandes villes. Selon l'UNICEF, la Chine compte environ 70 millions de ces «enfants laissés derrière».

Les gens qui souhaitent quitter leur région pour travailler se retrouvent dans les limbes en raison d'un système d'enregistrement des familles appelé *hukou*, qui fait d'eux des résidents temporaires où qu'ils s'établissent à l'extérieur de leur province d'origine. Un tel statut les prive d'accès aux services sociaux et de la possibilité de s'instruire, même des décennies après leur déménagement.

Vu le grand nombre de familles déchirées par la distance et trop pauvres pour voyager par avion, les deux semaines des fêtes du Nouvel An lunaire sont une période très spéciale. Il s'agit de l'unique moment de l'année où les travailleurs migrants disposent d'assez de temps libre pour effectuer un long voyage en train afin de rendre visite à leurs proches.

Je repense souvent à Zhang Jing, femme de 35 ans qui, à l'âge de 19 ans, a quitté sa petite ville rurale de la province de l'Anhui, dans le sud-est du pays, pour chercher du travail dans la capitale. Déterminée à surmonter les obstacles, elle a grimpé les échelons pour devenir gérante dans une société de transport de marchandises, mais aucun membre de sa famille ne possède de *hukou* pékinois. Par conséquent, sa fille ne pourra être admise aux examens d'entrée des universités de Beijing. Quand elle atteindra l'âge de fréquenter le lycée, elle et sa famille devront rentrer dans l'Anhui. «Pourquoi retournerions-nous là-bas, sinon pour lui permettre de poursuivre son éducation? La plupart de mes proches sont maintenant établis à Beijing. Nous ne connaissons presque plus personne dans l'Anhui», me confie-t-elle.

Mais Zhang s'estime chanceuse. Bien que l'avenir de sa fille soit incertain, d'autres membres de sa famille besognent à l'usine, passent de longues heures à travailler au restaurant ou font du ménage contre des salaires dérisoires dans les grandes villes, à des milliers de kilomètres de leurs enfants.

Les saisies de terrains par l'État sont une autre source fréquente de mécontentement. En vertu du droit de propriété chinois, un individu ne peut pas être propriétaire de son terrain, où il ne dispose que d'un droit d'usage pour un certain nombre d'années. Un tel régime ne lui laisse guère de recours face aux décisions du gouvernement. La modicité des dédommagements offerts aux citoyens pour la confiscation de leur demeure donne souvent lieu à de petites manifestations.

Après que j'eus quitté mon emploi, en 2017, en vue de collaborer avec l'Agence France-Presse à Beijing, j'ai régulièrement fait équipe avec le photographe Nicolas Asfour. Ensemble, nous avons voyagé à pied vers des villages reculés pour être témoins de changements sociaux fulgurants, avant

que des modes de vie entiers ne disparaissent à jamais. Nous avons rendu visite à un cirque ambulant, passé des semaines dans un village de travailleurs migrants très uni dont la démolition était imminente, et descendu une rivière dans un canot à moteur pour obtenir un aperçu de la vie quotidienne en Corée du Nord alors que les tensions entourant les tests de missiles atteignaient leur paroxysme.

À Chikan, quartier historique de Kaiping, dans le sud de la Chine, nous rencontrons un groupe de plusieurs dizaines de personnes qui résistent à la volonté du gouvernement de vendre leurs maisons pour faire place à un «parc à thème patrimonial». En 2007, l'UNESCO a inscrit Chikan et ses ornements architecturaux d'inspiration européenne sur sa liste du patrimoine mondial. Mais les habitants de l'endroit ont vite perçu cet honneur international comme une malédiction, car les autorités municipales ont conclu une entente de 900 millions de dollars avec une firme d'investissement qui entend transformer le Vieux-Chikan en attraction touristique vidée des familles qui y vivent depuis des générations. Les promoteurs planifient la construction d'un mur autour du quartier, l'aménagement de magasins de souvenirs et l'imposition d'un prix d'entrée¹².

Il y a quelques années encore, on faisait la queue tout autour du pâté de maisons pour manger un dessert à base de haricots rouges et de noix de coco de la grand-mère Wu. En cette étouffante soirée d'été, cette dame agile de 60 ans doit nous apprendre à enjamber une barricade pour gagner sa boutique.

Une fois sur les lieux, elle exige que nous goûtions ses desserts, qu'elle n'a pas cessé de fabriquer et dont elle assure la livraison à ses fidèles clients. Elle nous montre l'avis d'éviction placardé sur sa porte. Une indemnité de 3200 à 3900 yuans (de 480 à 585 dollars) par mètre carré est offerte aux résidents de Chikan, ce qui est loin d'être suffisant pour acheter un petit appartement dans la région. L'automne précédent, Wu et quelques voisins ont exprimé leur mécontentement par une manifestation, ce qui leur a valu d'être arrêtés puis emprisonnés pendant plusieurs jours.

En écoutant la grand-mère Wu nous faire part de son impression d'être privée d'avenir, j'imagine la vindicte populaire que subirait le maire d'une ville de France ou d'Allemagne qui tenterait de réserver le même sort à un quartier historique. Elle et ses voisins sont prêts à assumer les conséquences de leur résistance. Ils refusent de quitter les lieux par principe et parce qu'ils n'ont nulle part où aller. Ils attendent essentiellement que la police les évince.

Aux gens qui, n'étant pas propriétaires, n'ont pas droit à une indemnité forfaitaire, l'administration municipale fournit des logements locatifs subventionnés. Mais ceux-ci se résument à des rangées de conteneurs empilés les uns sur les autres où il règne une chaleur insupportable en été. Nous rendons visite à une parente de Wu qui vit seule dans une de ces boîtes en métal sur un terrain nu de la périphérie. Deux ventilateurs font circuler l'air dans le petit appartement, mais ne suffisent pas à évacuer la chaleur étouffante. À l'extérieur, aucun banc n'accueille les résidents qui voudraient se réunir. Les enfants, qui pouvaient jadis s'amuser à l'ombre d'arbres magnifiques dans leur ancien quartier, trouvent à s'occuper, sous un soleil brûlant, dans les espaces qui séparent les rangées de maisons métalliques.



LES MANIFESTATIONS EN TOUT GENRE sont très rares en Chine, considérant l'importance de sa population, mais il s'en déroule tout de même régulièrement. J'ai suivi les manifestations d'ouvriers d'usine qui réclament de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. Bien qu'elles soient trop modestes pour attirer l'attention des grands médias, elles se succèdent sans cesse dans toutes les régions du pays. En 2015 seulement, le groupe de vigilance hongkongais China Labour Bulletin a consigné 2509 grèves et manifestations d'ouvriers et d'employés. Ces débrayages découlent principalement des fermetures d'usines et des mises à pied qui se multiplient à mesure que Beijing fait passer le pays d'une économie de transformation à une économie orientée vers la haute technologie, l'innovation et la consommation. Le marché mondialisé y joue

aussi un rôle, car les usines d'Asie du Sud-Est concurrencent durement le secteur manufacturier chinois grâce à leurs coûts de fabrication et de main-d'œuvre inférieurs.

Ces manifestations ouvrières sont autorisées jusqu'à un certain point – tant que leurs cibles sont considérées comme étant de rang inférieur, ce qui est le cas, par exemple, des propriétaires d'une usine locale. Quand la critique vise le Parti, l'État réagit au risque d'émergence d'une opposition organisée en réprimant jusqu'aux expressions d'insatisfaction les plus modérées.

Sous la gouverne de Xi, il y a de moins en moins de carottes et de plus en plus de bâtons.

En 2015, à la veille de la Journée internationale des femmes, les policiers de Beijing, de Guangzhou et de Hangzhou arrêtent cinq jeunes femmes pour la simple raison qu'elles projettent de distribuer des autocollants ornés de messages contre le harcèlement sexuel dans les transports en commun. Malgré les appuis qu'elles recueilleront un peu partout dans le monde, les membres du «gang des cinq» passeront des mois en prison, où elles subiront des interrogatoires constants. Alors candidate à la présidence des États-Unis, Hillary Clinton qualifie le traitement infligé à ces militantes d'«inexcusable».

Dans le passé, le mouvement féministe jouissait en Chine d'une plus grande latitude que de nombreux autres courants de pensée, car la révolution communiste reposait en partie sur la volonté de libérer les femmes d'un régime féodal qui les confinait à un statut d'infériorité. Or, l'arrestation de ces cinq femmes montre que toute forme de militantisme est risquée sous un gouvernement autoritaire comme celui de Xi.

Plus tard cet été-là, la police mènera des rafles dans tout le pays en vue de détenir ou d'interroger plus de 2000 avocats et militants des droits de la personne. Il s'agit de la campagne la plus impitoyable et la plus importante de l'histoire récente de la Chine. Parmi les personnes arrêtées figure l'éminent juriste Wang Quanzhang, qui a défendu un grand nombre de militants politiques et de victimes de saisie de terrain. Près de trois ans après qu'il eut été englouti dans les entrailles du système pénitentiaire

chinois, je rencontre son épouse, Li Wenzu, dans un restaurant de la banlieue de Beijing. En larmes, elle dit ignorer si son mari est encore en vie: 1000 jours après son arrestation, elle est encore sans nouvelles de lui.

En juillet 2017, je me rends dans un hôpital de la ville industrielle de Shenyang, située dans la province du Liaoning. J'espère y trouver le dissident chinois sans doute le plus célèbre en Occident, le prix Nobel de la paix Liu Xiaobo. En 2009, cet écrivain et philosophe a été condamné à 11 ans de prison pour «subversion», c'est-à-dire pour avoir coécrit un manifeste intitulé *Charte 08*, qui appelait à des réformes démocratiques. Longtemps auparavant, il avait fait partie des leaders étudiants des manifestations de la place Tian'anmen. Il est aussi l'auteur de nombreux essais et articles sur des réformes politiques. Son épouse, la poétesse Liu Xia, est *de facto* assignée à résidence depuis qu'il a obtenu le prix Nobel en 2010, et ce, même si elle n'est accusée d'aucun crime. Liu Xiaobo combat un cancer avancé du foie, maladie qu'il a développée en prison et qui pourrait l'emporter à tout moment.

Des policiers armés gardent les entrées du vaste complexe hospitalier où Liu est confiné. Contrairement aux journalistes étrangers qui, munis de leur encombrant matériel de prise de vues, ont été brutalement repoussés ces derniers jours, je parviens à me faufiler à l'intérieur, car j'ai l'air d'une Chinoise ordinaire, téléphone rose scintillant à la main. (Pour passer encore plus inaperçue, je porte une robe violet vif: les Chinoises des villes ont un goût pour les couleurs voyantes.) Pour éviter les caméras de surveillance, j'emprunte les escaliers au lieu de l'ascenseur.

Arrivée dans le département d'oncologie, au 11^e étage, je m'arrête un moment pour reprendre mon souffle avant de passer dans le corridor. Je repère des patients vêtus du même pyjama à rayures bleues et blanches que Liu portait sur les photos que des membres de sa famille ont fait passer en douce à la presse. Des infirmières vont et viennent, et des hommes à l'air blasé qui pourraient être des policiers sont assis sur des bancs, près de l'entrée d'une aile à laquelle l'accès semble avoir été récemment interdit au public. Sur des affichettes de fortune collées au mur, on peut lire «Fermé pour rénovations».

Je gagne la réception, où je demande à la préposée si je peux rendre visite au patient appelé Liu Xiaobo. Après une recherche sur l'ordinateur, elle me dit ne trouver personne sous ce nom dans les registres de l'établissement. (Ce matin même, l'hôpital a pourtant publié un communiqué sur l'état de santé du célèbre défenseur de la démocratie et la qualité supérieure des soins qu'il reçoit.)

Deux semaines plus tard, soit le 13 juillet 2017, Liu succombera à son cancer du foie dans cet hôpital, ce qui fera de lui le premier lauréat du prix Nobel de la paix à mourir en état d'arrestation depuis l'époque de l'Allemagne nazie. Quand il a reçu son diagnostic, Liu a demandé à être soigné à l'étranger (une requête qui, selon ses amis, visait à assurer la sécurité de son épouse après son décès). Des hôpitaux des États-Unis et de l'Allemagne ont proposé de l'accueillir, mais les autorités chinoises ont refusé de laisser partir le couple.

Malgré les incessants perfectionnements de la censure d'internet en Chine (un message privé peut disparaître sans que son expéditeur sache que ses mots n'arriveront jamais à destination), des gens trouvent un moyen d'exprimer la tristesse que leur cause la mort de Liu Xiaobo: sur WeChat, ils publient des émojis en forme de bougie accompagnés du sigle «RIP». Mais les administrateurs du réseau reprennent vite le dessus en supprimant ces messages pour «violation des lois et règlements applicables».

SOUVENT, L'IMPITOYABLE PERSÉCUTION DES prétendus «dissidents» par Beijing n'épargne pas leurs conjoints et leurs enfants.

En décembre 2017, le harcèlement que les autorités font subir à la professeure Chen Guiqiu et à ses deux filles, âgées de quatre et de quinze ans, est devenu si insupportable qu'elles s'enfuient de chez elles par un froid glacial, munies de sacs à dos ne contenant que le strict nécessaire. Chen vient de quitter son poste au Département des sciences de l'environnement à l'Université du Hunan, dans le centre de la Chine, mais c'est là le moindre de ses soucis. Quelques mois auparavant, à l'été 2017, lors des rafles qui ont mené à l'arrestation de centaines d'avocats et de militants des droits de la personne aux quatre coins de la Chine, la police a appréhendé son mari, Xie Yang.

Xie est avocat. Comme tant de défenseurs de l'intérêt public en Chine, il a été emmené pour interrogatoire dans un établissement de détention secret. Plusieurs mois après la disparition de son mari, Chen craignait le pire. Un tribunal finira par accuser l'homme d'«incitation à la subversion du pouvoir d'État», un crime très grave qui consiste à tenter de nuire à l'État et au régime socialiste en répandant des rumeurs ou des calomnies. Avant son arrestation, ses clients incluaient des chrétiens clandestins, une victime de violence policière et des militants prodémocratie de Hong Kong.

Depuis que Xie est détenu, la police le torture dans le but de lui arracher une confession. «Vous n'avez qu'un seul droit, celui d'obéir», lui auraient lancé les agents tout de suite avant de commencer à lui infliger des violences. «Ils se partageaient le travail: un ou deux d'entre eux me tenaient par les bras pendant qu'un autre me donnait des coups de poing, de genou ou de pied dans l'estomac», a-t-il raconté selon la transcription d'entretiens avec ses avocats.

Chen s'est portée à la défense de son mari. Elle a accepté de parler à des journalistes de la presse internationale comme moi et a constitué une sororité avec les épouses d'autres avocats détenus. Habillées de vêtements blancs ornés des noms de leurs maris en tissu rouge, les femmes ont manifesté devant des postes de police en réclamant la libération des prisonniers. La plupart d'entre elles ont aussi de jeunes enfants qui peinent à comprendre ce qui est arrivé à leurs pères. Bien que Xie soit loin d'être seul dans sa situation, son cas a suscité une attention particulière sur la scène internationale. À maintes reprises, les Nations unies ont condamné le traitement infligé à l'avocat. Dans une lettre, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a exigé de la Chine la libération immédiate de Xie et de deux autres personnes soumises à une «détention arbitraire» ainsi que le versement de dédommagements. C'est dans ces circonstances que Chen est devenue une cible de choix. Des fonctionnaires l'ont interrogée à répétition, la menaçant de l'évincer de son domicile et de lui faire perdre son poste de professeure si elle continuait à s'exprimer publiquement à propos de son mari.

Chen et ses filles tentent d'abord de sortir du pays par train. Mais elles sont interceptées par des agents de la sécurité, qui séparent momentanément

la mère et la benjamine de l'aînée avant de leur émettre un avertissement et de les laisser partir. Chen comprend maintenant qu'il lui faudra faire preuve d'audace dans sa fuite si elle souhaite protéger ce qui lui reste de famille.

De ville en village, empruntant des routes interminables à travers des forêts denses, à pied comme en voiture, des sympathisants escortent Chen et ses filles en direction de la Thaïlande. Ce voyage éprouvant dure plus d'une semaine. Au cœur de la nuit, elles franchissent de longues distances en terrain accidenté pour éviter la police frontalière. Enfin, la famille arrive à Bangkok, où une maison réputée sûre les attend dans un quartier riche planté d'arbres tropicaux verdoyants. On dirait une oasis.

Le répit sera de courte durée. La police arrive vite sur les lieux, et un juge du tribunal de l'immigration ordonne à la famille de quitter le pays immédiatement. Mais Chen ne perd pas confiance pour autant. Elle sait que des amis américains ont fait le nécessaire pour lui procurer des visas de séjour aux États-Unis et que, sa benjamine étant citoyenne américaine de naissance, elle et ses filles auront droit à l'assistance consulaire.

Tandis que la petite famille poireaute dans un centre de détention de l'immigration de Bangkok, des agents chinois font irruption dans l'établissement. Chen et ses filles se mettent à paniquer. Plusieurs diplomates américains interviennent. Ils convainquent les gardiens thaïlandais de laisser la famille sortir par la porte d'en arrière. Mais les agents chinois ne déclarent pas forfait si facilement. Ils poursuivent la mère et ses filles jusqu'à l'aéroport international, où des représentants des trois pays se livreront à une bruyante altercation. Une entente diplomatique finira par être conclue, et la famille montera dans un avion en partance pour les États-Unis.

Cet imbroglio international se déroule le 3 mars 2017, soit quelques semaines avant la première rencontre des présidents Xi Jinping et Donald Trump à la villa de Mar-a-Lago, en Floride. Quand, dans mon rôle de correspondante étrangère à Beijing, je demanderai à un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères de commenter la situation de Chen Guiqiu et de Xie Yang, il se contentera de répéter les points prévus à l'ordre du jour.

En 2019, Xie est libéré de prison – une consolation de courte durée. Lorsqu'elle lui parle au téléphone avec ses filles, Chen le trouve «bizarre». Elle me dit craindre qu'on ait porté atteinte à la santé de son mari de manière irréversible et se sentir impuissante à l'aider depuis les États-Unis. On ignore si la famille finira par être réunie à nouveau, car la police chinoise a confisqué le passeport de Xie.

J'ai contacté Chen après qu'elle se fut établie au Texas. Nous communiquons par l'entremise d'une appli cryptée. «Au centre de détention de l'immigration, je ne pensais vraiment pas qu'on viendrait à mon secours», me raconte-t-elle en mandarin d'une voix calme et assurée. Elle se dit soulagée de voir ses filles sereines après ce qu'elles ont enduré en Chine. Elles ont vite pris goût à la vie au Texas, car la police locale ne les talonne pas¹³.

MÊME LES OBSERVATEURS DE LA CHINE les plus aguerris peinent à comprendre pourquoi Xi Jinping et ses acolytes ont intensifié leurs attaques contre la société civile à des degrés sans précédent. La société chinoise n'est-elle pas assez forte pour rester intacte en présence d'avocats de la défense qui font leur travail et de féministes qui distribuent des autocollants dans l'autobus?

Les analystes n'arrivent pas à déterminer si cette répression de plus en plus sévère indique que le PCC est au bord de l'effondrement ou qu'il s'apprête à établir un nouvel ordre mondial.

Au début des années 1990, craignant que Beijing n'affirme son leadership mondial trop tôt, Deng Xiaoping avait déclaré que son pays devait «dissimuler ses forces et attendre le bon moment». De toute évidence, Xi Jinping croit que le temps est venu pour la Chine de rompre avec sa discrétion en matière de politique étrangère. Plus que tout autre dirigeant chinois avant lui, il exprime sans détour les ambitions planétaires sans cesse plus grandes de Beijing.

Depuis les Jeux olympiques de 2008, l'État chinois déploie toute sa pompe lors des grands événements internationaux. Il souhaite ainsi renforcer son image internationale. C'est assurément ce qu'il fait en

septembre 2016, quand la Chine devient le deuxième pays d'Asie à accueillir un sommet du Groupe des vingt (G20). Présidées par Xi, ces deux journées de réunion soigneusement orchestrées se déroulent à Hangzhou, ville cossue de l'est de la Chine, réputée pour ses canaux anciens et son lac de l'Ouest.

J'ai déjà été témoin d'efforts déployés par Beijing pour verrouiller son centre-ville et interrompre l'activité des usines polluantes en vue d'importants rassemblements politiques, mais je suis frappée de constater jusqu'où les dirigeants sont allés pour s'assurer de la réussite du sommet du G20 à Hangzhou. Ils ont fermé des pâtés de maisons entiers pour que les dignitaires, logés dans des hôtels cinq étoiles, puissent être transportés vers le fastueux lieu de réunion sans apercevoir le moindre citoyen dans les rues bordées de pelouses, d'arbres et de buissons fleuris fraîchement manucurés. Quelques semaines avant le sommet, les autorités chinoises ont discrètement veillé à ce que les ONG ne puissent surveiller l'événement, brisant ainsi une tradition, et ont appréhendé des militants de la région pour avoir la certitude que personne n'aborde la question des droits politiques pendant que le monde aurait le regard tourné vers Hangzhou.

Le réchauffement planétaire est l'un des principaux thèmes à l'ordre du jour. Des environnementalistes ont exprimé des doutes sur la possibilité que le sommet influe positivement sur les efforts mondiaux, jusqu'ici dérisoires, de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Néanmoins, dans son discours d'ouverture, Xi adopte d'emblée un ton grandiloquent, comme s'il reprochait aux autres dirigeants leur lenteur et leur inefficacité dans le dossier. Il leur fait part de son souhait de voir l'organisation adopter «des mesures concrètes, sans discussion creuse¹⁴».

Xi réitère sa position lors d'un dîner de bienvenue auquel participent notamment le président turc Recep Tayyip Erdoğan, le premier ministre canadien Justin Trudeau et la première ministre britannique Theresa May. «Il est impératif que le G20 prenne la situation en main et montre la voie à suivre», déclare-t-il en prenant une posture de chef d'État, les mains posées sur la table devant lui.

La veille, le président des États-Unis Barack Obama et Xi ont ratifié l'accord de Paris sur le climat; au terme du sommet, tous les chefs d'États membres du G20 leur auront emboîté le pas. Ce traité établit un cadre international de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour limiter le réchauffement planétaire à 2 °C et d'aide financière aux pays en développement touchés par les changements climatiques.

Au terme de cette rencontre fructueuse, les participants se rendent sur les rives luxuriantes du lac de l'Ouest pour assister à un spectacle époustouflant où des danseurs donnent l'impression de patiner et de bondir sur l'eau.

En choisissant de se poser en chef de file mondial de la lutte contre le réchauffement planétaire, Xi s'est montré astucieux: il s'agit d'un enjeu relativement apolitique et peu propice à des remontrances sur le sombre bilan de la Chine en matière de droits de la personne.

L'année suivante, lors du plus grand rassemblement international jamais tenu à Beijing, près de 300 leaders politiques étrangers signent un document félicitant Xi Jinping pour sa contribution à la paix mondiale. Les participants à ce «dialogue interpartisan mondial» sont en majorité issus de pays en développement; y figurent entre autres la conseillère spéciale de l'État du Myanmar Aung San Suu Kyi et le premier ministre du Cambodge Hun Sen. Le Parti travailliste de Nouvelle-Zélande, le Parti démocrate d'Italie, le Parti démocrate de Corée du Sud et le Komeito du Japon ont eux aussi envoyé des représentants.

L'événement est ennuyeux. Il passe presque inaperçu aux yeux de la presse mondiale. Mais les gens qui y prêtent attention sont stupéfaits de voir autant de dirigeants louer Xi pour ses qualités de pacificateur, vu la violence avec laquelle l'État chinois sévit contre ses détracteurs, tant sur son territoire qu'à l'étranger.

«De nombreux partis politiques dans le monde sont désorientés, en difficulté, à la recherche d'une nouvelle voie», déclare Wang Yiwei, directeur de l'Institut des affaires internationales de l'Université Renmin de Chine et orateur au rassemblement. «Comme en témoignent le Brexit et Trump, personne n'enseigne la démocratie libérale, et les professeurs font

des erreurs. Il n'y a pas de modèle universel de développement.» Autrement dit, les pays occidentaux ont créé un vide du leadership mondial, vide que la Chine compte remplir.

BEIJING A CLAIREMENT ÉNONCÉ ses objectifs. Selon de nombreux documents officiels publiés sous le régime de Xi, la Chine n'entend pas se contenter d'être un poids lourd économique ou l'usine du monde. Elle souhaite modifier les normes internationales et l'ordre mondial pour les adapter à sa vision globale.

En septembre 2019, le Conseil des affaires de l'État a publié un livre blanc qui met en avant l'objectif de Beijing de se hisser au rang de leader mondial, c'est-à-dire d'entreprendre une «transformation fondamentale des structures internationales de pouvoir» afin d'inaugurer une «nouvelle ère». Le texte souligne les contributions de la Chine à l'économie mondiale et affirme qu'elle n'a pas l'intention de contester le statut de superpuissance des États-Unis en vue de les «remplacer». Il y est cependant mentionné que les tentatives incessantes des pays occidentaux de «s'ingérer» dans les affaires intérieures de la Chine résultent d'une «erreur de calcul stratégique» qui «risque de transformer des conflits et des affrontements potentiels en une prophétie autoréalisatrice». Le livre blanc propose plutôt l'adoption d'un «nouveau modèle de relations internationales» fondées sur l'harmonie et la construction d'une «communauté de destin» reposant sur une coopération mutuellement bénéfique et le respect de la diversité des régimes politiques. «Tout le monde se doit de s'opposer à la politique de puissance, à l'hégémonie et à l'ingérence dans les affaires intérieures des autres pays», ajoutent les auteurs, dont le langage à la fois fleuri et opaque rappelle celui des diplomates de Beijing lorsqu'ils rejettent les critiques émanant de l'étranger.

Ces appels à la coopération «gagnant-gagnant» et au dialogue font belle impression. Mais de nombreux analystes les interprètent comme un manifeste pour le droit des États autoritaires d'agir à leur guise, à l'abri de toute ingérence d'institutions comme les Nations unies ou les cours internationales (institutions dont la Chine n'a cependant jamais réclamé le démantèlement)^{[15](#)}.

«Peut-on construire un nouvel ordre mondial à même la structure de l'ordre mondial existant? C'est ce qui semble de plus en plus être l'objectif de Xi Jinping, exprimé à travers des appels à “préserver le système international centré sur les Nations unies et l'ordre mondial que sous-tend le droit international”», écrit le spécialiste de la Chine Bill Bishop en citant un discours récent de Xi sur la politique internationale¹⁶.

Cette interprétation délibérément tordue du concept de «démocratie» correspond aux intérêts de Beijing, car elle affirme l'égalité et la légitimité de tous les États, quel que soit le régime en place, ce qui inclut les gouvernements autoritaires qui soumettent leur population à des lois injustes et à un traitement cruel.

OceanofPDF.com

HONG KONG

Le siècle d'humiliation

Printemps 2014. Hong Kong est au bord du précipice.

Depuis quelques mois, un trio de militants réformistes de longue date planifie une campagne de désobéissance civile pour réclamer des élections pleinement démocratiques. Bien que les citoyens de Hong Kong aient parfois la possibilité d'élire des représentants aux échelons inférieurs du gouvernement, seul un petit nombre d'entre eux ont le droit de vote à l'élection du chef de l'exécutif de la région, poste auquel seuls des candidats approuvés par Beijing peuvent se présenter. Les organisateurs de la campagne baptisée «Occupy Central With Love and Peace» (Occupons le district central dans l'amour et la paix) appellent les 7,4 millions d'habitants de Hong Kong à bloquer les rues du quartier des affaires si le gouvernement rejette leur demande d'instaurer le suffrage universel. L'engorgement du cœur financier de cet important pôle du capitalisme devrait obliger les dirigeants de Hong Kong à prêter attention à ces revendications.

C'est du moins ce que l'on croit.

En tant que journaliste chargée des affaires municipales au *South China Morning Post* depuis 2012, j'ai pour tâche d'expliquer les tenants et aboutissants de l'occupation planifiée. Un matin, je sors de mon appartement sis dans une maison mitoyenne traditionnelle *tonglou*, du côté ouest de l'île de Hong Kong, et monte la côte à pied en direction du campus de l'Université de Hong Kong. Je vais y rencontrer le professeur Benny Tai, un des trois instigateurs d'Occupy Central (ses deux acolytes sont un sociologue d'âge moyen et un vieux pasteur baptiste). Jusque dans ses

moindres recoins, le bureau de Tai est encombré de piles de livres et de papiers.

«Mon bureau est sûrement sous écoute, mais il est impossible de trouver le dispositif dans tout ce désordre!» blague le professeur en ajustant ses lunettes.

Cet intellectuel à la voix douce m'explique que les manifestants exigent simplement du gouvernement qu'il respecte les obligations que lui confère la Loi fondamentale de la région administrative spéciale, laquelle tient lieu de Constitution du territoire. En vertu de celle-ci, le chef de l'exécutif de Hong Kong doit être choisi conformément aux principes du suffrage universel (dans les faits, les candidats à ce poste sont nommés par un comité largement acquis à Beijing). Pour Tai, la désobéissance civile est le dernier recours qui reste à la population.

Je quitte le bureau du professeur avec un carnet débordant de faits et d'arguments juridiques, mais je n'ai aucune idée de ce qui pourrait arriver à l'automne si l'occupation finissait par avoir lieu.

Mon expérience de journaliste dans un quotidien local de langue anglaise m'a permis de constater avec certitude que les diverses institutions de la ville sont sous pression. Il arrive très souvent que des reportages sur des sujets politiquement délicats soient retirés tout juste avant d'être mis sous presse. Un jour, la rédaction du *South China Morning Post* a retranché un article complet du site web parce qu'un haut dirigeant trouvait que mon compte rendu de l'interview qu'il m'avait accordée était peu flatteur. Un soir, c'est le PDG du journal lui-même qui s'est plaint d'un papier sur le déclin de la liberté de presse à Hong Kong; la rédaction s'est vue contrainte de réduire le texte à une brève. Il est démoralisant de devoir recourir à l'autocensure et de ne pas savoir précisément quelles sont les règles du jeu quand il s'agit de déterminer ce qui est acceptable de publier ou non. Les démissions ne cessent de se succéder.

Les Hongkongais sont encore ébranlés par la violente agression qu'a subie Kevin Lau, distingué rédacteur en chef d'un quotidien de langue chinoise, après qu'il eut participé, avec des journalistes de la presse internationale, à une enquête visant à révéler les avoirs à l'étranger de

familles de membres du Parti communiste chinois (PCC). En plein jour, son assaillant l'a attaqué par-derrière à l'aide d'un couperet à viande et l'a laissé dans un état critique. Lau a survécu à ses blessures, et neuf hommes ont fini par être arrêtés en lien avec l'agression, mais ils n'étaient que des sous-traitants. Les responsables n'ont toujours pas été identifiés.

Ce crime non résolu ne pouvait que rendre les journalistes encore plus nerveux. Nos articles étaient déjà censurés – et maintenant la violence? En 2002, Reporters sans frontières plaçait Hong Kong en 18^e position de son classement mondial de la liberté de la presse; en 2020, la région avait chuté au 80^e rang.

LE TERRITOIRE DE LA CHINE s'étend et se contracte depuis des milliers d'années, comme en font foi les plus anciens documents écrits de la dynastie Shang, qui, du XVI^e au XI^e siècles av. J.-C., dominait une région située de part et d'autre du fleuve Jaune, soit une infime portion du territoire actuel. Au fil des millénaires, empereurs et seigneurs de guerre successifs ont redessiné les frontières de leur royaume lors de campagnes militaires victorieuses et défendu celles-ci contre les envahisseurs, souvent au prix de replis et de cessions de régions entières.

Tous les grands empires ont connu un sort semblable, mais, en 1842, dans une période où l'impérialisme occidental visait la dynastie Qing (qui serait la dernière à avoir gouverné la Chine), la perte de Hong Kong aux mains des Britanniques a causé une profonde humiliation. Ses répercussions se font encore sentir de nos jours, alors que les manifestations qui secouent la ville attisent le ressentiment des dirigeants chinois à l'égard d'une époque où leurs ancêtres étaient trop faibles pour se défendre contre des forces occidentales technologiquement avancées.

L'ambition de la Chine de récupérer ce qu'elle considère comme étant ses territoires traditionnels n'est pas née sous la présidence de Xi. Dès 1950, une des premières campagnes de l'Armée populaire de libération après sa victoire dans la guerre civile a consisté à envahir et à annexer le Tibet, qui, pendant des siècles, avait alterné entre l'indépendance et la soumission à des dynasties mongoles ou chinoises. Les dirigeants chinois contemporains ont généralement une vision très large des territoires

traditionnels de leur pays, dans lesquels ils incluent tous ceux qui ont fait partie de l'Empire à une époque ou une autre, même si ceux-ci sont revendiqués depuis des siècles par d'autres États ou d'autres peuples. En vertu d'une nouvelle orientation stratégique de ses relations internationales, qualifiée de «diplomatie du guerrier loup» par certains observateurs (un nom inspiré d'un film d'action nationaliste à la *Rambo*), Beijing affirme désormais ses revendications territoriales sans se préoccuper des réactions de la communauté internationale.

Dans la foulée du massacre de la place Tian'anmen et à l'approche des Jeux olympiques d'été de 2008, les diplomates chinois faisaient preuve de prudence dans leurs interactions avec les autres pays, notamment avec les États-Unis. «L'objectif consistait à gagner la confiance du monde, à le persuader que l'essor de la Chine ne représentait pas une menace», explique Peter Martin, ex-correspondant américain à Beijing et auteur de *China's Civilian Army: The Making of Wolf Warrior Diplomacy*¹. Cette approche de la diplomatie s'est révélée très efficace dans un premier temps, mais a contrarié de nombreux Chinois, qui trouvaient leurs diplomates trop révérencieux envers leurs homologues étrangers. À mesure que la Chine gagnait en puissance, bon nombre de ses citoyens concluaient qu'il lui faudrait affirmer ses intérêts avec une plus grande fermeté, a constaté Martin dans ses recherches, fondées sur les confessions d'une centaine de diplomates à la retraite.

«À partir de 2008 et de façon de plus en plus intense après l'accession au pouvoir de Xi Jinping en 2012, le comportement des diplomates chinois est devenu carrément agressif. À la susceptibilité et à l'insécurité de longue date des dirigeants chinois s'est ajouté un nouveau sentiment de force et d'arrogance. En est issue la diplomatie du guerrier loup», ajoute Martin.

Liu Xiaoming, qui a été ambassadeur de Chine au Royaume-Uni pendant 11 ans, fait partie d'un groupe de diplomates qui défendent les intérêts de Beijing en tenant des propos incisifs sur les médias sociaux. «Selon moi, s'il existe de prétendus “guerriers loups”, c'est parce qu'il y a des “loups” dans le monde et qu'il faut des guerriers pour les combattre», publiait-il sur Twitter en février 2021. Ses centaines de publications, dont l'une affirme que «la population du Xinjiang mène une vie heureuse dans

un environnement stable», voient leur portée amplifiée par une armée de faux comptes capables de retransmettre les messages de diplomates et de médias d'État chinois des dizaines de milliers de fois, a révélé une enquête effectuée conjointement par l'Associated Press et l'Oxford Internet Institute en 2021.

Les «guerriers loups» encensent souvent la politique de Beijing à l'égard de Taïwan et de la mer de Chine méridionale.

Le PCC a toujours considéré Taïwan comme partie intégrante de son territoire, même si l'île se gouverne elle-même depuis que les nationalistes l'ont occupée après avoir perdu la guerre civile en 1949. Selon Beijing, il s'agit d'une province rebelle qui devra un jour être intégrée à la Chine continentale, par la force s'il le faut.

La plupart des grands pays du monde se conforment au «principe d'une seule Chine» appliqué par Beijing, selon lequel le pays n'a qu'un gouvernement légitime et inclut Taïwan. Depuis plusieurs décennies, ils n'entretiennent que des liens officieux avec le gouvernement de l'île. C'est pourquoi l'île de Taïwan est isolée sur le plan diplomatique, malgré le fait qu'une démocratie vivante s'y est développée. Même les États-Unis ne reconnaissent officiellement que Beijing, bien que, dans les derniers jours de l'administration Trump, le secrétaire d'État Mike Pompeo ait annoncé que Washington comptait lever les restrictions sur ses contacts officiels avec Taipei.

Néanmoins, quand un média, un universitaire ou une entreprise fait l'«erreur» de laisser entendre que Taïwan est un État souverain, les autorités chinoises réagissent toujours avec furie. Donatella Versace, directrice de création de la marque italienne de luxe Versace, a offert des excuses publiques pour avoir mis en marché un t-shirt sur lequel étaient imprimés les noms de nombreuses villes à la mode accompagnés de ceux du pays où elles se situent, car Hong Kong et Macao y étaient présentés comme des territoires indépendants. «Je suis profondément désolée de cette malencontreuse erreur. [...] Jamais je n'ai voulu manquer de respect à la souveraineté nationale de la Chine, et c'est pourquoi je tiens à m'excuser personnellement», a-telle écrit sur Instagram. En avril 2018,

l'Administration de l'aviation civile de Chine a ordonné à de nombreuses compagnies aériennes, dont plusieurs étaient américaines, de modifier la façon dont Taïwan était présenté sur leur site web et leur matériel promotionnel. Refusant de laisser Beijing lui «dicter» ses politiques, le département d'État des États-Unis s'est empressé de rejeter la demande, mais certaines compagnies ont obtempéré, craignant qu'une réaction de la Chine ne nuise à leurs itinéraires de vol et à leurs ventes.

Pendant ce temps, les revendications agressives de Beijing en mer de Chine méridionale attisent les tensions dans la région Asie-Pacifique. La Chine prétend à la souveraineté sur 90% de cette mer d'une superficie totale de plus de deux millions de kilomètres carrés, où passent des routes maritimes importantes et sous laquelle se trouveraient des gisements de gaz et de pétrole. Taïwan, le Vietnam et la Chine se disputent les îles Paracels, tandis que l'archipel des Spratleys, qui compte 45 îles, cayes et récifs, est occupé par les forces armées de Chine, de Taïwan, du Vietnam, des Philippines, de la Malaisie et du Brunéi.

Appliquant une politique qualifiée de «diplomatie de grande puissance», Xi Jinping affirme la présence de Beijing en mer de Chine méridionale de façon beaucoup plus vigoureuse que ses prédécesseurs, ce qui entraîne une flambée d'affrontements². Beijing y crée des îlots artificiels à un rythme frénétique en vue d'y construire des aéroports, des bases militaires et des dispositifs de défense antiaérienne.

En octobre 2015, les États-Unis ont réagi en envoyant un contre-torpilleur de la marine dans l'archipel des Spratleys pour une «opération visant à garantir la liberté de navigation» (FONOP). L'amiral Harry Harris, qui dirige le commandement du Pacifique de la marine américaine, a déclaré que Beijing est en train de «transformer le cadre opérationnel» en mer de Chine méridionale et que Washington entend augmenter la fréquence de ses FONOP. La Chine conteste depuis longtemps la présence des États-Unis, dont les patrouilles attisent selon elle les tensions régionales.

L'année suivante, la Cour permanente d'arbitrage de La Haye a désavoué sur toute la ligne les prétentions historiques de Beijing en mer de

Chine méridionale. Elle a déclaré que le pays agissait en violation du droit international et causait des «dommages irréparables» à l'environnement marin en construisant des îlots artificiels. La Chine a rejeté l'arbitrage et affirmé que le verdict était nul et non avenue.

Le droit international et les décisions des tribunaux ont de moins en moins d'effet sur Beijing. La Chine redouble d'ardeur dans la répression qu'elle exerce contre sa périphérie géopolitique immédiate, qui comprend le Tibet, le Xinjiang, Hong Kong et Macao. Elle rejette l'affirmation voulant qu'elle soit en train de se constituer un empire, car, affirme-t-elle, des territoires comme Taïwan et l'essentiel de la mer de Chine méridionale lui appartiennent incontestablement. Un avis que de nombreux observateurs ne partagent pas.



POUR COMPRENDRE LA GRANDE susceptibilité des dirigeants chinois, il faut reconnaître que relativement peu de temps s'est écoulé depuis que les forces occidentales et les forces japonaises ont successivement envahi la Chine et imposé d'importantes concessions économiques et territoriales à ses empereurs puis aux premiers gouvernements de la République (1912-1949). De toute évidence, la période désignée sous le nom de «siècle d'humiliation» (1839-1949) est encore un sujet épineux et explique en grande partie l'attitude de Beijing à l'égard de l'Occident.

Pendant de nombreux siècles, la Chine s'est sentie en sécurité grâce à son rang élevé parmi les royaumes du monde. Plongeant ses racines dans la dynastie Han (206 av. J.-C.–220 apr. J.-C.), un «système tributaire» (terme forgé par les Européens) facilitait les relations internationales en imposant un cadre où quiconque voulait entrer en contact avec l'Empire se devait de rendre hommage à l'empereur par des rituels comme le *kowtow* (prosternation) et le don de cadeaux. Les historiens ne s'entendent pas sur le degré d'asymétrie du système tributaire et l'intensité du sentiment de supériorité des empereurs chinois à l'égard du monde extérieur. Néanmoins, la plupart des documents d'époque montrent que le système était

généralement bien accepté et facilitait bel et bien les échanges commerciaux et les relations diplomatiques de la Chine avec ses voisins.

Les premiers contacts avec les Britanniques se sont avérés désastreux, ces derniers ne reconnaissant pas la nécessité de témoigner un grand respect à l'empereur chinois. En 1793, George Macartney, premier ambassadeur de Grande-Bretagne en Chine, arrive accompagné d'un imposant cortège et chargé de 600 caisses de cadeaux à offrir à l'empereur Qianlong dans l'espoir de l'impressionner et, surtout, de le convaincre de lever les restrictions imposées au commerce avec les Britanniques.

Au terme d'un voyage pénible ayant duré près d'un an, la mission Macartney défile en procession dans l'enceinte du palais d'été de Chengde, mais, au grand embarras de ses membres, personne n'est venu l'accueillir.

Un fonctionnaire finit par aider le groupe à s'installer et à se préparer à être reçu par l'empereur. Macartney ne considère toutefois pas Qianlong comme supérieur au roi de Grande-Bretagne, si bien qu'il refusera de se plier à la cérémonie traditionnelle du *kowtow*, qui consiste en trois agenouillements sur les deux genoux accompagnés de neuf inclinaisons de la tête. En entrant dans la tente ornementée où se déroule la réception, l'Anglais ne s'agenouille que sur un genou devant l'empereur et lui offre des cadeaux, parmi lesquels figurent une toge de professeur d'Oxford et quelques montres. Des interprètes lisent ensuite à voix haute une lettre du roi George III, qui demande à Qianlong la permission d'établir une ambassade britannique à Beijing, d'ouvrir de nouveaux ports et d'utiliser une petite île au large des côtes chinoises.

Selon des récits émanant des deux camps, l'empereur accueille d'abord la délégation britannique avec une retenue polie, mais en vient à se fâcher lorsque Macartney affirme qu'il refusera de partir tant qu'une entente commerciale n'aura pas été négociée. Furieux, Qianlong l'envoie promener, non sans lui remettre une réponse cinglante au roi de Grande-Bretagne: «Les objets exotiques et coûteux ne m'intéressent pas. [...] Nous possédons tout. Je n'accorde aucune valeur à vos objets, si curieux et si ingénieux soient-ils, et il n'y a rien que les manufactures de votre pays puissent m'offrir.»

Macartney ne saisissant toujours pas le message, l'empereur fait cette seconde déclaration: «Il n'y a rien que nous ne possédions pas. C'est pourquoi nous n'avons jamais eu besoin de commercer avec d'autres pays pour obtenir ce dont nous aurions manqué.» Il affirme que le thé, la porcelaine et la soie de Chine sont des «biens essentiels» pour les pays qui n'en produisent pas, si bien que la dynastie autorise les marchands étrangers à «satisfaire vos besoins et à profiter de nos surplus». Autrement dit, le commerce extérieur n'est qu'une démonstration de bienveillance de la Chine à l'égard des pays moins chanceux qu'elle.

Après la mission ratée de Macartney, la Chine maintient ses restrictions au commerce extérieur, lesquelles sont connues sous le nom de «système de Canton» et confinent tous les échanges avec l'étranger à la ville portuaire du même nom, aujourd'hui épelée Guangzhou. Au XIX^e siècle, l'argent métal venu d'Europe afflue en Chine pour payer le thé, la soie et la porcelaine que convoitent les Occidentaux. La dynastie Qing, elle, persiste à mépriser les produits étrangers, et les marchands chinois n'acceptent que de rares biens européens comme monnaie d'échange. L'Europe pourrait bientôt se retrouver à court d'argent métal; il lui faut donc créer une demande pour quelque produit étranger en Chine.

Face à ce déficit insoutenable, la Compagnie britannique des Indes orientales, qui a colonisé de grandes parties du sous-continent indien et de l'Asie du Sud-Est, où elle exerce son activité commerciale et constitue le bras armé et administratif outre-mer du gouvernement britannique, se tourne vers l'exportation en Chine d'opium indien, issu des graines de pavot. Des millions de Chinois sombreront dans la dépendance. L'empereur interdira l'importation d'opium, mais la Compagnie embauchera des contrebandiers pour poursuivre ses exportations. Les Chinois finiront par recourir à la force en assiégeant les commerçants étrangers pour saisir leurs stocks d'opium. La marine royale britannique répliquera à l'aide de sa flotte navale et de sa puissance de feu, nettement supérieures, en attaquant effrontément la côte méridionale de la Chine, dans un bombardement que l'on qualifiera par la suite de «diplomatie de la canonnière».

Ainsi s'amorcera la première guerre de l'opium. Sa conclusion inaugurerà une série de «traités inégaux» en vertu desquels le Royaume-Uni

et ses alliés la France et la Russie auront accès à cinq nouveaux ports chinois et Hong Kong sera cédé aux Britanniques à perpétuité. Souhaitant obtenir des avantages similaires, d'autres pays occidentaux exerceront des pressions sur la Chine, voire auront recours à la force.

Au moment où, le 26 janvier 1841, les Britanniques s'emparent de l'île de Hong Kong et hissent l'Union Jack sur Possession Point, celle-ci compte moins de 8000 habitants, essentiellement issus de clans tanka et hakka. Établis dans une poignée de villages côtiers, ceux-ci vivent principalement de la pêche. Dans l'immédiat, la perte de Hong Kong a peu de conséquences économiques sur la Chine, mais elle atteint tout de même profondément la dynastie Qing. Elle découle d'une guerre sans précédent contre l'Occident, guerre pendant laquelle on estime que 90 millions de Chinois sont devenus toxicomanes en raison des importations d'opium imposées à l'Empire.

La guerre de l'opium a compromis la capacité de l'empereur à gouverner un Empire encore vaste. Bientôt, l'île de Hong Kong verra sa population augmenter, des habitants du sud de la Chine y fuyant la famine, le désordre social et la guerre civile. Les Britanniques en viendront à réclamer davantage de territoire: en 1860, après la seconde guerre de l'opium, ils s'empareront de la péninsule de Kowloon, adjacente à l'île de Hong Kong; en 1898, l'Empire leur cédera pour 99 ans la région environnante, connue sous le nom de Nouveaux Territoires, laquelle inclut de nombreuses petites îles. Dès lors se développera la ville de Hong Kong.

LA PLUPART DES HONGKONGAIS d'aujourd'hui ont atteint la majorité sous le régime britannique. Même s'ils étaient les sujets d'une colonie, ils bénéficiaient alors de la liberté d'expression, d'une protection de leurs droits fondamentaux, d'un régime fondé sur la primauté du droit ainsi que d'une stabilité et d'une prospérité relatives en comparaison des habitants de la Chine continentale.

Les Britanniques ayant institué un capitalisme quasi débridé à Hong Kong, l'impôt y était minimal, mais le filet social l'était lui aussi, ce qui a créé un environnement impitoyable où les uns gagnent et les autres perdent.

Sa proximité avec la Chine et son cadre juridique favorable aux affaires ont fait de la ville une puissance économique cosmopolite.

À partir des années 1960, l'économie de Hong Kong a explosé. En devenant un important pôle international de la finance et du commerce, la ville a pu servir de voie d'accès à la richesse sans cesse croissante de la Chine continentale et de lien vers d'autres économies d'Asie. Les entreprises pouvaient profiter d'une économie chinoise en pleine expansion en évitant les obstacles inhérents au régime communiste ou à d'autres pays d'Asie dont elles connaissaient mal les systèmes bancaires.

De 1961 à 1997, le PIB de Hong Kong s'est multiplié par 180, ce qui dépasse la croissance observée dans des pays entiers, dont l'Irlande et Israël. À la fin du XX^e siècle, la ville était le port à conteneurs le plus actif du monde, statut qu'elle a conservé pendant plusieurs années. Elle était également réputée pour son respect de la primauté du droit et des règles du commerce mondial. En 1995, la région est devenue membre de plein droit de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), aux instances de laquelle elle participe encore aujourd'hui, indépendamment de la Chine continentale.

MES PARENTS ONT GRANDI à Hong Kong. Ils menaient une existence typique des années de reconstruction consécutives à la Seconde Guerre mondiale. Enfants, ils vivaient dans la pauvreté avec toute leur famille dans de minuscules appartements où ils partageaient leur lit avec leurs frères et sœurs. Adolescents, ils devaient travailler pour contribuer aux dépenses du ménage. Une fois dans la vingtaine, ils ont pu développer leurs compétences en suivant des cours du soir, ce qui leur a permis de toucher de meilleurs salaires. Passant sans cesse d'un emploi à l'autre, ils ont fini par acquérir un niveau de vie de classe moyenne. Pour les personnes prêtes à travailler fort, Hong Kong regorgeait de possibilités. Comme presque tout le monde était né pauvre, les privilèges de classe étaient alors peu ancrés. Par exemple, le magnat des affaires Li Ka-shing, homme le plus riche de la ville pendant 21 ans, est réputé avoir commencé comme ouvrier d'usine.

Or, pendant que Hong Kong prospérait et que son aéroport devenait une plaque tournante internationale, la plupart des habitants de la Chine

continentale n'avaient pas de passeport. En 1990, 280 millions de Chinois des régions rurales vivaient sous le seuil mondial de pauvreté, alors établi à un dollar par jour. À mesure que se creusait l'écart économique les séparant de la Chine continentale, de nombreux citoyens de Hong Kong, dont certains de mes parents et amis, ont développé un sentiment de supériorité.

Les clivages étaient aussi d'ordre culturel. Rares étaient les familles hongkongaises qui prenaient leurs vacances en Chine continentale ou choisissaient d'écouter des films ou des chansons en mandarin. On avait l'impression que le continent avait peu à offrir, alors que, dans les années 1990, des milliers de films étaient réalisés chaque année à Hong Kong. Des piles de copies piratées de films ou de disques hongkongais aboutissaient sur les étals des marchés de la Chine continentale, mais à peu près rien ne circulait dans l'autre sens.

ALORS QU'APPROCHAIT L'ÉCHÉANCE DU BAIL des Nouveaux Territoires, d'une durée de 99 ans, le gouvernement britannique craignait qu'un conflit n'éclate si une entente relative à la passation des pouvoirs n'était pas conclue avant 1997. De plus, les institutions financières de Hong Kong et les sièges sociaux asiatiques de nombreuses sociétés internationales établis dans la colonie jouaient un rôle important dans l'économie mondiale; un démantèlement soudain du capitalisme hongkongais par le gouvernement chinois aurait pu avoir des conséquences désastreuses.

Au même moment, la Chine souhaitait conclure un accord en vue de récupérer l'ensemble du territoire, y compris l'île de Hong Kong et la péninsule de Kowloon, qui avaient été cédées au Royaume-Uni à perpétuité. Le 9 décembre 1984, au terme d'une série de pourparlers, le premier ministre chinois Zhao Ziyang et son homologue britannique Margaret Thatcher ont signé à Beijing la Déclaration commune sino-britannique.

Ce traité stipulait que le gouvernement chinois retrouverait sa souveraineté sur Hong Kong (île de Hong Kong et péninsule de Kowloon comprises), mais serait tenu d'y appliquer le principe «un pays, deux systèmes», en vertu duquel il ne pourrait imposer un régime socialiste au territoire avant un certain temps. Le système capitaliste, les tribunaux

indépendants et le mode de vie de Hong Kong devaient rester inchangés pour 50 ans, soit jusqu'en 2047.

Enchantés, les journaux chinois ont salué le retour prochain de Hong Kong «entre les mains du dragon». Mais de nombreux Hongkongais redoutaient la réintégration à la «mère patrie». Pendant plus d'un siècle, ils avaient développé leur propre culture et leur propre identité. Ils ne se considéraient plus comme «chinois».

Méfiant, ils craignaient que Beijing ne respecte pas les termes du traité de rétrocession et réduise à néant leurs tribunaux, leur liberté d'expression et leurs médias indépendants. Dans l'anticipation de la répression à venir, la contestation est devenue pour eux un véritable mode de vie. Chaque année, depuis lors, des manifestations soulignent trois anniversaires: celui du massacre de Tian'anmen le 4 juin, celui de la rétrocession le 1^{er} juillet, et celui de la création de la République populaire de Chine le 1^{er} octobre. Un consensus s'est établi parmi les élus, les intellectuels et les militants: seule la démocratie, que les Britanniques n'avaient jamais accordée aux habitants de Hong Kong, serait en mesure de garantir le maintien du mode de vie qui leur était si cher pendant les 50 années promises.

De grandes manifestations rassemblant souvent des centaines de milliers ou, plus rarement, des millions de personnes ont provoqué la colère des autorités chinoises, sans parvenir à opérer un changement de régime. Selon les règles en vigueur, le chef de l'exécutif est nommé par un petit comité de loyalistes dont le choix est ensuite entériné par Beijing.



DANS LA NUIT DU 26 SEPTEMBRE 2014, une centaine de membres de la Fédération étudiante de Hong Kong franchissent de hautes barrières métalliques en vue d'occuper une cour attenante au siège du gouvernement.

«L'espoir naît du peuple, le changement commence par la lutte!» scandent-ils en levant le poing. Mais la police est prête à intervenir. Presque aussitôt, plusieurs leaders étudiants, dont l'étoile politique montante Joshua Wong, sont arrêtés, tandis que le reste des manifestants se dispersent dans l'obscurité. Des photos de Wong grimaçant de douleur aux mains de la

police se répandent comme une traînée de poudre en ville, où les gens passent en moyenne trois heures par jour les yeux rivés sur leur téléphone intelligent.

Au matin, on dirait que chaque Hongkongais a entendu parler des arrestations. Des militants s'empressent d'organiser un rassemblement pour le lendemain. Le 28 septembre, des foules convergent vers les immeubles du gouvernement, et on n'y compte pas que des étudiants. Des adultes d'âge moyen ont pris une journée de congé pour se joindre à la manifestation. Certains d'entre eux portent pantalon repassé et chemise à col, comme s'ils avaient spontanément décidé d'interrompre leur travail de bureau pour appuyer les étudiants.

Alors que je discute avec des manifestants visiblement nerveux en face des portes verrouillées de l'immeuble du Conseil législatif, j'entends des cris s'approcher: «*Hoi lou! Hoi lou! Hoi lou!*» («Dégagez!»)

Je me faufile à travers la foule en essayant de voir au-delà des pancartes et des poings levés, et j'aperçois des rangs de policiers munis de boucliers antiémeute et de masques à gaz. La scène est déroutante: c'est la première fois que je vois des policiers hongkongais équipés de cette façon.

De mon côté de la rue, des manifestants gesticulent à la vue de quelque chose. Je m'approche. Quelques centaines de personnes sont rassemblées de l'autre côté de l'autoroute urbaine à huit voies. Des policiers tentent de les empêcher de s'engager dans la circulation.

D'un seul coup, la masse de gens envahit l'autoroute pour se diriger vers nous. Un autobus à impériale freine abruptement. Un point de non-retour semble avoir été atteint.

La police déploie une grande bannière sur laquelle on peut lire «DISPERSEZ-VOUS OU NOUS TIRONS». Le geste n'a d'autre effet que d'attiser la colère de la foule. Les policiers continuent à repousser les manifestants avec leurs boucliers. Au bout de quelques minutes apparaît un immense nuage de gaz lacrymogène, arme qui n'a pas été utilisée à Hong Kong depuis près de dix ans. J'ai les yeux qui brûlent, mais, captivée par les jeunes qui passent devant moi pour se précipiter dans le brouillard noir et irritant, je reste immobile.

En première ligne, des manifestants se servent instinctivement de parapluies pour protéger la foule des incessants lancers de grenades lacrymogènes. Un photographe de Getty Images saisit l'image d'un jeune homme ne portant qu'un mince masque d'intervention en guise d'équipement de protection. Pendant que la fumée tourbillonne autour de lui, il brandit deux parapluies noirs, dont un est brisé.

Le mouvement des parapluies est né.

LES IMAGES EMBLÉMATIQUES DE ces grandes manifestations en disent long sur le nombre de citoyens de Hong Kong qui sont prêts à risquer leur vie pour la démocratie. Selon un sondage mené en 2014 par l'Université de Hong Kong, la proportion des répondants qui se qualifient de Hongkongais explose cette année-là, atteignant 67%, tandis que celle des gens qui se disent fiers d'être chinois enregistre un creux sans précédent, soit 31%.

«Nous devons nous tenir debout et lutter, sans quoi Hong Kong disparaîtra pour ne plus être qu'une ville chinoise parmi tant d'autres», me dit un manifestant adolescent. Il porte une armure de fortune constituée d'un casque de vélo, de protège-poignets, de genouillères et de lunettes de natation, avec un robuste parapluie dans la poche arrière. Il réclame la démocratie pour Hong Kong, mais ne conteste pas l'appartenance de la ville au territoire chinois. Un mouvement pour l'indépendance pure et simple est en train de prendre forme chez une minorité de protestataires qui, bien que marginaux, s'expriment haut et fort. L'éventualité d'une telle issue est très préoccupante pour Beijing, qui ne peut se permettre de perdre Hong Kong, car cela créerait un précédent qui pourrait inspirer les populations d'autres territoires contestés ou semi-autonomes comme Taïwan, le Tibet et le Xinjiang à réclamer leur indépendance.

Pendant les mois que dure le mouvement des parapluies (lequel s'étend à d'autres quartiers animés de la ville, dont les zones de commerce et de divertissement de Mong Kok, sur la péninsule de Kowloon, et le district de Causeway Bay), il arrive que des combats de rue éclatent. Des adultes plus âgés, dont des parents et des enseignants, se tiennent souvent parmi les étudiants, certains d'entre eux allant jusqu'à s'interposer entre les jeunes et

les policiers armés de matraques ou les brutes masquées qui, la nuit, viennent détruire les campements où dorment les manifestants. J'essaie d'éviter de rester trop tard sur les sites des manifestations, mais, un soir, je me retrouve à quelques pas d'un groupe de préadolescentes en uniforme scolaire que des hommes bousculent et insultent en leur reprochant de participer aux manifestations. Évitant tout contact visuel avec ces goujats, les filles restent impassibles, tandis que des manifestants adultes s'approchent en protecteurs.

Le «mouvement illégal d'occupation» se soldera par près de 1000 arrestations, de l'aveu même du gouvernement de Hong Kong. La plupart des manifestants seront libérés sans accusation, tout comme les brutes masquées, par ailleurs membres de triades, accusées d'avoir attaqué les campements des protestataires.

C'est dans la foulée de la rétrocession de 1997 que les triades de Hong Kong sont devenues «patriotes», affirme un ancien membre important de l'organisation. «Tous les groupes mafieux de la ville sont patriotes et obéissent aux ordres du pays», indique l'acteur Michael Chan Wai-man, lui-même ex-cadre haut placé d'une triade³. Aucune organisation criminelle hongkongaise n'ose défier le ministère chinois de la Sécurité publique, car «quiconque tenterait de le faire verrait ses affaires cesser pour de bon», déclare-t-il en décembre 2014 dans une interview accordée au site web chinois NetEase. Les autorités poursuivront cependant les leaders étudiants Joshua Wong, Agnes Chow et Nathan Law ainsi que le trio de militants qui a lancé le mouvement Occupy Central. Le professeur de droit Benny Tai et le sociologue Chan Kin-man écoperont tous les deux d'une peine de 16 mois d'incarcération pour «conspiration en vue de nuire à l'ordre public»; âgé de 76 ans, le révérend Chu Yiu-ming échappera pour sa part à la prison. La ville ne s'est en rien rapprochée de la démocratie.

Les Hongkongais se demandent jusqu'où ira le gouvernement chinois pour s'attaquer à leur liberté d'expression. Leurs pires craintes se concrétiseront à la fin de l'année 2015 lorsque, sur une période de quelques semaines, cinq libraires de la ville disparaîtront avant de réapparaître mystérieusement dans des geôles, en Chine. Ces enlèvements non

dissimulés annoncent un changement de tactique dont l'imminence inquiétait déjà nombre de gens.

Deux des hommes kidnappés, Lee Bo et Gui Minhai, sont des ressortissants étrangers, l'un étant britannique et l'autre, suédois. Tous les cinq sont employés de la librairie Causeway Bay Books, qui vend des livres contenant des commérages peu flatteurs sur les membres de l'élite politique de Beijing, parmi lesquels figurent des récits pleins d'esprit sur l'épouse du président Xi Jinping.

Gui a disparu pendant qu'il était en vacances en Thaïlande, et c'est à Hong Kong que Lee a été vu pour la dernière fois. Détenus par la police chinoise, les deux hommes déclarent publiquement qu'ils se sont rendus en Chine continentale de leur plein gré pour y être jugés. Des spécialistes du droit chinois mettent en doute leurs déclarations, qualifiant celles-ci d'aveux forcés – ce qui est d'autant plus inquiétant, car ces libraires ne semblent guère protégés par leurs passeports étrangers. «Je me sens vraiment chinois», affirme Gui, la tête penchée et la voix tremblante, lors de sa «confession» diffusée à la télévision d'État chinoise. (Au moment où j'écris ces lignes, soit en juin 2021, il est toujours en détention.)

Quand des journalistes de la presse internationale interrogeront le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, sur le cas de Lee, celui-ci leur répondra que le libraire «est avant tout un citoyen chinois».

Cette affaire montre qu'aux yeux de Beijing, toute personne d'ascendance chinoise est chinoise et doit être traitée en conséquence, quels que soient le pays où elle réside et la citoyenneté qu'elle détient.

DANS SES DISCOURS PUBLICS, Xi ne cesse d'affirmer la nécessité de l'unité.

«L'unité est de fer et d'acier. L'unité, c'est la force. Grâce à l'unité, le peuple et l'État chinois voguent de victoire en victoire, surmontant tous les défis et les dangers qu'ils rencontrent sur leur route⁴», a déclaré le président à l'occasion de la célébration du 70^e anniversaire de la République populaire de Chine, le 30 septembre 2019.

La quête d'unité de Xi ne se limite pas aux frontières nationales: elle s'applique à quiconque est d'ascendance chinoise, partout dans le monde. «Il nous faut cimenter l'extraordinaire unité de tous nos groupes ethniques et renforcer l'extraordinaire unité de toutes les filles et de tous les fils de la Chine, sur notre territoire comme à l'étranger. [...] Il nous faut maintenir le lien étroit qui unit le [Parti] et le peuple, et promouvoir le patriotisme. Nous créerons ainsi une force sans égale qui alimentera le vaisseau du renouveau de notre nation», a-t-il ajouté dans le même discours.

Cette volonté d'exiger la loyauté de tout individu d'ascendance chinoise plonge ses racines dans la Chine impériale. Face à l'émigration d'un nombre croissant de Chinois, les empereurs en sont graduellement venus à considérer la diaspora comme un atout potentiel. Au fil des siècles, certains dirigeants chinois ont cherché à légitimer une vieille fable selon laquelle tous les Chinois seraient les descendants du légendaire empereur Jaune; par conséquent, où qu'ils vivent sur Terre, ils restent des Chinois qui se doivent de rester fidèles à la mère patrie. Au XX^e siècle, le PCC a donné au mythe une interprétation plus large en y incluant les minorités ethniques du pays.

Aujourd'hui, des millions de familles ethniquement «chinoises» ont des ancêtres aux quatre coins du monde depuis des générations. Certains de leurs membres ne connaissent aucune des langues parlées en Chine, où ils n'ont d'ailleurs jamais mis les pieds. En perpétuant le mythe de l'empereur Jaune, les dirigeants chinois peuvent entendre exercer leur autorité sur des citoyens étrangers dont ils se permettent d'ignorer les droits.

LES EFFORTS DÉPLOYÉS PAR BEIJING pour prendre le contrôle de Hong Kong s'inscrivent dans un contexte plus large, car la mission des agences du Parti et de l'État qui cherchent à y influencer des groupes et des instances politiques s'étend au monde entier.

La situation semble digne d'un roman d'espionnage, mais le Département du travail du Front uni est une agence officielle qui dispose de ressources considérables. Son principal objectif consiste à cibler des populations et des organisations non communistes à l'échelle internationale en vue d'amener des individus et des groupes influents à défendre les intérêts du PCC. Beijing affirme que le Front uni effectue un travail de

collaboration respectueux de la démocratie, en concertation avec des gens de partout dans le monde. Or, ses propres documents montrent qu'il collabore étroitement avec le ministère de la Sécurité de l'État – la police secrète chinoise –, qui a pour spécialité de menacer ou d'emprisonner les dissidents.

Dans un article intitulé «Armes magiques: activités d'influence politique de la Chine sous Xi Jinping», la politologue néo-zélandaise Anne-Marie Brady se base sur des documents de première main pour montrer que la Chine applique autant les concepts développés par le Front uni à sa politique intérieure qu'à sa politique extérieure. Selon cette recherche pionnière, l'activité du Front uni consiste à «travailler auprès d'individus et de groupes influents ainsi qu'à gérer l'information et la propagande; en outre, elle a souvent permis de faciliter des opérations d'espionnage⁵».

C'est en 1939, alors qu'une guerre civile qui durerait 22 ans opposait nationalistes et communistes en Chine, que Mao Zedong a publié un article où il proposait une adaptation de son cru de la tactique léniniste du front unique. «Le Parti est le guerrier héroïque qui brandit les deux armes magiques que sont le front uni et la lutte armée pour prendre d'assaut et détruire les positions de l'ennemi», écrivait-il. Il recommandait ainsi au PCC de rallier le plus d'alliés possible tout en menant des campagnes militaires.

Quand les communistes ont gagné la guerre civile et fondé la République populaire de Chine en 1949, une bonne partie de la population n'était toujours pas convaincue des avantages du socialisme. Craignant le nouveau régime, de nombreux Chinois ont quitté le pays. Le travail du Front uni s'est donc poursuivi: en vue de renforcer sa légitimité, le PCC a envoyé dans toutes les régions de la Chine des émissaires chargés de rencontrer des seigneurs de guerre, des chefs religieux et les représentants d'importants groupes ethniques

En 1979, Deng Xiaoping a confié au Département du travail du Front uni la mission de recueillir de l'information auprès de diverses sources de par le monde dans le but de faire progresser le soutien international au Parti, dont celui-ci est devenu l'une des principales agences.

Avant les années 2010, les dirigeants chinois taisaient leurs ambitions en matière d'influence à l'international. En 2004, par exemple, une directive du Conseil des affaires de l'État ordonnait aux agents postés à l'étranger de trouver des moyens de démentir leurs activités de façon plausible. Les fonctionnaires du Front uni devaient éviter d'être perçus comme des gens qui cherchaient à «diriger» la diaspora chinoise; il leur fallait plutôt passer pour des «guides», indiquait le document.

Les choses ont changé à l'arrivée au pouvoir du président Xi, qui a exposé sa vision dans divers discours reproduits dans les médias chinois. Xi a veillé à ce que le Front uni dispose d'une abondance de ressources et ne se bute pas à la bureaucratie, le tout dans le but de rehausser le statut de l'organisation aux yeux des membres du Parti. Dans un discours de 2014 publié dans *Le Quotidien du peuple*, il a même repris le concept d'«arme magique» du président Mao: «Le Front uni incarne la victoire du Parti communiste chinois dans la révolution, la construction et les réformes. L'arme magique est essentielle au grand rajeunissement de la nation chinoise», a-t-il affirmé.

L'approche du Front uni est plus subtile que celle, musclée, des agences de renseignement américaines, souvent accusées de s'ingérer dans la vie politique d'États plus faibles, notamment par des interventions militaires destinées à opérer des changements de régime. Le Front uni, lui, cherche avant tout à influencer des civils et des organisations de la société civile en vue de les amener à voir Beijing d'un bon œil.

Le Front uni recrute des non-membres du PCC et les met au service des intérêts de la Chine, entre autres en leur versant des sommes d'argent ou en faisant des dons politiques dans le but d'acquérir de l'influence auprès d'élus étrangers. Par exemple, une fuite de captures d'écran publiées en 2019 par le *Washington Post* a révélé que des employés de l'ambassade de Chine à Ottawa ont demandé à des étudiants d'ascendance chinoise de trouver de l'information sur une conférence sur les droits des minorités ouïghoures de Chine, prévue à l'Université McMaster de Hamilton, en Ontario, et de recueillir des données permettant de déterminer si des citoyens chinois contribuaient à l'organisation de ladite conférence. Niant avoir pris part à ce stratagème de quelque façon que ce soit, l'ambassade a

tout de même émis la déclaration suivante: «Nous soutenons fermement les actions justes et patriotiques des étudiants chinois.»

En juin 2020, l'Institut australien de stratégie politique, un groupe de réflexion, a publié un rapport exhaustif qui fait état des structures, des méthodes et des effets de ce qu'il qualifie de système d'ingérence mondial de la Chine. L'expansion du Front uni à l'étranger y est décrite comme «une exportation du système politique du PCC. Porté à sa conclusion logique, le travail du Front à l'étranger conférerait au PCC une influence indue sur la représentation et le discours politiques dans les régimes touchés⁶».

Les experts et les gouvernements du monde semblent sous-estimer la portée du Front uni, juge l'auteur du rapport, Alex Joske. Les dirigeants considèrent parfois le travail de l'organisation comme une forme agressive de diplomatie ou de propagande, mais ils ne réalisent pas à quel point certaines activités publiques et légales peuvent faciliter l'espionnage criminel, pourtant pris au sérieux, m'a-t-il indiqué dans une interview.

Selon Joske, les gouvernements devraient «mener des études approfondies sur le travail du Front uni sur leur territoire et dans certains secteurs d'activité», puis communiquer leurs observations à leur population afin d'aider celle-ci à saisir l'enjeu dans sa globalité.

IL IMPORTE DE RAPPELER QUE, jusqu'en 1997, Hong Kong était un territoire britannique sur lequel Beijing ne disposait d'aucune compétence. Dans ces circonstances, la principale option du PCC consistait à se servir du Front uni pour s'assurer de la loyauté de personnalités influentes.

Dans un texte d'opinion publié en 2019, l'ex-ambassadeur d'Australie en Chine Geoff Raby affirme qu'«il n'existe sans doute aucun endroit sur Terre où le [Département du travail du Front uni] est plus actif et dispose de plus de ressources qu'à Hong Kong». Et pourtant, poursuit-il, Beijing semble avoir perdu la bataille des cœurs et des esprits de la nouvelle génération de Hongkongais⁷.

Quelques mois après la fin des manifestations du mouvement des parapluies, j'ai discuté avec la juriste prodémocratie Claudia Mo. Selon elle, pour bien comprendre le sort que la Chine pourrait réserver à d'autres

pays en vue d'y réprimer l'expression de la dissidence, les observateurs internationaux auraient intérêt à se pencher sur ce qui s'est passé à Hong Kong après que les tactiques «douces» du Front uni se furent révélées inefficaces et que la coercition subtile et les mesures d'encouragement économique eurent fait place à l'intimidation pure et simple et à la violation des droits civiques.

Au moment où je la rencontre, Mo, qui a travaillé comme journaliste pour la presse internationale dans les années 1990, est députée indépendante de la circonscription de Kowloon Ouest au Conseil législatif de Hong Kong (elle démissionnera en novembre 2020).

Nous nous rejoignons dans un café situé en face de l'immeuble du Conseil législatif, désormais muni de dispositifs de surveillance perfectionnés et de portes cadenassées. L'endroit est presque vide.

Mo se remémore le début des années 1990, alors que le massacre de la place Tian'anmen était encore frais dans la mémoire des gens. À cette époque, peu de Hongkongais s'attendaient à ce que la rétrocession prochaine à la Chine se traduise par un élargissement de leurs droits politiques et de leurs libertés. Les journalistes de la colonie se sentaient libres de couvrir tout sujet qu'ils jugeaient pertinent, ce qui incluait la situation des droits de la personne et les intrigues politiques en Chine continentale. Mais les choses allaient bientôt changer.

Peu à peu, Beijing a fait alliance avec des barons de la presse locale. Les sondages que l'Association des journalistes de Hong Kong mène chaque année auprès de ses membres font état d'une multiplication des cas d'autocensure en réponse à des consignes qui visent à protéger les intérêts commerciaux des propriétaires de médias sur le continent⁸. Dans son rapport de 2014, l'Association qualifie les pressions en ce sens de «main invisible» qui étrangle la liberté d'expression. Elle cite les cas de journaux qui ont perdu des revenus publicitaires issus d'entreprises locales actives sur le marché chinois et ceux de gestionnaires au service de propriétaires de médias ayant des intérêts en Chine qui ont ordonné à des rédacteurs en chef de cesser de publier ou de radiodiffuser des reportages critiques. Le rapport ajoute que plus de la moitié des magnats de la presse hongkongaise ont

accepté des nominations partisans de la part de l'une ou l'autre des plus importantes assemblées politiques de Chine.

Depuis 1997, Beijing et les principaux acteurs des milieux d'affaires de la Chine continentale ont investi des milliards de dollars dans l'économie hongkongaise. De leur côté, les entreprises de Hong Kong ont étendu leurs activités à presque tous les secteurs imaginables du vaste marché chinois. Des universitaires comme Sonny Lo ont montré que Beijing s'assure de la loyauté de figures hongkongaises influentes en nommant celles-ci membres de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC). La CCPPC est le principal organe politique du Front uni, ce qui fait d'elle la plus importante de toutes les organisations politiques qui traitent avec des groupes et des individus non liés au PCC pour servir les objectifs de ce dernier à l'échelle nationale et internationale.

Parmi les plus illustres délégués hongkongais à la CCPPC figurent la vedette du cinéma Jackie Chan, l'ancien chef de l'exécutif de la ville Tung Chee-hwa et le baron des médias et du tabac Charles Ho Tsu-kwok. Ensemble, ils ont recommandé aux autorités d'utiliser toutes les ressources policières et judiciaires dont elles disposent pour traîner les contestataires non respectueux des lois devant les tribunaux et ont défendu «la nécessité pour les patriotes de resserrer leurs rangs dans la société hongkongaise», a rapporté le *China Daily*.

Ce contexte m'a permis de mieux comprendre les problèmes que connaissait mon ancien journal. À l'époque où j'y travaillais, le *South China Morning Post* avait pour propriétaire l'homme d'affaires sino-malaisien Robert Kuok, qui l'avait acheté en 1993. Actionnaire de contrôle de la chaîne d'hôtels de luxe Shangri-La et d'autres sociétés immobilières d'envergure en Chine continentale, Kuok est l'une des personnes les plus riches d'Asie. Il faisait partie du groupe que le gouvernement chinois avait constitué pour le conseiller en vue de la rétrocession de 1997. Certains de ses détracteurs, dont un ancien cadre du *South China Morning Post*, m'ont appris que le magnat avait imposé le congédiement de nombreux journalistes qui portaient un regard critique sur Beijing, accusations que celui-ci a rejetées. «L'argent, c'est le pouvoir», a commenté ledit cadre.

À l'échelle internationale, le Front uni tente de s'attirer les faveurs d'élus en utilisant des techniques comme les contributions à des campagnes électorales, les voyages tous frais payés en Chine et la flatterie. (Cette question est explorée dans les chapitres ultérieurs de ce livre.)

Les efforts déployés par la Chine pour se faire aimer des membres de l'élite et des gens d'affaires de Hong Kong donnent certains résultats, mais ont un effet contraire sur les masses. Nombreux sont les Hongkongais qui ont développé une profonde aversion pour Jackie Chan, aujourd'hui considéré comme «vendu» à Beijing. Chaque fois que l'acteur fait des déclarations comme: «le peuple chinois a besoin d'être contrôlé», ou passe à la télévision pour chanter des hymnes à la mère patrie tels que «Merveilleuse Chine», le public réagit avec le plus grand dégoût. En 2013, alors que je couvrais le tapis rouge dans un gala de musique à Hong Kong, j'ai vu Chan s'approcher d'un troupeau de journalistes et attendre qu'on lui pose des questions. Tous l'ont ignoré. Mal à l'aise, il s'est attardé un moment puis s'est éloigné.

AU PAROXYSMES DU MOUVEMENT des parapluies, des dirigeants de Beijing et de Hong Kong ainsi que des périodiques favorables au PCC ont accusé les enseignants de corrompre la jeunesse. L'essentiel de leurs reproches visait un cours de niveau secondaire appelé *liberal studies* (pensée critique humaniste).

Selon le quotidien *Ta Kung Pao*, le problème résidait dans le fait qu'instituteurs et professeurs d'université «n'ont aucun sens de la nation et inculquent aveuglément aux jeunes des idées occidentales comme l'universalisme et la démocratie. [...] Les manuels ne remplissent pas leur devoir de propagande».

À l'automne 2019, je rencontre à Toronto l'ancien directeur d'une école secondaire catholique de Hong Kong dont les autorités ont fait un bouc émissaire alors que les manifestations étaient surtout le fait de jeunes gens.

Arrivé avant moi sur la terrasse du Starbucks où nous avons rendez-vous, il se tient dans l'ombre d'un parapluie et porte un coupe-vent et un pantalon noirs, comme s'il voulait passer incognito. Dès que je lui confie

que ma famille est de Hong Kong elle aussi, il se détend, et nous passons de l'anglais au cantonais. Il me raconte la mésaventure qui l'a amené à demander le statut de réfugié au Canada. Je le désignerai ici sous le nom de «F.». En mars 2015, F. participe à un marathon à Hong Kong. Après la course, des militants prodémocratie distribuent de faux dossards portant la mention «D-689» (un jeu de mots en cantonais qui vise essentiellement à injurier le chef de l'exécutif Leung Chun-ying). F. en accepte un sans réfléchir, et un étudiant amusé prend une photo de lui avant de la partager sur Facebook.

Dès le lendemain, le téléphone commence à sonner à répétition dans le bureau de F. «Je suis au courant des actes honteux que vous avez commis. Si vous ne démissionnez pas, je vous dénoncerai à votre école et à votre épouse», menace son interlocuteur d'une voix calme et courtoise. Ce dernier le rappelle à maintes reprises. Chaque fois, il refuse de s'identifier et répète ses menaces sur un ton ennuyé.

F. rapporte l'incident à ses superviseurs puis demande conseil à l'agent de liaison en matière de sécurité de l'école et à un avocat. Tous lui répondent qu'ils ne peuvent rien faire pour lui, mais certains ont entendu parler d'autres directeurs d'école et d'enseignants qui reçoivent d'étranges appels téléphoniques.

Les appels ne donnant pas lieu à la démission attendue, l'Office de l'éducation de Hong Kong commence à recevoir des lettres de la part d'un groupe de parents inquiets du comportement «obscène» et «inapproprié» du directeur à l'égard des étudiants. Aucun parent n'a signé son nom. Déjà au courant du harcèlement subi par F. et d'autres enseignants, la direction de l'Office de l'éducation ne donne pas suite à ces missives douteuses.

Bientôt, les nouveaux membres de groupes d'anciens élèves et de parents sur les médias sociaux se mettent à répandre des rumeurs. Cette fois, les messages incluent des exemples du prétendu comportement de F.: «Le directeur de cette école a couché avec des étudiantes! Il a eu des aventures avec des enseignantes!»

Jusqu'ici, F. a réussi à gérer son anxiété, mais, cette fois, c'est la goutte qui fait déborder le vase. «Évidemment, certains anciens et certains parents

ne connaissaient pas le contexte», m'explique-t-il.

Je lui demande ce qui lui a passé par l'esprit quand il a vu ces publications. Une grande honte, me répond-il. «Ils se sont probablement dit: "Oh! Que se passe-t-il? Comment un directeur peut-il se comporter comme ça?" À l'école, des parents me regardaient d'un œil suspicieux, semblant se demander si les allégations étaient fondées. C'était très embarrassant.»

Cette campagne de harcèlement a fait plonger F. dans une dépression si profonde qu'il s'est tourné vers la méditation, seule activité qui pouvait l'aider à se sentir mieux. La stratégie s'est avérée si efficace qu'il a fini par faire une demande d'admission à la maîtrise en psychothérapie dans une université canadienne, afin de pouvoir aider ses compatriotes hongkongais à mieux faire face à la pression.

Il admet toutefois que l'altruisme n'est pas la seule raison pour laquelle il a quitté Hong Kong.

«Ça ressemble un peu à la Terreur blanche», explique-t-il, faisant allusion aux agressions de détracteurs du gouvernement de Taïwan sous la loi martiale en vigueur des années 1950 aux années 1980, lesquelles étaient souvent perpétrées de façon anonyme par les membres de groupes criminels loyalistes. «Certains militants bien connus savent qu'ils peuvent se faire arrêter. Pour faire taire des gens comme nous, qui ne sont pas connus mais occupent des postes leur conférant une certaine influence, les autorités ont recours à des stratégies comme celle-là.»

Alors que F. était arrivé en sol canadien mais n'avait pas encore obtenu le statut de réfugié, son épouse lui a raconté que des agents de la sécurité l'avaient appelée à son domicile de Hong Kong pour vérifier s'il était à Toronto et envisageait de ne pas revenir.

F. me montre des copies de lettres et des captures d'écran qui documentent la campagne de harcèlement dont il a fait l'objet. Il y a là tout ce qu'il faut pour convaincre un homme de quitter son emploi à Hong Kong. Cette affaire montre qu'une composante essentielle de la stratégie de contrôle politique appliquée par Beijing consiste à s'en prendre à des individus et à des groupes qui ne font pas partie de l'élite. De tels faits peuvent passer inaperçus, les médias concentrant leur attention sur les

conflits de haut niveau comme la guerre commerciale et la guerre des mots qui opposent Washington et Beijing.

Comme l'expliquent la spécialiste du discours Sharon Yam et l'historien Jeffrey Wasserstrom dans un article de la revue *Foreign Policy* paru en août 2020, «l'approche locale [du Parti] ne s'intéresse pas aux échanges de coups entre États-Unis et la Chine. Elle vise plutôt à instiller la peur dans les différents secteurs de la société: on s'attaque d'abord aux étudiants, puis aux professeurs, et ensuite aux journalistes, aux éditeurs, aux fondateurs de partis politiques⁹».

LES EFFORTS DE BEIJING pour faire taire la «ville de la contestation» sont vains. À partir du printemps 2019, les Hongkongais se rassemblent à nouveau en masse, cette fois pour s'opposer à un projet de loi sur l'extradition visant à faciliter le transfert vers le continent de personnes soupçonnées d'avoir commis un acte criminel. Le 16 juin, ils sont près de deux millions dans la rue, ce qui fait de cette manifestation l'une des plus grandes de l'histoire de la ville. De nombreux participants craignent que la nouvelle loi, que les autorités municipales disent conçue pour les présumés meurtriers, ait en fait pour but de permettre à la Chine d'extrader les dissidents politiques. Une fois sur le continent, ceux-ci feraient face à un système judiciaire contrôlé par le PCC et affichant un taux de condamnation de 99,9%.

Cette fois, les contestataires lancent dès le départ un appel à la solidarité internationale. La loi, mettent-ils le monde en garde, ne s'appliquerait pas seulement aux habitants de Hong Kong, si bien que tout étranger en transit à l'aéroport international pourrait être accusé en vertu de l'une ou l'autre de ses ramifications inconnues. Grâce à une collecte de fonds leur ayant permis de recueillir 5 millions de dollars hongkongais, ils achètent des annonces pleine page dans des journaux des États-Unis, du Royaume-Uni, du Canada, de la France, de la Suisse et du Japon, entre autres pays.

«Le gouvernement n'est pas en mesure d'assurer la sécurité des Hongkongais. Nous manquons de temps – mais vous pouvez faire la différence. Soyez solidaire avec nous: demandez à votre gouvernement

d'exercer des pressions diplomatiques [...]. Vive Hong Kong libre! En solidarité avec Hong Kong¹⁰», affirme la publicité parue dans *Le Monde*.

Le gouvernement de Hong Kong n'entend pas céder. La police lance des centaines de grenades lacrymogènes sur les manifestants et utilise des canons à eau – une eau à laquelle sont mélangées de la teinture bleue et des substances irritantes. Faisant face à une foule tenace, elle passe aux tirs de balles en caoutchouc et de projectiles en sachet, puis opte pour les balles réelles. Un agent atteindra un adolescent à la poitrine dans un prétendu acte d'autodéfense.

La police espère sans doute que cette brève démonstration de force calmera les ardeurs de la population, mais elle ne fait qu'attiser la colère de celle-ci en plus de susciter la réprobation de nombreux pays, dont les États-Unis, le Canada et le Royaume-Uni, ainsi qu'une intervention sans précédent du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, qui condamne le recours à des moyens de répression potentiellement létaux. Pour la première fois, un organe des Nations unies demande aux autorités hongkongaises de mener une enquête en vue de déterminer si les forces de l'ordre ont respecté les normes internationales.

Au lieu d'établir des campements et d'attendre de se faire arrêter, un contingent de jeunes manifestants adopte une nouvelle stratégie, qui consiste à devenir «fluides comme l'eau» en tenant des manifestations éclair dans différents quartiers de la ville. S'ensuivent des poursuites spectaculaires dans des centres commerciaux, des stations de métro et des ruelles. Des curieux saisissent des images montrant un policier s'étendant de tout son long sur le sol tout de suite après que ses collègues y ont lancé une grenade lacrymogène ainsi qu'un manifestant décochant un coup de pied au vol à un agent. Partout dans le monde, les gens ont les yeux rivés sur leur écran.

Les protestataires qui s'en prennent physiquement aux forces de l'ordre s'attirent la réprobation du public et des autres militants, qui préfèrent s'en tenir à l'approche pacifique nécessitant la demande d'un permis de manifester aux autorités. Le fait que la police continue à traiter et à approuver de telles demandes pendant que la rue est le théâtre

d'affrontements chaotiques témoigne de la présence d'une solide culture de l'efficacité bureaucratique à Hong Kong! Les jeunes participants aux manifestations éclair (dont bon nombre viennent à peine d'entrer dans l'adolescence) affirment que les vieilles méthodes n'ont pas donné de résultats et qu'ils sont prêts à se sacrifier pour l'avenir de la ville. Ils savent qu'une accusation de participation à une émeute peut leur valoir une peine de dix ans de prison.

Les heurts font leur premier mort le 15 juin, quand un homme de 35 ans tombe d'un échafaudage en bambou sur lequel il a grimpé pour y déployer une bannière ornée du slogan «Pas d'extraditions en Chine».

Le 1^{er} juillet 2019, soit le jour du 22^e anniversaire de la rétrocession de Hong Kong à la Chine, des dizaines de manifestants s'introduisent dans l'immeuble du Conseil législatif et y détruisent des meubles, défigurent des portraits et barbouillent les murs de graffitis. «Hong Kong n'est pas la Chine – pas encore» et «Le gouvernement nous a forcés à nous révolter», disent entre autres lesdits graffitis.

Dépêchée par le *Toronto Star* pour couvrir les événements, j'arrive à Hong Kong le lendemain^{[11](#)}. Pendant des semaines, j'ai veillé tard chez moi, au Canada, pour suivre la situation de loin, comme le font tant de gens à travers le monde qui ont un lien personnel avec la ville ou ont tout simplement compris que ce qui est en train de s'y passer pourrait déterminer s'il subsiste un espoir pour la liberté d'expression et la démocratie en Chine.

Je rencontre à nouveau Claudia Mo, qui me raconte avoir tenté de dissuader un jeune homme de se précipiter dans l'immeuble du Conseil législatif: «Il me rappelait mon fils, qui est un joueur de rugby. Il était déterminé à entrer. Je me suis approchée de lui et lui ai dit: "Eh, penses-y à deux fois. La participation à une émeute pourrait t'envoyer derrière les barreaux pour dix ans. Ça ne vaut pas la peine." Semblant touché par ma sollicitude, il a passé son bras autour de mes épaules, mais m'a demandé de dégager [...] en me jurant que lui et ses camarades étaient prêts à mourir pour la cause.»

Le 3 juillet, je marche jusqu'au complexe gouvernemental, situé près du quartier des affaires, et j'aperçois un imperméable jaune attaché à un poteau, claquant au vent. Il s'agit d'un hommage au manifestant mort en tombant de l'échafaudage à cet endroit précis. Plus loin, une jeune femme en larmes livre un discours près de l'entrée d'une station de métro. Même si la ville est plongée dans la tristesse, affirme-t-elle, les Hongkongais ne doivent pas abandonner leur résistance pacifique. Le reste de son groupe, dont fait partie un homme âgé, entreprend une grève de la faim.

Devant l'immeuble du Conseil législatif, le sol est jonché d'éclats de verre. Des policiers et des gardiens de sécurité s'affairent à évaluer les dégâts et à recueillir des preuves. Les murs sont encore couverts de graffitis. Surnommée «Grandma» et adorée des manifestants, Alexandra Wong colle des affichettes ornées de slogans prodémocratie sur les clôtures de la cour du complexe même si elle sait qu'on les enlèvera rapidement. De jeunes hommes munis de parapluies la protègent du soleil en me jetant un regard méfiant, sans doute en raison de mon appareil photo. Un mois plus tard, la Sécurité de l'État du continent enlèvera Wong et la soumettra à des séances de rééducation avant de lui arracher une confession devant caméra.

La cheffe de l'exécutif de Hong Kong, Carrie Lam, finit par annoncer la «mort» du projet de loi sur l'extradition. Or, parce qu'elle refuse de le retirer officiellement, les manifestations se poursuivent. Pendant tout l'été, les organisateurs s'en tiennent à un même programme: quelques manifestations pendant la semaine, suivies d'un grand rassemblement le week-end venu. Souvent, un contingent d'extrémistes s'impatiente et affronte la police dans des combats sanglants qui mènent à des arrestations et causent des blessures à des passants innocents.

J'observe les manifestants déferler dans les rues de Kowloon, quartier de divertissement prisé des touristes venus de Chine. Ces Hongkongais sont ici pour livrer leur message «en main propre» à leurs compatriotes du continent. Ce faisant, ils confirment les pires craintes du PCC. «La démocratie pour Hong Kong», «Aimez votre pays, venez manifester», scandent-ils en mandarin. Ils s'arrêtent en face de centres commerciaux en faisant des signes invitant les clients chinois du continent qui sont à l'intérieur à se joindre à eux. Des manifestants utilisent la fonction AirDrop

de leur iPhone pour envoyer aux passants des messages expliquant les raisons de la manifestation.

Je monte un escalier afin d'avoir une meilleure vue sur la foule immense. Des manifestants portent un enfant sur les épaules et scandent des slogans, tandis que d'autres marchent en silence. À côté de moi, une Chinoise de la province de Guandong observe la procession d'un air émerveillé. Elle me demande pourquoi tout ce monde manifeste. Je lui réponds que les Hongkongais s'opposent à un projet de loi sur l'extradition parce qu'ils n'ont pas confiance dans le système judiciaire chinois. Elle se contente de hocher la tête.



C'EST EXACTEMENT CE QUE BEIJING ne voulait pas qu'il se passe.

Cet été-là, censeurs et médias d'État chinois redoublent d'efforts pour empêcher le mouvement de se propager sur le continent. Les médias d'État attribuent l'ampleur des manifestations à quelque ingérence étrangère. Le 9 juin, un éditorial du *Quotidien du peuple* affirme que «certains résidents de Hong Kong ont été bernés par l'opposition et ses alliés étrangers en vue de soutenir la campagne contre la loi sur l'extradition».

Les appuis obtenus à l'étranger par les manifestants irritent aussi Regina Ip, avocate hongkongaise alignée sur Beijing et partisane du projet de loi. Quand je la rencontre à son bureau, elle me confie qu'elle se demande comment des protestataires prétendument dépourvus de chef peuvent être si bien organisés et comment les manifestations de solidarité avec le mouvement ont pu se multiplier si rapidement dans le monde.

Même si elle admet qu'elle ne dispose pas de preuves tangibles de l'«ingérence» de gouvernements étrangers, elle trouve la situation curieuse: «Il y a nécessairement des organisateurs de l'ombre, mais ce n'est pas mon rôle de les débusquer et de les incriminer. Le gouvernement [de Hong Kong] se doit de mener une enquête de façon proactive.»

Je me mords les lèvres, car j'ai rencontré certains des sympathisants étrangers qu'elle juge si suspects. Nombre d'entre eux sont canadiens. Bien qu'ils soient d'origines diverses, la plupart sont ethniquement chinois et ont

des parents et amis à Hong Kong. Ils ont passé des nuits blanches à organiser un vaste réseau international qui, à l'aide d'applications mobiles, assure le contact avec les Hongkongais sur le terrain en leur apportant un soutien logistique et moral. Certains d'entre eux ont contribué à des campagnes de sociofinancement pour acheter du matériel comme des trousseaux de premiers soins ou payer les frais juridiques de manifestants.

Le mouvement de protestation hongkongais a gagné la planète entière. Partout dans le monde, des groupes de citoyens font pression sur leur gouvernement pour lui demander d'exprimer son soutien aux protestataires. Des manifestations de solidarité ont lieu dans des dizaines de villes. En plus d'émettre des déclarations faisant état de leur inquiétude, les gouvernements de pays comme le Canada, les États-Unis et l'Allemagne finiront par accueillir des réfugiés qui fuient Hong Kong.

Beijing décidera donc d'aller plus loin.

«Je m'attendais à être plus vieux que ça en 2047.» Ce même teinté d'humour noir circule au sein de la jeunesse hongkongaise depuis que le Parlement chinois a adopté une loi qui, dans les faits, rompt l'accord «un pays, deux systèmes», censé assurer les libertés civiles à Hong Kong pour une période de 50 ans.

Le 30 juin 2020, une heure avant le 23^e anniversaire de la rétrocession de l'ancienne colonie britannique à la Chine, la loi sur la sécurité nationale entre en vigueur. Interdisant toute activité que Beijing qualifie de danger pour la sécurité nationale, cette loi est accueillie avec consternation et largement condamnée, notamment parce qu'elle prétend s'appliquer non seulement aux résidents de Hong Kong, mais aussi à quiconque n'habite pas la région. Les actes antichinois commis à l'extérieur de la Chine continentale par tout individu, quelle que soit sa nationalité, peuvent désormais être considérés comme des violations à la nouvelle loi. La peine maximale prévue pour la longue liste de délits vaguement définis que la loi énumère est la prison à vie.

Dès le premier jour de la mise en vigueur de la loi, plus de 370 Hongkongais sont arrêtés pour diverses infractions liées aux manifestations; plusieurs d'entre eux seront accusés d'avoir contrevenu aux nouvelles

interdictions. De nombreux pays du monde s'empressent alors d'annuler leurs traités d'extradition avec Hong Kong, de crainte que Beijing n'invoque ceux-ci pour traîner des gens sur le continent.

La portée mondiale de la loi ne faisant aucun doute, de nombreux juristes étrangers sonnent l'alarme: ils recommandent aux ressortissants de toute nationalité qui ont déjà critiqué les autorités chinoises ou hongkongaises d'éviter de séjourner en Chine continentale.

Le 26 août 2020, la police de Hong Kong lance un mandat d'arrestation contre Samuel Chu, citoyen américain établi à Los Angeles qui a exprimé à distance son soutien au mouvement prodémocratie sur les médias sociaux.

Alvin Cheung, qui a pratiqué le droit à Hong Kong et est aujourd'hui chercheur associé non résident au U.S.-Asia Law Institute de l'Université de New York, conseille aux gens de ne pas monter à bord d'avions de la compagnie Cathay Pacific ou de tout autre appareil enregistré à Hong Kong, car la loi sur la sécurité s'applique également «aux navires et aux aéronefs enregistrés dans la région administrative spéciale de Hong Kong».

En fait, nul ne devrait s'étonner du fait qu'un acte aussi éhonté de «guerre juridique», véritable assaut contre les droits civiques, soit lié à Hong Kong. Ce territoire a jadis été arraché à l'Empire chinois. Lorsqu'il a été rétrocédé à la Chine, sa population a réclamé l'autonomie promise par l'accord sino-britannique. Beijing a réagi non seulement en lançant une campagne de répression, mais aussi en cherchant à régir la liberté d'expression des étrangers. Incapable de conquérir le cœur et l'esprit des Hongkongais, l'État chinois a décidé d'imposer son droit criminel à la région – et au reste du monde.

Cheung indique que la loi sur la sécurité nationale ne va pas jusqu'à démanteler le cadre «un pays, deux systèmes», sans doute parce que Beijing ne souhaite pas affaiblir le système juridique de la ville à un point où celle-ci ne pourrait plus remplir son rôle de plaque tournante mondiale de la finance. «Tant que les apparences institutionnelles sont maintenues, de nombreux investisseurs fermeront les yeux sur les cas où Beijing pervertit la justice. L'essentiel est de conserver juste assez d'«État normatif» pour

que les activités commerciales courantes puissent poursuivre leur cours habituel», explique le chercheur¹².

Pour les légions de défenseurs de la démocratie, l'idée d'une ville dotée d'institutions de façade qui dorlote ses entreprises sans prendre soin de ses citoyens vulnérables est loin d'être rassurante.

EN RAISON DE LA PANDÉMIE, je n'ai pas pu séjourner à Hong Kong en 2020 – une première en dix ans. L'ambiance incomparable de ses rues animées me manque, tout comme les sentiers pédestres accidentés qui surplombent ses vallées remplies de gratte-ciel, sans parler de ses innombrables délices culinaires.

Je parle avec mes parents et amis de Hong Kong presque tous les jours, en partie parce que j'ai le mal du pays et en partie pour me tenir au courant des suites d'une année politique mouvementée. Beijing semble vouloir profiter du fait que le monde ne se préoccupe plus que de la pandémie pour empiéter davantage sur les libertés des Hongkongais.

On dirait que la ville s'est divisée en deux camps: d'une part, les élites et les autres groupes qui soutiennent Beijing depuis le début, et, d'autre part, les citoyens ordinaires qui craignent de perdre leurs droits civiques et politiques, mais ne s'entendent pas du tout sur les méthodes de contestation à privilégier.

En janvier 2021, tandis que, partout dans le monde, bien des gens amorcent la nouvelle année dans l'espoir ténu que le pire de la pandémie soit derrière eux, Hong Kong se prépare à une nouvelle vague de répression politique. Parmi les dizaines d'ex-juristes et d'ex-militants arrêtés ce mois-là pour «subversion du pouvoir de l'État», plus de 50 le sont aussi pour avoir participé, à titre d'organisateur ou de candidat, à une élection primaire en juillet 2020, à l'occasion de laquelle des centaines de milliers de Hongkongais ont voté afin de réduire le nombre de candidats prodémocratie susceptibles de se faire élire au Conseil législatif de la région. L'exercice visait à prévenir la division du vote en vue de faciliter l'élection de parlementaires prodémocratie aux législatives.

Selon le secrétaire d'État de Hong Kong John Lee, l'opération policière s'imposait, car les organisateurs de l'élection primaire souhaitent «paralyser le gouvernement hongkongais» en obtenant une majorité au Conseil et en «fomentant de graves émeutes dans les rues de la ville». Des propos pour le moins absurdes.

Cette élection primaire aurait été parfaitement légale si elle avait eu lieu avant l'entrée en vigueur de la loi sur la sécurité nationale, mais les autorités invoquent cette dernière pour punir les personnes qui y ont participé. John Clancey, avocat américain qui a prêté main-forte aux organisateurs, est arrêté lui aussi, ce qui suscite une réponse outrée des États-Unis.

Pendant ce temps, des journalistes établis à Hong Kong me disent craindre que la liberté de presse ne continue à s'éroder, car de plus en plus de membres de la profession se censurent en évitant les sujets qui pourraient leur valoir un séjour en prison. Des libraires et des organisateurs d'événements littéraires cessent de mettre en vitrine ou de promouvoir les nouveaux livres sur le mouvement des parapluies. En juin 2021, le quotidien hongkongais *Apple Daily*, résolument démocrate, se voit contraint de fermer ses portes, la police ayant arrêté les membres de sa direction en vertu de la nouvelle loi et ayant gelé ses actifs¹³.

Selon Antony Dapiran, avocat et auteur établi à Hong Kong, cette ville chinoise demeure un lieu unique en son genre. On peut encore y débattre d'une foule de sujets politiques délicats s'il est question du continent, mais la situation politique de la région fait l'objet d'énormément de censure: «Hong Kong a été entraînée dans une dynamique étrange, où elle est elle-même devenue le sujet le plus délicat qui soit. Nombre de ses habitants, rongés par l'autocensure, cherchent à anticiper les intentions des pouvoirs en place. Pendant ce temps, le gouvernement hongkongais invoque la "primauté du droit" et mobilise une bureaucratie d'une efficacité sans merci pour poursuivre les responsables de la moindre offense avec acharnement; les loyalistes pro-Beijing se surpassent pour montrer lequel d'entre eux affiche le plus grand "patriotisme". «La situation est plutôt déprimante¹⁴.»

DEUXIÈME PARTIE

LES PUISSANCES MOYENNES



OceanofPDF.com

LE CANADA

La diplomatie de la menace de mort

Chère Joanna Chiu,

Je m'appelle [Dan]. Je suis originaire de Chine. Je viens tout juste d'obtenir mon diplôme [d'une université québécoise]. J'ai hésité toute la nuit avant de me décider à vous écrire ce courriel. [...]

J'habite au Canada, mais je vis dans la crainte du gouvernement chinois.

Dan (dont j'ai changé le nom pour protéger son anonymat) est originaire d'une province pittoresque et relativement tranquille du sud-ouest de la Chine. Après avoir étudié l'anglais assidûment, il était fou de joie quand il a appris qu'une grande université canadienne acceptait sa demande d'admission à la Faculté de droit.

Environ un mois avant le début de la session d'automne 2017, alors qu'il est encore en Chine, l'université lui fait parvenir son dossier d'étudiant, qui inclut un accès au réseau privé virtuel (VPN) de l'établissement. Pour la première fois de sa vie, grâce à cet outil, Dan pourra contourner le «Bouclier d'or» de la Chine et bénéficier d'un accès non censuré à internet.

Curieux, ce jeune homme de 21 ans se dit qu'il pourrait jeter un coup d'œil aux sites de médias sociaux étrangers, entrer en contact avec de futurs camarades de classe et se familiariser avec l'actualité internationale. Ce

faisant, il ne paraîtrait pas trop dépassé par les événements à son arrivée au Canada, où se trouvent environ 140 000 étudiants chinois cette année-là.

N'ayant pas encore quitté la Chine, il décide de prendre quelques précautions élémentaires. Il s'inscrit à Twitter sous un faux nom et une fausse adresse, indiquant même qu'il est de sexe féminin.

À son grand étonnement, la plateforme compte déjà de nombreux utilisateurs sinophones. Un vaste réseau de blogueurs, d'artistes, de journalistes indépendants et d'intellectuels y discutent de politique chinoise à un niveau dont il n'a jamais été témoin.

Une fois arrivé au Canada, alors qu'il s'adapte à sa nouvelle ville et à sa nouvelle université, Dan continue à fréquenter Twitter depuis sa chambre d'étudiant. Trop nerveux pour prendre part à la moindre discussion, il ne retransmet que trois *tweets*, soit la nouvelle du décès du prix Nobel et militant prodémocratie chinois Liu Xiaobo, une vidéo satirique sur le président Xi Jinping et un tableau dénonçant les degrés de corruption du gouvernement chinois.

N'ayant que deux abonnés, il ne fait pas de vagues, mais le fait de partager ces publications lui donne tout de même des frissons. Pendant ses études de premier cycle, il lui arrivait parfois de discuter des différents systèmes politiques dans le monde, et le problème de la corruption aux échelons inférieurs du gouvernement n'était pas un sujet entièrement tabou. Mais pratiquement tous les Chinois savent qu'il est strictement interdit de soutenir publiquement des dissidents bien connus ou de faire la satire des hauts dirigeants.

Les mois s'écoulent. Très occupé, Dan n'a pas le temps de poursuivre son exploration des médias sociaux. Il ne s'implique dans aucune activité politique sur le campus, consacrant toutes ses énergies à l'étude du système judiciaire canadien dans l'espoir de s'établir au pays et d'y travailler un jour.

Un jour, son père l'appelle au téléphone, manifestement tourmenté: «Fiston, as-tu dit quelque chose sur internet à propos du gouvernement chinois? Le bureau de sécurité publique a appelé deux fois.»

Les bureaux de sécurité publique chinois sont des postes de police qui supervisent certains dossiers d'ordre migratoire. Il leur arrive de collaborer avec le Département du travail du Front uni pour garder à l'œil des ressortissants chinois à l'étranger, quoique le ministère de la Sécurité de l'État se charge généralement des figures connues.

L'année précédente, soit en 2016, le Parti communiste chinois (PCC) a doté le Département du travail du Front uni d'une nouvelle agence chargée de veiller à ce que certains professionnels et les étudiants chinois de retour de l'étranger agissent en conformité avec ses objectifs.

Lors de l'annonce de la création de la nouvelle unité, appelée Agence du travail des nouvelles classes sociales, la présidente du Front uni, Sun Chunlan, a déclaré que celle-ci avait pour cible les professionnels salariés d'entreprises privées de propriété étrangère, les employés des ONG (avocats et comptables compris), les spécialistes des «nouveaux médias» (qui travaillent pour des sources d'information en ligne) et les étudiants chinois de retour au pays après un séjour à l'étranger. «Les nouvelles classes sociales sont très mobiles, dispersées, intellectuellement actives et diversifiées dans leurs idées. [...] [Elles] sont à la fois la nouvelle priorité et un aspect novateur du travail du Front uni. Si le travail est bien fait, elles pourront en devenir un point fort», a-t-elle écrit¹.

Le Front uni cherche à transformer des menaces potentielles en atouts. En sa qualité d'étudiant dans une université canadienne et de futur avocat, Dan est une cible idéale. L'objectif consiste à le contraindre à devenir un défenseur de la mère patrie plutôt qu'un de ses détracteurs. Aux yeux des autorités chinoises, la «diversité» et l'«activité» intellectuelle sont des qualités – à condition que les gens qui les possèdent ne développent pas un regard critique sur le Parti.

Peu après l'appel de son père, Dan est contacté par un policier sur l'appli de messagerie WeChat. Il n'a pas accepté de nouvelle demande d'amitié, mais l'agent a quand même pu lui envoyer des messages et lui téléphoner.

«Je lui ai dit qu'il y avait sans doute erreur sur la personne», me raconte-t-il en 2019 lors d'un appel vidéo. Le courriel qu'il m'a envoyé

quelques jours auparavant contient une chronologie des événements accompagnée de captures d'écran et d'enregistrements audio de ses conversations avec l'agent de la sécurité publique. Son souci du détail m'impressionne.

Pendant notre appel vidéo, je vois derrière lui le vaste atrium d'une bibliothèque dotée de fenêtres allant du plancher au plafond. Impeccablement vêtu d'un polo blanc, Dan parle un anglais précis, presque parfait. «La police m'a dit que le ministère de la Sécurité de l'État m'avait suivi à l'aide de mon adresse IP et sait où j'habite au Canada. Il a la preuve que le compte Twitter est le mien», m'explique-t-il en chuchotant. La police ne l'a jamais informé de ce qu'on lui reproche exactement. Aurait-il contrevenu à quelque règlement chinois encadrant internet? Ou commis un crime?

Fort de ses connaissances acquises à la Faculté de droit, Dan a subtilement tenté de soutirer de l'information au policier en prenant soin de ne pas admettre avoir commis quoi que ce soit. Mais celui-ci ne lui a offert qu'une réponse sibylline, faisant mention d'une enquête «classifiée», et a ordonné au jeune homme de supprimer les messages offensants.

Le policier n'a jamais élevé la voix, mais son ton est devenu plus sévère à mesure que la conversation se poursuivait. Quand Dan lui a demandé ce qui lui arriverait s'il refusait d'admettre que le compte Twitter incriminé était le sien, l'agent lui a répondu, en mandarin: «Tu auras des ennuis.»

«Ennuis» est un euphémisme bien connu en Chine pour désigner la persécution exercée par l'État. Celle-ci peut prendre la forme de visites ou d'appels répétés, de refus d'embauche et d'assignations à domicile. Pour réduire au silence les dissidents qui séjournent à l'étranger, les autorités ont aussi l'habitude de menacer leurs parents. Dans un rapport sur la question publié par l'ONG Human Rights Watch, un consultant en technologie de Vancouver explique: «Si je critique [le PCC] publiquement, mes parents risquent de perdre toutes leurs prestations de retraite et leur assurance maladie².»

«À vrai dire, je suis terrorisé», me confie Dan en chuchotant pour s'assurer que les étudiants présents dans la bibliothèque ne l'entendent pas.

Dan a raconté son histoire à un de ses professeurs, qui s'est alarmé de l'appel de menaces et l'a pressé de rapporter celui-ci à la police locale. Or, quand l'étudiant s'est présenté au poste avec tous ses dossiers, les policiers lui ont répondu qu'ils ne pouvaient rien faire à propos de faits qui se déroulent en Chine.

«Vous pouvez effacer les messages, mais vous n'êtes pas obligé de le faire», a ajouté un agent en haussant les épaules.

Là n'était pas la question; Dan sait bien qu'il jouit de la liberté d'expression en territoire canadien. Toutefois, même s'il ignorait ce que la police aurait pu faire pour aider ses parents en Chine, il croyait qu'elle accepterait au moins de recueillir son témoignage: s'il devait arriver quelque chose à sa famille ou à lui, un minimum d'information aurait figuré dans ses dossiers.

Dépité, Dan a effacé les *tweets*.

De retour à sa chambre d'étudiant, il s'est demandé comment les autorités chinoises ont pu le trouver à l'étranger, pourquoi elles s'inquiètent de l'influence qu'il pourrait avoir sur un public de deux personnes, et pourquoi un pays démocratique comme le Canada montre si peu d'intérêt à le protéger.



IL Y A QUELQUES DÉCENNIES, en raison d'obstacles logistiques évidents, il était difficile pour les gouvernements d'envoyer des agents à l'étranger pour surveiller, intimider ou harceler des citoyens ordinaires. De nos jours, les autorités n'ont besoin que d'une connexion internet et d'un minimum de savoir-faire, ce qui n'a rien de sorcier vu le grand nombre de hackers talentueux ne demandant qu'à être embauchés.

Le problème, indique Ronald Deibert, c'est que les démocraties tendent à concentrer leurs efforts de contre-espionnage sur la violation de la propriété intellectuelle et le vol de secrets industriels. Le harcèlement d'étudiants, de mères et de simples travailleurs, lui, se pratique presque sans encombre. Deibert dirige The Citizen Lab, laboratoire multidisciplinaire de

l'Université de Toronto qui mène des recherches novatrices sur la censure internationale et les techniques d'espionnage numérique.

«Les despotes et les régimes autoritaires sont en mesure d'étendre leur emprise au-delà de leurs frontières de façon beaucoup plus efficace qu'autrefois. Il s'agit d'une tendance fâcheuse qu'on néglige», m'explique-t-il au téléphone. «Nous présumons que les connexions que nous établissons d'un pays à l'autre sont sans conséquence, mais il s'agit là des outils mêmes qu'utilisent les autocrates pour pister leurs cibles, qui incluent des journalistes, des chercheurs et des migrants. Partir à l'étranger ne confère plus le même degré de protection qu'auparavant.»

Les cas que j'ai couverts au Canada m'ont fait comprendre une chose: les dirigeants de Beijing sont sincèrement convaincus qu'ils ont le droit de cibler toute personne d'ascendance chinoise et de restreindre sa liberté d'expression plusieurs années après son établissement à l'étranger, voire des générations plus tard.

Brad West, maire de la petite ville Port Coquitlam, à proximité de Vancouver, a été consterné d'apprendre que des dizaines de ses concitoyens avaient reçu des appels de menaces et même des visites en personne de la part de fonctionnaires du gouvernement chinois. Aucun des individus visés n'était une personnalité publique; tous ou presque étaient des immigrants de première ou de deuxième génération venus de Chine et exerçant des métiers bien ordinaires.

Ces personnes lui ont raconté que les fonctionnaires chinois leur avaient reproché «des gestes anodins, comme une publication sur les médias sociaux ou la participation à quelque activité», poursuit West avant d'ajouter qu'il a lui-même informé la police et les agences fédérales de ces menaces, les victimes ayant trop peur de porter plainte.

«C'est pour le moins troublant de voir ces gens – qui sont nos concitoyens, qui vivent à nos côtés – être victimes de harcèlement de la part d'un gouvernement étranger sur le territoire canadien! lance-t-il d'un air grave. Il est tout aussi déconcertant de constater combien ils ont peur! Quand je les reçois dans mon bureau, ils me demandent de fermer les stores. Ils sont terrorisés à ce point³.»

Le maire West suppose que ce type de harcèlement est pratiqué partout au Canada, ce que corroborent les agences de renseignement, mais il craint que bon nombre des personnes touchées souffrent en silence, car elles ont trop peur pour demander de l'aide ou présument que les parlementaires canadiens sont indifférents à leur sort.

Cherie Wong, militante et étudiante diplômée canadienne établie à Ottawa et impliquée dans le soutien au mouvement prodémocratie de Hong Kong, fait partie des rares personnes qui ont témoigné ouvertement de leur expérience de harcèlement.

Lors d'un séjour à Vancouver en janvier 2019, Wong, qui dirige l'organisme de solidarité Alliance Canada HK, a reçu dans sa chambre d'hôtel l'appel d'un inconnu la pressant de quitter les lieux immédiatement et l'informant que «des gens» viendraient la chercher. La femme a rapporté la menace à la police, mais, un an plus tard, il ne semble y avoir eu aucun suivi de son dossier.

C'est une honte. Pour qu'une démocratie fonctionne, les citoyens doivent se sentir suffisamment en sécurité pour s'exprimer, que ce soit en ligne ou ailleurs, soutient Deibert. Selon lui, le Canada pourrait adopter une loi qui rendrait le harcèlement numérique transfrontalier illégal, ce qui encouragerait les gens à porter plainte à la police. Mais la volonté politique de trouver des solutions fait défaut, déplore-t-il⁴.

Une porte-parole du ministère du Patrimoine canadien, dont le mandat consiste à faire la promotion «de l'identité et des valeurs canadiennes, du développement culturel et du patrimoine canadien⁵», m'a indiqué dans un courriel que celui-ci collabore avec le ministère de la Justice et d'autres agences gouvernementales à l'élaboration d'une stratégie visant à améliorer la protection de la vie privée et des droits des Canadiens. Cependant, «compte tenu de l'ampleur d'une telle entreprise, nous ne sommes pas encore en mesure de fournir un calendrier de réalisation précis», a-t-elle ajouté.

Bien que les cibles de Beijing se limitent essentiellement aux Canadiens d'origine chinoise, l'enjeu est loin d'être marginal: le Grand Vancouver

compte à lui seul près de 500 000 citoyens d'ascendance chinoise, soit 20% de sa population, et le Grand Toronto, plus de 630 000.

«Il y a là une contradiction, juge Deibert. Au Canada, pays d'immigration, nous nous targuons sans cesse de notre ouverture d'esprit et de notre multiculturalisme. Or, quand les choses se gâtent, osons-nous nous tenir debout et protéger ces gens des menaces qu'ils tentent de fuir?»

SANS DOUTE EN ACCORD avec les nouvelles directives du Front uni sur la mise en valeur des atouts à l'étranger, l'ambassade de Chine à Ottawa recrute des personnes d'origine chinoise qu'elle mandate pour exercer des pressions et recueillir des renseignements sur quiconque se montre critique à l'égard de Beijing.

Comme nous l'avons vu dans le [chapitre 2](#), des captures d'écran envoyées en février 2019 au *Washington Post* ont révélé que des employés de l'ambassade de Chine à Ottawa avaient demandé à des étudiants d'ascendance chinoise de recueillir de l'information à propos d'une conférence de la militante Rukiye Turdush sur les droits des minorités ouïghoures de Chine, prévue à l'Université McMaster de Hamilton, et de leur faire savoir si des ressortissants chinois avaient participé à l'organisation de l'activité⁶. Citoyenne canadienne d'origine ouïghoure, Turdush m'informerait par la suite avoir appris qu'une vidéo de sa conférence avait été partagée sur un groupe WeChat de l'Association des étudiants et des professeurs chinois de l'université (CSSA). C'est un membre de la CSSA qui, inquiet, a transmis l'information à la militante, ce qui montre que les efforts d'enrôlement de l'ambassade de Chine ne sont pas toujours couronnés de succès.

L'Association étudiante de l'Université McMaster s'est empressée de retirer à la CSSA son statut officiel de club. Mais aucun responsable du gouvernement ou de l'établissement n'a contacté Turdush pour enquêter sur la collusion possible d'étudiants avec des agents de Beijing. «J'ai cru que, si je parlais aux médias, le gouvernement prendrait des mesures face aux agissements de Beijing, qui cherche à étendre son influence pour réprimer la liberté d'expression ici même au Canada, me confie-t-elle. On reconnaît

là le travail du Front uni. J'ai réclamé la tenue d'une enquête [...], mais je n'ai eu vent d'aucune suite à ma demande.»

SI C'EST AU CANADA, qui compte une importante population d'ascendance chinoise, que l'activité du Front uni semble la plus flagrante, celui-ci est tout de même présent dans de nombreux autres pays. Le Canada offre un exemple concret des conséquences du comportement de la Chine à l'égard des puissances moyennes – et de ce qui arrive si un État se montre incapable de protéger ses citoyens.

Des militants estiment que des personnes vulnérables se sentiraient peut-être plus à l'aise d'exprimer leur opinion au Canada si, il y a quelques décennies de cela, les dirigeants canadiens avaient prêté attention aux témoignages sur le harcèlement et l'ingérence de Beijing auprès de la diaspora chinoise.

Éditeur, militant et documentariste d'expérience, Cheuk Kwan est maintenant dans la jeune soixantaine. Nous avons rendez-vous dans un restaurant de fruits de mer cantonais qui surplombe le quartier Harbourfront, à Toronto. Avec son ensemble presque entièrement noir et sa chevelure grisonnante qui lui cache en partie les yeux, Kwan a l'allure d'un artiste. Arrivé à la table, il me serre fermement la main et me demande poliment comment vont mes collègues du *Toronto Star*.

Contrairement aux aînés de Beijing qui éludaient systématiquement mes questions, Kwan brûle d'envie de parler du passé. En 1980, il a cofondé le Chinese Canadian National Council (CCNC, Conseil national des Canadiens chinois), organisation ayant pour mandat de prévenir la discrimination raciale et de sensibiliser la jeunesse à l'apport des Sino-Canadiens. En 1989, dans la foulée du massacre de la place Tian'anmen, le groupe a pris position en appelant Ottawa à accueillir plus de réfugiés et à aider les dissidents politiques.

Ce qui s'est passé par la suite a complètement dérouté Kwan.

«Notre geste a irrité le consulat chinois, qui a réagi en fondant son propre groupe pour contrer notre travail, le National Congress of Chinese Canadians [NCCC, Congrès national des Canadiens chinois]», me raconte-

t-il. Dans mon calepin, Kwan écrit côte à côte les noms chinois des deux organisations et en souligne les similitudes dans les deux langues.

Chaque année, le groupe rival célèbre la fondation de la République populaire de Chine. Au grand dam de Kwan, de nombreux parlementaires canadiens ont accepté son invitation à y participer, ce qui lui a conféré une certaine légitimité.

Au fil du temps, le NCCC s'est fait de plus en plus audacieux, émettant des déclarations contraires à celles de l'organisation de Kwan. Par exemple, quand le CCNC a demandé au gouvernement canadien de présenter des excuses officielles pour l'impôt de capitation raciste auquel les immigrants chinois étaient assujettis de 1885 à 1923 et d'offrir une indemnisation substantielle aux familles touchées, le NCCC a publié un communiqué affirmant qu'aucun dédommagement n'était nécessaire.

Les activités du nouveau groupe ont semé la confusion dans la population, ce qui a diminué la force de frappe du CCNC, m'explique Kwan. Par exemple, des journalistes canadiens qui voulaient connaître l'opinion du CCNC interviewaient par erreur des représentants du NCCC. Kwan précise qu'il ne dispose d'aucune preuve du fait que l'ambassade de Chine ait elle-même fondé le NCCC, mais de nombreuses photos montrent des diplomates chinois qui participent à des activités de l'organisation à titre d'invités d'honneur. Le «similitantisme» (ou *astroturfing*), qui consiste à masquer les véritables commanditaires d'une organisation afin de faire passer celle-ci pour un authentique groupe citoyen, est un stratagème courant du Front uni: celui-ci l'utilise depuis les années 1980 dans les grandes villes qui comptent une importante population d'immigrants chinois.

Au fil des ans, poursuit Kwan, d'autres groupes pro-Beijing ont vu le jour sous la forme d'associations culturelles chinoises en apparence inoffensives. À ses yeux, il est évident qu'il s'agit là d'organisations de façade qui, tout en se prétendant non partisans et apolitiques, diffusent sans vergogne de la propagande pro-Beijing. Néanmoins, leur objectif ne saute pas aux yeux dans leurs publications en anglais.

Selon mon interlocuteur, ces tactiques se sont avérées très efficaces – ce qui n’a fait que fouetter l’ardeur de certains militants. Témoignant en 2006 devant un sous-comité du Parlement canadien, Kwan a imploré Ottawa de contribuer à la création d’une coalition internationale de démocraties libérales en vue d’imposer des sanctions à la Chine pour ses violations des droits de la personne. Sa passion transparaît jusque dans la transcription de son intervention: «Le Canada doit adopter une position uniforme et conforme à ses principes vis-à-vis de la Chine. C’est seulement ainsi que nous gagnerons son respect et non pas sa colère. Le Canada n’a pas à craindre de conséquences négatives sur le plan des relations commerciales. Rien ne permet d’affirmer que [...] cela entraînera une diminution des échanges commerciaux⁷.» Plus de 15 ans se sont écoulés depuis, et le Canada n’a toujours pas adopté de stratégie de contre-ingérence. En outre, ses efforts de protection contre la corruption et le blanchiment d’argent pratiqués par des pays étrangers sont «scandaleusement faibles», en particulier si on les compare à ceux d’États de taille analogue comme le Royaume-Uni et la France, indique un rapport publié en 2020 par Transparency International Canada.

«Nous mettons le Canada en garde contre les activités de Beijing sur son territoire depuis des décennies», soupire Kwan.

DANS LES HAUTES SPHÈRES canadiennes du pouvoir, l’espion en chef Richard Fadden est l’une des rares personnes à avoir pris ces mises en garde au sérieux, mais ses commentaires sur l’ingérence étrangère, émis en 2010, ont été si mal accueillis par le gouvernement qu’il a failli perdre son emploi. Interviewé par le réseau anglais de Radio-Canada alors qu’il était directeur du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), il a révélé que des États étrangers se livraient à des activités d’espionnage à grande échelle et tentaient d’influencer des parlementaires au Canada. Il a laissé entendre que la Chine était un acteur clé et avait réussi à gagner à ses vues des figures politiques importantes de la Colombie-Britannique, notamment. «Dans quelques provinces [...], nous disposons de renseignements montrant que certains élus ont développé un réel attachement à des puissances étrangères», a-t-il indiqué⁸.

Furieux, des parlementaires ont réclamé la démission de Fadden. Proférer de telles allégations sans fournir de précisions revenait à dénigrer des ressortissants étrangers en sol canadien et des responsables élus, tonnaient-ils. Face au tollé, le directeur du SCRS a fini par se voir contraint de revenir sur ses propos, précisant qu'aucune des activités auxquelles il avait fait référence n'était illégale au Canada.

Le statu quo a donc été maintenu. Par la suite, des élus ont soutenu le lancement canadien du *China Daily*, journal de propagande publié par l'État chinois, et le premier ministre Justin Trudeau a participé à plusieurs activités de financement en compagnie d'entrepreneurs pro-Beijing. Parmi les invités à l'une de ces soirées figurait un homme d'affaires qui, par la suite, ferait un don d'un million de dollars canadiens à la Fondation Pierre Elliott Trudeau et à la Faculté de droit de l'Université de Montréal (dont 50 000 \$ seraient réservés au financement d'une statue de Pierre Elliott Trudeau), selon un reportage du *Globe and Mail*⁹.

Lors d'un autre événement du genre, tenu en 2016 au domicile d'un promoteur immobilier de Vancouver, des convives ont approché Justin Trudeau pour qu'il approuve l'offre d'achat d'une grande chaîne canadienne de maisons de retraite lancée par la firme vancouveroise Cedar Tree Investment, filiale du géant chinois de l'assurance Anbang. La transaction controversée a été avalisée quelques semaines plus tard, et le commissaire fédéral aux conflits d'intérêts et à l'éthique a déclaré que le premier ministre n'avait contrevenu à aucune règle¹⁰. (Par la suite, les maisons de retraite de Cedar Tree Investment feraient l'objet d'une série de plaintes pour mauvais traitement de personnes âgées, lesquelles donneraient lieu à une action collective.)

De nombreux observateurs ont reproché aux dirigeants canadiens de faire des concessions et d'éviter tout affrontement politique dans le but de stimuler le commerce avec la Chine. En 2003, la Chine a surpassé le Royaume-Uni et le Japon en devenant le troisième partenaire commercial du Canada après les États-Unis et l'ensemble des États membres de l'Union européenne. Depuis le début du XXI^e siècle, la part de la Chine dans le commerce international canadien a augmenté de façon spectaculaire,

passant d'environ 1% en 2000 à près de 6% en 2019. Bien que cette proportion soit relativement faible, certains secteurs de l'industrie agricole enregistrent depuis quelque temps de vifs succès sur le marché chinois. Chaque année, 40% du canola récolté au Canada est exporté en Chine, indique le Conseil canadien du canola. De 2018 à 2019, les exportations de produits carnés en Chine ont explosé, et, en 2018, un volume record de 40 millions de mètres cubes de bois issu des forêts canadiennes a été déchargé dans les ports chinois.

De plus, bien que le commerce du Canada avec la Chine fasse pâle figure en comparaison de ses échanges avec les États-Unis, Beijing n'en demeure pas moins un partenaire commercial important à l'heure où Ottawa s'interroge sur sa dépendance excessive au marché américain¹¹.

Précisons toutefois que les chefs des différents partis politiques canadiens critiquent régulièrement le bilan de la Chine en matière de droits de la personne. En avril 2018, alors que Trudeau cherchait à conclure un accord de libre-échange avec Beijing, les négociations sont tombées dans une impasse quand la Chine s'est braquée contre l'insistance du Canada d'inclure des clauses sur les droits des travailleurs, le genre, l'environnement et les normes de gouvernance dans l'éventuelle entente.

Alors qu'il était premier ministre dans les années 1970, le père de Justin Trudeau, Pierre Elliott Trudeau, a réussi à établir des liens diplomatiques avec une Chine qui en était encore à panser ses plaies de la Révolution culturelle. On lui reprocherait par la suite d'avoir accordé la priorité à l'établissement de liens économiques au détriment de la vérité sur la situation des droits de la personne dans ce pays. En 1961, soit sept ans avant que ne débute son premier mandat de premier ministre, il avait coécrit avec le journaliste Jacques Hébert un récit intitulé *Deux innocents en Chine rouge*¹². Les deux hommes y relataient le voyage qu'ils avaient effectué en 1960, au paroxysme du catastrophique «Grand Bond en avant» du président Mao Zedong, cause de la pire famine de tous les temps avec ses quelque 30 millions de morts. Empruntant un ton souvent humoristique, comme en fait foi un passage décrivant le flirt de Trudeau avec une jolie interprète chinoise, les auteurs n'y disaient mot de la famine qui avait sévi de 1959 à 1961.

Trudeau fils espérait perpétuer l'héritage de son père en développant les liens économiques du Canada avec la Chine, mais il entendait également rester ferme sur la question des droits de la personne, m'ont indiqué plusieurs sources gouvernementales et des consultants au fait du dossier. Bien que ses principaux conseillers pour la Chine fussent des cadres issus des milieux d'affaires, le premier ministre a aussi élaboré une politique extérieure qui faisait une large place au féminisme et à la sécurité des personnes. Il croyait pouvoir concilier le tout de manière efficace.

Depuis quelques décennies, Ottawa appliquait généralement une approche à deux volets dans ses relations avec Beijing. Les deux capitales discutaient des questions liées au commerce et aux affaires de façon plus ou moins indépendante des autres enjeux. D'une part, le Canada condamnait publiquement les violations des droits de la personne commises par le PCC, affirmait la primauté du droit et fournissait de l'aide à la Chine en lui versant notamment des fonds destinés à soutenir des groupes de la société civile et des réformes juridiques (ces programmes ont totalisé près d'un milliard de dollars de 2001 à 2013). D'autre part, à mesure que l'économie chinoise se développait, des dirigeants canadiens effectuaient des missions commerciales, participaient à des sommets économiques et organisaient des visites d'État bilatérales dans l'espoir de conclure des ententes commerciales et des accords d'investissement. Souvent, quand l'accent était mis sur le commerce, il n'était même plus question des droits de la personne et de la primauté du droit.

JUSQU'À CE QUE LES RELATIONS Canada-Chine déraillent. Le 1^{er} décembre 2018, la police canadienne arrêta la directrice financière de la société Huawei Technologies, Meng Wanzhou, à l'aéroport international de Vancouver. La femme n'avait commis aucun crime au Canada. Son arrestation découlait d'une demande-surprise d'extradition effectuée par le département de la Justice des États-Unis. Washington accusait Meng d'avoir menti à la Banque HSBC à propos des relations de son entreprise avec une filiale iranienne, ce qui avait placé ladite banque dans une situation où elle serait susceptible de contourner les sanctions américaines.

On ignore si Meng savait que Washington s'apprêtait à l'accuser de fraude ou qu'elle risquait d'être arrêtée au Canada, lié par un traité d'extradition avec les États-Unis. Passible de dix ans d'incarcération en cas de verdict de culpabilité, elle a d'abord tenté de contester son extradition devant les tribunaux canadiens.

On ne saurait exagérer la portée de cette arrestation. Huawei est la plus grande entreprise nominalement privée de Chine et le plus important fournisseur mondial d'équipement de réseautique destiné aux sociétés de télécommunication. Ce qui n'a pas empêché la firme de bénéficier, depuis 2008, d'un soutien totalisant près de 75 milliards de dollars de la part du gouvernement chinois sous forme d'allègements fiscaux, de financement, d'accès à des terrains publics et de subventions, indique le *Wall Street Journal*¹³. Son régime de propriété est complexe: des analystes affirment que, parce que les syndicats possèdent la majorité des actions de Huawei et sont contrôlés par le PCC, ce dernier a la haute main sur l'entreprise. Meng est la fille aînée du PDG milliardaire de Huawei, Ren Zhengfei. Embauchée dans la vingtaine à titre de secrétaire, elle s'est hissée au rang de directrice financière de l'entreprise, qu'elle représente régulièrement dans les forums internationaux.

Ren a servi dans l'Armée populaire de libération à titre d'ingénieur pendant de nombreuses années avant d'adhérer au PCC puis de fonder Huawei en 1987. À cette époque – et c'est encore vrai de nos jours jusqu'à un certain point –, les entrepreneurs qui n'étaient pas membres du Parti n'allaient pas bien loin.

Avant l'arrestation de Meng, des experts avaient émis des préoccupations quant à l'opacité des relations de Huawei avec le gouvernement et les forces armées de Chine. Ce qui n'avait pas empêché l'ex-ministre de la Justice du Canada, Martin Cauchon, de soutenir l'installation de l'entreprise dans un vaste centre opérationnel nouvellement construit à Ottawa, en 2013¹⁴.

«*If you can't beat them, join them*» («Si votre adversaire est plus fort que vous, joignez-vous à lui»), avait alors déclaré Cauchon, selon qui aucune entreprise canadienne n'était en mesure de rivaliser avec Huawei en

matière de coûts d'implantation de la technologie 5G. Le gouvernement de l'Ontario avait même versé une subvention de 6,5 millions de dollars canadiens à la firme chinoise, en partie parce qu'elle promettait d'embaucher des centaines de chercheurs canadiens.

De nombreux pays, à l'exception notable des États-Unis et de l'Australie, ont ignoré les mises en garde des experts quant à la sécurité de la technologie Huawei. Dans la course mondiale à la 5G, nouvelle génération de réseaux sans fil, des dizaines de pays ont opté pour le matériel Huawei.

Les équipements de pointe de Huawei coûtent moins cher que ceux de ses compétiteurs occidentaux – et une connectivité rapide comme l'éclair qui permet des avancées technologiques majeures n'est pas donnée. Grâce à la 5G, des voitures autonomes pourraient communiquer avec les infrastructures de régulation de la circulation, et d'innombrables appareils numériques pourraient se connecter aisément pour créer les «maisons intelligentes» et les «villes intelligentes» de l'avenir.

Selon David MacNaughton, ex-ambassadeur du Canada à Washington, la demande d'extradition de Meng a été déposée soudainement, le 30 novembre 2018, sans discussion préalable entre les autorités canadiennes et américaines. Dans une interview accordée au *Globe and Mail*, le diplomate émet l'hypothèse que les États-Unis pourraient avoir poursuivi un objectif sous-jacent en visant Meng, dans l'espoir probable de convaincre d'autres alliés de leur emboîter le pas dans leur exclusion de Huawei. Cependant, le bureau du président Donald Trump a affirmé que ce dernier n'était pas au courant lui non plus de la demande d'extradition.

Quand la nouvelle de l'arrestation de Meng est tombée, le président Xi est entré dans une rage visant non pas les États-Unis, mais le Canada, a indiqué la presse chinoise. Il était furieux d'en avoir été informé par ses fonctionnaires plutôt que par les Canadiens. Le ministère chinois des Affaires étrangères a réclamé du Canada qu'il «corrige l'erreur immédiatement».

D'entrée de jeu, Ottawa s'est dit tenu d'appliquer le traité d'extradition avec les États-Unis et de respecter l'indépendance du système judiciaire au

Canada: «Il n'y a pas eu d'intervention politique dans cette décision [...]. On a été avisés du processus judiciaire quelques jours avant que l'arrestation soit faite», a déclaré à la presse un premier ministre Trudeau qui semblait tendu¹⁵. Les relations du Canada avec la Chine étaient à la veille de connaître un creux historique.

Dans les années qui suivraient, ce sont les Canadiens, et non les Américains, qui feraient les frais de la vengeance de Beijing.

SELON LA THÉORIE DES relations internationales, le terme *moyenne puissance* désigne un État souverain qui, sans être un géant mondial, exerce une influence notable. Bien que le Canada ait une population clairsemée de 38,2 millions d'habitants (inférieure à celle de la Californie), le pays de la feuille d'érable joue dans la cour des grands à l'échelle internationale.

Le Canada est riche en ressources naturelles, fait partie du Groupe des sept économies avancées (G7) et est un membre important de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). L'efficacité de la défense et du contre-espionnage canadiens revêt une importance particulière pour les États-Unis, car les deux pays partagent la plus longue frontière internationale du monde. Une éventuelle attaque contre le Canada mettrait aussi son voisin du sud en danger. En matière de défense, les États-Unis et le Canada sont liés par des accords d'une portée plus large qu'avec tout autre pays, lesquels incluent diverses obligations de protection mutuelle.

Le statut de puissance moyenne du Canada pourrait avoir donné à ses dirigeants un faux sentiment de sécurité face à la Chine; ceux-ci ne s'attendaient pas à être impliqués dans un conflit majeur.

Dans son ouvrage intitulé *Living with China: A Middle Power Finds Its Way*, Wendy Dobson, directrice du Rotman Institute for International Business de l'Université de Toronto, affirme que, pendant de nombreuses années, le Canada n'a eu aucune intention de jouer les trouble-fêtes auprès de la Chine. «Habitué depuis longtemps à un monde unipolaire dominé par les États-Unis, le Canada [...] n'a pas de stratégie chinoise, écrit-elle. En sa qualité de puissance moyenne, il a axé ses relations diplomatiques avec la

Chine sur l'engagement et le compromis. Or, en vivant aux côtés de la Chine, le Canada a été happé dans l'orbite des relations Beijing-Washington, qui devenaient de plus en plus houleuses¹⁶.»

D'autres observateurs rejettent l'idée voulant que, en tant que moyenne puissance, le Canada doive se considérer comme une tierce partie impuissante, prisonnière du conflit qui oppose les États-Unis et la Chine. Selon eux, les stratèges politiques ont eu amplement le temps de voir venir les problèmes, car la stratégie bien établie de Beijing consiste à tenter de monter les démocraties libérales les unes contre les autres en usant notamment de moyens de pression comme les promesses d'expansion du commerce.

Journaliste et chroniqueur politique chevronné se consacrant aux relations Canada-Chine, Terry Glavin note que, dans le passé, le Canada a profité des querelles entre Washington et Beijing, comme en font foi les ententes de recherche lucratives conclues avec Huawei au tournant des années 2010, alors que le département d'État des États-Unis mettait déjà ses scientifiques en garde contre la firme chinoise pour des raisons de sécurité. Dans la province maritime de la Nouvelle-Écosse, les exportations de homard vers la Chine ont été multipliées par 10 depuis 2013 – aux dépens des pêcheurs du Maine, qui ont pâti de la dévaluation du dollar canadien puis de l'imposition de tarifs douaniers par Beijing.

«Nous ne sommes pas “pris entre” les États-Unis et la Chine. Nous avons accepté de nous placer en concurrence avec les États-Unis, ce qui a encouragé Beijing à continuer d'attiser notre rivalité avec nos voisins du sud. Quand la situation devient intenable [comme dans le cas de la demande d'extradition de Meng], Beijing nous punit pour avoir cessé de jouer le jeu», m'explique Glavin.

«L'idée selon laquelle Ottawa serait coincé entre Beijing et Washington présente le Canada comme une sorte de spectateur innocent, dépourvu de toute faculté d'agir», conclut-il.

LE 7 DÉCEMBRE 2018, au fond d'une vaste salle d'audience, j'attends que commence la première journée de l'enquête sur remise en liberté de

Meng¹⁷. Dans cette salle spécialement aménagée, où sont habituellement jugés des criminels notoires, le public est protégé par un panneau de verre pare-balles si épais que le son des délibérations doit être transmis par des haut-parleurs.

La tribune du public déborde, et pas seulement de journalistes de la presse locale et internationale. D'éminents avocats vancouverois jouent eux aussi du coude pour se trouver une place. L'un d'eux m'explique que cette cause, sans doute la plus médiatisée de l'histoire récente, pourrait établir un précédent en matière de droit d'extradition.

Assise sur le bout de ma chaise, les doigts posés sur mon ordinateur portable, je suis prête à transmettre l'information en direct sur les fils de médias sociaux du *Toronto Star*. Au moment où elle fait son entrée, Meng semble presque sereine. Elle a les épaules détendues. Vêtue d'un survêtement sport vert foncé, elle a détaché sa chevelure soyeuse. Souriante, elle bavarde avec son avocat, David Martin, un des juristes les plus chevronnés du pays. On dirait presque qu'elle savoure une pause dans son emploi du temps très chargé.

Quand Martin prend la parole, il dénonce l'arrestation de sa cliente en l'attribuant à des motifs politiques. Dans une gestuelle spectaculaire, il explique au juge que Meng ne risque aucunement de prendre la fuite, car agir ainsi reviendrait pour elle à déshonorer sa famille, Huawei et la Chine elle-même. Près de moi, quelques observateurs étouffent un ricanement, mais je me dis que l'avocat n'a pas tort de souligner l'importance singulière de Meng.

En Chine continentale, Meng jouit d'un statut digne de celui d'un membre de famille royale. La réussite de son entreprise et ses prouesses de femme d'affaires sont considérées avec le plus grand respect, et son père fait partie du groupe de révolutionnaires qui ont consolidé le pouvoir du PCC. Les entrées de Meng auprès du gouvernement chinois passent aussi par la famille de sa mère, dont le père a été gouverneur adjoint de la province du Sichuan.

Bientôt, la femme de 46 ans est libérée sous caution et regagne sa maison de plusieurs millions de dollars, sise dans un riche quartier de

l'ouest de Vancouver. Bien qu'on lui ait imposé le port d'un bracelet électronique à la cheville, elle est libre d'aller et venir à sa guise en ville et d'accueillir des visiteurs avec son mari et ses enfants.

L'arrestation de la directrice financière est sur toutes les lèvres. On se pose de sérieuses questions sur les motivations de Washington et de Beijing, et on se demande comment le Canada, pris en étau dans un conflit qui ne cesse de s'envenimer, va se tirer d'affaire.

Huawei fait la fierté de la Chine, et des Canadiens doutent qu'une entreprise d'une telle envergure puisse être véritablement indépendante du PCC. Après tout, le droit chinois oblige les sociétés à «collaborer avec les agences nationales de renseignement». La firme soutient néanmoins qu'aucun gouvernement ne lui a jamais demandé de participer à des activités de renseignement, et Ren a même affirmé qu'il préférerait mettre la clé dans la porte que de laisser Huawei être utilisée à des fins d'espionnage.

Or, contrairement à certains, des experts jugent qu'il n'est pas nécessaire de prouver que Huawei facilite en ce moment des activités d'espionnage de l'État chinois: ce qui compte, c'est qu'elle pourrait le faire un jour.

«C'est le calcul que je ferais, juge Christopher Parsons, chargé de recherche principal au Citizen Lab. Est-il hautement probable que les relations de mon gouvernement avec ce pays deviennent conflictuelles? Si oui, il faut y regarder à deux fois avant d'envisager d'acheter des infrastructures essentielles d'une de ses firmes.» Selon Parsons, un gouvernement ne devrait jamais élaborer de politique impliquant de faire affaire avec une seule entreprise étrangère de technologie. S'il s'efforce de maximiser la sécurité de ses futurs réseaux 5G, il pourra prévenir de nombreux risques de cyberattaque ou d'espionnage.

Des discussions nuancées comme celle-là font changement de l'éternel débat médiatique sur la question de savoir si les immigrants de fraîche date et les acheteurs chinois qui inondent l'immobilier canadien font grimper le prix du logement dans les villes. Bien que certains journalistes comme Sam Cooper s'intéressent de près au rôle particulier de fonctionnaires chinois

corrompus et du crime organisé dans le blanchiment d'argent sur le marché immobilier de Vancouver, les conversations dont j'ai été témoin dans l'espace public et sur les médias sociaux tendaient plutôt vers la xénophobie: c'est l'«argent chinois» qui serait en train de ruiner les villes du Canada.

Il me faut donc admettre avoir été enthousiasmée par le fait que, grâce à l'arrestation de Meng, une affaire internationale d'envergure éclatait dans notre propre cour. J'y ai vu une occasion de sensibiliser la population aux enjeux de l'ingérence politique, de la surveillance numérique et du statut plus ou moins clair des entreprises chinoises nominalement privées.

Mais je ne savais pas encore que le Canada allait en payer le prix.

NEUF JOURS APRÈS L'ARRESTATION de Meng, mon ami Michael Kovrig, ancien diplomate canadien vivant à Beijing, est emprisonné sans accusation par les autorités chinoises. Il est passé minuit en Chine, et aucun de nos contacts mutuels ne rend mes appels. Je commence à paniquer.

Je finis par joindre l'ex-ambassadeur du Canada en Chine, Guy Saint-Jacques. Il était le patron de Kovrig à l'époque où celui-ci travaillait comme diplomate à l'ambassade, soit de 2014 à 2016. Notre conversation n'a rien de rassurant. Saint-Jacques me dit craindre que les autorités n'accusent Kovrig d'espionnage et ne se servent de lui pour exiger la libération de Meng. Mon cœur chavire.

Ce type de prise d'otage éhontée n'est pas sans précédent. En 2014, Julia et Kevin Garratt, travailleurs humanitaires chrétiens du Canada, ont été emprisonnés et accusés d'espionnage en Chine. Aux yeux de nombreux observateurs, il s'agissait là de représailles à l'arrestation, survenue quelques semaines auparavant, de Su Bin, citoyen chinois soupçonné d'avoir piraté une base de données des forces armées des États-Unis. Julia a croupi six mois dans une cellule humide, et son mari n'a été libéré qu'en 2016, une semaine après la première visite officielle de Trudeau en Chine.

Kovrig est l'une des premières personnes que j'ai rencontrées à Beijing quand je m'y suis installée à la fin de l'année 2014¹⁸. Nous en étions tous deux à notre première expérience de travail dans la capitale chinoise, même

si, comme moi, il avait travaillé à Hong Kong depuis 2012. Nous avons assisté à un concert de musique folklorique avec des amis communs et, la semaine suivante, nous dînâmes ensemble dans un restaurant italien du quartier Sanlitun. Après avoir discuté de nos expériences respectives à Hong Kong, nous nous sommes dit que de couvrir la politique en Chine continentale est une activité passionnante (quoiqu'affligeante). La tâche de Kovrig consistait à suivre l'évolution d'enjeux très délicats, comme celui des droits des minorités ethniques et des groupes religieux.

Il se sentait journaliste comme moi, mais son rôle consistait à rapporter l'information à son gouvernement plutôt qu'au public, m'a-t-il confié en riant.

À partir de ce moment, Kovrig s'est efforcé d'honorer toutes mes invitations et m'a toujours convié aux fêtes qu'il organisait dans son appartement, dont celle où il avait invité un orchestre de swing pour souligner la fin de son mandat de diplomate en Chine. Il dansait avec joie et innocence en exagérant des gestes tout droit sortis d'une autre époque.

Vers le milieu de l'année 2016, alors qu'approchaient la fin de son mandat de deux ans et sa réaffectation à Ottawa, il parlait ouvertement de sa décision de demander un congé au ministère des Affaires étrangères du Canada. Il souhaitait rester en Chine pour connaître davantage un pays qu'il avait appris à aimer.

Saint-Jacques lui a donné sa bénédiction. «Je lui ai dit: “Vous pouvez prendre un congé du gouvernement et essayer de trouver quelque chose. Bonne chance dans vos projets!” Il a donc décidé de rester – de profiter de la vie et de travailler en Chine», m'a raconté l'ex-ambassadeur.

Kovrig s'est trouvé un nouvel emploi comme conseiller principal sur l'Asie du Nord-Est pour l'International Crisis Group, ONG respectée qui travaille à la prévention et à la résolution des conflits meurtriers. Quand la police a débarqué chez lui pour l'emmener, il ne bénéficiait plus de l'immunité diplomatique. Nous n'étions pas très proches, mais il faisait partie de *mon* milieu – et beaucoup de gens de partout dans le monde le considéraient comme l'un des leurs: c'était une personne qui avait choisi de

vivre en Chine autant par affection que par curiosité, malgré tous les problèmes qui affligent ce pays.

Quelques jours après l'arrestation de Kovrig, on apprend qu'un second Canadien, Michael Spavor, a lui aussi été arrêté. Il est accusé d'avoir collaboré au vol de secrets d'État avec l'ex-diplomate. Spavor dirige un groupe appelé Paektu Cultural Exchange, qui organise des voyages d'affaires et de tourisme en Corée du Nord, pays pour lequel il offre ses services de consultant depuis de nombreuses années. En Asie, de nombreux expatriés occupent des emplois semblables à ceux de Kovrig et de Spavor.

Honnêtement, je crois que si la nouvelle ébranle tant de gens, c'est parce que, jusqu'ici, la plupart des prisonniers politiques de la Chine étaient d'origine asiatique. Aujourd'hui, ce sont deux hommes blancs de la classe moyenne qui languissent en prison et sont interrogés chaque jour pendant des heures, sans possibilité de voir un avocat ni de parler aux membres de leur famille.

Parmi les Canadiens envoyés derrière les barreaux en Chine figurent aussi des personnes d'origine asiatique, dont Sun Qian, membre du mouvement spirituel Falun Gong arrêtée à Beijing en 2017 pour s'être impliquée dans des «organisations religieuses hérétiques», et Huseyin Celil, musulman ouïghour appréhendé à la demande de Beijing en 2006 par la police de l'Ouzbékistan, où il rendait visite à sa belle-famille, puis envoyé en Chine. Même si Celil est citoyen canadien, les autorités chinoises refusent de lui donner accès à l'assistance consulaire. On ne sait pas grand-chose sur son cas, y compris sur le crime dont on l'accuse. Les autorités se sont bornées à indiquer qu'il serait détenu jusqu'en 2036. Selon ce que me confiera plus tard un membre de sa famille, ses proches sont vexés par le déferlement mondial d'appels à la libération des deux Michael alors que Celil a pratiquement sombré dans l'oubli¹⁹.

Arrivera ensuite la diplomatie de la menace de mort.

Le 14 janvier 2019, un tribunal de la province du Liaoning, située dans le nord-est du pays, convoque le Canadien Robert Schellenberg à un nouveau procès expéditif d'une journée pour trafic de drogue. Il purge déjà une peine de 15 ans de prison, ayant été jugé coupable l'année précédente

d'avoir participé à une opération de contrebande de méthamphétamine. Dans un geste inhabituel, les autorités ont invité la presse étrangère à assister au procès dans une salle d'audience de Dalian, lequel se conclut par la condamnation à mort de l'accusé. Schellenberg a encore la possibilité d'interjeter appel, mais sa vie n'en est pas moins devenue une monnaie d'échange de plus dans le conflit entourant Meng et Huawei.

Presque du jour au lendemain, le monde semble avoir réalisé ce qu'il en coûte de provoquer la colère d'une puissance mondiale avancée sur le plan technologique et de plus en plus autoritaire. Non seulement Kovrig et Spavor sont des victimes auxquelles bien des gens s'identifient facilement, mais d'autres puissances moyennes qui entretiennent des liens commerciaux étroits avec la Chine (et qui par conséquent en sont dépendantes dans une certaine mesure) découvrent qu'elles pourraient se retrouver dans la même situation que le Canada.

Certes, les puissances moyennes ont de l'influence sur la scène mondiale et font partie d'alliances solides, mais leurs forces armées respectives ont peu d'envergure. Et si le Canada menaçait la Chine de sanctions commerciales, Beijing ne broncherait probablement pas. En revanche, de telles sanctions de la part des États-Unis pourraient paralyser certaines industries chinoises, et ce, du jour au lendemain.

Le Canada est pris dans un étau. Et les quelques journalistes, militants et universitaires qui, par le passé, ont tenté de mettre Ottawa en garde contre ces dérives répondront: «Je vous l'avais bien dit!»

En mars 2019, Charles Burton, alors professeur agrégé de science politique à l'Université Brock de St. Catharines, en Ontario, et ex-diplomate à l'ambassade du Canada à Beijing, affirme dans un débat public qu'il était naïf pour le Canada d'entretenir une «amitié utilitaire» avec un pays qui détient des Canadiens sans raison valable et emprisonne plus d'un million de Ouïghours dans des camps de «rééducation». «Pour dire les choses simplement, il n'y a pas de bonne volonté réciproque dans les relations Canada-Chine actuelles, car la Chine ne respecte pas le Canada», juge-t-il^{[20](#)}.

Pendant plusieurs mois, j'essaierai de comprendre pourquoi le changement d'attitude spectaculaire de Beijing à l'égard de ses «amis» canadiens étonne tant les décideurs. Je consulterai à cette fin mes contacts au sein du gouvernement canadien. La plupart des ministères me fourniront des réponses toutes faites.

Mais on me racontera une anecdote révélatrice. Selon plusieurs de mes sources, Ottawa a cherché un moyen de faire pression pour obtenir la libération de Kovrig et Spavor sans compromettre l'indépendance du système judiciaire canadien. Les réunions de hauts fonctionnaires ressemblaient à des crises de panique collectives. Le gouvernement se retrouvait en territoire inconnu dans ses rapports avec Beijing et sentait qu'il ne disposait pas de l'expertise ni du personnel nécessaires à la gestion de la crise. Lors d'une réunion du Bureau du Conseil privé, instance chargée de conseiller le premier ministre et le Conseil des ministres, un haut fonctionnaire outré a demandé: «Mais où sont donc les spécialistes de la Chine?»

ARRÊTÉS EN DÉCEMBRE 2018, Kovrig et Spavor souffrent en isolement cellulaire extrême depuis des mois. Les lumières de leurs cachots restent allumées 24 heures sur 24. Ils ne sont pas autorisés à téléphoner à un avocat ou à un membre de leur famille, et leur seul contact avec le monde extérieur se résume aux visites sporadiques de fonctionnaires du consulat canadien. Lorsqu'un ami commun m'apprendra que Kovrig a reçu de quoi lire au bout de quelques mois de détention, j'y verrai une bonne nouvelle.

Comme de nombreux Canadiens, je peine à contenir ma frustration face à la situation. Notre pays regorge d'experts, alors pourquoi n'a-t-on pas fait appel à eux pour définir une politique efficace visant à protéger les innocents des caprices autoritaires de Beijing? À Vancouver seulement, où j'ai suivi une série de cours d'études chinoises et asiatiques offerts par des professeurs de renommée mondiale à l'Université de Colombie-Britannique, les connaissances sur la Chine ne manquent pas.

Mon ancien directeur de thèse de premier cycle, Timothy Cheek, a l'air fatigué au moment où, par une douce journée de l'hiver 2019, nous prenons place sur la terrasse d'un café de l'université. Chercheur prolifique et

influent, Cheek dirige l'Institut d'études asiatiques de l'Université de Colombie-Britannique. Précisant que cela n'excuse rien, il indique que la majorité des universitaires nord-américains ont longtemps jugé préférable de laisser leurs collègues de Chine tenter de provoquer eux-mêmes le changement de l'intérieur. En tant que citoyens chinois, ces derniers étaient en meilleure position que quiconque pour promouvoir la liberté universitaire et la liberté d'expression. En outre, pensait-on, les hauts cris d'étrangers ne pouvaient que susciter la colère des dirigeants chinois.

Or, un à un, des universitaires, des artistes, des journalistes et des intellectuels chinois ont été réduits au silence d'une manière ou d'une autre, que ce soit par des menaces de leur employeur, de l'intimidation policière ou leur arrestation arbitraire.

Malgré cela, Cheek était de ceux qui persistaient à croire que Beijing n'irait pas jusqu'à prendre des Canadiens en otage. Pendant que les Occidentaux tergiversaient quant à la façon dont ils devraient réagir aux violations des droits de citoyens chinois et à la campagne de terreur contre la diaspora chinoise, celles-ci prenaient des proportions stupéfiantes. Une situation que les pays démocratiques ne dénonçaient guère.

«Quand elle a adhéré à l'Organisation mondiale du commerce et s'est ouverte aux relations diplomatiques, la Chine ne s'est jamais engagée à se libéraliser, mais nous étions convaincus qu'elle allait le faire. Nous étions pleins d'espoir. Nous nous disions que c'était un grand pays, que des gens travaillaient à y changer les choses. Nous espérions que nos collègues chinois puissent agir.

«On a fait quelques compromis parce qu'on croyait que les choses pourraient aller en s'améliorant. Ce qui a changé, ces dernières années, c'est que l'espoir a disparu.

«Nous étions privilégiés. Nous nous sommes comportés comme des idiots.»

APRÈS LES PRISES D'OTAGES et la diplomatie de la menace de mort viendront les représailles économiques.

En juin 2019, Trudeau accuse la Chine d'«inventer des excuses» pour bloquer les importations de porc et de canola canadiens. Cette politique frappe durement les agriculteurs du Canada, dont environ 20% du porc et 40% des graines, de l'huile et de la farine de canola sont exportés en Chine. Essentiellement en raison de ces mesures commerciales, qui touchent le canola, le soja, la viande et d'autres denrées, les exportations canadiennes en Chine diminueront de 16% en 2019, après sept années de croissance soutenue.

Le Canada est loin d'être seul à subir un tel sort. Alors que la querelle opposant la Chine et les États-Unis s'envenime, d'autres puissances moyennes éprouvent des problèmes similaires. Pour diverses raisons, Beijing menace aussi le Danemark, la Tchéquie et l'Australie. Dans un cas particulièrement flagrant, l'ambassadeur de Chine à Copenhague menace de torpiller un projet d'accord de libre-échange avec les Îles Féroé, pays constitutif du Danemark, si Huawei n'y obtient pas un contrat d'équipement 5G. Voilà qui ne donne guère de crédit à la prétention de Beijing voulant que Huawei soit indépendante du gouvernement chinois!

Dans le même esprit, en janvier 2020, l'ambassadeur de Chine à Amsterdam prévient les Pays-Bas que leurs relations avec Beijing risquent de pâtir si le fournisseur néerlandais de machines destinées à l'industrie des semi-conducteurs ASML n'obtient pas l'autorisation d'expédier ses plus récents appareils en Chine. Selon Reuters, c'est en raison de fortes pressions exercées par les États-Unis que le gouvernement néerlandais retient la licence d'exportation dont ASML a besoin pour avoir accès au marché chinois²¹. Précisons que la firme détient un quasi-monopole de la production de machines de photolithographie essentielles à la fabrication de microprocesseurs perfectionnés. Pour que ses fabricants de puces soient compétitifs sur le marché mondial, la Chine ne peut se passer de l'équipement d'ASML.

«Nous craignons que les Pays-Bas politisent nos relations commerciales sous la pression des États-Unis, déclare l'ambassadeur chinois Xu Hong au quotidien *Het Financieele Dagblad*. Si la situation se maintient, elle finira bien sûr par nuire à nos relations bilatérales.»

La politique extérieure de Beijing inclut toutes sortes de mesures de coercition économique, dont l'imposition de limites à l'investissement, le boycottage de biens et de services, le contrôle à l'importation et à l'exportation ainsi que l'interdiction faite aux étudiants et aux touristes chinois de visiter tel ou tel pays. S'il est vrai que d'autres gouvernements, au premier chef celui des États-Unis, ont eux aussi eu recours à la coercition économique, la Chine autoritaire est mieux outillée qu'eux pour contraindre ses entreprises et ses citoyens de cesser de faire affaire avec certains pays ou certaines entreprises étrangères.

Beijing emploie ces tactiques depuis des années dans la région Asie-Pacifique. Quand la Corée du Sud a osé permettre aux États-Unis d'installer leur système de défense antimissile à haute altitude THAAD au sud-est de Séoul en réponse à des menaces de la Corée du Nord, Beijing a explosé de colère, craignant que le radar du dispositif ne puisse épier les défenses militaires de la Chine. Le gouvernement chinois a aussitôt ordonné la fermeture de dizaines de supermarchés sud-coréens en Chine, interdit aux Chinois de voyager en Corée du Sud, annulé des tournées de vedettes de K-pop et retiré les licences de jeux vidéo de firmes sud-coréennes, entre autres mesures. Selon le quotidien *Asia Times*, l'impact subi par l'économie sud-coréenne de 2017 à 2019 se chiffre en milliards de dollars.

«Le recours à de telles tactiques remonte au début des années 2010. Au début, la Chine considérait les pays en développement comme des cibles faciles. Aujourd'hui, elle se fait de plus en plus agressive et de moins en moins subtile», indique Ashley Feng, chercheuse indépendante et coautrice d'un rapport sur les mesures de coercition économique dans le contexte des relations États-Unis–Chine, produit en 2020 pour le compte d'un groupe de réflexion appelé Center for a New American Security²².

«Dans le passé, les gouvernements d'Europe, du Canada et des États-Unis observaient la situation en se disant qu'elle se limitait à certains pays et ne les concernait pas, poursuit Feng. Maintenant, il semble que plus aucun pays n'est à l'abri des reproches de Beijing.»

Cependant, même si Beijing a proféré des menaces et imposé des tarifs douaniers sur certains produits canadiens, le volume des échanges

commerciaux entre le Canada et la Chine a augmenté pendant toute l'année 2020, et ce, malgré les défis posés par la pandémie de COVID-19: dans les neuf premiers mois de l'année, les exportations canadiennes vers la Chine se sont accrues de 4% par rapport à 2019. Dans les deux secteurs agricoles les plus durement touchés par les tarifs douaniers chinois en 2019 (le porc et le canola), le volume des exportations s'est rétabli en 2020 et a même dépassé son niveau de 2018. On peut donc présumer que, dans certains cas, la coercition économique ne nuit de façon disproportionnée qu'aux secteurs ciblés, qui retrouvent vite leur élan une fois les tarifs éliminés.

Notons cependant que, de 2019 à 2020, les importations et les exportations du Canada ont enregistré une baisse d'environ 8% dans leur ensemble, essentiellement en raison de la pandémie. De mauvaises langues estiment que l'importance persistante du marché chinois pourrait expliquer pourquoi le gouvernement Trudeau a tardé à modifier substantiellement les modalités de sa politique étrangère à l'égard de la Chine et pourquoi, de nombreux mois après que la plupart des grands pays occidentaux eurent réglé la question d'autoriser ou non Huawei à participer au développement de leurs réseaux 5G, le Canada n'avait toujours pas pris de décision. En mai 2022, Ottawa finirait par trancher en défaveur de Huawei.

Quand, en décembre 2019, les partis d'opposition à la Chambre des communes se sont alliés pour proposer la mise sur pied d'un comité spécial chargé d'étudier «tous les aspects» des relations sino-canadiennes et de formuler des recommandations, l'immense majorité des députés du Parti libéral de Trudeau ont voté contre. Membre du comité (dont la création a été approuvée, le gouvernement Trudeau étant alors minoritaire), le député Garnett Genius m'a raconté que, pendant la pandémie de COVID-19, le gouvernement Trudeau a tenté d'empêcher celui-ci de tenir des réunions en ligne. «Ce n'est pas si étonnant pour qui est au fait de l'efficacité avec laquelle le comité a su mettre au jour les problèmes inhérents à la naïveté du gouvernement canadien face aux enjeux soulevés», affirme Genius en faisant référence à un rapport qui critique la lenteur d'Ottawa à réagir à la campagne d'intimidation de Beijing contre les défenseurs canadiens de la démocratie à Hong Kong.

En février 2021, les ministres du gouvernement Trudeau se sont abstenus lors d'un vote du Parlement sur une motion de l'opposition selon laquelle la persécution des Ouïghours et d'autres minorités par Beijing est assimilable à un génocide (motion que la Chambre des communes a adoptée à l'unanimité).

Terry Glavin note que, plus de deux ans après que l'arrestation de Meng Wanzhou eut déclenché une crise au Canada, Ottawa n'a toujours pas établi de plan pour faire face aux défis que représente l'attitude de plus en plus belliqueuse de Beijing.

Malgré un changement de ton de la part d'Ottawa, lequel laisse présager une plus grande fermeté à l'égard de la Chine, Glavin dit ne percevoir aucun indice d'un effort concerté en vue de réduire la vulnérabilité commerciale du Canada face à Beijing et d'orienter les exportations canadiennes vers d'autres marchés. «C'est plutôt le contraire, m'indique-t-il dans un courriel. L'ambassadeur canadien Dominic Barton se dit encore très "optimiste" à propos de la Chine, et notre politique officielle semble se résumer à: "Ne faites rien qui puisse contrarier Xi, et peut-être qu'il sera gentil avec nous".»

L'AUSTRALIE

Influence et ingérence

En 2015, le gouvernement du Territoire du Nord, en Australie, annonce fièrement qu'il vient de consentir un bail d'une durée de 99 ans à la société privée chinoise Landbridge pour la location du port de Darwin. L'entente de 500 millions de dollars australiens (ce qui équivaut à plus de 357 millions de dollars américains) a été négociée et conclue par les autorités territoriales et la firme sans supervision ni approbation du gouvernement fédéral¹.

Comme la plupart des magnats de Chine continentale, le milliardaire Ye Cheng, propriétaire du groupe Landbridge, entretient des liens étroits avec le Parti communiste chinois (PCC). Dans une interview accordée à des médias de Beijing en 2016, il se vante du fait que l'acquisition de ce port stratégiquement situé sert l'objectif de la Chine de se doter des infrastructures nécessaires au développement de sa «nouvelle route de la soie», projet colossal d'investissement dans le commerce international (projet auquel l'Australie ne participe pas).

À Canberra, le gouvernement fédéral voit rouge. Washington, son allié le plus puissant, le presse de questions sur la sécurité des bases militaires américaines situées à proximité de Darwin, et la population australienne s'inquiète des implications de l'entente sur celles du pays. Le bail de 99 ans confère à l'entreprise chinoise le contrôle d'un vaste plan d'eau capable d'accueillir de grands navires à moins de 5000 kilomètres de la mer de Chine méridionale, théâtre de différends territoriaux où Beijing ne cesse de construire des îlots artificiels et des bases militaires.

Mais l'entente est signée et scellée; les autorités fédérales concluent qu'elles n'ont pas le pouvoir de l'annuler.

Lors d'une rencontre privée, le président américain Barack Obama signifie au premier ministre australien Malcolm Turnbull qu'il comprend la nature des relations de l'Australie avec la Chine et leur rôle dans la région, mais que Washington «doit être tenu au courant de ce genre de choses», comme l'ont indiqué des sources citées dans l'*Australian Financial Review*.

«La prochaine fois, faites-le-nous savoir», le taquine-t-il. Sur un ton tout aussi badin, Turnbull lui répond par une invitation à s'abonner au *NT News*, tabloïd du Territoire du Nord.

La cession du port de Darwin est largement interprétée comme un impair isolé, et les plaisanteries maladroites semblent empêcher l'amorce d'un débat beaucoup plus sérieux visant à déterminer si les lois australiennes ont assez de mordant pour protéger le pays contre les menaces à sa sécurité et à sa souveraineté. Une entreprise étrangère devrait-elle pouvoir s'emparer d'une infrastructure essentielle sans que le gouvernement fédéral en soit informé?

Depuis quelques décennies, le principal objectif de Canberra dans ses relations avec la Chine consiste à créer des liens économiques et commerciaux dans le plus de secteurs possible, afin de multiplier les occasions d'attirer investisseurs, touristes et étudiants chinois. Après tout, l'Australie fait partie de la région Asie-Pacifique et possède tous les traits culturels et politiques d'un pays «occidental». Un vol direct entre Shanghai et Sydney dure 10 heures, ce qui est bref en comparaison des 21 heures du trajet de Londres à Sydney. Le climat australien, chaud toute l'année, est intéressant pour les riches Chinois qui souhaitent investir dans l'immobilier ou envoyer leurs enfants étudier à l'étranger. Choquée par une succession de scandales liés à la sécurité alimentaire, la classe moyenne chinoise, en plein essor, a fait exploser la demande en biens australiens comme le lait maternisé, les suppléments et les produits pour les soins de la peau.

«Les relations entre les deux pays se sont construites dans une perspective purement économique, m'explique Andrew Hastie, député libéral à la Chambre des représentants d'Australie. L'orthodoxie néolibérale

[capitalisme de libre marché] a défini notre façon d’aborder la Chine. Cette approche a atteint son paroxysme en 2015 avec la location du port de Darwin.»

Hastie admet que, lorsqu’il a été élu à la fin de l’année 2015, il était un débutant en matière politique et ignorait à peu près tout des enjeux liés à la Chine. Il a fait le saut dans l’arène après une carrière militaire de 12 ans qui s’était conclue au Moyen-Orient par une participation à des opérations de renseignement contre les activités terroristes du groupe armé État islamique. À l’époque, le milieu australien de la défense se préoccupait avant tout des risques relatifs à la situation au Moyen-Orient, comme la guerre civile en Syrie et la montée de l’État islamique.

Des termes comme «opération d’ingérence étrangère» n’étaient pas encore courants, y compris chez les analystes politiques américains – une myopie sans doute étonnante pour les gens qui suivent les nouvelles de Chine depuis peu de temps, car ces mots ont fini par prendre une telle place dans le débat public qu’ils semblent aujourd’hui galvaudés. À l’époque, toutefois, rares étaient les journalistes internationaux qui couvraient l’activité du Front uni, et le public ne pressait guère les élus de faire preuve de fermeté à l’égard de Beijing. Or, l’Australie entreprendrait bientôt un virage spectaculaire dans son rapport à la Chine, virage qui inciterait les autres démocraties à prendre une direction différente elles aussi.



IL AURA FALLU UNE SÉRIE de scandales politiques, souvent révélés par des enquêtes journalistiques explosives, pour attirer l’attention du public australien sur les méthodes que le Front uni de Beijing utilisait depuis des années pour gagner la faveur des parlementaires de haut rang et étouffer les voix discordantes d’Australiens d’origine chinoise.

Un des principaux facteurs de cette prise de conscience a sans doute été l’«affaire Sam Dastyari». En décembre 2017, Dastyari, sénateur travailliste et étoile montante de la politique, tomberait en disgrâce et se verrait contraint de démissionner. L’année précédente, ses frais de déplacement avaient dépassé de 1670 dollars australiens son budget annuel. Au lieu de

payer la différence de sa poche, il avait demandé au Top Education Institute, école privée proche du gouvernement chinois, de régler la facture. Cet établissement est dirigé par l'homme d'affaires Zhu Minshen, qui, en 2014, était délégué à la prestigieuse Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), principal organe politique du Front uni.

Le tout se déroulait après que Dastyari eut demandé à une entreprise appartenant à un important donateur de son parti, Huang Xiangmo, de l'aider à régler un paiement de 44 000 dollars australiens pour une «affaire judiciaire en suspens» dont on ignorait la teneur. Par-dessus le marché, le sénateur avait accepté un voyage gratuit de 15 jours en Chine, offert par une organisation appelée Australian Fellowship of China Guangdong Associations. Fondateur de cette dernière, Huang en avait été le président jusqu'à ce qu'il perde sa résidence permanente et soit chassé d'Australie, les services de renseignement ayant informé Canberra que l'homme collaborait aux activités d'ingérence de Beijing en sol australien.

Dastyari a nié avoir commis tout acte répréhensible sur le plan financier, mais a admis qu'il aurait dû se garder d'appuyer publiquement les positions de Beijing sur des enjeux controversés. Pendant une conférence de presse, il s'était dissocié des préoccupations du gouvernement australien relativement au différend territorial en mer de Chine méridionale, soutenant plutôt la position chinoise selon laquelle aucun pays n'a le droit de contester les revendications de Beijing sur ses îles riches en ressources. «L'intégrité de ses frontières est l'affaire de la Chine. En tant que pays ami, l'Australie se doit de reconnaître [...] des milliers d'années d'histoire et de ne pas s'en mêler. En sa qualité d'allié et d'ami de la Chine, le Parti travailliste d'Australie joue un rôle important dans le maintien de cette relation», avait déclaré Dastyari².

La presse a également cité des sources gouvernementales de haut niveau selon lesquelles Dastyari aurait donné des conseils de contre-surveillance à Huang, l'informant par exemple du fait que les agences de renseignement avaient probablement mis son téléphone sous écoute; en 2015, le sénateur a tenté de convaincre le porte-parole du Parti travailliste en matière de politique étrangère d'annuler une réunion avec un militant prodémocratie hongkongais.

Cette saga a amené l'élite politique australienne à entreprendre un travail d'introspection. Pour l'essentiel, Dastyari avait agi dans les limites de la loi, car il déclarait scrupuleusement les sommes qu'il acceptait de partisans liés au gouvernement chinois; certains de ses collègues l'ont d'ailleurs défendu pour cette raison. Le ministre de l'Environnement Josh Frydenberg a cependant déclaré que «la gale Dastyari» risquait de «se propager à l'ensemble du Parti travailliste» si celui-ci ne montrait pas la porte à son sénateur. Le premier ministre Turnbull, lui, a demandé à Dastyari de démissionner pour le bien de son parti, tandis que le ministre de l'Immigration Peter Dutton est allé plus loin en qualifiant l'homme d'«agent double».

Or, il était douloureusement évident que l'essentiel du problème découlait d'un encadrement laxiste des contributions politiques en Australie. La règle autorisait les élus à accepter la plupart des types d'aide financière tant qu'ils déclaraient les dons reçus.

EN DÉCEMBRE 2017, LE PREMIER MINISTRE Turnbull a déposé un imposant projet de réforme des lois australiennes sur l'espionnage, le contre-espionnage et les contributions politiques. «Plus que jamais, des puissances étrangères tentent d'influer sur le processus politique, chez nous comme ailleurs dans le monde, à l'aide de moyens de plus en plus sophistiqués», a-t-il déclaré lors de l'annonce.

Turnbull a précisé que des rapports faisant état de l'influence de la Chine le préoccupaient, mais les lois que son gouvernement proposait ne visaient aucun pays en particulier. Pour justifier la nécessité pour l'Australie de mieux se prémunir contre des opérations de ce type, il a également cité des rapports sur l'ingérence de la Russie dans l'élection présidentielle de 2016 aux États-Unis.

Les partis d'opposition se sont coalisés pour soutenir les projets de loi, que le Parlement a finalement adoptés en juin 2018. L'espionnage industriel (le vol de secrets commerciaux) fait maintenant partie d'une nouvelle série d'infractions criminelles, et les personnes qui font fuiter des renseignements classifiés sont passibles de peines plus sévères qu'auparavant. La définition juridique de la notion d'espionnage a été élargie en vue de criminaliser la

possession de renseignements sensibles par des personnes non autorisées, et non leur seule communication. Les lobbyistes qui travaillent pour des gouvernements étrangers doivent désormais s'inscrire dans un registre public. Dans une loi distincte adoptée plus tard cette année-là, le gouvernement a aussi carrément interdit les contributions politiques en provenance de l'étranger.

Ces changements ne sont pas passés inaperçus ailleurs dans le monde.

L'ambassadeur de Chine en Australie, Cheng Jingye, a protesté contre les nouvelles lois, affirmant que «les préjugés et l'intolérance» allaient affaiblir les liens entre les deux pays et qualifiant la nouvelle politique d'attaque raciste contre la Chine et le «peuple chinois». Interviewé en février 2018, Randall Schriver, ancien sous-secrétaire à la Défense des États-Unis chargé des questions de sécurité dans la région indo-pacifique, a quant à lui déclaré que l'Australie «faisait prendre conscience à de nombreux pays de la nécessité de s'intéresser à l'activité de la Chine à l'intérieur de leurs propres frontières». Il a ajouté que Canberra rendait «un grand service» au monde en levant le voile sur une bonne partie de cette activité, et que Washington allait s'en inspirer pour étudier de plus près l'influence de Beijing sur ses campus universitaires, entre autres milieux faisant l'objet de préoccupations.

En fait, les États-Unis et d'autres pays disposaient déjà de règles similaires. Adoptée en 1938, la Foreign Agents Registration Act (Loi sur l'inscription des agents étrangers) oblige tout agent d'une puissance étrangère qui remplit des «fonctions politiques ou quasi politiques» en sol américain à divulguer la nature de sa relation avec le gouvernement qu'il sert.

Mais l'adoption de ces nouvelles lois par l'Australie était porteuse d'un message précis: pour ce pays occidental largement tributaire de la Chine sur le plan économique, il n'était plus question de laisser des liens économiques ouvrir la voie à la manipulation politique.

LES NOUVELLES LOIS AUSTRALIENNES portent la marque d'une enquête gouvernementale ultraconfidentielle dont la plupart des membres

du gouvernement et des autres députés ignoraient eux-mêmes l'existence.

Deux ans auparavant, Turnbull avait discrètement demandé à son conseiller à la sécurité John Garnaut, ancien correspondant en Chine, d'évaluer l'influence de Beijing sur la politique australienne. Le rapport de Garnaut resterait secret, mais ses conclusions seraient ouvertement discutées au Parlement, avec des gouvernements étrangers et dans la presse.

Au cours de ce processus, l'Australie a lancé un débat mondial qui se faisait attendre sur les façons dont un pays peut protéger sa souveraineté sans alimenter le racisme et la xénophobie, dans un contexte où la Chine apparaît comme une championne de l'ingérence étrangère – une tension également présente au Canada et dans d'autres pays qui comptent d'importantes populations d'origine chinoise.

«Les diasporas établies chez nous font partie de la solution, et non du problème», affirmerait Turnbull au moment de dévoiler sa stratégie de contre-ingérence en décembre 2017.

Quelques jours à peine après l'adoption des nouvelles lois, un sondage mené dans la circonscription sydneyenne de Bennelong, où vit la plus grande collectivité d'ascendance chinoise du pays, a révélé que les deux tiers des électeurs appuyaient la loi contre l'ingérence étrangère. Ces résultats ont mis en lumière la diversité des opinions politiques au sein de la diaspora chinoise. Si certains de ses membres, tel Huang, semblent prêter directement assistance à Beijing dans ses tentatives d'ingérence, d'autres critiquent publiquement l'État chinois, et beaucoup semblent appuyer discrètement l'Australie dans sa volonté de renforcer ses mécanismes de protection élémentaires.

La situation paraissait extraordinaire. Alors que de nombreux pays s'interrogeaient sur la nécessité et les façons de contrer l'influence de la Chine sans nuire à leurs relations économiques avec elle, l'Australie, pays occidental dont les liens avec la Chine sont sans doute plus étroits que ceux de la plupart de ses semblables – et, de surcroît, puissance moyenne –, choisissait de tenir tête à Beijing.

QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES de la nouvelle politique étrangère de Canberra? Des menaces de représailles économiques ont fini par être formulées, mais c'est la minorité d'origine chinoise d'Australie qui a d'abord fait les frais de l'ire de Beijing, et ce, avant même que les projets de loi ne soient déposés³.

Quand je couvrais le dossier des droits de la personne à Beijing, j'avais l'habitude de commencer mes journées en allumant mon ordinateur, où les onglets d'une quarantaine de fils de nouvelles et de groupes de discussion étaient déjà ouverts. J'y apprenais souvent l'arrestation d'individus qualifiés de «fauteurs de troubles» en Chine (dissidents politiques, détracteurs du gouvernement), mais nous ne consacrons pas d'article à chacun de ces cas, car ils étaient malheureusement trop fréquents. Au matin du 26 mars 2017, toutefois, j'ai vu qu'un éminent historien australien, Feng Chongyi, comptait parmi les personnes mystérieusement disparues.

Ayant été informées, on ne sait trop comment, de l'enquête secrète de Garnaut sur l'influence de la Chine en Australie, les autorités chinoises ont enlevé Feng dans le but de la contrecarrer. Pris de panique, des avocats chinois ont relayé la rumeur de détention sur des groupes WhatsApp dont étaient membres quelques journalistes internationaux et chercheurs en droits de la personne. Feng était un ami de bon nombre d'entre eux.

Plus célèbre universitaire d'origine chinoise d'Australie, détenteur du statut de résident permanent, Feng aurait été pris au piège dans sa chambre d'hôtel de Guangzhou, dans le sud de la Chine, devant laquelle s'étaient postés plusieurs agents de la police secrète. Il séjournait dans la région pour une recherche de terrain.

Ancien directeur du Département d'études chinoises de l'Université de technologie de Sydney, Feng était non seulement un grand spécialiste des enjeux liés à la répression des avocats et des militants prodémocratie de son pays natal, mais aussi un ardent dénonciateur de l'intimidation de journalistes, de parlementaires et d'autres figures publiques de l'Australie par la Chine.

Dans l'un des groupes de discussion, j'ai constaté qu'un avocat de Beijing, Liu Hao, semblait avoir pris contact avec Feng récemment. Je lui ai

aussitôt envoyé un message en mandarin.

Sa réponse ne s'est pas fait attendre: «Vendredi, la police a empêché Feng de prendre un vol en partance pour Sydney à l'aéroport international Baiyun de Guangzhou. Soupçonné de nuire à la sécurité nationale, il n'était pas autorisé à quitter la Chine.»

Puis, le son de ma boîte de réception a retenti à nouveau. À ma grande surprise, le message venait de Feng lui-même, qui répondait à un courriel que j'avais envoyé à son adresse de l'université. Il m'a assuré qu'il était en sécurité, mais qu'on le tenait prisonnier à Guangzhou.

«Je ne sais pas quand je pourrai sortir», a-t-il ajouté sans donner de détails.

Après avoir été cloîtré dans son hôtel pendant un peu plus d'une semaine, Feng a été libéré et s'est envolé pour Sydney. Des observateurs d'expérience trouvaient la situation curieuse: au vu de la singulière et triste histoire de la police secrète chinoise, la détention de l'historien avait été anormalement brève. Contrairement à la CIA des États-Unis et au MI6 du Royaume-Uni, l'équivalent chinois de ces agences d'espionnage qu'est le ministère de la Sécurité de l'État ne dispose ni de porte-parole ni de mécanisme d'appel permettant à une personne lésée de se plaindre du comportement de ses agents.

De quelle influence le professeur Feng avait-il pu jouer? Des centaines de ses collègues de Chine ont passé des mois en «résidence surveillée dans un lieu désigné», forme de détention de sinistre réputation où les autorités soutirent des aveux aux prisonniers en les soumettant à la torture psychologique et à un isolement complet. La loi chinoise autorise la police secrète à détenir des suspects jusqu'à six mois avant que ceux-ci ne soient accusés du moindre crime, et ce, sans leur permettre de communiquer avec un avocat ou leur famille. Feng a évité un tel sort. Il n'avait jamais demandé de passeport australien, mais son statut de résident permanent l'a-t-il protégé d'une «disparition» plus longue?

À son retour en Australie, Feng s'est montré avare d'informations auprès des journalistes. J'assimilais sa détention à un interrogatoire visant à le convaincre d'atténuer ses propos critiques sur Beijing. J'ignorais alors

qu'il était impliqué dans l'enquête ultrasecrète qui allait bouleverser le cours des relations de l'Australie avec la Chine. Pour le petit groupe qui cherchait à faire la lumière sur les activités clandestines du PCC en Australie, la détention de Feng, bien que brève, était un signal l'invitant à accélérer la cadence.

Le quotidien *The Australian* a révélé qu'en mars 2017, soit au moment même où la police détenait Feng dans une chambre d'hôtel de Guangzhou, le sort de trois prisonniers australiens, détenus pour des crimes liés aux jeux de hasard, était utilisé par d'autres responsables chinois afin de presser le gouvernement Turnbull de ratifier un traité d'extradition avec l'Australie.

Ce sont là certains des enjeux que j'ai en tête lorsque, deux ans plus tard, j'écris à Feng pour l'informer que je m'envole pour Sydney dans l'espoir de le rencontrer. Celui-ci n'a pas encore raconté sa détention à un journaliste.

J'ATTERRIS À SYDNEY EN AVRIL 2019, sonnée par 16 heures de vol et désorientée par le soleil qui irradie ma peau après un long hiver canadien. En me rendant à l'hôtel, je suis aussitôt frappée par la ressemblance du Chinatown avec Hong Kong. J'en profite pour admirer les gratte-ciel imposants, les casse-croûte ambulants, les boulangeries, les restaurants de dimsums, les rues animées.

L'endroit semble prospère et densément peuplé, au contraire des autres quartiers chinois du monde, qui ne sont plus que des attractions touristiques sans âme. Selon le recensement de 2016, 487 976 habitants de Sydney (soit près de 11% de la population) se disent d'origine principalement chinoise. Ça fait beaucoup de monde – et explique pourquoi le Chinatown a l'air d'une petite ville de Chine où l'on servirait toutes les principales cuisines régionales chinoises. Je constate aussi la présence de commerces qui répondent aux goûts des jeunes générations, friandes de *bubble tea* et de desserts. Après un déjeuner de dumplings frits, je saute dans un Uber pour me rendre dans une banlieue quelconque, où Feng m'a invitée à prendre le thé en compagnie de son ami John Hu.

De l'extérieur, la maison de Feng semble petite et banale, mais, aussitôt à l'intérieur, les meubles en palissandre, les murs ornés de parchemins calligraphiés et la vue sur une cour arrière luxuriante donnent l'impression d'être dans un jardin d'aristocrates chinois. Le professeur est né dans l'île tropicale de Hainan, province la plus méridionale de Chine, où les gens sont chaleureux et accueillants.

Deux ans après la détention de Feng à Guangzhou, l'enquête australienne sur l'ingérence de Beijing n'est plus un secret. Vêtu d'une ample chemise à rayures et d'un pantalon de toile, le professeur parle ouvertement de son aventure en faisant bouillir de l'eau et en préparant une assiette de châtaignes cuites à la vapeur. Il lance même des blagues sur ses anciens gardiens de prison.

«J'essayais de leur faire peur. Je frappais la table avec mes mains en leur disant: "Vous osez me crier après? Vous avez tous l'âge de mes étudiants! Vous devriez me traiter comme si j'étais votre professeur. Votre chef était mon camarade de classe."»

Feng raconte que les trois agents venus l'interroger ont alors levé les mains et répondu: «Holà! Ne dérangez pas votre ami. Nous faisons juste notre travail. Ça n'a rien à voir avec votre camarade de classe.»

Feng ne bluffait pas. Il était bel et bien un vieil ami de leur chef, qui dirige le bureau de sécurité publique de la province du Guangdong. Pendant ses études à l'Université Sun-Yat-sen au début des années 1980, il s'était lié d'amitié avec de futurs politiciens et hauts fonctionnaires chinois. C'était une période pleine d'espoir, se souvient-il. Artistes, travailleurs et étudiants de partout en Chine rayonnaient d'enthousiasme face à l'ouverture progressive de leur pays au monde occidental.

Les gardiens lui ont posé des questions sur son implication dans l'enquête australienne sur l'ingérence du PCC et sur ses relations avec Garnaut. Ils ne dissimulaient pas la colère que provoquait chez eux le rôle que Garnaut avait joué dans l'investigation.

Conservant son attitude hautaine et indignée, Feng n'a pas révélé qu'il était un ami proche de Garnaut et qu'il contribuait à son enquête. Par

chance, les agents n'ont pas eu recours à la force pour lui arracher des réponses.

«Ce que les gens ne savent pas, c'est qu'il y a encore des modérés et des libéraux au sein du régime communiste chinois. Ils s'efforcent d'empêcher les choses de trop mal tourner», m'explique-t-il.

«Il n'y a rien de plus à raconter. Contrairement à d'autres chercheurs de mon rang, j'étais autorisé à me déplacer librement en Chine pour mener des recherches sur des sujets délicats grâce à la protection de mes contacts.

— Mais plus maintenant! l'interrompt son ami Hu. Tu ferais mieux de ne plus essayer de retourner en Chine.»

Ancien conseiller municipal de la ville de Parramatta, en banlieue ouest de Sydney, Hu a cofondé en 2016 un groupe appelé Australian Values Alliance, qui rassemble des Australiens d'origine chinoise aux idées similaires et s'est donné pour mission de mettre le public en garde contre les tentatives d'ingérence de Beijing dans les affaires de l'État, les associations de citoyens, les médias et le système d'éducation en Australie. Feng est un de ses membres les plus éminents et prend régulièrement la parole dans ses séminaires.

Feng admet qu'il lui faut désormais éviter de se rendre en Chine. Il est maintenant disposé à parler de l'enquête gouvernementale à laquelle il a contribué. «J'écrivais et donnais des cours sur le sujet depuis des années, mais la chance a voulu qu'un ami proche ait l'oreille des plus hautes sphères du pouvoir, si bien que j'ai pu offrir mon aide», explique-t-il, faisant référence à Garnaut, alors conseiller à la sécurité de Turnbull.

«Nous discutons souvent, Garnaut et moi. Nous organisons des forums pour informer les hauts fonctionnaires australiens sur les activités d'ingérence de la Chine à l'étranger. [...] Bientôt, une communauté solide, déterminée à élaborer de nouvelles lois et à les expliquer aux parlementaires des différents partis pour s'assurer de leur adoption, a émergé au sein du gouvernement.»

Feng est encore émerveillé par la vitesse à laquelle les parlementaires des principaux partis sont parvenus à s'entendre pour appuyer l'importante

réforme législative. «La chance était de notre côté, tout se mettait en place», conclut-il. Jamais il n'aurait cru une telle issue possible en Australie.

C'est dans la jeune trentaine, son doctorat en histoire de la Chine contemporaine fraîchement obtenu, que Feng a décidé de s'établir en Australie. Lors d'un échange de recherche au Royaume-Uni en 1989, il avait soutenu à distance le mouvement prodémocratie chinois, si bien que des préoccupations liées à sa sécurité ont influé sur sa décision.

Une fois installé à Sydney, au début des années 1990, il a constaté qu'il y avait de moins en moins de militants prodémocratie parmi les immigrants chinois. Il ne se formalisait pas du fait que la plupart des gens se tiennent loin de la politique, mais était désespéré de voir les consulats chinois et leurs alliés dans la communauté devenir de plus en plus intransigeants dans leur volonté d'étouffer les voix dissidentes.

Feng se sentait plutôt isolé. C'est alors qu'il a rencontré des gens comme Hu et Garnaut.

Selon lui, le PCC n'est pas aussi puissant qu'il en a l'air; il est essentiellement motivé par l'insécurité et la peur.

«Si le Front uni a connu un tel succès dans les dernières décennies, c'est simplement parce que les démocraties ont mal agi en optant pour une politique d'apaisement et de capitulation face au régime chinois», opine-t-il à la fin de notre conversation. «Quand les démocraties parviennent à former de solides alliances contre les opérations agressives du Front uni, [elles] se révèlent beaucoup plus puissantes que le régime communiste chinois.»

Je me dis qu'il y a du vrai dans ses propos et qu'il ne faut certes pas considérer l'élite chinoise comme un bloc monolithique, mais Feng s'exprime néanmoins depuis une position privilégiée. Son statut de professeur australien bien connu et ses bons contacts dans les cercles relativement modérés de l'élite chinoise l'ont aidé à éviter une détention de longue durée en Chine.

De nombreux Australiens d'origine chinoise n'ont pas cette chance.

EN 1989, LORS D'UN HOMMAGE du Parlement australien aux victimes du massacre de la place Tian'anmen, le premier ministre Bob Hawke a livré

un discours sans fard où, très ému, il racontait à ses concitoyens que des soldats «avaient traversé la place en passant à la baïonnette ou en abattant quiconque [...] était encore en vie».

Les joues ruisselant de larmes, il a annoncé qu'il offrait l'asile aux étudiants chinois qui résidaient en Australie. Dans la foule, des jeunes d'origine chinoise qui tenaient des fleurs blanches et portaient des brassards noirs (symboles de deuil) pleuraient avec lui.

Hawke n'avait pas consulté ses collègues du conseil des ministres avant de faire cette offre. Son geste sincère allait permettre à 42 000 personnes d'obtenir leur résidence permanente. Certains bénéficiaires parraineraient des membres de leur famille, si bien que l'Australie gagnerait quelque 100 000 nouveaux résidents au total, dont bon nombre finiraient par acquérir la citoyenneté.

Or, les autorités australiennes n'avaient prévu ni de protéger cette nouvelle population contre le harcèlement incessant du PCC ni de se prémunir contre le recrutement de nouveaux arrivants susceptibles de jouer le rôle d'alliés patriotes de l'État chinois en Australie. Ces nombreux immigrants de fraîche date, dont bon nombre ne maîtrisaient pas la langue anglaise, faisaient de l'Australie un laboratoire idéal pour Beijing, qui pouvait y expérimenter des techniques visant à s'assurer de la loyauté de la diaspora chinoise. En outre, l'Australie semble ne pas avoir prévu qu'en moins d'une décennie, Beijing s'affranchirait de la honte du massacre de Tian'anmen pour devenir une puissance économique mondiale. Dans le sillage des ambitieuses réformes libérales de Deng Xiaoping au début des années 1990, les liens économiques entre l'Australie et la Chine s'approfondiraient. Le géant asiatique deviendrait bientôt le plus important partenaire commercial de l'Australie, au point de rendre certaines industries australiennes complètement dépendantes de son marché. La Chine compte aujourd'hui pour plus du tiers des ventes mondiales de la majorité des principaux produits d'exportation de l'Australie. En 2020, par exemple, cette dernière a expédié plus de 800 millions de tonnes de minerai de fer en Chine, contre environ 100 millions de tonnes dans le reste du monde.

De plus, de nombreux immigrants chinois exploitaient des entreprises qui, souvent, restaient dépendantes de leurs contacts dans la mère patrie, qu'ils soient actifs dans la vente au détail, la restauration, les médias, l'alimentation, les matières premières ou la fabrication. À mesure que son poids économique augmentait, Beijing acquérait une grande influence tant sur les milieux d'affaires australiens en général que sur les membres de la diaspora chinoise en particulier.

De tous les efforts déployés par la Chine pour étendre son influence au champ politique en Australie, le recours à la stimulation ou à la dissuasion financière donnait souvent les meilleurs résultats. Il arrivait aussi que des agents du Front uni pratiquent le harcèlement direct. Si un média australien de langue chinoise tenait des propos trop critiques au goût de Beijing, par exemple, des fonctionnaires faisaient pression sur les entreprises chinoises qui y achetaient de la publicité pour qu'elles cessent de le faire, ce qui privait ledit média de fonds précieux.

Le quotidien *Vision China Times*, fondé par des Sino-Australiens, est apparu sur le radar de Beijing parce qu'il publiait des articles de fond et des analyses critiques sur l'actualité politique en Chine. À ce moment, la plupart des médias australiens de langue chinoise étaient déjà rentrés dans le rang.

En vue de réduire le *Vision China Times* au silence, le consulat chinois a commencé, comme il le fait souvent, par intimider ses annonceurs. Or, en 2018 et en 2019, dans un geste inhabituel, ses agents consulaires ont émis au moins huit avertissements à une municipalité de la région de Sydney en intimant celle-ci de rompre ses liens avec le journal. Ce dernier commanditait les célébrations de 2018 du Nouvel An chinois à Georges River, localité de la banlieue sud de Sydney où vit l'une des plus importantes populations d'Australiens d'origine chinoise.

Dans une enquête conjointe de l'émission d'affaires publiques *Four Corners* et de la chaîne de journaux Fairfax Media, des journalistes ont obtenu de nombreux documents envoyés au conseil municipal par des fonctionnaires du consulat chinois pour protester contre l'implication du journal dans les célébrations du Nouvel An de 2019.

«Nous accordons une grande importance à notre coopération avec le conseil municipal de Georges River, et nous espérons que celui-ci n'apportera aucun changement à sa politique de soutien au développement des relations Australie-Chine», pouvait-on lire dans l'un des documents.

Le jour même où cette note a été envoyée, le conseil municipal a adopté une motion interdisant la commandite du *Vision China Times*. Un employé de la municipalité enverrait par la suite au consulat chinois un courriel confirmant cette capitulation: «Le conseil accorde une grande valeur à sa relation avec le consul général ainsi qu'au développement des relations Australie-Chine», affirmait-il dans ce message obtenu en vertu de la Loi australienne sur l'accès à l'information.

On ne sait trop pourquoi le conseil était si désireux de rester dans les bonnes grâces du consulat chinois. J'ai posé la question à la directrice générale du *Vision China Times*, Maree Ma. Perplexe elle aussi (en 2018, son journal avait financé les célébrations du Nouvel An dans huit autres localités de la région sans connaître le moindre ennui), elle m'a dit croire que la présence d'un grand nombre de résidents d'origine chinoise à Georges River pourrait avoir joué un rôle dans cette décision. Le conseil municipal craignait peut-être de fâcher une portion importante de son électorat. À cela s'ajoutaient des enjeux économiques, car le gouvernement chinois est en mesure de limiter le tourisme en Australie et l'inscription d'étudiants chinois dans les établissements australiens.

Or, notent certains observateurs, Georges River n'est qu'une petite localité de 40 kilomètres carrés, noyée dans l'immense agglomération de Sydney. Pourquoi le consulat chinois y accordait-il une telle attention?

J'ai été témoin de cas semblables dans de petites villes du Canada. «Je suis un gars ordinaire d'une localité rurale où il y a plus de vaches que d'habitants, et j'ai moi-même été ciblé par une opération d'ingérence du PCC à l'étranger», m'a confié Alan Harris, Canadien impliqué en politique municipale⁴. Dans les pages d'opinion de mon journal, il raconterait par la suite que, tandis qu'il brigait un siège au conseil municipal de sa ville natale de Clarington, en Ontario, il avait été invité à un «voyage d'amitié» toutes dépenses payées à Xining, en Chine – invitation qu'il avait refusée.

Féru d'actualité, il savait que les agents du Front uni avaient recours à des techniques comme les contributions électorales, les voyages gratuits en Chine et la flatterie pour s'attirer le soutien d'élus locaux un peu partout dans le monde.

«Les élus municipaux sont une cible de choix», indique Stephanie Carvin, professeure de relations internationales à l'Université Carleton d'Ottawa et ancienne analyste en sécurité nationale au Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS). «Leurs décisions portent souvent sur l'utilisation du sol ou l'éducation. Dans certains cas, un gouvernement étranger jugera beaucoup plus facile de tenter d'exercer son influence à l'échelon municipal.» En outre, si les députés les plus influents d'un Parlement national suivent régulièrement des formations sur la sécurité et ont accès aux séances d'information du renseignement, ce n'est pas le cas des édiles municipaux.

Ce qui rend ces derniers encore plus vulnérables, ajoute le politologue canadien Stewart Prest, c'est qu'ils estiment que leurs rapports avec des pays étrangers sont de nature purement économique. Ils laissent ainsi les enjeux politiques aux ordres supérieurs de gouvernement. Or, en cette période de grandes tensions diplomatiques, nul ne devrait présumer qu'un ordre de gouvernement est indigne d'attention⁵.

En Australie, les stratégies du Front uni sont beaucoup plus flagrantes, comme en font foi les paiements en comptant à un sénateur et les notes hostiles du consulat chinois à un conseil municipal du Grand Sydney. Néanmoins, le Canada et l'Australie sont des pays qui se ressemblent beaucoup par leur démographie, leur statut de moyenne puissance, leurs liens étroits avec les États-Unis et leur accueil d'immigrants chinois dans la foulée du massacre de Tian'anmen.

Je me suis demandé si l'État chinois se montrait plus agressif envers l'Australie simplement parce qu'elle est située dans sa propre arrière-cour d'Asie-Pacifique et qu'il la considère comme une moyenne puissance occidentale relativement faible. Dans un essai intitulé *Silent Invasion: China's Influence in Australia* et sa suite axée sur les tendances internationales, *Hidden Hand: Exposing How the Chinese Communist Party*

is Reshaping the World coécrits avec Mareike Ohlberg, le professeur d'éthique publique à l'Université Charles Sturt de Canberra Clive Hamilton énumère de nombreuses situations où le Front uni a pris pour cible des conseils municipaux d'Australie⁶.

Dans une conférence donnée en 2018, Hamilton a émis une hypothèse selon laquelle le PCC percevrait l'Australie comme le «maillon faible» des alliés des États-Unis, mais aussi, celle-ci étant un pays occidental situé aux portes de l'Asie, comme «un précieux trophée de sa campagne visant à imposer sa domination stratégique sur la région Asie-Pacifique». Qui plus est, le pays comporte une importante population d'origine chinoise, que Beijing considère comme une menace potentielle. C'est pourquoi, comme l'affirmait Hamilton, il a «subi toute la puissance des opérations d'influence et d'ingérence du PCC⁷».

LES ACTIVITÉS DU FRONT UNI à l'étranger sont aussi marquées par l'héritage émotionnel du «siècle d'humiliation» infligé à une Chine vulnérable par les puissances impériales occidentales. Comme nous l'avons vu dans le [chapitre 2](#), les étrangers d'origine chinoise sont jugés particulièrement influents par Beijing dès lors qu'ils tiennent des propos critiques sur le gouvernement chinois.

Beijing peut aller très loin pour tenter de contrôler la diaspora chinoise et de recruter des immigrants en vue de courtiser des élus étrangers. En fait foi l'histoire d'un vaillant étudiant chinois en Australie.

J'ai rendez-vous avec l'étudiant, dont le prénom commence par la lettre H., à Canberra. Pour m'orienter dans cette ville aux rues bien ordonnées et nichées dans des collines verdoyantes, je fais d'abord une randonnée. Je me dirige ensuite vers le campus soigneusement entretenu de l'Université nationale d'Australie.

Les Chinois représentent environ le tiers des étudiants internationaux en Australie. Or, leur apport à l'économie nationale dépasse de loin cette proportion, car ils fréquentent des universités prestigieuses et habitent des logements coûteux. Dans l'ensemble, les étudiants internationaux injectent 35 milliards de dollars australiens par an dans l'économie du pays.

Dans la presse australienne, rares sont les articles qui présentent le point de vue des étudiants en profondeur. La rédaction de l'édition australienne du quotidien *The Guardian* dit avoir passé dix mois à tenter d'interviewer des étudiants internationaux venus de Chine. Certains d'entre eux refusaient de parler parce qu'ils estimaient faire l'objet d'une couverture médiatique hostile, tandis que d'autres s'inquiétaient des conséquences qu'ils pourraient subir à leur retour dans leur pays s'ils exprimaient ouvertement leur opinion. Ces réticences, en partie attribuables à la crainte de répercussions, indiquent que les opinions des étudiants sont plus diverses et plus complexes que ce que laissent supposer les images de jeunes agitant le drapeau chinois dans les manifestations patriotiques en Australie ou les histoires d'étudiants réclamant le congédiement de professeurs qui offrent un enseignement sur Taïwan.

H. et moi nous asseyons à la terrasse d'un petit café, en face de la librairie de l'université. Venu de Shanghai, cet étudiant de quatrième année est tout sourire et ne montre aucun signe de la vigilance à laquelle je me serais attendue de sa part. Paraissant plus jeune que son âge, il a l'air d'une version sérieuse de Daniel Radcliffe dans l'un des premiers *Harry Potter*. Avec son sac de messenger chargé de manuels, il prend de toute évidence ses études en *liberal arts* dans un établissement aussi prestigieux très au sérieux.

«Pendant la première année de mon programme, j'ai fait un échange en Italie, dont j'ai appris la langue. Je me suis dit que, si je pouvais discuter avec mes amis en italien, pourquoi ne pourrais-je pas parler ma propre langue, le shanghaien? J'ai trouvé là une raison d'étudier le shanghaien et de me demander pourquoi, quand j'étais petit, on nous encourageait à parler seulement le mandarin et à oublier notre langue maternelle», me raconte-t-il.

En 2014, l'Administration générale de la presse, de l'édition, de la radiodiffusion, du cinéma et de la télévision de Chine a émis une directive enjoignant la télévision et la radio de ne diffuser leurs émissions qu'en mandarin standard, langue officielle du pays, et d'éviter tout dialecte régional et toute langue étrangère. La décision s'inscrivait dans une

campagne générale de répression des minorités lancée à l'initiative de Xi Jinping.

Fiers de leur culture et de leur langue distinctes, des citoyens de Shanghai ont pris des risques en exprimant l'indignation que leur inspirait cette politique, mais bon nombre de leurs commentaires ont été effacés des médias sociaux. Si Beijing est depuis longtemps le cœur politique du pays, les Shanghaïens s'enorgueillissent de la réputation de leur ville, qui est en revanche la mégapole la plus branchée, la plus avant-gardiste et la plus cosmopolite de Chine. Après tout, c'est à Shanghai que les premières automobiles du pays ont été conduites et qu'au début du XX^e siècle, de célèbres écrivains et penseurs comme Lu Xun ont inauguré une littérature moderne et réaliste qui cultivait un commentaire social mordant.

«Par crainte que des identités locales fortes ne menacent son autorité, le gouvernement central [...] réprime les dialectes régionaux et les coutumes locales dont la Chine regorge», indique un reportage du *New York Times* qui donne la parole à des détracteurs. L'article cite plusieurs commentateurs shanghaïens qui comparent la directive linguistique à un «avis de décès» et jugent que les langues régionales sont «menacées d'extinction».

À cette époque, H. s'affairait à terminer ses études secondaires à Shanghai et n'avait pas accès aux publications occidentales. Il n'était pas au courant du tumulte que provoquait la directive de l'État. Plus tard cette année-là, toutefois, alors qu'il séjournait en Europe pour un échange étudiant, il s'est familiarisé avec la situation politique de l'Espagne, où des contestataires réclamaient l'indépendance de la Catalogne. Des images de la garde civile espagnole en train de battre des manifestants l'ont profondément ému.

Ne sachant pas trop s'il était d'accord avec les protestataires catalans, il s'est néanmoins demandé s'il existait des mouvements similaires en Chine. Il a donc entrepris une recherche sur internet – un internet libre d'accès, nouveauté pour un jeune homme qui avait grandi derrière le Bouclier d'or. C'est ainsi qu'il a découvert des écrivains chinois censurés depuis longtemps dans son pays natal.

H. cite l'auteur et ancien prisonnier politique Liao Yiwu, maintenant établi à Berlin: «Je rêve de voir la Chine scindée en une dizaine de pays distincts. Car la Chine telle qu'elle existe aujourd'hui représente une menace pour le monde entier⁸.»

J'étouffe un cri, médusée de l'entendre aborder ces sujets avec une journaliste étrangère. Au fil de notre discussion, j'en viens à me dire que H. incarne le stéréotype de l'étudiant idéaliste et enthousiaste, avide de débattre de théories politiques en tous genres. Tenu par un ressortissant d'un pays libre, ces propos n'auraient rien d'extraordinaire, mais, émanant d'un citoyen chinois dont la famille vit toujours à Shanghai, leur idéalisme est plutôt alarmant.

Même Liao Yiwu ne semblait pas prendre au sérieux l'idée de morceler la Chine en dix États indépendants. Son commentaire, livré à un journaliste de l'Agence France-Presse, était axé sur le fait qu'il considère la Chine de Xi comme irrécupérable; il ne portait pas sur les détails d'une hypothétique partition du pays.

En 2016, l'intérêt de H. pour le potentiel d'indépendance de Shanghai s'était mué en véritable passion. Pour partager ses opinions, le jeune homme a créé une page Facebook anonyme, qui finirait par compter plusieurs centaines d'abonnés. Lors d'un séjour dans sa ville natale cet été-là, il s'est rendu sur la promenade du Bund, qui fait face au panorama futuriste du district de Pudong. Pointant son objectif sur la foule de touristes, il a énuméré à voix basse les raisons pour lesquelles Beijing devrait envisager de laisser Shanghai devenir un État distinct. Exprimer son opinion en terre chinoise lui a procuré toute une sensation!

Quelques jours plus tard, il rentrait à Canberra pour la reprise de ses cours et partageait sa vidéo sur Facebook – sans conséquences fâcheuses. Par la suite, toutefois, il tirerait la conclusion suivante: «Ils ont sans doute remarqué la vidéo et se sont mis à me surveiller pour voir si je ferais autre chose.»

En janvier 2018, H. s'est à nouveau rendu chez lui pour les vacances hivernales. Cette fois, il est allé plus loin en peignant des slogans pour l'indépendance de Shanghai à la bombe aérosol, à deux rues de

l'appartement de ses parents. «Il neigeait et il faisait assez noir. J'avais vérifié qu'il n'y avait pas de caméras de surveillance», se souvient-il. «J'ignore comment ils m'ont trouvé. Peut-être savaient-ils que j'avais fait cette vidéo, que je séjournais chez mes parents et que le graffiti était près de la maison.»

Ce soir-là, des agents de police se sont présentés chez ses parents et ont terrorisé toute la maisonnée. Ils l'ont emmené.

À cette étape de son récit, H. est toujours aussi enjoué, comme s'il me racontait une grande aventure.

«J'ai dépensé beaucoup d'énergie pour essayer de convaincre les policiers de me laisser partir», poursuit-il.

Au commissariat du quartier, des gens de toutes conditions étaient détenus temporairement. Aucun ne semblait dangereux; tous semblaient s'ennuyer ferme.

«Patiemment, me présentant la situation comme si j'étais un enfant, les agents m'ont expliqué que je ne défendais pas simplement la démocratie, que j'avais écrit des messages séparatistes, que c'était grave. J'ai compris qu'ils voulaient me mettre en garde. Ce ne sont pas de mauvais bougres, juste des agents de la police locale; dans un pays communiste, il y a des règles politiques à suivre.»

Au bout de 10 jours, ils l'ont laissé partir en lui faisant promettre de ne plus troubler l'ordre public.

H. ne publie plus rien sur sa page Facebook, mais il n'a pas changé d'idée pour autant. «Il est raisonnable de parler d'indépendance. C'est une option légitime. Même si on ne la réalisera pas avant dix ou même vingt ans, il est correct d'affirmer qu'on souhaite protéger sa culture.»

Au moins fait-il preuve de circonspection auprès de ses camarades de classe. Selon lui, certains d'entre eux pourraient comprendre ses opinions politiques, notamment ceux qui viennent de Shanghai ou de Guangdong (où l'on parle cantonais), mais la plupart semblent fidèles au gouvernement du PCC et sont fiers de la montée en puissance de la Chine dans l'économie mondiale.

H. est membre d'un vaste groupe WeChat où des étudiants critiquent le discours des médias australiens sur les activités du Front uni. Quand un restaurant s'est orné d'une affiche soutenant l'indépendance du Tibet, des membres du groupe se sont engagés à le boycotter.

Il me montre leurs messages sur son téléphone en haussant les épaules: «Je ne sais pas pourquoi ils agissent ainsi. Leur milieu familial est sans doute différent du mien. Ils pensent que le PCC les a enrichis.»

Au terme de ses études, il espère trouver un emploi en Australie, où il entend rester le plus longtemps possible. Il ne veut pas rentrer à Shanghai tout de suite, préférant attendre que la Chine soit devenue «plus stable et plus pacifique».

Au moment de lui dire au revoir, je contreviens aux normes journalistiques en le pressant de faire attention. En fait, quand je lui demande s'il souhaite que je taise son nom, il hausse encore les épaules en disant ignorer si l'interview aura des conséquences. Je lui réponds que je pécherai par excès de prudence en n'écrivant que l'initiale de son prénom.

Comme je m'y attendais, H. est un cas à part. Ce jour-là, j'approcherai de nombreux autres étudiants sur le campus, et aucun d'entre eux n'acceptera de me parler, même sous le couvert de l'anonymat.

La page Facebook de H. comptait plusieurs centaines d'abonnés, ce qui n'est pas rien, mais les gens qui visionnaient ses vidéos n'étaient pas nécessairement d'accord avec lui. En défendant ses points de vue minoritaires, H. représentait-il une menace sérieuse pour le gouvernement chinois? J'imagine que le révolutionnaire Sun Yat-sen affichait le même idéalisme juvénile à l'époque où, étudiant à Hawaï, il entretenait le rêve inaccessible de renverser la dynastie Qing. Un rêve qu'il finirait par réaliser.

MALGRÉ LES NOUVELLES LOIS que l'Australie a adoptées pour se prémunir de l'ingérence étrangère, la persistance du harcèlement d'Australiens d'origine chinoise ou autre montre que la lutte contre l'influence de Beijing est loin d'être terminée.

«J'ai l'impression que nous n'avons pas su protéger un grand nombre de gens venus s'établir dans notre pays. En partie à cause des libertés dont

nous jouissons, nous sommes restés aveugles aux méthodes employées par Beijing pour imposer sa volonté à des personnes qui vivent ici», m'explique le député Hastie. Selon lui, le gouvernement devrait entreprendre une évaluation rigoureuse des moyens dont il dispose pour empêcher l'État chinois de harceler des résidents de l'Australie et de répandre ses fausses nouvelles et sa propagande dans le pays (notamment par l'entremise de l'appli WeChat).

Hastie est d'avis que l'Australie est encore vulnérable: «Notre économie est fortement intégrée à celle de la Chine, qui ne manque pas de leviers à utiliser contre nous. C'est là notre grand défi», conclut-il.

Écrivaine, chercheuse et ex-journaliste du *New York Times* et de l'Australian Broadcasting Corporation (ABC News), Vicky Xu dit avoir subi les formes de menaces et d'intimidation qui sont le lot quotidien de bien des gens dans son domaine. Elle croit cependant que c'est son origine chinoise qui lui a valu une quantité exceptionnelle de vitriol de la part des médias d'État chinois et des essaims de trolls qui la qualifient de «démon féminin». Un éditorial du journal d'État *China Daily* présente sa situation comme suit: «Même si elle est une Chinoise, elle persiste à critiquer la Chine. La divulgation de ses données personnelles et l'atteinte à sa réputation sont tout à fait méritées.» Ayant mené de nombreuses recherches sur le Xinjiang et la situation des Ouïghours, qu'elle commente régulièrement dans les médias, Xu s'est attiré la colère des organes de sécurité de l'État chinois. À maintes reprises, des agents du renseignement ont pressé ses parents et amis qui vivent en Chine de la convaincre de mettre un terme à son travail⁹.

Or, ce que nombre de gens ignorent, m'explique Xu, c'est que les personnes d'ascendance chinoise établies en Australie subissent de la discrimination de la part de concitoyens australiens, ce qui compromet leur sécurité et leur sentiment d'appartenance.

Les gens comme Xu, qui possèdent une expertise inestimable sur la Chine (laquelle inclut des compétences linguistiques), sont sous-représentés dans la fonction publique australienne. Bien que 1,2 million d'Australiens soient d'origine chinoise (soit 5,6% de la population) et que 3,7% d'entre

eux parlent une langue chinoise à domicile, seuls 2,6% des fonctionnaires étaient issus de cette communauté en 2019, indique une analyse de données effectuée par le Lowy Institute.

«Parfois, nos expériences vécues ou notre bagage culturel ne sont pas reconnus à leur juste valeur, voire sont considérées comme un inconvénient par les dirigeants des salles de presse et des médias d’Australie, déplore Xu. Si un homme blanc couvre un sujet similaire, il sera jugé plus digne de confiance et plus objectif. Ce qui nous rend la vie difficile. En plus de faire face à la pression de la Chine [...], nous inspirons la méfiance en Australie.»

Xu affirme que le racisme est profondément enraciné en Australie et ailleurs en Occident, et que sa disparition est peu probable à court terme. Les gouvernements occidentaux pourraient en faire beaucoup plus pour engager le dialogue avec leurs citoyens d’origine chinoise, juge-t-elle. Par exemple, ils pourraient soutenir leur avancement professionnel dans la fonction publique et mettre en place des programmes en différentes langues afin de venir en aide aux personnes ciblées par Beijing ou dont les parents font l’objet de harcèlement.

EN AUSTRALIE COMME AILLEURS, un nombre croissant de personnes qui *ne sont pas* d’origine chinoise ont l’impression qu’il est dangereux pour elles de commenter publiquement les activités de Beijing. Parmi elles figure John Garnaut, qui a dirigé l’enquête secrète du gouvernement australien sur l’ingérence étrangère. Avant notre première rencontre, nous avons correspondu par courriel. Par la suite, nous avons été panélistes dans plusieurs colloques organisés par des groupes de réflexion dans les salles de bal d’hôtels de Sydney et de Canberra, ainsi que dans le spacieux espace de travail partagé d’un gratte-ciel de Melbourne. Chaque fois, j’étais un peu intimidée de me retrouver sur scène en compagnie de cet éminent journaliste qui a joué un rôle déterminant dans l’élaboration de la nouvelle politique chinoise de l’Australie. Or, même si Garnaut livrait ses commentaires avec mesure et éloquence – et lançait même une blague à l’occasion –, il était évident que quelque chose pesait sur lui. Si son ami Feng Chongyi avait pu faire jouer ses contacts pour être libéré de l’hôtel où

on le tenait prisonnier, un autre proche de Garnaut n'avait pas eu cette chance.

Ancien diplomate du ministère des Affaires étrangères de Chine devenu par la suite citoyen australien et détracteur démocrate du régime communiste chinois, l'auteur Yang Hengjun a été arrêté en janvier 2019 lors d'un séjour à Guangzhou, ville où Feng avait été détenu. Pendant que son épouse, désespérée, s'interrogeait sur les raisons de sa disparition, Yang a été accusé d'espionnage. La police chinoise n'a donné aucune précision, et rien ne laissait présager la tenue d'un procès.

L'année précédente, Yang avait été interpellé et interrogé à Sydney par des agents chinois alors qu'il se rendait à un rendez-vous avec Garnaut, ont rapporté des journalistes australiens. À la suite de l'arrestation de son ami, Garnaut a déclaré à ABC News que les agents étaient avides d'apprendre ce que Yang savait de l'enquête du gouvernement australien sur l'ingérence de Beijing: «[Ils avaient interrogé Yang] à mon sujet, sur la nature de notre relation, sur ce que je faisais, sur ce à quoi je travaillais¹⁰.»

Lors de notre colloque, le cas de Yang était encore d'actualité, mais Garnaut ne semblait pas vouloir en parler, si bien que j'ai moi-même abordé le sujet. J'ai voulu rappeler à l'auditoire que, pour les minorités d'Australie, toute prise de parole a des conséquences bien réelles. Le racisme et la xénophobie sont bien ancrés en Australie et ailleurs. Combinés aux pressions du Front uni, ils compliquent singulièrement la vie des personnes d'origine asiatique et leur procurent un sentiment d'insécurité lorsqu'elles participent au débat public. Une fois l'atelier terminé, Garnaut m'a remerciée pour mes commentaires. Il m'a donné quelques conseils de recherche pour mon livre, mais a refusé de m'accorder une interview en bonne et due forme. Il avait conseillé à son ami de ne pas se rendre en Chine. De toute évidence, Garnaut et les membres de sa famille subissaient des pressions dont j'ignorais la nature.

Au terme de ces quelques semaines de reportage en Australie, j'étais animée d'un profond respect pour les nombreuses personnes que j'y ai rencontrées, lesquelles ne ménagent aucun effort pour en apprendre davantage sur la Chine. Mais j'éprouvais aussi un sentiment de déception et

de crainte face au harcèlement des chercheurs et au peu de perspectives offertes aux minorités.

TOUT AU LONG DE LA PANDÉMIE de COVID-19, la Chine a intensifié ses menaces économiques et ses tactiques de coercition contre l'Australie. En observant la situation de loin, je me suis demandé pendant combien de temps encore l'establishment politique australien pourrait maintenir sa quasi-unité face à Beijing.

En 2020, la Chine a suspendu ses importations de bœuf et de coton, imposé un tarif douanier de 80% sur l'orge australienne et ordonné à ses étudiants et à ses touristes de ne pas séjourner en Australie. Des fonctionnaires ont aussi ouvert une enquête sur le vin australien, affirmant que les vinificateurs faisaient du dumping afin de couper l'herbe sous le pied de leurs concurrents chinois – affirmations que les producteurs ont niées avec véhémence.

Le ministère chinois des Affaires étrangères a même été vivement réprimandé pour avoir publié sur Twitter une image de synthèse destinée à critiquer les forces armées australiennes. Après que Zhao Lijian, directeur adjoint du département de l'information de ce ministère, eut partagé l'image numérique d'un soldat australien tenant un couteau à la gorge d'un enfant afghan, le premier ministre Scott Morrison a demandé à Beijing de présenter des excuses pour ce «tweet répugnant¹¹». Morrison rentrait tout juste du Japon, où il venait de signer un accord de principe avec son homologue Yoshihide Suga en vue de conclure un pacte de défense mutuelle.

Dans un éditorial enflammé, le journal d'État *China Daily* a pressé le gouvernement de Canberra de «réaliser qu'il n'obtiendra rien des États-Unis en échange de sa complicité dans leurs stratagèmes. L'Australie paiera le prix fort pour cette erreur de jugement.»

Lors d'une réunion tenue le 17 novembre 2020 dans un hôtel de Canberra, un responsable de l'ambassade chinoise a déclaré au journaliste australien Jonathan Kearsley, de Nine News: «La Chine est en colère. Si vous faites de la Chine l'ennemie, elle sera l'ennemie.» Selon Kearsley,

l'ambassade n'avait jamais reconnu aussi explicitement la tangente «toxique» que prenaient les relations entre les deux pays.

Canberra a manifesté publiquement son intention de diversifier ses relations économiques afin de réduire sa dépendance excessive à la Chine, mais la pandémie de COVID-19 est venue paralyser ses efforts. En novembre 2020, l'Australie et 14 autres pays, dont la Chine, ont signé un traité de libre-échange, le Partenariat économique régional global, qui englobe une grande partie de la région Asie-Pacifique. L'accord avait été proposé dès 2012 en vue de créer l'une des plus vastes zones de libre-échange du monde et d'éliminer de nombreux tarifs douaniers sur les biens échangés entre ses membres. On ne sait trop si ce partenariat va renforcer la position et l'influence de Beijing dans la région ou s'il va aplanir les conflits territoriaux en mer de Chine méridionale.

Quelques jours après la conclusion de l'accord, la Chine s'est déchaînée contre l'Australie après avoir présenté une liste de 14 doléances. Elle reprochait entre autres à Canberra d'avoir réclamé la tenue d'une enquête indépendante sur les origines de la COVID-19, empêché Huawei de participer à la mise en place du réseau 5G en Australie et dénoncé les violations des droits de la personne commises par Beijing à Hong Kong et au Xinjiang.

Si certains observateurs, dont l'économiste spécialisé en politiques publiques et collaborateur à l'*Australian Financial Review* Percy Allan, soutiennent que le gouvernement australien s'est attiré l'hostilité de la Chine en ne cessant de la critiquer, d'autres, comme Natasha Kassam, directrice du programme de recherche sur l'opinion publique au Lowy Institute, soulignent que les décisions de Canberra à l'égard de la Chine tendent à bénéficier d'une large approbation. Celles-ci incluent son appel à la tenue d'une enquête indépendante sur les origines de la COVID-19, proposition qui a fini par être avalisée par un nombre record de 137 pays lors de l'Assemblée mondiale de la santé de mai 2020.

J'ai écrit à l'auteur de *Silent Invasion*, Clive Hamilton, pour lui demander si son analyse de la façon dont Beijing perçoit la position de

Canberra a changé à la lumière des événements récents. Le PCC considère-t-il toujours l'Australie comme un «maillon faible» du monde occidental?

«Beijing a cru pouvoir tirer parti de la dépendance commerciale de l'Australie à la Chine et de son réseau de sympathisants dans l'élite australienne pour amener le pays à prendre ses distances avec les États-Unis et le transformer en État complaisant», m'a-t-il répondu par courriel. «Son extraordinaire campagne de représailles économiques contre l'Australie, en 2020, visait à faire monter la pression en faisant étalage de sa force et de sa volonté d'y recourir. Mais Beijing avait sous-estimé l'Australie. [...] Les Australiens ont fortement réagi aux actes d'intimidation de Beijing. Aujourd'hui, le monde occidental se range derrière Canberra en présentant l'Australie comme un modèle de résistance aux stratégies d'intimidation de la Chine.»

Certains observateurs ne sont pas aussi optimistes. «Je pense que nous attendons tous de voir quelle direction va prendre [le président des États-Unis] Joe Biden», me confie Geoff Wade, historien et analyste politique établi à Canberra. En cette période d'incertitude économique, ajoute-t-il, les dirigeants australiens se heurtent à l'opposition de groupes de gens d'affaires qui prônent le rétablissement de relations amicales avec Beijing afin de maintenir leurs débouchés économiques. D'autres estiment certes qu'il est important de résister à la volonté de Beijing de soumettre l'Australie par l'intimidation, mais réclament un meilleur soutien du gouvernement pour diversifier leurs marchés d'exportation. «Les agriculteurs souhaitent s'associer au gouvernement pour trouver des occasions de développer des marchés existants comme la Corée du Sud et le Japon, et de nouveaux marchés en pleine croissance, comme l'Indonésie et l'Inde», a déclaré Fiona Simpson, présidente de la Fédération nationale des agriculteurs, en janvier 2021.

Selon une analyse de Bloomberg News, la salve d'attaques de Beijing contre l'Australie avait pour but de dissuader le Canada, l'Union européenne et le Japon, entre autres, de se rallier aux États-Unis dans leurs efforts visant à contrer la montée en puissance de la Chine. «Les dirigeants du PCC considèrent le gouvernement Morrison comme un de leurs plus virulents détracteurs... et comme une cible facile: la Chine compte pour

environ 35% du commerce extérieur total de l'Australie, suivie par le Japon, avec lequel les échanges sont trois fois moins importants; l'Australie, elle, ne compte que pour moins de 4% du commerce extérieur de la Chine», conclut Bloomberg News¹².

Mais les relations de l'Australie avec les États-Unis, traditionnellement solides, pourraient se renforcer sous l'administration Biden, juge Andrew Hastie. Il est cependant trop tôt pour présumer de la nature du soutien que les Américains pourraient offrir à leur allié si Beijing persiste à tenter d'intimider des Australiens pour faire passer son message aux autres puissances moyennes.

Les Australiens d'origine chinoise ont été les principales victimes de ces tensions diplomatiques de plus en plus vives et de la recherche de boucs émissaires pour la pandémie. C'est à cette tendance inquiétante que les dirigeants devraient s'attaquer en priorité. Selon un sondage mené en 2021 par le Lowy Institute, près d'un Sino-Australien sur cinq a subi des menaces ou une agression physique en raison de ses origines au cours de l'année précédente. La majorité des personnes touchées affirment que la pandémie et l'état des relations Australie-Chine ont contribué à leur triste sort¹³.

L'ITALIE

La nouvelle route de la soie, première partie

En compagnie de son père et de son oncle, le marchand vénitien Marco Polo a parcouru l'ancienne route de la soie qui reliait l'Europe à la Chine. Arrivés à destination, les voyageurs ont rencontré l'empereur Kubilaï Khan, sur la cour duquel ils ont laissé une telle impression que le souverain de la dynastie Yuan leur a proposé de devenir ses ambassadeurs en Occident.

Depuis lors, des historiens se demandent si Polo s'était bel et bien rendu jusqu'en Chine ou s'il n'a pas simplement rapporté des histoires entendues de la bouche d'autres voyageurs. Quoi qu'il en soit, les Chinois d'aujourd'hui lisent la traduction du *Livre des merveilles* et visionnent des films épiques sur les illustres années que l'explorateur du XIII^e siècle a passées au service de Kubilaï Khan¹.

Sept siècles après ces événements contestés, en mars 2019, le président chinois Xi Jinping et son homologue italien Sergio Mattarella montent sur scène au palais du Quirinal de Rome. Aux gens d'affaires réunis sur les lieux, ils annoncent que l'Italie devient le premier grand pays d'Europe et le premier membre du G7 à se joindre au projet d'infrastructures titanesque de Xi, surnommé «nouvelle route de la soie». L'initiative vise à stimuler le commerce et la croissance économique par une expansion des réseaux internationaux de transport terrestre et maritime. Il s'agit d'une version beaucoup plus ambitieuse de l'ancien chemin poussiéreux que les marchands du temps de Polo parcouraient à dos de chameau. À la signature d'un protocole d'entente s'ajoute un ensemble de 29 mesures commerciales d'une valeur de 2,5 milliards d'euros.

Mais l'accord inattendu contrarie les alliés traditionnels de l'Italie. Il est annoncé en pleine guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine: les deux pays ont imposé des tarifs douaniers sur des centaines de milliards de dollars de produits de leur vis-à-vis, et la tension continue de monter. Washington accuse Beijing de se livrer à des pratiques commerciales déloyales (comme le dumping et la surproduction d'acier ou d'aluminium), de subventionner des entreprises chinoises (ce qui impose des conditions de concurrence inéquitables aux entreprises étrangères) et de se livrer au vol de propriété intellectuelle et à des transferts de technologie forcés (qui consistent à obliger les sociétés étrangères à partager leurs technologies en échange d'un accès au marché)². En Chine, une perception très répandue veut que la guerre commerciale résulte de la jalousie des Américains pour la croissance économique rapide de la Chine et ses autres succès.

À Bruxelles, la Commission européenne durcit aussitôt sa position sur la Chine et réprimande l'Italie pour avoir signé un accord sur la nouvelle route de la soie. Dans un document où sont résumées 10 stratégies à envisager pour faire face à Beijing, elle qualifie la Chine de «concurrent économique dans la course à la domination technologique et [de] rival systémique dans la promotion d'autres modèles de gouvernance³». Organe exécutif chargé de la gestion des affaires européennes au quotidien, la Commission a aussi entrepris de restreindre les investissements chinois dans les infrastructures publiques en Europe, tels les chemins de fer et les réseaux de télécommunication.

Imperturbables, des entités économiques de l'État chinois comme le port de Shenzhen continuent à investir dans les grands ports italiens de Trieste et de Gènes afin que ceux-ci puissent être intégrés à la nouvelle route de la soie. Une telle issue aiderait Beijing à renforcer ses réseaux commerciaux et à obtenir de meilleures conditions douanières au cœur du Vieux Continent. Elle créerait également un flux régulier d'occasions d'affaires internationales pour des entreprises d'État chinoises hypertrophiées.

Comme nous l'avons vu dans le [chapitre 1](#), le «bol de riz en fer», politique communiste intransigeante de Mao Zedong en vertu de laquelle l'État dirigeait l'économie et offrait des avantages sociaux aux travailleurs,

a été remplacé à partir de 1978 par le «socialisme à caractéristiques chinoises» de Deng Xiaoping, économie en partie contrôlée par l'État et fondée sur le principe voulant que le capitalisme soit compatible avec le marxisme-léninisme. Dans les décennies qui ont suivi, l'économie de la Chine s'est intégrée au marché mondial, et de nombreuses entreprises chinoises ont été encouragées à «mettre le nez dehors» pour investir et lancer des opérations d'affaires à l'étranger.

La Chine est aujourd'hui l'une des principales sources d'investissement direct étranger du monde. Investir directement à l'étranger permet à une firme de diriger une entreprise depuis l'extérieur du territoire où elle est établie, que ce soit en étant son actionnaire de contrôle ou en assumant l'entière responsabilité de son administration. Cette stratégie offre à un pays la possibilité non seulement de stimuler sa propre économie nationale, mais aussi d'accroître son influence économique à l'étranger.

En 2019, la valeur des investissements directs chinois à l'étranger totalisait environ 117 milliards de dollars, somme inférieure au sommet historique de 2016. Parmi les principaux pays destinataires figuraient Hong Kong, les États-Unis, Singapour et l'Australie. Les commerçants chinois des temps anciens s'aventuraient rarement jusqu'en Europe. À l'origine, ce sont les Occidentaux qui se sont aventurés sur cette route en quête des soies, des thés et des céramiques de Chine. Ayant pour objectifs avoués de poursuivre sa transition vers une économie de pointe et de contribuer à bâtir un ordre mondial où les États-Unis ne seraient plus l'unique superpuissance, la Chine joue un rôle beaucoup plus actif qu'autrefois.

LA NOUVELLE ROUTE DE LA SOIE est l'initiative de politique étrangère la plus ambitieuse du président Xi. Annoncée en 2013, elle a pour objectif de connecter la Chine au reste du monde par un vaste réseau d'infrastructures nouvellement construites ou rénovées: ports, routes, aéroports, pipelines, etc.

À ce jour, selon les médias d'État chinois, des accords de coopération ont été signés par plus de 125 pays, qui représentent la majorité de la population de la planète et la plus grande partie de l'économie mondiale. Si «nouvelle route de la soie» est l'appellation la plus familière aux étrangers,

les autorités chinoises désignent le projet sous le nom d'«Une ceinture, une route» ou, plus récemment, d'«initiative Ceinture et route» dans leurs communications officielles – nom qui, il faut le reconnaître, est plus accrocheur en mandarin (*Yi dai yi lu*) qu'en français. En 2017, le projet a même été inscrit dans la Constitution chinoise. Le nouvel amendement stipule que, jusqu'à nouvel ordre, le Parti «appliquera un modèle de croissance partagée en favorisant la discussion et la collaboration, et poursuivra l'initiative Ceinture et route⁴».

Dans un essai intitulé *Belt and Road: A Chinese World Order*, l'ex-secrétaire d'État aux Affaires européennes du Portugal Bruno Maçães affirme que ce projet traduit «un changement vers une stratégie de politique étrangère plus active, destinée à façonner l'environnement extérieur de la Chine plutôt qu'à s'y adapter. [...] Pour la Chine, l'initiative Ceinture et route vise à bâtir un nouvel ordre mondial en lieu et place du système international actuel, dominé par les États-Unis⁵.»

Maçães prédit que ce nouvel ordre mondial affaiblira l'hégémonie américaine. Le Japon, l'Australie et les pays d'Europe occidentale voudront sans doute préserver leurs relations «privilegiées» avec les États-Unis, mais la nouvelle route de la soie pourrait doter la Chine d'une telle influence internationale que les liens de Washington avec ses alliés les plus puissants en sortiraient affaiblis.

JE COUVRE LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES de la Chine depuis l'arrivée au pouvoir de Xi. Le projet de nouvelle route de la soie m'a longtemps semblé vague, dépourvu d'indicateurs précis – un cadre très général dans lequel on regroupait des investissements passés et courants. Avec une définition aussi large, il est difficile d'estimer la valeur totale des investissements qu'il représente. Néanmoins, agir comme bailleur de fonds pour des projets d'infrastructures s'inscrit indéniablement dans la stratégie qu'applique Beijing pour étendre son influence dans le monde. Celle-ci s'est concrétisée alors que la Chine consolidait sa présence dans des institutions internationales établies comme les Nations unies et leur Conseil des droits de l'homme, au sein duquel elle a obtenu un siège, et créait sa propre solution de rechange à la Banque mondiale, la Banque asiatique

d'investissement pour les infrastructures (AIIB). Dans ses premières années, toutefois, le projet de nouvelle route de la soie a souffert d'un manque de publicité: si les correspondants étrangers en Chine en rapportaient dûment les développements importants, l'initiative restait tout de même peu connue à l'extérieur du pays. C'est pourquoi, au printemps 2017, à l'approche d'un forum international extravagant sur ce projet colossal, les médias d'État chinois ont inondé de vidéos les médias sociaux du monde entier. Le *China Daily* a publié une série de vidéos en anglais qui montrent un de ses journalistes (un Américain blanc) lire à sa fille des histoires du soir sur le projet mondial d'infrastructures; dans le premier épisode, il utilise une carte et des blocs Lego pour lui expliquer comment le plan de plusieurs milliards de dollars facilitera le transport de biens dans le monde.

«C'est l'idée de la Chine, mais elle appartient au monde entier», conclut le père avant d'éteindre la lumière de la chambre. Les vidéos étaient manifestement destinées à un public étranger, car elles ont été publiées en anglais sur Facebook, Twitter et YouTube, plateformes auxquelles l'accès est bloqué en Chine.

Parmi ces vidéos figurait également un dessin animé intitulé *Bon voyage, Whisky!*, qui relate le périple de 20 jours d'une bouteille de whisky (appelée Whisky) sur une nouvelle ligne ferroviaire de transport de marchandises reliant Londres à Yiwu, plaque tournante commerciale de l'est de la Chine. La ligne a été inaugurée en janvier 2017 dans le cadre d'une coûteuse expansion de la filiale des services express du Chemin de fer national de Chine. Craignant de voir ses échanges diminuer en raison de l'imminence du Brexit, le Royaume-Uni appuyait le projet de nouvelle route de la soie, mais n'y avait pas adhéré officiellement (et ne l'a pas fait à ce jour). Pendant son voyage, Whisky tombe amoureux d'une bouteille de vitamines vêtue d'une robe rose, elle aussi expédiée en Chine. Les deux tourtereaux finissent côte à côte sur l'étagère de la salle à manger d'une famille chinoise.

Par une belle journée sans nuages de mai 2017, j'ai couvert le Belt and Road Forum for International Cooperation (Forum Ceinture et route pour la coopération internationale, dont le malheureux acronyme est BARF, qui

signifie «vomi» en slang nord-américain). Pour qui lit les médias chinois, l'événement était fort attendu. Or, il n'y avait guère d'informations à rapporter, car la presse n'était pas autorisée à assister aux discussions. Les journalistes étaient plutôt relégués aux lignes de touche de ce qui ressemblait à un bal de fin d'études pour dirigeants mondiaux souhaitant profiter d'occasions économiques offertes par une initiative extrêmement bien pourvue en ressources. Beaucoup de photos de groupe ont été prises, et nombre de personnalités ont foulé le tapis rouge. La Birmane Aung San Suu Kyi était très élégante dans sa robe flottante bleu clair, et Xi arborait au revers de son veston une épinglette dorée à l'effigie de l'initiative Ceinture et route.

Il était plus révélateur de relever les absences. L'Inde a passé son tour parce que son premier ministre, Narendra Modi, s'opposait furieusement à la mise en place du Corridor économique Chine-Pakistan, branche de la nouvelle route de la soie qui traverserait le Cachemire, territoire administré par Karachi mais considéré comme occupé illégalement par New Delhi. Absents eux aussi, les gouvernements de France et d'Allemagne dénonçaient ce qu'ils qualifiaient d'intentions hégémoniques sous-jacentes au projet. Brigitte Zypries, ministre allemande de l'Économie, a réclamé une plus grande transparence pour assurer que la procédure d'octroi de contrats d'investissements soit «non discriminatoire». Pour d'autres, c'était trop beau pour être vrai: ils peinaient à croire qu'une telle quantité de fonds puisse être allouée à la réalisation d'un nombre apparemment illimité de projets. La Chine venait tout juste de s'engager à investir 124 milliards de dollars supplémentaires pour financer son initiative internationale. En outre, de nombreux gouvernements avaient en tête l'expérience du Sri Lanka. Ce pays appauvri, qui a reçu des fonds de Beijing pour financer un ambitieux projet de port, peine à honorer sa dette d'environ un milliard de dollars. Au lieu d'assouplir les conditions du remboursement, Beijing a demandé au Sri Lanka de lui céder l'infrastructure dans son entièreté. Forte d'un bail de 99 ans, la Chine contrôle désormais le port de Hambantota, situé à quelques centaines de kilomètres à peine des côtes de son plus puissant rival d'Asie, l'Inde.

Des élus et des experts du monde entier craignent que d'autres projets liés à l'initiative Ceinture et route soient utilisés, à l'instar du port sri-lankais, comme «pièges à endetter» des pays en difficulté. (Le récit de l'expérience du Sri Lanka a été contesté depuis lors. Interviewé en 2019, l'ambassadeur sri-lankais en Chine a déclaré que c'est le gouvernement sri-lankais qui avait invité la Chine à louer le port, et une recherche menée en 2020 par la Chatham House conclut que les prêts chinois ne sont pas une source importante du surendettement du Sri Lanka.)

En réponse à des critiques de plus en plus récurrentes, Xi a affirmé que l'initiative est ouverte à tout le monde et a laissé entendre que la méfiance dont cette dernière fait l'objet est davantage attribuable à l'insécurité des Occidentaux qu'à de mauvaises intentions de Beijing. «Dans un monde fait de croissance, d'interdépendance et de défis, aucun pays ne peut à lui seul s'attaquer aux enjeux ou régler les problèmes du monde», a déclaré Xi lors du forum avec un Vladimir Poutine opinant de la tête à ses côtés.

Ces propos faisaient écho à de nombreux discours du président chinois, dont l'un a été prononcé à l'occasion d'un forum économique tenu l'année précédente en Papouasie–Nouvelle-Guinée: «L'initiative [Ceinture et route] n'a pas été conçue pour servir des intentions géopolitiques cachées. [...] Elle n'est ni un club exclusif auquel les non-membres n'auraient pas accès ni le “piège” dont certains l'ont qualifiée⁶.»

COMME EN TÉMOIGNENT L'ADHÉSION du Royaume-Uni aux projets chinois dans le sillage du référendum sur le Brexit et la signature de l'Italie, laquelle a fait de celle-ci le premier membre européen important de la nouvelle route de la soie, l'initiative semble surtout séduire les pays dont l'économie est chancelante. À l'extérieur de l'Europe, la majorité des infrastructures prévues sont situées dans les économies en développement d'Asie centrale et dans des pays comme le Pakistan, peu attrayants aux yeux de la plupart des investisseurs en raison du risque élevé qu'ils présentent.

En Italie, un gouvernement de coalition populiste composé du Mouvement 5 étoiles (M5S), coalition antisystème, et de la Ligue, parti d'extrême droite, a pris le pouvoir en mai 2018 alors que la dette publique

atteignait 132% du PIB du pays. Après des mois de croissance négative, l'Italie était en situation de récession, et ce, pour une troisième fois depuis la crise financière de 2008. Pour que la croissance économique ait la moindre chance de redémarrer, il était essentiel – mais coûteux – d'investir dans les infrastructures. Le gouvernement n'avait d'autre choix que de dépenser pour relancer l'emploi et stimuler des secteurs névralgiques comme le tourisme. La coalition s'était aussi engagée solennellement à baisser les impôts et à assurer un revenu mensuel de base aux familles pauvres. Or, son plan ne disait mot de la façon dont les nouvelles dépenses seraient financées.

Dans une Europe frappée de plein fouet par les mesures d'austérité et le tarissement des fonds publics, les sociétés d'État chinoises sont venues remplir un vide. Comparé à l'Amérique du Nord, le Vieux Continent se montrait relativement ouvert à l'investissement chinois, 362 ententes ayant été conclues de 1988 à 2015.

Malgré les liens économiques étroits de la plupart des membres de l'Union européenne avec la Chine, le choix de Rome de se joindre à l'initiative Ceinture et route a été jugé aberrant par les autres puissances occidentales. En plus de conclure un protocole d'entente avec Beijing, le gouvernement italien s'est dit ouvert à collaborer avec Huawei pour assurer la construction du réseau 5G du pays. L'administration Trump a fulminé contre la décision, que les éditorialistes de nombreux journaux italiens qualifiaient de catastrophe diplomatique. Le président français Emmanuel Macron a réprimandé Rome en affirmant la nécessité, pour les pays européens, d'opposer à la Chine un front uni et une «approche coordonnée».

Selon le chef du bureau de Rome du *Washington Post*, «en se joignant à l'initiative Ceinture et route, le gouvernement populiste de l'Italie rompt les rangs avec les plus puissants pays occidentaux, contrarie les vœux de l'administration Trump et met en avant le débat non résolu des Européens sur la façon dont il leur faudrait réagir aux ambitions mondiales de plus en plus fortes de la Chine⁷».

Le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, est l'élus italien qui s'est le plus ardemment opposé au protocole d'entente. Son parti, la Ligue, a fait pression pour que soit adoptée une version édulcorée de l'accord afin de limiter l'implication de la Chine dans le secteur des télécommunications et d'autres domaines potentiellement sensibles, dont le déploiement du réseau 5G. Deux fonctionnaires du ministère de la Défense ont décrit au magazine *Politico* les délibérations en coulisses: selon certains élus, le gouvernement aurait pu «intensifier» les relations économiques et commerciales de l'Italie avec la Chine sans signer un accord qui «compromet assurément la position internationale de l'Italie», dans laquelle s'inscrivent ses relations avec les États-Unis. Le gouvernement italien espérait que l'édulcoration du vocabulaire de l'accord créerait un juste équilibre et lui éviterait de faire à nouveau face à l'ire de ses alliés.

Or, un des architectes du protocole d'entente, Michele Geraci, sous-secrétaire d'État au ministère italien de l'Économie ayant longtemps vécu à Beijing, s'est empressé de jeter de l'huile sur le feu en déclarant au *South China Morning Post* que les détracteurs étaient tout simplement envieux de l'Italie, qui prenait l'avantage sur ses voisins en devenant le premier pays d'Europe à se joindre au projet de nouvelle route de la soie⁸. «C'est une compétition. Je comprends leur jalousie», a-t-il ajouté. Avant sa nomination au poste de sous-secrétaire d'État en 2018, Geraci n'avait jamais occupé de fonction politique. Il avait enseigné la finance à l'Université du Zhejiang à Hangzhou et au campus de Shanghai de l'Université de New York. À son arrivée dans la haute fonction publique, il avait collaboré étroitement avec le vice-premier ministre Luigi Di Maio, membre de la direction du M5S. À ce moment, Di Maio était aussi ministre du Développement économique, et les deux hommes avaient été parmi les premiers à tendre la main à Beijing en vue d'améliorer les relations Chine-Italie. En septembre 2018, ils s'étaient rendus à Shanghai pour lancer les négociations qui mèneraient à la conclusion du protocole d'entente sur la nouvelle route de la soie.

Beijing ne s'est pas tenu à l'écart du débat. Le ministre des Affaires étrangères, Wang Yi, a pressé l'Europe de faire preuve d'«indépendance» dans ses relations avec la Chine et de rester sourde aux avertissements de

Washington selon lesquels le fait de se joindre au projet nuirait à la réputation de l'Italie.

La semaine suivant la tournée italienne de Xi, le président Macron, la chancelière allemande Angela Merkel et le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker se sont réunis en vue de rencontrer le président chinois à Paris. Lors de l'entretien, Macron a indiqué à Xi que les pays d'Europe attendent de leurs «grands partenaires qu'ils respectent [...] l'unité de l'Union européenne». Xi a répondu en affirmant qu'«une Europe unie et prospère correspond à notre vision d'un monde multipolaire», ajoutant que celle-ci et la Chine sont «en train d'avancer ensemble», malgré la «méfiance⁹». Ce commentaire s'inscrit dans la tendance croissante des dirigeants chinois à remettre en cause ce qu'ils qualifient de monde «unipolaire», monde dont les États-Unis sont la superpuissance unique et incontestée. Il correspond également à la thèse de Beijing selon laquelle une Chine plus forte, capable de tenir tête à Washington, serait bénéfique à tous ses partenaires économiques et contribuerait à la mise en place d'un ordre mondial plus équilibré où les États-Unis n'obtiendraient pas systématiquement ce qu'ils veulent.

D'une certaine façon, la déclaration de Xi a fait monter les enchères. Elle laisse entendre qu'un appui à l'initiative Ceinture et route n'est pas un simple engagement à travailler de concert en vue d'améliorer les infrastructures du commerce mondial. En signant le protocole d'entente, un pays peut donner l'impression de se joindre à Beijing dans sa contestation de l'hégémonie américaine, même s'il préfère ne pas choisir de camp dans les conflits géopolitiques. Bien que l'antiaméricanisme du discours de Xi fût subtil, Washington considérerait de toute évidence le projet de nouvelle route de la soie comme une menace. Dans un tweet publié le 9 mars 2019, le Conseil de sécurité nationale des États-Unis affirmait qu'«un appui à l'initiative Ceinture et route confère une légitimité à l'approche prédatrice de la Chine en matière d'investissement et n'apportera aucun bienfait à la population de l'Italie¹⁰».

L'INTÉRÊT SOUDAIN DE LA PRESSE internationale pour les faits et gestes de l'Italie, et les débats houleux sur l'avenir même de l'équilibre des

pouvoirs à l'échelle du monde, ont pris de nombreux Italiens par surprise. Avant la signature du protocole d'entente, les relations Italie-Chine faisaient rarement les manchettes; lorsqu'il leur fallait traiter de ce sujet, de nombreux médias de Rome se tournaient vers une figure pétulante de la diaspora chinoise – une restauratrice parlant couramment italien et connue sous son seul prénom: Sonia.

Sonia est l'élégante propriétaire du restaurant Hang Zhou de Rome, fondé en 1981 par son oncle qui venait de quitter son pays tumultueux en quête d'une vie meilleure. Elle l'a rejoint en 1991 et a repris le restaurant en 2001. Après être passée deux fois à la télévision italienne pour parler de cuisine et de culture chinoises, Sonia a découvert à sa plus grande joie qu'elle se sentait dans son élément devant la caméra. Les personnes d'origine chinoise étant rarement présentes sur le devant de la scène en Italie, elle se réjouissait d'accorder des entrevues, quel qu'en soit le sujet.

Situé au coin d'une rue, en face d'une vaste boutique de gelatos d'Esquilino, quartier chinois *de facto* de Rome, son restaurant n'est pas facile à trouver et paraît quelconque de prime abord. À l'intérieur, une mosaïque laminée de coupures de presse montre des portraits de Sonia au fil des ans, le plus souvent dans sa pose caractéristique: mains sur les hanches, regard perçant et coquet derrière une épaisse frange de cheveux noirs. Les autres murs sont ornés d'affiches de propagande et de souvenirs de la révolution communiste chinoise.

Sonia se dit fière de commenter tout ce qui concerne la Chine en Italie. «*Zhi you hao chu, meiyou huaichu*», me confie-t-elle autour d'un thé après le repas. (Ceinture et route «n'apportera que de bonnes choses, rien de mauvais».)

Sous-entend-elle que le nombre d'entrepreneurs et de touristes chinois est appelé à augmenter en Italie?

Sonia s'esclaffe à l'idée: «Les Chinois riches d'aujourd'hui ne veulent pas aller à Rome! C'est trop sale.»

Il vaudrait mieux pour les Italiens de s'efforcer d'augmenter et de diversifier leurs exportations en Chine, juge-t-elle en faisant signe au serveur chargé d'une assiette de figues de Barbarie. Elle en pèle une avec

dextérité et m'en tend quelques tranches en affirmant y voir l'exemple d'un produit d'exportation potentiellement populaire en Chine. Je mords dans le fruit et souris poliment, peinant à avaler ses graines dures.

En 2018, l'Italie a importé plus de biens de Chine (36 milliards de dollars) que la Chine n'en a importé d'Italie (15,5 milliards de dollars). Dans l'ensemble, toutefois, les échanges commerciaux entre ces deux pays sont modestes. Comptant une fraction de la population italienne, la Pologne importe davantage de biens d'Italie que ne le fait la Chine.

Le Hang Zhou est plein, mais, à l'extérieur, le quartier chinois de Rome n'est plus que l'ombre de lui-même. Lors de mon séjour dans la Ville éternelle cinq ans auparavant, les immeubles bordant la piazza Vittorio Emanuele II fourmillaient de marchands venus de toutes les régions de Chine qui vendaient en vrac vêtements, articles de literie et articles ménagers à prix abordable. Aujourd'hui, la plupart de ces boutiques ont la devanture couverte de graffitis ou ont fait place à des magasins tenus par des Bangladais, des Népalais et d'autres nouveaux arrivants. Seules quelques lanternes rouges défraîchies rappellent aux gens du quartier la mémoire des restaurants que fréquentaient des groupes de touristes venus de Chine continentale. Il ne faut cependant pas conclure à une diminution du nombre de personnes d'ascendance chinoise en Italie. Dans les années 2010, plus de 320 000 Chinois se sont établis en Italie, et ce chiffre n'inclut pas les anciens citoyens chinois qui ont acquis la nationalité italienne.

La visite de Xi a offert une lueur d'espoir aux entrepreneurs romains d'origine chinoise, qui, comme tous leurs confrères d'Italie, tentent de surnager dans une économie pour le moins stagnante. Parti en 2006 du centre industriel chinois de Shenyang pour ouvrir une boutique d'appareils électroniques à Rome, Yang Hong me confie que le séjour du président a donné à sa famille le sentiment d'acquérir un statut élevé. «Nous nous sentons maintenant mieux respectés des Italiens», précise-t-il pendant que son jeune associé accueille un client dans un italien fluide. «Même si nous n'en avons pas encore constaté les retombées économiques, il semble que les Chinois et ce qu'ils ont à offrir font meilleure impression sur les gens qu'auparavant.» La boutique propose exclusivement des téléphones

Huawei, populaires en période difficile en raison de leur faible coût et de leurs caractéristiques compétitives, explique Yang.

Cet après-midi-là, je discute avec des dizaines d'immigrants chinois. Je constate avec étonnement qu'à l'instar de Yang, nombre d'entre eux ont considéré la visite de Xi comme un honneur et estiment que le protocole d'entente sur la nouvelle route de la soie a amélioré leur statut à Rome.

Tout cela me semble très étrange. Comment une simple visite d'État peut-elle avoir un tel impact? Pourquoi des réseaux de télévision interviewent-ils une restauratrice à propos d'enjeux géopolitiques?

Avant mon voyage, j'ai examiné, en compagnie de la journaliste italophone Catarina Martins, la façon dont les médias italiens couvrent les investissements chinois récents – ou l'espoir de voir des investisseurs chinois débarquer pour sortir le pays de l'embarras.

Une usine ferme ses portes? Les Chinois pourraient l'acheter! Une infrastructure portuaire a fait son temps? N'ayez crainte, Beijing est là! Selon divers articles de sources douteuses, le port de Palerme, en Sicile, allait bientôt être intégré au projet Ceinture et route¹¹. Le sous-secrétaire d'État au ministère de l'Économie, Michele Geraci, a souvent alimenté la presse en conjectures porteuses d'espoir: dans une vidéo diffusée sur Facebook, il a lancé d'un ton rêveur qu'une entreprise chinoise pourrait même voler à la rescousse de la compagnie aérienne nationale de l'Italie, Alitalia, qui se trouve en difficulté.

Cet optimisme, avons-nous constaté, découle principalement de l'investissement chinois en Italie. L'intensification des échanges commerciaux, en revanche, inspire une certaine méfiance. Selon un sondage effectué en 2019 par la firme d'étude de marché EMG Acqua, 34% des Italiens «craignent la possibilité d'une invasion de produits chinois» qui viendrait nuire aux entreprises locales.

Malgré ces inquiétudes relatives au commerce inégal, les dispositions générales des Italiens à l'égard de la Chine nous ont paru très différentes de celles qu'on observe dans des pays comme les États-Unis, le Canada et l'Australie, membres de l'alliance de services de renseignement Five Eyes. Les Italiens semblent faire peu de cas de la souveraineté nationale, de la

cybersécurité et des droits de la personne, thèmes d'ailleurs rarement abordés par les médias. De toute évidence, l'Italien moyen et son gouvernement espèrent que le protocole d'entente sur l'initiative Ceinture et route fera de la Chine un partenaire économique beaucoup plus important qu'auparavant, voire un sauveur.

IL A PLU À VERSE pendant toute la semaine que j'ai passée à Rome. Les rues secondaires de la Ville éternelle ressemblaient à des rivières, tandis que Venise subissait sa pire inondation en 50 ans. Nombre de gens m'ont dit que ce sale temps reflétait l'humeur maussade du pays.

Peu d'institutions romaines mènent des recherches sur les relations Chine-Italie, mais Catarina Martins m'a fait connaître les travaux de Lorenzo Mariani, prolifique chercheur de l'Istituto Affari Internazionali dont de nombreux articles ont été traduits en anglais. Celui-ci a l'amabilité de me recevoir. Au fil de notre conversation, je verrai son exaspération monter.

«[Le gouvernement italien] a fait plein de promesses, mais n'a pas d'argent pour les financer. Le M5S s'est mis à défendre l'idée de se tourner vers la Chine pour sortir le pays du pétrin», explique Mariani pendant que la pluie crépite à l'extérieur de son bureau faiblement éclairé, situé à proximité de la fontaine de Trevi. «Mais ils connaissent mal la Chine, si bien qu'ils se fient essentiellement à Geraci pour négocier leurs ententes avec Beijing.»

Selon le chercheur, le nouveau gouvernement, inexpérimenté, a cru que l'accroissement des investissements chinois en Italie et l'amélioration de l'accès des entreprises italiennes à l'immense marché chinois l'emporteraient sur les inconvénients inhérents à la colère, temporaire, de Washington et de ses partenaires de l'Union européenne. «C'est le mythe du marché chinois, cette fausse croyance selon laquelle quiconque réussit à s'installer en Chine y trouvera 1,4 milliard de clients, déplore Mariani. Ça ne fonctionne pas du tout comme ça. [...] On fait fi des problèmes rencontrés par les entreprises européennes en Chine, problèmes qui ne se limitent pas à la paperasserie et aux procédures bureaucratiques: il y a aussi des enjeux liés aux brevets, au fait que la Chine ne respecte pas toujours les

règles du libre marché. [...] Nous, Occidentaux, ne réagissons pas de la bonne façon. Il est difficile de rivaliser pour attirer les investissements chinois tout en respectant nos propres règles.»

Mariani ne recommande pas à l'Italie de tourner entièrement le dos aux investissements chinois, mais pense qu'elle serait mieux servie si elle coopérait avec ses partenaires de l'Union européenne en vue de pousser la Chine à remplir sa vieille promesse d'adopter des réformes libérales, ce qui permettrait aux firmes internationales de concurrencer leurs vis-à-vis chinoises dans un cadre conforme aux règles du commerce mondial et aux traités sur la propriété intellectuelle.

Mariani admet que les parlements et les entreprises ne sont pas les seules organisations européennes à mal connaître la Chine. Pour les universités et les groupes de réflexion, l'Asie de l'Est n'a jamais été une priorité. Il a lui-même entrepris ses recherches sur la Chine par hasard, alors qu'il s'intéressait à la Corée du Nord et à la Corée du Sud. Depuis 2014, il est chercheur associé à l'European Think-tank Network on China, réseau de groupes de réflexion qui se réunit tous les six mois dans une capitale différente en vue d'améliorer la qualité de la recherche sur les relations sino-européennes.

Il espère qu'avec le temps et l'expérience, les Italiens sauront prendre des décisions plus stratégiques et plus réalistes dans le développement de leurs relations économiques avec la Chine¹².

DANS LA PRESSE ITALIENNE, tout le monde ne détourne pas le regard. Journaliste au quotidien *Il Foglio*, Giulia Pompili est réputée pour les questions difficiles qu'elle pose aux élus italiens et ses scoops sur la Chine.

Un mois avant ma visite à son journal, dont les bureaux au décor épuré sont situés dans un secteur branché du centre-ville de Rome, Pompili a mis la main sur une série de documents confidentiels qui révèlent que Huawei cherche à limiter la liberté d'expression de son personnel partout dans le monde. Son code de conduite mis à jour interdit à ses employés d'exprimer la moindre opinion politique, que ce soit par une publication sur Facebook ou par la participation à un rassemblement.

Nous nous asseyons dans la salle de conférence d'*Il Foglio*, où Pompili m'explique que, comme ailleurs en Europe, les activités de Huawei en Italie ont été accueillies avec enthousiasme comme une source de financement de la recherche et de création d'emplois. La firme a même parrainé un demi-marathon populaire auquel elle a accolé son nom: Huawei Roma-Ostia. Or, sitôt installée dans ses nouveaux bureaux de Rome, elle a congédié bon nombre de ses employés italiens et commencé à faire venir du personnel de Chine.

«Ils avaient promis des emplois aux Romains, mais ont fini par faire le contraire, sans rencontrer d'opposition», indique-t-elle en roulant ses manches et en me montrant un article sur le demi-marathon.

Cet incident isolé, m'explique-t-elle, s'inscrit dans une tendance en vertu de laquelle les occasions liées à la Chine finissent généralement par avoir des effets positifs moindres que ce à quoi s'attendent les Italiens.

Pompili a aussi écrit sur le comportement étrange dont font preuve certains élus quand on leur pose des questions sur les droits de la personne en Chine. Lors du séjour en Italie du militant prodémocratie hongkongais Joshua Wong, «seules quelques rares personnes ont accepté de prononcer son nom en public. Les autres changeaient de sujet», me raconte la journaliste. Depuis cinq ans, constate-t-elle aussi, un nombre croissant de gens s'efforcent de ne pas vexer Beijing. Malgré son statut de journaliste d'un quotidien bien établi ayant accès aux politiciens de haut rang, il lui est de plus en plus difficile d'avoir des conversations franches avec des élus sur les enjeux politiques et les droits de la personne en Chine.

Elle n'a pas entendu parler d'agents du Front uni qui harcèleraient ou intimideraient des immigrants chinois en Italie, mais des dissidents chinois en quête d'une terre d'asile lui ont confié qu'ils excluaient de se rendre en Italie par crainte pour leur sécurité.

Pompili est heureuse de travailler pour une entreprise qui lui permet d'effectuer des reportages de terrain en Asie de l'Est et de rédiger des textes d'analyse. Dans un de ces derniers, elle dresse le portrait du sous-secrétaire d'État Geraci, dont elle commente le rôle démesuré dans l'évolution de la stratégie de l'Italie face à la Chine.

La journaliste n'y va pas de main morte. Dans cet article intitulé «Qui a fait entrer la Chine au gouvernement?», elle cite des sources anonymes du gouvernement italien selon lesquelles Geraci «est obsédé» par l'idée de rapprocher l'Italie de Beijing et «est prêt à tout pour plaire aux Chinois». Ses méthodes et les dépenses inhérentes à ses voyages fréquents en Chine contrarient plus d'un de ses collègues, rapporte-t-elle. Pompili met également en doute son aptitude à enseigner la finance à l'école de gestion de l'Université de Nottingham à Ningbo, en Chine, dans la mesure où sa formation et le gros de son expérience se limitent à l'ingénierie. Bien qu'il n'ait passé que de brèves périodes au service de deux banques d'investissement, il est tout de même «parvenu à obtenir le titre d'économiste [...]. De 2015 à 2018, il a tout fait pour se tailler une réputation d'analyste d'affaires crédible, d'abord au sein de la diaspora italienne en Chine, puis en Italie même, où les spécialistes compétents de la Chine sont rares¹³.» Nommé sous-secrétaire d'État au ministère de l'Économie en 2018, Geraci s'est vu confier la responsabilité du commerce international et des investissements directs étrangers.

L'article de Pompili relate ensuite une rumeur voulant que le sous-secrétaire d'État ait insisté pour que le personnel du ministère cesse de communiquer par WhatsApp et opte plutôt pour WeChat, application chinoise tristement célèbre pour la surveillance et la censure qu'elle rend possibles. La journaliste n'a pas voulu se livrer à des conjectures sur les motivations de Geraci: plutôt que d'accuser celui-ci de se comporter comme un agent de l'État chinois, elle s'est contentée de communiquer les informations que lui confirmaient ses sources gouvernementales. Peu après la parution de l'article, le porte-parole de l'ambassade de Chine à Rome, Yang Han, s'en est pris à Pompili en présence d'un groupe de journalistes italiens réunis devant le palais du Quirinal, juste avant la conférence de presse où les présidents Xi et Mattarella s'apprêtaient à annoncer officiellement la participation de l'Italie au projet de nouvelle route de la soie. Le diplomate l'a sommée d'arrêter d'écrire des articles critiquant la Chine. Elle lui a répondu qu'il s'agissait là de son métier. Yang, qu'elle n'avait jamais rencontré, lui a alors lancé: «De toute façon, je sais qui vous êtes.» Rapporté par la presse italienne, l'incident a suscité un tollé. Un

fonctionnaire du ministère de l'Intérieur a alors contacté Pompili pour lui recommander d'éviter de s'envoler pour la Chine ou d'y faire escale, par souci pour sa sécurité.

La réaction défensive de l'ambassade à l'article de Pompili n'a fait qu'alimenter les soupçons de la population sur Geraci et sa relation avec le Parti communiste chinois (PCC). (J'ai demandé à Geraci de commenter l'affaire par courriel. Il m'a répondu une fois, mais n'a pas donné suite à mes demandes ultérieures.) Bien qu'elle ait été franchement amicale en comparaison du traitement que Beijing a l'habitude de réserver aux journalistes, la menace brandie à Pompili soulève des questions sur la façon dont la Chine pourrait réagir à l'éventuelle adoption, par le gouvernement italien, d'une position moins sympathique à son égard.

Ailleurs en Europe, le ton a vite changé. Quand le centre PEN suédois (voué à la défense de la liberté d'expression des écrivains) a annoncé que le prix Tucholsky 2019, destiné aux auteurs vivant sous la menace ou en exil, serait remis au libraire suédois Gui Minhai, kidnappé par l'État chinois, l'ambassade de Chine à Stockholm a qualifié l'attribution de «grotesque». Dans une déclaration publiée sur son site web, elle a sommé le centre PEN de désavouer la nomination, sans quoi celui-ci devrait «en assumer les conséquences». Et les choses ne se sont pas arrêtées là.

Interviewé par la radio publique suédoise, l'ambassadeur chinois Gui Congyou a déclaré: «À nos amis, nous offrons du bon vin.» Se calant dans son fauteuil, il a ajouté: «Mais à nos ennemis, nous réservons nos fusils.» Pour le magazine *The Diplomat*, ces propos semblaient tout droit sortis d'une scène de film de gangsters¹⁴. Des élus européens se sont catégoriquement prononcés contre les menaces du genre. Le maire de Prague, Zdeněk Hřib, a provoqué l'ire de la Chine une première fois en refusant d'expulser un diplomate taïwanais d'un rassemblement politique qu'il animait. Beijing a réagi en annulant les tournées de groupes de musique pragoise en Chine continentale.

Par la suite, Hřib a refusé de signer un protocole de jumelage avec Beijing parce que celui-ci contenait une clause soutenant la revendication de Taïwan par la Chine. En réponse au nouveau déferlement de menaces

verbales d'un ambassadeur chinois furieux, le président du Sénat tchèque, Jaroslav Kubera, s'est porté à la défense de la ville de Prague en intimant à Beijing de respecter la souveraineté du pays d'Europe centrale.

L'internationalisation de l'affaire a rendu Pompili mal à l'aise, mais, à l'instar de Mariani, elle fait toujours partie de l'infime minorité d'Italiens qui se montrent sceptiques à l'endroit de la Chine.

PARMI LES ENJEUX DONT L'EUROPE ne se soucie pas assez (en plus de la situation des droits de la personne en Chine et de l'activité potentielle du Front uni sur son territoire) figure la question de savoir si les établissements d'enseignement sont prêts à faire face à des pressions comme celles qu'ont subies des universités d'Amérique du Nord et d'Australie de la part des ambassades chinoises, des Instituts Confucius et d'étudiants chinois patriotes.

Depuis 2004, le ministère chinois de l'Éducation supervise et finance les Instituts Confucius, qui s'associent à des écoles du monde entier en vue de favoriser l'accès à l'enseignement de la langue et de la culture chinoises. Dans un premier temps, ce programme, qui fournit professeurs et manuels tout en couvrant d'autres coûts, a connu une grande popularité; aux États-Unis, par exemple, plus de 60 établissements ont accueilli de tels instituts sur leurs campus. Mais leur nombre a diminué un peu partout en Amérique du Nord à partir du moment où des étudiants, des professeurs, des élus et de simples citoyens ont commencé à se plaindre des partis pris et de la censure imposés par un programme qui taisait ou défendait les positions controversées de Beijing sur des enjeux comme l'indépendance de Taïwan, le massacre de la place Tian'anmen et la souveraineté du Tibet.

Il pleut encore à verse lorsque, passé les ruines du mont Palatin, je décide de sauter dans un taxi pour me rendre à l'Université de Rome, La Sapienza. J'y ai rendez-vous avec le sinologue Federico Masini, qui a lancé sa carrière à l'ambassade d'Italie à Beijing après avoir été, en 1982, un des premiers Italiens à avoir étudié dans une université pékinoise. Pendant que je gravis les marches de l'Institut italien d'études orientales de l'établissement, la pluie détrempé mes flâneurs italiens tout neufs.

Le bureau de Masini est orné de peintures chinoises et regorge de livres en mandarin, dont certains ont été écrits par le professeur lui-même, qui enseigne la langue et la littérature chinoises. L'homme de 60 ans déplace distraitemment des papiers sur sa table de travail pendant qu'il se remémore le massacre du 4 juin 1989 sur la place Tian'anmen. Cette année-là, il travaillait pour l'ambassade d'Italie comme responsable des relations avec les médias.

«La situation était très tendue, se souvient-il. Les Italiens réagissaient alors comme les autres Européens. Des manifestations avaient lieu devant l'ambassade de Chine à Rome. Nous nous chargions d'évacuer les étudiants et les expatriés italiens sur un avion nolisé à cette fin.»

Mais l'Italie a tôt fait de devenir l'un des premiers États à normaliser ses relations avec Beijing. Le premier ministre Giulio Andreotti a été le premier dirigeant européen à se rendre en Chine après Tian'anmen, pour y discuter de relations commerciales. «En un sens, les Chinois se souviennent que l'Italie s'est empressée de tourner la page. Les relations entre les deux pays sont assez bonnes depuis lors», indique Masini, évoquant ainsi les rapports relativement peu conflictuels des deux pays.

Par la suite, Masini s'est fait le chantre des échanges linguistiques et culturels entre Italiens et Chinois. «Tant pour les Italiens et les autres Occidentaux que pour les Chinois, la meilleure façon d'éviter toute forme de crainte face à l'autre consiste à mieux le connaître», a-t-il déclaré à l'agence de presse d'État Xinhua.

De retour à Rome, il a fondé et dirigé le premier Institut Confucius d'Italie. Celui-ci a contribué à l'élaboration de programmes universitaires et offre maintenant des cours d'histoire et de géographie en chinois à des étudiants du secondaire.

Masini s'interrompt pour accueillir un collègue qui passe prendre des documents. Les deux hommes échangent quelques mots sur le travail dans un italien rapide, puis nous partageons des chocolats vietnamiens.

Quand nous nous retrouvons seuls à nouveau, je demande à Masini si, compte tenu des scandales ayant impliqué les Instituts Confucius dans d'autres pays, il craint que le fait d'inviter des professeurs de Chine à

donner des cours sur des sujets potentiellement délicats puisse aider Beijing à répandre sa vision du monde auprès de la population étudiante. L'homme reste affable, mais s'offusque à l'idée selon laquelle les universités italiennes seraient vulnérables à des campagnes d'influence. «De notre point de vue, ce qui s'est produit en Angleterre et aux États-Unis paraît très étrange. Ici, c'est absolument impossible. La liberté d'enseignement est un principe fondamental de notre système.»

Mais qu'en est-il de l'influence indirecte ou de la possibilité que des étudiants chinois organisent des manifestations contre la liberté d'expression?

«Non, jamais ici», insiste Masini.

Je sors de son bureau dans un état de perplexité. Je lui ai posé des questions assez pointues, je lui ai même parlé du Front uni en désignant celui-ci par son nom, et je lui ai demandé sans détour s'il a l'impression que les Instituts Confucius sont une composante de la stratégie appliquée par Beijing pour acquérir de l'influence politique en Italie.

Bien qu'il admette que de telles choses se sont bel et bien produites dans d'autres pays, Masini se dit convaincu que l'Italie est à l'abri des risques.

Un mois plus tard, en décembre 2019, une des principales universités de Belgique, la Vrije Universiteit Brussel, se verrait contrainte de fermer son Institut Confucius, le renseignement belge ayant obtenu une information lui permettant de soupçonner l'ex-directeur de l'Institut, Song Xinning, d'être un espion chargé du recrutement pour le renseignement chinois¹⁵.

SUIVANT LE TRAJET EMPRUNTÉ au début du printemps par Xi, je m'envole pour le sud de l'Italie. Après son séjour à Rome, le président chinois s'est rendu en Sicile, plus précisément dans la plus grande ville de l'île, Palerme – un lieu inusité pour le deuxième arrêt d'une visite d'État. De nombreux observateurs y ont vu un signe de respect pour le président Mattarella, voire pour Geraci, les deux hommes étant originaires de Palerme. À la descente de leur avion d'Air China, Xi et son épouse, la chanteuse folk Peng Liyuan, ont été accueillis par une haie d'honneur de

militaires au garde-à-vous, puis sont montés dans un grand cortège en direction de la ville.

Le couple présidentiel arrivait dans un lieu riche en histoire et en tragédies – sans doute la ville la plus souvent conquise du monde. Fondée par des marchands phéniciens en 734 av. J.-C., Palerme a été colonisée successivement par les Grecs, les Romains, les Espagnols, les Arabes, les Ostrogoths, les Normands, les Allemands et les Français avant que la Sicile ne finisse par être intégrée à l'Italie en 1860, au terme d'une révolte menée par le général Giuseppe Garibaldi lors de l'unification italienne.

Pendant la seconde moitié du XX^e siècle, Palerme a vécu sous la terreur de la mafia. Jusqu'à tout récemment, bon nombre de ses habitants n'osaient pas s'aventurer au centre-ville, dont les commerces peinaient à se maintenir à flot. Après avoir infiltré les industries de la construction et du ciment dans les années 1950, la Cosa Nostra s'est lancée dans la contrebande et la fabrication de drogues illicites, dont l'héroïne. Elle éliminait quiconque se trouvait sur son chemin. De 1978 à 1983, la mafia a assassiné plus de 1000 personnes. Quand le juge Giovanni Falcone a été tué dans un attentat à bombe, Rome a envoyé 5000 soldats dans la ville pour y rétablir l'ordre, inaugurant ainsi le démantèlement graduel de l'empire criminel.

En septembre 2019, l'ancien procureur en chef de Rome a déclaré que la mafia sicilienne était enfin vaincue. Palerme amorçait une véritable renaissance. Les 650 000 habitants de la ville pouvaient désormais rêver d'un avenir prospère. À l'approche de la visite de Xi, des commentateurs locaux se sont lancés dans des envolées lyriques, soulignant le caractère symbolique de la décision du président chinois de se rendre en Sicile. Après tout, l'île au climat subtropical se trouve non loin du point de départ de la route de la soie originelle, au cœur de la Méditerranée, carrefour de l'Europe, de l'Afrique et du Moyen-Orient. Xi ne pouvait que s'y présenter carnet de chèques à la main.

De nombreux observateurs s'attendaient à ce que la Chine acquière une participation dans le port de Palerme ou le loue, si farfelue qu'une telle idée puisse paraître. La Sicile abritant depuis de nombreuses décennies une importante base militaire de la marine des États-Unis, la prise de contrôle

d'une infrastructure majeure par la Chine ne pourrait qu'alarmer les Américains, ce qui rend un tel scénario hautement improbable. Néanmoins, le président de la Chambre de commerce de Palerme, Alessandro Albanese, a déclaré à la télévision d'État chinoise CCTV que le port de Palerme nécessitait un investissement de cinq milliards d'euros. Une telle somme couvrirait la construction d'un hôtel, de résidences et de bureaux, ainsi que l'aménagement d'une plage. Albanese a présenté la situation comme une occasion d'investissement fructueux: «La mer Méditerranée ne représente que 0,6% des mers de la planète, mais, dans les faits, 20% du trafic maritime mondial y transite.»

Je décide de prendre une pause en m'offrant une promenade dans un décor naturel spectaculaire où se jouxent mer déferlante et montagnes dentelées. Mais quelques minutes passées à déambuler sur la plage me confirment que le port de Palerme est effectivement dépourvu d'infrastructures essentielles. Seul un quai en béton délabré fait face à l'amoncellement de roches qui tient lieu de briselames. Il n'y a ni front de mer ni commerces sur la côte.

Le cœur de la ville, lui, avec ses vieux édifices qui témoignent d'une variété d'influences coloniales, déborde d'activité même si nous sommes en saison creuse. Il y règne un bouillonnement qui submerge les sens. En déambulant dans un de ses marchés à ciel ouvert, j'ai l'impression d'être transportée dans celui, bondé, d'une ville de Chine méridionale. Au lieu d'être juchés sur des tabourets au-dessus de leurs tuiles de mah-jong, les hommes jouent aux cartes. Poissonniers, bouchers et forgerons côtoient marchands de fruits et vendeurs de babioles. Des gens conversent à voix haute à tous les coins de rue, évitant sans effort les véhicules qui foncent dans les étroites venelles pavées. Or, cette atmosphère exaltante n'attire guère d'immigrants chinois dans la région. Plus de la moitié des citoyens chinois établis en Italie vivent dans le nord du pays, et moins de 2% d'entre eux habitent la Sicile. Je m'arrête pour acheter des herbes pour le dîner. Un homme assis non loin me salue d'un «*ni hao*» et, dans un anglais laborieux, m'explique comment préparer un bon spaghetti *aglio e olio*. Un boutiquier s'approche pour reprocher à mon interlocuteur de s'adresser à moi sur un ton qu'il juge condescendant. «Les Chinois sont intelligents, lui lance-t-il.

Elle comprend!» Alors que je sors du marché, un autre homme murmure «*Cina*» en me souriant d'un hochement de tête.

En temps normal, quand on évoque la Chine en ma présence, il s'agit d'une sorte de raillerie; cette fois, le ton m'a paru respectueux. Globalement, l'opinion de l'Italien moyen sur la Chine et les Chinois me semble s'être forgée de fraîche date. La situation n'est pas la même dans des pays comme le Canada, les États-Unis et l'Australie, qui accueillent des immigrants chinois depuis belle lurette et ont connu une succession de hauts et de bas diplomatiques avec Beijing.

JE PRENDS UN CAFÉ en compagnie de Roberta Pellegrino, cofondatrice d'une *startup* appelée Ludwig. À l'instar des autres entrepreneurs ambitieux que je rencontre à Palerme, cette grande femme à la silhouette élancée a le regard tourné vers la Chine. Il est fascinant de voir ces gens se demander jusqu'où ils renieront leurs valeurs pour brasser des affaires dans l'État autoritaire.

Pendant qu'elle préparait son doctorat en économie et méthodes quantitatives, Pellegrino a conçu, avec des amis, un moteur de recherche destiné à aider les non-anglophones à vérifier si leurs phrases en anglais sont écrites correctement. L'application fournit des exemples tirés de publications de langue anglaise respectées.

Un jour, à leur grande surprise, les membres du groupe ont constaté une augmentation subite du nombre de téléchargements de leur application en Chine continentale. Des étudiants et des professeurs de ce pays trouvaient celle-ci fort utile. Voyant là une occasion en or, l'équipe a demandé une subvention de voyage pour petites entreprises à l'État italien, ce qui lui a permis de financer un séjour de trois mois à Beijing et à Shanghai en vue de réaliser une étude de marché.

Aussitôt arrivée en Chine, Pellegrino a allumé son téléphone et constaté avec consternation que le réseau internet y était plus lent et plus fastidieux à utiliser qu'elle n'aurait pu l'imaginer. «Même avec un VPN, c'était épouvantable!» me raconte-t-elle.

Mais elle est vite «tombée amoureuse» de la Chine et de Beijing en particulier, exaltée par la longue histoire de la capitale et l'ambiance enivrante des hutongs de la vieille ville. Elle a acquis un profond respect pour les gens qu'elle rencontrait, qui travaillaient fort et semblaient garder un pied dans le passé, tout en embrassant une forme d'hypermodernité qui surpassait tout ce qu'elle avait pu voir en Europe.

Pellegrino s'est cependant rendu compte qu'il lui serait difficile d'attirer de nouveaux clients chinois. Le processus impliquait notamment l'enregistrement d'une entreprise et l'installation de serveurs en Chine, sans parler de la nécessité pour son équipe de trouver une façon de mettre leur application en marché qui trouve un écho chez les habitants du pays.

Autre obstacle de taille: l'algorithme du moteur de recherche de Ludwig avait pour sources des publications qui, tel le *New York Times*, sont interdites en Chine.

Pellegrino prend une gorgée de café et poursuit son récit. Son entreprise est disposée à s'autocensurer pour pouvoir faire des affaires en Chine. Son équipe y travaille déjà.

«Nous avons nos idées, mais qui suis-je pour juger? Il n'y a pas de bons et de méchants. Les Italiens essaient de rester neutres.»

Elle admet toutefois que sa perception de la Chine est influencée par l'antiaméricanisme de plus en plus marqué de la société italienne. Celui-ci se manifeste entre autres par une aversion généralisée pour Donald Trump et la façon dont il parle des Italiens, dont fait foi l'épisode où le président s'est adressé à un journaliste italo-américain en l'appelant «Fredo», insulte jugée très blessante en Italie parce qu'elle évoque un personnage mafieux de la série de films *Le Parrain*. En outre, les Siciliens n'apprécient guère la présence des forces armées des États-Unis et de leurs bases navales, où, dans le passé, des protestataires se sont heurtés aux forces de l'ordre et ont réussi à bloquer des projets au nom de préoccupations sanitaires et environnementales.

«Il est difficile de ne pas respecter la Chine, car elle ne se prosterne pas devant les États-Unis», explique Pellegrino.

À l'extérieur, alors que nous descendons les marches de l'escalier en pierre du studio bohème où se trouve son bureau, Pellegrino se demande à voix haute si le fait de m'avoir parlé pourrait lui attirer des ennuis de la part des autorités chinoises. Elle sait qu'il est impossible de le savoir.

LE LENDEMAIN MATIN, AYANT MAL LU mon horaire, je me précipite dehors et cours jusqu'à la gare la plus proche pour sauter dans un taxi, qui se retrouvera coincé dans un embouteillage. C'est avec un dénommé Enrico Fardella que j'ai sollicité mon premier rendez-vous de la journée. Je constaterai bientôt qu'il n'est pas le genre d'homme qu'on peut faire attendre.

Sicilien ayant passé 20 ans à travailler et à enseigner à Beijing, Fardella faisait partie de la délégation qui a accueilli Xi à Palerme. À mon arrivée, son indignation est manifeste, mais il finit par se confondre en excuses lorsqu'il comprend que mon retard est dû à une erreur de bonne foi.

Bien bâti et débordant d'assurance, il m'attendait dans l'atelier de Mauro et Carmelo Crimi, équipe père-fils de tailleurs réputés. Fardella est professeur au Département d'histoire de l'Université de Beijing, dont il a fondé le Centre d'études sur la région méditerranéenne. À Beijing, il fait partie du même cercle d'expatriés influents que Michele Geraci – un groupe sur lequel s'est appuyé le gouvernement italien pour faciliter le dialogue de haut niveau entre les deux capitales.

Fier Sicilien, Fardella adore aider ses compatriotes de talent, tels les Crimi, à faire des percées en Chine. L'année précédente, il a invité les deux tailleurs à Beijing, où ils ont conçu des complets sur mesure pour des artistes et des gens d'affaires bien nantis de son vaste réseau chinois. Les Crimi ont travaillé avec des couturières pékinoises et ont été impressionnés par le raffinement de leurs nouveaux clients.

Après une visite de l'atelier, je monte derrière Fardella sur sa Vespa, et nous filons vers le bord de la mer jusqu'à un vaste palais ayant jadis appartenu à des princes bulgares, converti en musée d'art et en pôle de création par le millionnaire, collectionneur et philanthrope Massimo Valsecchi. Le fait d'avoir rénové un édifice aussi magnifique et de l'avoir

rempli d'œuvres d'une valeur inestimable au milieu de l'ancienne capitale de la mafia sicilienne représente pour moi le signe le plus convaincant de l'optimisme dont je suis témoin depuis mon arrivée à Palerme.

Dans un café situé à l'extérieur, où nous commandons un assortiment de spécialités de la cuisine de rue sicilienne, Fardella m'explique qu'il souhaite contribuer à sa façon au développement de liens culturels et commerciaux avec la Chine, un des grands amours de sa vie. Il croit que les Italiens ont beaucoup à apprendre de l'efficacité et du pragmatisme de nombreux Chinois en affaires.

Il s'inquiète toutefois de l'enthousiasme sans bornes avec lequel son pays cherche à attirer en Italie toutes sortes d'investissements et d'entreprises de Chine. Il importe selon lui de rester «raisonnable», de penser par soi-même et de prendre des décisions judicieuses. «On se demande s'il faut accepter ou non la présence de Huawei en Italie, mais les Chinois confieraient-ils à une firme étrangère le développement de leurs réseaux 5G? Bien sûr que non! Les Chinois ne sont pas idiots. Alors, pourquoi devrions-nous l'être?»

Fardella est d'avis que la classe politique européenne exagère ou sous-estime la capacité d'ingérence du PCC dans les affaires des autres pays. Une telle simplification des débats ne sert que les gens qui profitent du clivage et de la confusion, juge-t-il. Profondément convaincu que les citoyens et les entreprises d'Italie et de Chine ont beaucoup à apprendre les uns des autres, il considère aujourd'hui que les entrepreneurs privés sont mieux à même que les gouvernements occidentaux de traduire les connaissances acquises en action.

«Je vois de moins en moins de dirigeants italiens qui savent de quoi ils parlent. Il me semble que la plupart des gens préfèrent un État fondé sur la compétence, et non sur l'incompétence.

«Seulement 5% de nos exportations vont en Chine. Je leur demande: "Pourquoi êtes-vous si obsédés par la Chine? Pensez à d'autres économies émergentes, comme le Vietnam et l'Indonésie."»

DANS LA VILLA NISCEMI, immeuble d'apparence banale vu de l'extérieur, mais dont l'intérieur est d'un baroque ridiculement flamboyant, le maire de Palerme passe le week-end dans une succession ininterrompue de réunions avec des entrepreneurs ambitieux et des militantes pour les droits des femmes.

De son vivant, le maire Leoluca Orlando, qui a 72 ans lors de notre rencontre, a été témoin de l'essor et de la chute de la mafia. Exerçant sa troisième série de mandats à la mairie depuis les années 1980, il sent que Palerme est à la veille de retrouver son âme de carrefour multiculturel où les nationalités se résument à des frontières arbitraires dessinées sur une carte.

Cependant, depuis son cabinet richement décoré, le maire semble surtout porter le regard vers l'Orient. Sur son bureau se trouve un volumineux exemplaire du recueil de discours de Xi, *La gouvernance de la Chine*, sur une bibliothèque repose une grande photo encadrée d'Orlando avec son «vieil ami» le dalaï-lama, appuyé contre son épaule, et à la cheminée sont suspendus trois symboles: un drapeau des États-Unis, une bannière du Nouvel An lunaire ornée de l'idéogramme chinois signifiant «fortune» et les armoiries de Palerme.

Le tout se lit comme une métaphore parfaite du numéro d'équilibriste que constitue la diplomatie italienne. Je ne peux donc m'empêcher de demander à mon hôte si ces objets ont été placés là en prévision de ma visite. Le maire glousse.

«C'est le chien, le chat et la souris! L'Italie est coincée entre l'Union européenne, les États-Unis et tous les autres. Elle est trop faible pour se débrouiller seule. Nos rapports avec le reste de l'Union européenne ne reposent sur aucune politique étrangère. Et nous ne sommes même pas capables d'empêcher les Américains d'avoir des bases militaires chez nous. [...] J'ai dénoncé ça toute ma vie!»

Orlando me confirme que les rumeurs d'investissements chinois dans le port de la ville n'étaient que du vent. Néanmoins, malgré les réserves que lui inspire le bilan du PCC en matière de droits de la personne, il aimerait collaborer avec Beijing sur des projets comme la nouvelle route de la soie.

L'initiative l'a d'abord laissé sceptique, mais Xi l'a impressionné lors de leur rencontre. «Palerme n'est pas à vendre. [...] Mais il nous faut être ouverts.»

Cependant, même si Orlando encense Xi à contrecœur, je perçois une étincelle dans ses yeux. Il doit savoir que le fait de se dire publiquement l'ami du dalaï-lama constitue un affront manifeste pour le PCC.

Je me demande si l'Italie compte d'autres politiciens comme Orlando – méfiants à l'égard de la Chine en leur for intérieur, mais attendant de voir dans quelle direction les vents politiques vont souffler, vu l'instabilité notoire du gouvernement italien.

En 2019, le groupe de recherche et d'analyse Economist Intelligence Unit a classé l'Italie parmi les «démocraties imparfaites», invoquant la forte fragmentation politique du pays, cause d'une succession de gouvernements de coalition de courte durée. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Italie a changé de gouvernement une fois par 1,14 année en moyenne¹⁶.

En janvier 2021, après des semaines de luttes intestines sur la gestion de la pandémie de COVID-19, le premier ministre Giuseppe Conte a démissionné. Avant cette date, le M5S, qui avait prôné un rapprochement avec Beijing, perdait déjà en popularité. En juin 2020, d'éminents sénateurs italiens se sont joints à l'Alliance interparlementaire sur la Chine, regroupement international et transpartisan de parlementaires qui cherchent à réformer l'approche des pays démocratiques à l'endroit de la Chine. L'Alliance s'est prononcée sur des enjeux comme les violations des droits des Ouïghours et d'autres minorités ethniques par Beijing.

À Conte a succédé l'ancien président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi. Bien que ce dernier ait été salué pour avoir empêché l'effondrement de l'euro, on ne sait trop quelle stratégie il compte adopter dans les relations de l'Italie avec la Chine. Il a cependant exprimé à maintes reprises son soutien à l'OTAN et sa volonté de collaborer avec l'Union européenne, ce qui n'est guère étonnant vu ses antécédents. Geraci, lui, ne fait plus partie du gouvernement. Quant aux ministres qui ont survécu au cabinet précédent, tel Luigi Di Maio, aujourd'hui ministre des Affaires étrangères, ils n'insistent plus sur la nécessité d'établir des partenariats avec

la Chine. Dans la sombre ambiance de la pandémie de COVID-19, il semble que l'optimisme dont j'ai été témoin quant à la capacité de la Chine à sauver l'économie du pays ait lui aussi été de courte durée.

[OceanofPDF.com](https://oceanofpdf.com)

LA GRÈCE

La nouvelle route de la soie, deuxième partie

En sortant de la station de métro du Pirée, je hume une bouffée d'air marin. Une foule de touristes se presse vers l'un des nombreux traversiers menant aux îles. En plus d'être l'un des principaux ports industriels d'Europe, Le Pirée est aussi son plus grand port de voyageurs. Situé dans un havre naturel du golfe Saronique, sur la côte ouest de la mer Égée, il a jadis abrité la puissante flotte athénienne de l'Antiquité.

Le ciel est inhabituellement couvert, et la plupart des boutiques de souvenirs et d'articles ménagers sont vides. Néanmoins, en bordure des trottoirs, de nombreux petits cafés sont bondés d'hommes d'âge mûr qui sirotent un café ou jouent aux cartes. J'erre d'un établissement à l'autre en demandant aux gens s'ils sont au courant du sort que le géant du transport maritime Cosco, propriété de l'État chinois, réserve au quartier ouvrier.

Depuis 2009, la Grèce accueille avec enthousiasme les investissements directs de la Chine. Elle a même concédé deux quais et leurs terrains adjacents à Cosco en échange d'une redevance annuelle de 100 millions d'euros pendant 35 ans. Athènes s'est ensuite mis à voter dans le sens des intérêts de Beijing aux Nations unies et dans d'autres organisations internationales.

«Ah, le plan directeur? me répond un barista. Je ne sais pas. Nous n'avons pas beaucoup d'information. Mais ça va ressembler à ça. Vous voyez ces vieux immeubles? Ils vont être remplacés par des centres commerciaux et des bureaux, mais je ne sais pas si c'est officiel; ce ne sont

que des rumeurs. Quoi qu'il arrive, ça va attirer plus de monde. Plus de gens vont venir, oui.»

Nous sommes en novembre 2019, et le président Xi Jinping vient tout juste de conclure une visite d'État. La Grèce s'est jointe à l'initiative Ceinture et route en août 2018. Ses autorités réglementaires travaillent aux approbations finales d'un «plan directeur» de 670 millions de dollars proposé par Cosco, qui souhaite moderniser le front de mer du Pirée en y construisant des hôtels de luxe, un centre commercial, des entrepôts et une gare maritime de première classe. Beijing a entrepris de faire du Pirée la porte d'entrée de la nouvelle route de la soie en Europe. À l'heure actuelle, le gros du commerce maritime entre l'Asie et l'Europe passe par des ports d'Europe occidentale.

En parallèle, d'autres sociétés d'État chinoises ont travaillé à la rénovation du chemin de fer qui relie Budapest à Belgrade après que la Chine eut conclu des protocoles d'entente sur la nouvelle route de la soie avec la Hongrie et la Serbie. Beijing et Athènes souhaitent maintenant prolonger cette ligne jusqu'au Pirée, ce qui créerait un corridor de transport raccordant le cœur de l'Europe à la Méditerranée et au-delà.

Le propriétaire d'une des boutiques d'articles ménagers sans clients, Harris Papoulias, homme trapu à la chevelure argentée, en a marre de l'engouement de son pays pour les investissements chinois. Il n'a jamais entendu parler de la nouvelle route de la soie, mais considère que l'acquisition du port par Cosco ne peut que nuire aux petites entreprises comme la sienne en facilitant l'entrée de produits chinois en Grèce, lesquels incluent des articles contrefaits.

«Ce n'est pas bon pour l'Europe. Les Chinois ont une façon différente de faire des affaires», m'explique Papoulias en me guidant vers les vitrines où sont exposés ses articles les plus coûteux. «J'ai des montres Casio. Les boutiques chinoises en offrent elles aussi, mais pas les originales. Elles les vendent 1,50 euro. Une vraie Casio coûte 100 euros. Les touristes choisissent les moins chères», déplore-t-il en regardant ses rayonnages d'un air abattu.

La Grèce occupe le sixième rang mondial du trafic de produits contrefaits ou piratés. Selon un rapport de l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle et de l'Organisation de coopération et de développement économiques, le pays est un point d'entrée essentiel pour les sacs à main, montres, vêtements et autres articles contrefaits, qui sont ensuite acheminés vers d'autres régions d'Europe¹.

Précisons que des pays comme l'Inde et la Thaïlande produisent eux aussi de la marchandise contrefaite, et que rien ne prouve que la concession du port du Pirée à une entreprise chinoise influera sur le volume de biens à l'authenticité douteuse qui franchit les contrôles douaniers grecs. Cela dit, on n'entend pas beaucoup d'observateurs critiques comme Papoulias dans les débats sur l'impact des investissements et des gestionnaires chinois en Grèce. Les gouvernements d'Athènes et de Beijing voient plutôt dans la réussite du projet du Pirée une démonstration des immenses bienfaits potentiels de l'investissement chinois.

La prise de contrôle du port s'est déroulée en deux étapes. En 2009, Cosco a obtenu une concession de 35 ans en vue de restaurer et de gérer des quais du terminal à conteneurs du Pirée. Puis, en 2016, la firme a acquis une part majoritaire (51%) de la propriété de l'ensemble du port et a entrepris de planifier la rénovation du secteur.

La transformation des lieux a été spectaculaire. En 2008, le port délabré, dont l'activité était régulièrement interrompue par des grèves, n'avait manutentionné que 433 582 conteneurs. En 2013, ce nombre atteindrait 3,16 millions, soit environ sept fois plus de conteneurs.

Le *Wall Street Journal* a qualifié la mutation de «rare victoire de Beijing en matière de relations publiques», rappelant que de mauvaises langues accusaient les entreprises soutenues par la Chine de surpayer pour des investissements très médiatisés dans d'autres domaines, comme l'exploitation pétrolière au Canada ou les mines en Australie, et de pratiquer «une gestion bâclée».

Au début, les débardeurs ont continué à protester, déployant des banderoles où l'on pouvait lire «*Cosco go home*». Depuis lors, les deux parties ont entamé des négociations. Cosco a autorisé la poursuite de la

syndicalisation tout en offrant des salaires concurrentiels et en promettant de créer des emplois pour la population locale.

Quand je me suis rendue sur les lieux, à la fin de l'année 2019, j'ai discuté avec le président du syndicat des débardeurs, Nikos Georgiou. L'homme travaillait avec quelques collègues dans un immeuble de bureaux qui avait manifestement connu de meilleurs jours. Georgiou m'a expliqué que le régime de rémunération initialement offert par Cosco avait été jugé insatisfaisant par la plupart des travailleurs les plus âgés, dont plusieurs ont pris une retraite anticipée, mais que les plus récentes négociations ont abouti à de meilleures conditions de travail. On craignait que la firme ne congédie des employés grecs pour les remplacer par des Chinois, mais, jusqu'ici, rien de tel ne s'est produit; seuls des cadres supérieurs sont venus de Chine. «Nous étions contre la privatisation depuis le début [...], mais la classe politique du pays n'a pas la même opinion», a conclu le syndicaliste d'un air résigné.

ORANGERS ET CITRONNIERS BORDENT le trottoir qui longe l'appartement Airbnb étonnamment bon marché que j'ai loué à Athènes, à quelques pas d'un chemin boisé qui mène directement à l'Acropole. Les lieux offrent un contraste saisissant avec Le Pirée, où se côtoient chantiers de construction poussiéreux et immeubles désaffectés, voués à la démolition. En portant le regard au-delà de la colline, vers les parcs qui ceinturent les temples, j'aperçois les ruines d'une antique route pavée, creusée d'ornières antérieures à l'époque d'Alexandre le Grand.

Ce quartier idyllique bourdonne d'animation – non seulement de touristes, mais aussi de citoyens branchés qui passent un après-midi tranquille à fumer cigarette sur cigarette en sirotant un café grec bien fort, avec son marc au fond de la tasse. Des boutiques proposent des céramiques artisanales, des bijoux et des articles de décoration. Des chats bien nourris vagabondent dans la rue ou font leur toilette sur les motos stationnées.

Je m'attendais à une atmosphère plus morne. À peine quelques années auparavant, les Grecs se ruaient sur les distributeurs de billets pour vider leurs comptes, et l'économie du pays était au bord de l'effondrement.

La Grèce ne compte que 10,7 millions d'habitants, soit une population comparable à celle de Tokyo, mais son gouvernement a accumulé une dette publique de 300 milliards d'euros dans la foulée de la crise financière mondiale de 2008. En 2019, le passif atteignait environ 366 milliards d'euros.

L'Union européenne a lancé des plans de sauvetage en trois phases, totalisant 289 milliards d'euros. En contrepartie, elle a exigé d'Athènes l'adoption de mesures d'austérité controversées afin de prévenir un naufrage de l'économie grecque qui risquait aussi d'entraîner l'euro, devise partagée par 19 pays, dans l'abîme. Après que le gouvernement eut réduit les salaires de la fonction publique et les pensions de retraite, ce qui constituait l'une des conditions au premier plan de sauvetage, le taux de suicide a explosé et l'extrême pauvreté a gagné du terrain. De petites entreprises ont fermé leurs portes, et de nombreux jeunes ont quitté le pays, en quête de travail. Le ressentiment à l'égard des conditions imposées par l'Union européenne s'est répandu comme une traînée de poudre chez les Grecs.

Même si les plans de sauvetage et les mesures d'austérité les plus impitoyables sont maintenant chose du passé, la Grèce ne s'attend pas à voir son économie retrouver sa vigueur avant un bon moment – à supposer que ladite vigueur revienne un jour. Le gouvernement peine à créer de l'emploi et à amener les contribuables à payer leurs impôts. La corruption est ancrée dans une vaste économie souterraine, et des professionnels appartenant à des domaines prestigieux, comme la médecine, le droit, l'ingénierie et les médias, persistent à sous-déclarer leurs revenus annuels. Selon une étude menée en 2012 par trois économistes de l'Université de Chicago et de Virginia Tech, l'évasion fiscale des travailleurs autonomes grecs a totalisé 28 milliards d'euros en 2009 seulement. La Grèce reste à la traîne par rapport aux autres États membres de l'Union européenne en matière de perception fiscale, indique un rapport publié en 2019 par le Fonds monétaire international. L'avenir du pays dans l'Union européenne est incertain, et les parlementaires grecs débattent des avantages que conférerait une sortie de celle-ci et de la zone euro.

C'est dans ce climat précaire que le président de la Chine visite régulièrement la Grèce en lui apportant d'indispensables investissements et en lui offrant l'assurance que Beijing et Athènes feront face aux défis économiques en tant qu'alliés – et en tant qu'égaux.

PENDANT SA VISITE D'ÉTAT de 2019, Xi et son homologue grec Prokopis Pavlopoulos se rendent ensemble au musée de l'Acropole. Pendant leur déambulation dans les salles d'exposition, Pavlopoulos sollicite le soutien de Beijing dans un vieux contentieux diplomatique de la Grèce avec la Grande-Bretagne.

C'est une question de fierté nationale. Au début du XIX^e siècle, Thomas Bruce, 7^e comte d'Elgin et ambassadeur du Royaume-Uni à Constantinople, capitale de l'Empire ottoman, a pillé le temple du Parthénon, emportant des sculptures de marbre qui dépeignent des dieux grecs. Les hommes d'Elgin ont utilisé des cordes et des poulies pour retirer les immenses pièces de ce temple de l'Acropole en vue de les transporter à Londres. Depuis ce temps, la plupart des sculptures restées intactes sont exposées au British Museum. On les désigne sous le nom de «marbres du Parthénon», mais certains les appellent «marbres d'Elgin».

Non seulement Xi accepte immédiatement de venir en aide à la Grèce, mais il propose aussi que les deux pays s'unissent pour récupérer leurs trésors nationaux². La Chine, en effet, a perdu des vestiges d'une valeur inestimable aux mains des colonisateurs européens, explique-t-il à Pavlopoulos. En 1860, pendant la seconde guerre de l'opium, les forces anglo-françaises ont lancé une série d'attaques violentes contre des forts chinois et la ville populeuse de Guangzhou, dans le sud du pays. Par la suite, n'étant guère disposés à négocier, les Chinois ont torturé puis exécuté les émissaires de l'ennemi.

Le 18 octobre 1860, le haut-commissaire britannique pour la Chine riposterait en ordonnant la destruction de l'Ancien Palais d'été de Beijing. Connu sous le nom de «Jardin de la clarté parfaite» et occupant une place vénérable dans la culture chinoise, le lieu regorgeait de trésors entreposés au fil du temps par une succession d'empereurs chinois. Après l'avoir méticuleusement pillé, des milliers de soldats britanniques et français y ont

mis le feu, tuant sans le savoir les quelque 300 serviteurs eunuques qui s'y étaient cachés dans des salles verrouillées. Dans le butin des pillards figuraient un artefact en bronze vieux de 3000 ans et des contenants en porcelaine fabriqués il y a plusieurs centaines d'années. L'ordre de détruire le palais émanait du 8^e comte d'Elgin, fils de l'homme qui avait volé les marbres du Parthénon.

À Pavlopoulos, Xi déclare que la Chine soutiendra la Grèce, «car bon nombre de nos vestiges se trouvent à l'étranger, et nous faisons tout pour les ramener chez nous le plus rapidement possible».

Bien qu'inhabituelle, une telle diplomatie ne manque pas d'efficacité. La Chine approche la Grèce non pas en tant que superpuissance économique venant en aide à un pays lourdement endetté et affaibli, mais en tant que civilisation ancienne solidaire d'une autre civilisation ancienne, ayant des intérêts communs avec elle.

LA STRATÉGIE EST ASTUCIEUSE: elle consiste à traiter le «mouton noir» de l'Europe avec respect en invoquant une histoire dont les Grecs sont fiers afin de faire naître un sentiment de solidarité entre deux pays lésés qui, par ailleurs, ne sauraient être plus différents l'un de l'autre. C'est à Athènes, après tout, qu'est née la démocratie, et la ville est encore le théâtre de manifestations où des dizaines de milliers de citoyens exercent leur droit à la liberté d'expression sur la place publique dans le but de contester des décisions de leur gouvernement.

Néanmoins, ledit gouvernement ne se gêne pas pour appuyer Beijing dans les organisations internationales, dont les Nations unies. À l'été 2016, la Grèce a empêché l'Union européenne d'émettre une déclaration commune contre les offensives de Beijing en mer de Chine méridionale. En 2017, elle a surpris le monde une fois de plus en opposant son veto à une dénonciation, par l'Union européenne, des violations des droits de la personne en Chine. Pour la première fois de son histoire, ce bloc qui s'enorgueillit de défendre les droits de la personne et de soutenir les groupes minoritaires du monde entier, telle la communauté LGBTQ+, échouait à faire passer une déclaration en ce sens au Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

La Grèce a nié avoir agi ainsi pour témoigner de sa gratitude envers Beijing. Il n'en demeure pas moins que la participation majoritaire de Cosco dans le port du Pirée a permis la transformation rapide d'une installation décrépite en l'un des ports européens les plus productifs, et qu'un an avant ce veto, la compagnie d'électricité State Grid Corporation of China, propriété de l'État chinois, a acquis une participation minoritaire dans son équivalente grecque, alors en difficulté.

Le comportement de la Grèce aux Nations unies n'est pas passé inaperçu aux yeux de ses alliés européens et des États-Unis, «qui, quelques années auparavant, craignaient que sa vulnérabilité économique n'en fasse une proie facile pour la Russie, toujours avide de diviser le bloc», rapportait le *New York Times* en 2017³. Or, ce sont plutôt les Chinois qui ont accru leur influence politique à l'étranger, de toute évidence en pratiquant la «diplomatie du chéquier».

Dans une déclaration publique, Marietje Schaake, ancienne députée des Pays-Bas au Parlement européen, a affirmé que «le gouvernement grec doit décider quels sont ses alliés et comprendre que l'Union européenne ne se résume pas à un marché, qu'elle constitue avant tout une communauté de valeurs». Commentant le veto opposé par Athènes à la déclaration sur les droits de la personne, la chancelière allemande Angela Merkel a insisté sur la nécessité pour l'Europe de «parler d'une seule voix avec la Chine». En exerçant son influence économique, la Chine est en mesure de faire pression sur les États européens les plus faibles, a-t-elle ajouté.

De son côté, Xi a multiplié les éloges. «Pour fêter la rencontre d'un ami, mille tasses sont peu⁴», a-t-il dit à Pavlopoulos, citant un vieux proverbe chinois. Pays nés de civilisations anciennes, la Chine et la Grèce ont travaillé fort pour assurer leur modernisation, ce qui les rend aptes à collaborer en vue de bâtir «un ordre mondial plus juste et plus rationnel», a-t-il poursuivi.

Peu avant la fin de la visite de Xi en 2019, Pavlopoulos a signé un protocole d'entente en vertu duquel la Grèce s'engage à soutenir la Chine au sein d'organisations internationales comme les Nations unies. Il a aussi accepté de défendre les intérêts fondamentaux de Beijing, ce qui implique

pour Athènes d'adhérer au «principe d'une seule Chine», invoqué pour justifier la revendication de l'île de Taïwan. Les médias grecs n'ont guère prêté attention à la convention, pourtant formulée dans les mêmes termes que celle qui avait provoqué la colère du maire de Prague au prix de menaces et de représailles furieuses de la part de Beijing.

En 2019, la Grèce a aussi adhéré à une coalition d'États mise sur pied par la Chine en complément à l'initiative Ceinture et route. Actuellement désignée sous le nom de «Groupe des 14+1», celle-ci regroupe des pays d'Europe centrale et orientale, dont la Pologne et la Tchéquie, tandis que le «+1» représente la Chine. La décision d'Athènes a exacerbé le malaise des principaux gouvernements d'Europe occidentale face à l'influence grandissante de Beijing sur les États européens les moins prospères.

LA GRÈCE EST UNE RÉPUBLIQUE parlementaire démocratique dont le président est le chef d'État (poste occupé par Pavlopoulos de 2015 à 2020) et dont le gouvernement, multipartite, est dirigé par un premier ministre. Avant de devenir premier ministre en 2015 (son parti serait battu aux élections de 2019), le militant de gauche Alexis Tsipras menait une campagne passionnée contre la liquidation des ressources et des infrastructures publiques de la Grèce à des investisseurs étrangers. Vu ses prises de position, ses rapports avec Pavlopoulos s'annonçaient pour le moins conflictuels.

En campagne électorale, depuis une tribune derrière laquelle flottait une bannière ornée du slogan «Nous avons le pouvoir», un Tsipras tonitruant s'est adressé à la foule en ces mots: «Nous assistons à une bataille entre deux mondes, celui de l'élite contre celui du plus grand nombre! [...] L'électricité, la santé, l'éducation et l'énergie ne sont pas à vendre⁵!»

Une fois élu, il a annoncé l'interruption et la réévaluation de toutes les opérations de privatisation en cours, lesquelles incluaient la concession du port du Pirée à Cosco. Craignant de voir leur entreprise perdre sa participation majoritaire dans le port, les cadres athéniens de Cosco n'ont pas pris cette mesure à la légère. Ils ont accusé le nouveau gouvernement de renier une entente dûment signée, et des parlementaires aguerris de

l'opposition ont qualifié le conflit potentiel de «fiasco» risquant d'entacher davantage la piètre réputation internationale de l'économie grecque.

Le gouvernement s'est empressé de revenir sur son engagement de dresser un bilan des privatisations, et Tsipras s'est envolé vers Beijing pour une visite d'État visant à réparer d'éventuels pots cassés dans les relations de son pays avec la Chine.

Même si sa victoire électorale laissait supposer que ses appréhensions face à l'investissement étranger étaient partagées par une majorité de la population, Tsipras a effectué un virage à 180 degrés dans sa position sur Cosco. Son opinion n'avait peut-être pas changé, mais, en sa nouvelle qualité de premier ministre, il semblait reconnaître que son gouvernement n'avait pas les moyens de financer les rénovations urgentes d'un port délabré et peu fonctionnel.

Pour en savoir plus, j'ai pris rendez-vous avec Polyxeni Davarinou, de l'Institut des relations économiques internationales, groupe de réflexion établi à Athènes. Cette sympathique chercheuse a coordonné certaines des meilleures études que j'aie pu dénicher sur des sujets comme l'initiative Ceinture et route ou les investissements et l'influence de la Chine en Grèce. Devant l'impossibilité d'approfondir ses études sur l'Asie dans les universités d'Athènes, Davarinou a obtenu son diplôme de deuxième cycle en relations internationales à l'Université de Durham, au Royaume-Uni.

«À quoi attribuez-vous ce virage à 180 degrés?

— J'ai l'impression que Tsipras n'avait d'autre choix que d'accepter l'offre», me répond-elle en évoquant le manque criant d'investissements directs étrangers en Grèce et la dette publique colossale du pays. «Quand un État comme la Chine vient investir dans un pays assoiffé d'investissement, c'est tout un événement.»

Bien que la Chine l'ait assurée qu'elle la considérait comme une égale, la Grèce se trouvait dans une position vulnérable, car elle avait grandement besoin d'aide.

«Absolument. Notre gouvernement a été trop impatient. Il aurait pu s'éviter une partie des réactions négatives de ses alliés de longue date, juge Davarinou. L'Union européenne et les États-Unis ne voient pas d'un très

bon œil les relations chaleureuses que nous avons développées avec la Chine. Si le gouvernement avait modéré ses prises de position politiques, leur réaction aurait été moins vive.»

Quant à la nouvelle propension d'Athènes à opposer son veto aux dénonciations du bilan de la Chine en matière de droits de la personne, les analystes grecs affirment d'une seule voix que jamais Beijing n'a expressément imposé telle condition à ses investissements, indique la chercheuse. «Nous avons trop voulu plaire à la Chine», conclut-elle.

Selon Davarinou, le fait qu'Athènes soit «une petite ville» où les élus ont l'habitude de consulter les chefs d'entreprise n'aide pas. Une telle dynamique est certes courante dans beaucoup de pays, dont l'Italie, mais, en ce qui concerne la Chine, étant donné le manque criant de spécialistes à l'université et dans les médias, les parlementaires grecs sont plutôt démunis face à l'influence de milieux d'affaires qui privilégient leurs intérêts particuliers.

À ATHÈNES, JE MÈNE PLUSIEURS INTERVIEWS avec l'aide d'un interprète, Alexandros Kottis, ancien collègue de l'Agence France-Presse né de mère française et de père grec. Lorsqu'il a quitté Paris pour s'établir ici il y a deux ans, les Grecs qu'il rencontrait étaient consternés par son choix: «Vous viviez dans une ville de classe mondiale! Pourquoi vouliez-vous venir ici?» lui demandaient-ils.

Dans un restaurant bon marché de Metaxourgeio, quartier chinois officieux d'Athènes, Kottis m'indique que l'humiliation provoquée par la crise de la dette semble avoir nourri un complexe d'infériorité chez de nombreux Athéniens. Les prix grimpaient pendant que les bons emplois restaient rares, ce qui fâchait bien des gens et amenait les jeunes à se demander s'il ne valait pas mieux quitter le pays pour aller faire leur vie ailleurs.

Un peu partout au centre-ville, on voit des graffitis qui accusent Airbnb et les touristes d'être responsables de l'augmentation des loyers. La prolifération de la location de courte durée a provoqué une pénurie de logements abordables, déplorent certains Athéniens. En juillet 2019, des

affrontements ont éclaté entre de jeunes manifestants et la police antiémeute. Bien que cette dernière affirme avoir réagi à la violence de protestataires armés de bâtons et de pierres, des vidéos de l'événement montrent des policiers en train d'attaquer des groupes de manifestants sans armes.

Dans le passé, se souviennent des commerçants chinois de Metaxourgio avec qui j'ai parlé, les Athéniens se montraient généralement curieux et accueillants à l'égard des immigrants venus de Chine pour fonder de petites entreprises au centre-ville. Or, face à l'augmentation du nombre de migrants et de touristes en ville, on a commencé à associer la présence de Chinois au caractère de plus en plus inabordable de la ville. Des propriétaires d'entreprise comme Maria Xu, qui a fondé son magasin d'électronique au tournant du millénaire, constatent que de moins en moins de Grecs de souche fréquentent leurs établissements ou les saluent chaleureusement dans la rue. «Il règne une atmosphère de méfiance», déplore Xu.

Le premier entrepreneur grec que j'interviewe avec Kottis ne manifeste aucun signe de ressentiment envers les Chinois établis en Grèce. Il n'est cependant ni jeune ni en situation financière difficile. Exprimant des idées singulières sur la survie du plus apte, il laisse entendre qu'il faut voir dans la Chine une puissance coloniale contemporaine, ce qui selon lui n'est pas nécessairement une mauvaise chose.

La carrure imposante, vigoureux malgré ses 74 ans, Nicolas Vernicos représente la quatrième génération d'une lignée de propriétaires de navires et préside la section grecque de la Chambre de commerce internationale. Il siège également aux conseils d'administration de la Chambre hellénique de la marine marchande, de la Chambre de commerce et de l'industrie du Pirée et de la Société publique d'électricité d'Athènes.

Attablés à la terrasse d'un vaste restaurant sis dans le somptueux Jardin national d'Athènes, nous échangeons nos cartes de visite. Vernicos semble connaître la coutume chinoise consistant à bavarder en s'inspirant de ce qu'on voit sur la carte de son interlocuteur. Il regarde la mienne, dont il critique la qualité du papier. J'admets qu'elle n'est guère impressionnante

puis le complimente sur la version chinoise de son nom, imprimée au verso de la sienne.

Le revers de sa carte le désigne également comme vice-président de la Chambre de commerce internationale de la route de la soie. Basée en Chine, cette organisation est présidée par Lu Jianzhong, membre de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), principal organe de consultation du gouvernement chinois et du Département du travail du Front uni.

«Ils m’ont fait l’honneur de me nommer vice-président, si bien que je participe aux réunions annuelles du conseil de direction, qui ont lieu soit à Xi’an, où la Chambre a son siège social, soit à Hong Kong», indique Vernicos en ajustant le revers de son complet troispièces. Notre conversation se déroule principalement en anglais, mais l’homme d’affaires ponctue ses propos de mots français et grecs.

Je lui demande quels sont les avantages d’une participation à l’initiative Ceinture et route, et il me répond que «participation» n’est pas le mot juste: «On peut affirmer que la Grèce est l’un des pays qui profitent de la concrétisation du rêve du président chinois, celui de devenir le Marco Polo du XXI^e siècle.» La Grèce a la chance d’être la porte d’entrée de l’Asie et de l’Europe sur la nouvelle route de la soie, ajoute-t-il. «Alors que le pays éprouvait des difficultés financières et avait grand besoin d’investissements, c’était comme un cadeau de Dieu!»

Quant à ce que la Chine obtient en investissant des millions dans les infrastructures de tous ces pays, Vernicos répond sans ambages: «Les Chinois ont compris une chose: en finançant les infrastructures d’un pays, on le conquiert.»

Kottis et moi échangeons des regards étonnés. Mon interprète demande à l’homme d’affaires s’il a vraiment voulu utiliser le verbe anglais *to conquer* («conquérir»). Vernicos admet que le mot semble un peu brutal, mais que c’est bel et bien ce qu’il a voulu dire. Toutefois, l’accord ne présentant à ses yeux aucun inconvénient pour la Grèce, il nous met au défi de lui faire part des commentaires négatifs que nous avons entendus afin

qu'il puisse les commenter. «Cet accord s'est-il même attiré la moindre critique?» demande-t-il.

Je lui réponds que l'entente avec Cosco est généralement bien perçue, mais que le syndicat des débardeurs s'inquiète d'éventuelles baisses de salaires et s'oppose à la gestion étrangère d'infrastructures publiques essentielles.

Vernicos s'esclaffe en entendant le mot *syndicat*. Selon lui, la Grèce est en crise parce que des gens comme les débardeurs sont trop paresseux pour remplir leurs tâches les plus élémentaires. La direction locale est incapable de les forcer à terminer leurs huit heures de travail sans qu'ils prennent de longues pauses pour aller à la pêche ou prendre une douche. Il admire les gestionnaires chinois, venus rétablir l'ordre. De gros cargos grecs comme les siens transportent régulièrement des marchandises chinoises aux quatre coins du monde, et les armateurs locaux ont chaudement appuyé le protocole d'entente avec Cosco dès le début des négociations. Néanmoins, je trouve curieux d'entendre Vernicos, qui, en sa qualité d'armateur, a un intérêt évident dans la réussite du projet du Pirée, s'exprimer aussi librement à titre de président d'une chambre de commerce. Les autres dirigeants d'organisations du genre que j'ai interviewés s'efforcent d'isoler leur rôle de chef d'entreprise de leur fonction à la chambre, sans quoi on pourrait les accuser de favoritisme.

Mais Vernicos élude mes questions sur ses intérêts personnels. Il soutient que les armateurs sont déjà riches, car ils font des affaires à l'international, et déplore que le triste état de l'économie grecque le contraigne d'éviter de faire étalage de sa richesse.

«Je ne peux pas monter dans une Ferrari ou une Maserati pendant que mes voisins crèvent de faim. J'ai donc intérêt à ce que les Grecs deviennent riches et en bonne santé si je veux m'acheter une meilleure voiture. Aujourd'hui, je ne peux me rendre sur mon île en Porsche, car la Grèce souffre encore. J'espère pouvoir le faire avant d'atteindre ma date d'expiration», lance-t-il en riant.

Il juge honteux que le gouvernement chinois ait aussi entrepris de «conquérir» l'Afrique en y investissant dans des infrastructures comme les

aéroports et les chemins de fer. Il préférerait que les colonisateurs de ce continent soient encore les Européens, car il s'y sentirait plus à l'aise lorsqu'il y séjourne. Il s'est résigné à ce que les Chinois prennent l'Afrique en charge, mais, si c'étaient les Français qui s'étaient donné ce rôle, il y mangerait mieux et s'y déplacerait plus facilement.

Je sourcille à quelques reprises en assimilant tout ce que Vernicos me dit. J'ose à peine imaginer la réaction que susciterait, au Canada ou aux États-Unis, un chef d'entreprise influent qui avancerait de tels arguments, qui semblent glorifier le colonialisme. Il se peut néanmoins que le débat mondial sur les ambitions internationales de Beijing puisse profiter de regards abrupts comme le sien.

Sans surprise, la Chine semble dépourvue d'influence culturelle ou idéologique en Grèce, son pouvoir se limitant à la sphère économique. Les conversations que j'ai eues jusqu'ici correspondent aux résultats des sondages d'opinion: les Grecs considèrent les relations de leur pays avec la Chine comme bénéfiques pour l'économie, mais ont une perception négative de ce pays.

Le tout me rappelle la discussion que j'ai eue à Rome avec Lorenzo Mariani, qui critiquait le mythe d'un marché chinois apportant la richesse à quiconque s'établit à Beijing. Il est vrai que certaines personnes en profitent grassement, mais il s'agit d'une minorité.

EN ITALIE COMME EN GRÈCE, je me suis demandé si j'étais témoin d'une étape que d'autres pays occidentaux avaient déjà franchie dans leurs relations avec la Chine. Des puissances moyennes comme le Canada et l'Australie se sont elles aussi montrées exagérément optimistes dans un premier temps, puis ont modéré leurs attentes après avoir constaté que les investissements chinois ne leur procuraient pas tous les avantages escomptés – et après avoir subi des représailles économiques (imposition de tarifs douaniers ou menaces en ce sens) pour avoir adressé des reproches à Beijing dans le dossier des droits de la personne.

Je tenais à m'entretenir avec un représentant du gouvernement grec. Kottis m'a aidée à présenter des demandes en ce sens aux ministères des

Affaires étrangères et de l'Économie, mais tous deux ont refusé de m'accorder une entrevue. Je me suis donc rabattue sur Vaggelis Kteniadis, une autre figure des milieux d'affaires qui a fortement influencé les politiques économiques du gouvernement grec à l'égard de la Chine, dont celle du «passeport doré» destiné aux immigrants investisseurs issus d'une classe moyenne chinoise en pleine ascension. En route vers notre rendez-vous au siège social de son entreprise, V² Development, qui se targue d'être la plus importante société immobilière du pays, j'aperçois une de ses publicités ornant une station de tramway, au milieu d'une artère passante. L'annonce n'est pas rédigée en grec. Ni même en anglais. Elle arbore plutôt un slogan en gros caractères chinois simplifiés: «Investissez en Grèce. Changez votre vie.»

Depuis 2013, les citoyens non européens peuvent obtenir un permis de séjour en Grèce en investissant un minimum de 250 000 euros dans l'immobilier. Il s'agit de l'un des programmes de résidence par investissement les plus abordables du monde. Les demandeurs admis peuvent voyager sans visa dans tout l'espace Schengen, regroupement de 26 pays européens dont on peut franchir librement les frontières mutuelles. Sur plus de 5300 permis de résidence émis depuis le lancement du programme, indiquent les données officielles, quelque 65% ont été attribués à des investisseurs de Chine continentale. Ces derniers n'ont pas le droit d'occuper d'emploi en Grèce, mais sont invités à fonder leur propre entreprise. La facilité d'accès au passeport doré grec soulève des questions. Le statut de résident de l'Union européenne devrait-il être aussi facile à obtenir? Le programme ne désavantage-t-il pas injustement les Grecs moins nantis qui souhaiteraient mettre un pied dans le marché immobilier de leur pays?

De l'autre côté de la rue où est affichée la publicité, une foule de touristes chinois portant chapeaux et badges assortis se rassemble sur la place Syntagma, devant l'Ancien Palais royal où siège le Parlement grec. Mais nombre de ces visiteurs ne prêtent pas attention à l'architecture, préférant s'amuser gaiement avec une volée de pigeons. Ils lancent des miettes de leurs collations aux oiseaux et laissent ceux-ci se percher sur leurs épaules pour une photo. Je les trouve mignons (ils n'ont

manifestement jamais visité d'endroit où les pigeons sont considérés comme de la vermine), mais la plupart des autres passants affichent un air de dégoût ou détournent le regard.

Malgré les rapports chaleureux qu'entretiennent les présidents Xi et Pavlopoulos, le citoyen moyen semble éprouver des sentiments ambivalents à l'endroit de la Chine. Plus de la moitié des Grecs sont d'avis que l'économie chinoise florissante est bénéfique pour leur pays, et près de 80% d'entre eux croient que des entreprises chinoises pourraient créer de nouveaux emplois en Grèce. (Parmi les citoyens de sept pays membres de l'Union européenne sondés en juillet 2016 par l'Institut des relations économiques internationales, seuls les Britanniques affichaient une attitude plus positive à l'égard de la Chine.) Toutefois, pour tout ce qui ne concerne pas l'économie, les Grecs ont une opinion fortement négative de la Chine. La majorité d'entre eux ne croient pas que les autorités chinoises respectent leurs libertés individuelles. Ils sont cependant nombreux à mal comprendre la nature fondamentale du régime chinois à parti unique: en avril 2017, quand le centre de recherche Dianeosis a demandé à des Grecs de décrire le système politique chinois, plus de 20% des répondants ont qualifié celui-ci de «démocratie parlementaire» ou de «république fédérale⁶».

Nous nous empressons de nous frayer un chemin à travers la foule de la place Syntagma et entrons dans le hall au plafond démesurément haut de V². Toutes les surfaces sont étincelantes. Nous nous calons dans des fauteuils en velours, et un agent de relations publiques nous apporte des tasses d'espresso sur un plateau métallique lisse comme un miroir.

Le bureau de Kteniadis est étonnamment petit. Aménagé d'un mobilier blanc austère, il est dépourvu d'effets personnels et de décoration. L'homme est plus jeune que ce à quoi je m'attendais. Sa chevelure brun foncé gominée et sa chemise bleue cintrée lui donnent l'air d'un employé de boîte de nuit.

Je lui fais part de la publicité que j'ai remarquée à l'extérieur et lui demande si les touristes chinois comme ceux que j'ai vus sur la place font partie de sa clientèle cible.

«Ils ne sont pas riches aujourd'hui, mais pourraient le devenir demain. Nous voulons semer des graines.»

S'exprimant d'une voix grave à un rythme intense de staccato, les mains croisées sur la table, Kteniadis explique que sa société, forte des recherches qu'elle a menées en pleine crise de la dette, a joué un rôle déterminant dans la conception du programme de résidence par investissement et conseillé le gouvernement sur la façon de le promouvoir.

La firme dispose maintenant de bureaux dans plusieurs grandes villes de Chine, dont Beijing, Shanghai et Guangzhou. Ses équipes aident les clients chinois à toutes les étapes du processus de demande, lesquelles incluent l'achat, les contrats d'entretien et les modalités de gestion des propriétés. Kteniadis estime qu'environ 5% de ses clients habitent la Grèce à plein temps, et que les autres laissent leurs maisons vides ou les louent.

«Notre pays est en faillite. L'Europe en général est un vieux continent développé, et ce vieux continent a besoin de l'argent frais des pays émergents pour conserver sa qualité de vie. Autrement, il partira en fumée. Même l'Allemagne, moteur de l'Europe [...], est en train de mourir et ne s'en rend même pas compte.»

Il frappe la table des poings pour souligner son propos. «L'Inde, la Chine, le Brésil, n'importe quel endroit sur la planète – l'Antarctique, ça m'est égal, j'aiderais même les manchots à devenir résidents permanents de la Grèce. Tant que de l'argent frais arrive en Europe, je me fiche complètement de sa provenance.»

Kteniadis dit être incapable de supporter les détracteurs du programme de résidence par investissement, selon lesquels celui-ci autorise trop d'étrangers à se déplacer librement en Europe. Il préfère de loin l'arrivée dans son pays de riches investisseurs à celle d'immigrants provenant de régions pauvres.

À l'instar de Vernicos, il se permet d'énoncer l'opinion négative qu'il a de l'Afrique: «Pour dire les choses franchement, nous n'aimons pas les Noirs en Grèce. Ces migrants africains qui débarquent sur nos côtes nous rendent mal à l'aise. Nous ne voulons pas d'eux. Les Chinois, évidemment, sont complètement différents. La Chine est la deuxième économie du

monde. Ses citoyens ne viennent pas ici pour travailler. Les emplois des Grecs, ils s'en moquent. Ils veulent tout simplement voyager librement et faire ce qu'ils veulent en Europe sans se soumettre à l'humiliante procédure de sélection qu'impose un pays en faillite pour délivrer un visa.»

Je me redresse sur ma chaise et me racle la gorge, me préparant à entendre sa réponse à ma prochaine question. Qu'en est-il des jeunes Grecs qui peinent à payer leur loyer ou n'ont pas les moyens d'acheter une maison et craignent que les immigrants investisseurs fassent grimper les prix de l'immobilier?

Kteniadis se calme. Il a un conseil à leur donner: «Allez à l'école, préparez-vous à devenir les citoyens productifs de demain. Faites de l'argent et arrêtez de vous plaindre. Soyez prêts pour la mondialisation, oubliez la sécurité sociale et la retraite anticipée aux frais de l'État. Athènes deviendra bientôt une métropole, un géant mondial de l'immobilier.

«Ils ne vont pas nous tirer vers l'arrière. C'est nous qui allons les tirer vers l'avant.»

Il me montre une photo de lui à l'âge de trois ans aux côtés de son père, en train de visiter un complexe résidentiel. Il m'explique qu'il a nommé son entreprise V² et développé celle-ci en l'honneur de son père, qui se prénomrait Vaggelis lui aussi. Kteniadis m'a parlé ouvertement des avantages considérables dont jouit son entreprise grâce à une politique qu'il a lui-même pressé le gouvernement d'adopter, et il ne semble voir aucun problème dans le fait que des entrepreneurs tirent les ficelles de la politique du gouvernement grec à l'égard de la Chine.

Je ramasse mon calepin et mon appareil photo, l'esprit engourdi par les deux interviews que je viens de mener l'une après l'autre. Chacune d'entre elles a été ponctuée de moments assez choquants, et aucun des hommes avec qui j'ai discuté n'a manifesté le moindre intérêt pour la culture ou la société chinoises. À leurs yeux, la Chine pourrait tout aussi bien être un distributeur automatique de billets.

AUX YEUX DE VERNICOS et de Kteniadis, les interventions de la Chine en Afrique n'ont absolument rien à voir avec les stratégies que celle-ci

applique en Grèce. Les deux hommes d'affaires semblent croire que, parce qu'il appartient à la civilisation occidentale, leur pays est en quelque sorte protégé contre les conséquences néfastes que peuvent avoir des investissements démesurés et une forte influence politique de l'étranger. Or, bien que les efforts de Beijing en vue de laisser une empreinte économique et géopolitique durable en Afrique soient antérieurs au projet de nouvelle route de la soie, les stratégies mises en œuvre sont très semblables.

Dans les années 1990, les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont augmenté de 700%. La Chine est aujourd'hui le plus important partenaire commercial du continent. En 2000 a été mis sur pied le Forum sur la coopération sino-africaine, organisation officielle regroupant la Chine et l'ensemble des États d'Afrique à l'exception de l'Eswatini (ex-Swaziland) et ayant pour mission de renforcer les relations de la première avec les seconds par l'organisation de sommets périodiques.

En échange d'un accès aux abondantes ressources naturelles de l'Afrique (des hydrocarbures et des minéraux dont la Chine a grand besoin), Beijing assure principalement le financement nécessaire à la construction d'infrastructures comme des routes, des chemins de fer, des ports de mer et des aéroports. Selon la société de consultation financière Deloitte, la Chine est le plus important bailleur de fonds et bâtisseur de projets d'infrastructure en Afrique⁷. À lui seul, le pays y a dépensé en moyenne 11,5 milliards de dollars par an de 2012 à 2016.

Mais des controverses ont éclaté au fil des décennies. Des entreprises chinoises s'abstiennent d'embaucher des travailleurs des régions où elles sont implantées et font venir leur main-d'œuvre de Chine, tandis que d'autres surexploitent ou maltraitent leurs employés africains. En 1998, les Zambiens se sont d'abord réjouis de la signature d'ententes commerciales avec des firmes chinoises, mais la situation a tourné au vinaigre quand les nouveaux cadres d'une mine de cuivre ont interdit toute activité syndicale et réduit le salaire de leurs travailleurs zambiens en deçà du salaire minimum, a révélé le journaliste spécialisé dans les affaires sino-africaines Howard W. French dans le magazine *The Atlantic*⁸. En 2005, plus de cinquante Zambiens ont perdu la vue dans l'explosion d'une usine de dynamite au service de la mine. Selon des témoins, des employés chinois avaient

préalablement quitté les lieux sans prévenir leurs collègues africains. Un an plus tard, un superviseur chinois de la même mine de cuivre a fait de nombreux blessés en ouvrant le feu sur des manifestants qui dénonçaient leurs conditions de travail et la retenue de leurs arriérés de salaire.

En conséquence de divers incidents similaires, l'attitude des Africains envers les investissements chinois est désormais «marquée par l'ambivalence», écrit French, pour qui une telle issue était «inévitabile». Certains se demandent si les entreprises et les gouvernements d'Afrique ne se sont pas trop empressés de troquer un accès à des ressources naturelles limitées contre des infrastructures qui, bien qu'essentielles en certains endroits, finiront par se dégrader et devront être remplacées. La question de savoir comment le continent pourra «dépasser un modèle d'engagement de l'étranger qui repose sur l'extraction des ressources» reste ouverte, ajoute le journaliste.

La Chine a en outre contrevenu à son propre principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays en procédant à la construction, en 2017, d'une première base militaire à l'étranger à Djibouti, dans la Corne de l'Afrique. Elle dit avoir besoin de cette base pour protéger ses investissements dans la région, mais des politologues y décèlent plutôt l'émergence d'une volonté d'accroître sa puissance militaire afin de pouvoir intervenir dans les affaires d'autres pays si elle le juge nécessaire.

LA FRÉNÉSIE D'INVESTISSEMENT DE LA CHINE en Europe est-elle une forme contemporaine d'hégémonisme, voire de colonialisme, où Beijing cible les États européens les plus faibles dans la foulée de crises financières? Ou s'agit-il plutôt d'une politique de coopération «gagnant-gagnant», comme se plaît à l'affirmer le président Xi?

Quelles sont les ambitions géopolitiques de Beijing? Même si la Chine semble en voie de se hisser au rang des grandes puissances que sont les États-Unis et les principaux pays d'Europe, on ne sait trop ce qu'elle entend faire de son influence grandissante. (Précisons qu'il importe ici d'exclure de cette analyse les petits entrepreneurs européens d'origine chinoise qui ne font que subvenir aux besoins de leur famille.) À l'heure actuelle, la plupart des projections sont fondées sur ses interventions dans d'autres régions du

monde, comme en Afrique, où elle s'illustre depuis un peu plus longtemps qu'ailleurs en matière de prêts d'envergure et d'investissements dans les infrastructures.

Comme nous l'avons vu dans le [chapitre 5](#), des analystes craignent que des pays européens en position de faiblesse et fortement redevables à la Chine s'abstiennent de soutenir leurs alliés lorsque ceux-ci dénoncent les violations des droits de la personne commises par Beijing. Publication associée à la London School of Economics and Political Science, *Global Risk Insights* a soulevé d'autres sujets de préoccupation potentiels: «Le modèle d'investissement de la Chine dans les pays en développement est en mesure de tolérer la corruption et l'absence de transparence, ce qui pourrait avoir divers impacts déstabilisateurs. De plus, l'institutionnalisation des investissements [de la route de la soie] dans les pays en développement fait en sorte que ceux-ci risquent davantage d'adopter un modèle de gouvernement autoritaire et de voir leur indépendance politique et économique s'étioler à long terme⁹.»

En effet, un des principaux reproches formulés à l'endroit de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB), fondée en 2016 par la Chine et établie à Beijing, est qu'elle finance des projets sans tenir compte des droits de la personne et des normes environnementales. Si rien ne prouve que l'État chinois souhaite exporter son modèle de régime autoritaire, ses institutions financières peuvent néanmoins permettre à des gouvernements tyranniques ou peu scrupuleux d'avoir accès à des sources de financement de substitution.

Le ministre chinois des Affaires étrangères ne cesse d'utiliser des termes à la mode comme «monde multipolaire» lorsqu'il affirme que la puissance économique croissante de la Chine est bénéfique pour le monde entier parce qu'elle constitue une excellente solution de rechange à l'hégémonie des États-Unis. En certains pays où le projet de nouvelle route de la soie est particulièrement populaire, des commentateurs se font les champions de cette thèse. Dans un éditorial de l'agence de presse azerbaïdjanaise Vzgljad, reproduit sur le site de la chaîne d'État chinoise CGTN, Seymour Mammadov s'attaque à cette question: «Pourquoi l'Europe devrait-elle être l'amie de la Chine?» Le corridor centre-asiatique

de la nouvelle route de la soie s'étire de la Chine à l'Azerbaïdjan en passant par le Kazakhstan, avant de serpenter jusqu'en Europe.

«Certains pays craignent peut-être que le leadership chinois “se transforme” en domination de la région dans l'avenir, mais rien de tel n'arrivera, car le concept de “coopération mutuellement bénéfique” et la “croissance de l'économie des pays participants” sont au cœur de l'initiative Ceinture et route», écrit Mammadov¹⁰.

Ce journaliste est exagérément optimiste. Néanmoins, est-il juste de qualifier la Chine de puissance colonisatrice alors que c'est de leur plein gré que les pays concernés signent avec elle des ententes d'investissement contraires à leurs propres intérêts? À l'été 2018, le Monténégro est devenu le premier pays d'Europe à accepter un prêt massif de la Chine, afin de construire une large autoroute devant relier le port de Bar, sur la côte de l'Adriatique, à la Serbie voisine. À deux reprises, le gouvernement monténégrin avait essuyé le refus de la Banque européenne d'investissement d'assurer le financement d'un segment de 41 kilomètres après que des études eurent déterminé que le volume de trafic prévu ne justifiait pas le coût du projet. La Banque d'exportation et d'importation de Chine, une société d'État, est venue à la rescousse en consentant la majeure partie d'un prêt de 1,3 milliard d'euros, qui a fait passer la dette publique du Monténégro de 63% de son PIB en 2012 à près de 80% en 2019. Au début de l'année 2021, la construction de l'autoroute n'était toujours pas terminée. Ce projet d'infrastructure catastrophique revêt une signification symbolique pour les Monténégrins, à qui il rappelle le temps révolu des grands projets socialistes. Milka Tadic' Mijovic', directrice du Centre de journalisme d'enquête de Podgorica, a déclaré au *Financial Times* que le prêt de la Chine «pourrait être très dangereux pour le Monténégro» et que «personne n'y réfléchit beaucoup dans notre pays¹¹». Qualifier une telle situation de reflet des ambitions impérialistes de la Chine semble malavisé dans le cas où un pays qui éprouve des difficultés économiques conclut de plein gré une entente hasardeuse avec Beijing.

LES EUROPÉENS QUI N'ONT JAMAIS vécu en Chine ne prennent pas la pleine mesure des défis que posent les relations commerciales avec ce pays,

juge Jörg Wuttke, président de la Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine, établie à Beijing. «J'y habite depuis plus de 30 ans, et la période actuelle est la plus répressive et la plus déprimante que le pays ait connue depuis l'été 1989. Un orage se prépare; en témoignent les tensions diplomatiques qui ont amené les États-Unis à imposer des sanctions [sur les logiciels et les composants chinois]. Dans ces circonstances, il est de plus en plus difficile pour les entreprises européennes de fonctionner en Chine», m'explique-t-il lors d'une entrevue téléphonique.

Bien que certains secteurs soient moins touchés que d'autres, de nouvelles lois chinoises qui menacent la protection des renseignements personnels numériques et la confidentialité des données des clients internationaux ont incité 19% des entreprises européennes actives en Chine à abandonner ou à reporter des projets, indique la Chambre dans une enquête réalisée en 2021.

Même en ce qui a trait aux relations de Beijing avec les États relativement plus puissants d'Europe, qui sont en meilleure position que leurs voisins pour négocier des ententes économiques équitables avec le géant asiatique, Wuttke anticipe des frictions pour les années à venir et nage dans l'incertitude quant à l'orientation que le successeur d'Angela Merkel à la chancellerie allemande pourrait donner auxdites relations.

«L'Allemagne a une balance commerciale équilibrée avec la Chine, et d'importants flux d'investissements circulent dans les deux directions. Mais les Allemands ont vécu de mauvaises expériences avec le communisme et l'autoritarisme: notre pays a connu deux régimes autoritaires, et Beijing ne comprend pas que, pour cette raison, les Allemands se soucient réellement des droits de la personne», conclut Wuttke.

Mareike Ohlberg, chercheuse principale au programme Asie du German Marshall Fund, indique toutefois que, même en Allemagne, certains dirigeants sont inconsistants dans leurs discours sur les droits de la personne en Chine.

«La politique d'engagement de l'Allemagne envers la Chine repose sur le principe du "changement par le commerce", m'explique Ohlberg en entrevue. L'objectif consiste essentiellement à protéger les activités

d'affaires. Comparée à d'autres pays d'Europe, l'Allemagne n'est pas très dépendante de la Chine, mais les entreprises de certains de ses secteurs clés, dont l'automobile, la haute technologie et l'industrie chimique, sont tributaires du marché chinois, et celles-ci exercent une influence démesurée sur le gouvernement fédéral. Les grands pays d'Europe cherchent à maximiser les avantages pour leurs économies respectives, mais sentent en même temps qu'ils ont l'obligation électorale et morale de soulever la question des droits de la personne en Chine, ce que font d'ailleurs bon nombre de leurs élus. Mais ils le font de façon inconsistante.»

OceanofPDF.com

TROISIÈME PARTIE

UNE NOUVELLE GUERRE FROIDE?



OceanofPDF.com

LA TURQUIE

Ouïghours en exil

Le matin suivant son arrivée au Xinjiang, Jalilova Gulkbahar voit la police envahir sa chambre d'hôtel. Plusieurs agents sont présents sur les lieux. Ils lui confisquent son téléphone et son passeport, lui passent les menottes et l'emmènent au poste pour l'interroger.

Déconcertée, la femme d'affaires kazakhstanaise de 53 ans, qui vient de devenir grand-mère, réclame un avocat à maintes reprises.

«Pas d'avocat pour vous», lui répond en kazakh l'interprète de la police.

Tard en soirée, on remet à Gulkbahar un bout de papier confirmant son arrestation, mais rien n'y indique ce dont on la soupçonne. On la conduit ensuite dans une fourgonnette jusqu'à un établissement de détention, où on la traîne dans une petite salle du rez-de-chaussée, sans fenêtre, plongée dans le noir.

Dans la pénombre du corridor, elle peut apercevoir des dizaines de femmes de tous âges, recroquevillées, les poignets enchaînés aux chevilles. Elles attendent leur tour pour dormir, car il n'y a pas assez de place pour que toutes puissent se coucher en même temps sur le plancher de béton froid.

Elle crie.

Une jeune travailleuse du camp d'internement accourt pour la prier de garder le silence. Mais Gulkbahar est incapable d'arrêter de gémir.

«S'il vous plaît, taisez-vous! Contrevenir aux règles vous vaudra d'être punie», chuchote la jeune femme en ouïghour. Il est environ 23 heures en ce 22 mai 2017. Dès lors, Gulkbahar perd la notion du temps.

CITOYENNE KAZAKHSTANAISE DE CULTURE ouïghoure, Gulkbahar effectue un séjour de routine à Ürümqi, capitale du Xinjiang, en vue d'acheter en gros des vêtements et des accessoires pour dames chez des négociants ouïghours. Mère monoparentale, elle subvient aux besoins de ses enfants dans sa boutique, au Kazakhstan. Elle aime porter des robes flottantes et des foulards colorés confectionnés avec les tissus qu'elle vend, et ne se maquille jamais pour faire ressortir ses yeux bruns en amande.

Elle passera les 15 prochains mois dans plusieurs salles identiques, chacune logeant une quarantaine de femmes. L'établissement de détention pour femmes des environs d'Ürümqi comporte un vaste rez-de-chaussée, où toutes les prisonnières doivent dormir sur le plancher, une annexe, qui abrite une clinique médicale, et un sous-sol labyrinthique, où se déroulent les interrogatoires. Les détenues n'ont accès à aucune aire de loisirs. Gulkbahar n'aura pas la possibilité de faire plus ample connaissance avec qui que ce soit, car les gardes font alterner les prisonnières d'une salle à l'autre. Devant chaque salle se trouve une toilette turque au-dessus de laquelle un téléviseur est fixé au mur. Certaines détenues sont affaiblies et ont plus de 80 ans; d'autres sont dans la vingtaine. Elles sont menottées en permanence. Gulkbahar tente de se faire le plus discrète possible pour ne pas attirer l'attention des gardes.

En silence, elle endure la faim et la privation de sommeil pendant de longues journées ponctuées d'interrogatoires interminables dans une cellule souterraine. Elle craint le sort qu'on lui réserverait si elle résistait. Lorsqu'on lui assignera un nom chinois et un numéro d'identification, elle perdra tout espoir d'être retrouvée.

Un jour, pendant l'un des interrogatoires au sous-sol, un gardien menace de lui enfoncer son pénis dans la bouche si elle refuse de signer un document en mandarin, langue qu'elle ne sait pas lire. Elle s'évanouira à maintes reprises et visitera régulièrement la clinique médicale du camp.

Espérant que son bon comportement lui vaudrait d'être libérée, Gulkbahar visionne des vidéos de propagande et chante des hymnes patriotiques de façon scrupuleuse. Chaque semaine, elle écrit des lettres faisant l'éloge de Xi Jinping et du Parti communiste chinois (PCC).

Les femmes n'ont pas accès à des douches. Parce qu'elles n'ont aucune possibilité de se laver, une infestation de poux éclate, si bien que les gardes leur rasent complètement la tête. Elles sont autorisées à faire de l'exercice à l'intérieur tous les dix jours (de la gymnastique suédoise), mais doivent se dénuder au préalable pour éviter de salir davantage leurs vêtements déjà crasseux. En guise de repas, on ne leur sert pratiquement que des *mantou* (petits pains blancs cuits à la vapeur) accompagnés de bouillon de légumes.

En août 2018, après plus d'un an de détention, Gulkbahar reçoit la visite de travailleuses du camp qui la font prestement sortir de sa cellule. Elle s'attend à subir un autre interrogatoire, voire à être battue. Mais on l'emmène plutôt à la clinique médicale du camp, où on l'étend sur un lit et tente de retirer les menottes qui lui enserrant les chevilles. Or, celles-ci sont en place depuis si longtemps que le métal est profondément enfoncé dans sa peau.

«Ne pleurez pas, lui murmure une infirmière. Ils vous libèrent. Gardez le silence. Vous pleurerez plus tard.»

Après l'avoir examinée et pesée, le médecin du camp conclut que Gulkbahar n'est pas apte à prendre l'avion. N'ayant mangé que du pain cuit à la vapeur et du bouillon dilué pendant 15 mois, elle est passée de 50 à 35 kilos, et, privée de soleil pendant plus d'un an, elle a le teint cireux et la peau couverte de rougeurs douloureuses.

Les travailleuses du camp finissent par réussir à retirer les menottes de ses chevilles. Deux policiers l'escortent jusqu'à un motel, où ils s'installent dans une chambre adjacente à la sienne. Chaque jour, ils la forcent à manger de petits repas faits de riz et de légumes, et lui crient après si elle ne finit pas son bol.

Peu à peu, Gulkbahar reprend des forces. Un jour, les agents la conduisent à un salon de beauté. La coiffeuse lui teint les cheveux en noir et la maquille. Gulkbahar peine à comprendre ce qui lui arrive. Elle se plie aux consignes avec docilité, mais ne peut croire qu'elle sera bientôt libre. À la mi-août 2018, à son grand étonnement, la police lui rend son passeport et certains de ses effets personnels, puis l'emmène à l'aéroport, d'où elle s'envole seule. Dans la salle des arrivées de l'aéroport d'Almaty, il lui faut

emprunter le téléphone d'un inconnu pour appeler ses enfants et leur demander de venir la chercher.

Ceux-ci n'arrivent pas à croire qu'ils ont des nouvelles de leur mère.

ACCOMPAGNÉE D'UN INTERPRÈTE, JE SUIS en compagnie de Gulkbahar dans sa nouvelle demeure d'une banlieue ouvrière d'Istanbul, où elle vit depuis septembre 2018 avec la famille de sa fille aînée. La longue frontière commune du Kazakhstan et de la Chine la rendait craintive. La Turquie, puissance régionale mieux à même de tenir tête à Beijing, lui semble être un endroit plus sûr.

En 2018, le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale évaluait que les autorités chinoises ont placé plus d'un million de Ouïghours et de membres d'autres minorités ethniques en détention extrajudiciaire dans des camps secrets «semblables à des prisons», aménagés dans des établissements conçus à cette fin ou des écoles converties, au Xinjiang¹. L'État se livre également à d'autres formes de persécution, comme la démolition de mosquées et de cimetières musulmans, la limitation des naissances et la séparation des enfants d'avec leurs parents.

Gulkbahar chasse ses deux petits-enfants du salon moqueté en leur criant de jouer dans leur chambre pendant notre rencontre. Elle sue légèrement, et son foulard se desserre un peu. Elle pourrait bien nous demander de partir, me dis-je: elle a raconté son histoire tellement de fois à des journalistes turcs depuis un an, et j'ai l'impression d'envahir son intimité. Mais elle reprend son calme, fixe son hijab bleu clair autour de son visage ovale et me dit se réjouir qu'une journaliste canadienne s'intéresse à la situation dans les camps. Pendant les heures que nous passerons en sa compagnie, le regard de ses yeux cernés restera voilé, comme s'il lui fallait se maintenir dans une sorte d'état de transe pour parler de ce qui lui est arrivé.

Se déroulant par l'entremise de l'interprète, notre conversation évolue lentement. N'ayant jamais effectué de long séjour en Chine continentale, Gulkbahar ne connaît que quelques mots de mandarin, et des défenseurs des

droits des Ouïghours m'ont prévenue que s'adresser aux survivants des camps dans cette langue peut les traumatiser à nouveau.

«J'ai peur que personne ne me croie», me dit-elle en glissant vers moi une pile de documents originaux et photocopiés qui appuient son témoignage. «Ça semble irréel. On ne traite même pas les animaux comme ça.»

«Vous pouvez lire ça!» lance-t-elle avec insistance en pointant sa fiche d'arrestation, rédigée en caractères chinois, et les lettres que ses enfants ont envoyées aux gouvernements kazakh et chinois ainsi qu'aux Nations unies pour leur demander de les aider à retrouver leur mère disparue.

Tandis qu'elle est plongée dans ses souvenirs et nous décrit les interrogatoires où on la retenait dans une «chaise du tigre» (siège en fer muni d'une armature immobilisant les jambes et les bras), sa petite-fille de quatre ans se faufile dans le salon et s'assoit à côté d'elle en croisant les jambes. Inconsciente de ce que sa grand-mère est en train de nous raconter, l'enfant glousse en imitant joyeusement les gestes de Gulkbahar. La juxtaposition d'une telle innocence et d'une telle horreur me laisse pantoise.

Gulkbahar ne comprend toujours pas pourquoi on l'a libérée. Ses enfants adultes ont certes écrit de nombreuses lettres aux Nations unies et au gouvernement du Kazakhstan, mais jamais un représentant de ces instances n'a tenté de communiquer avec elle ou avec sa famille.

Au moment où elle a été libérée, les Nations unies n'avaient pas encore émis de déclaration commune demandant à la Chine de mettre fin aux détentions de masse au Xinjiang. En juillet 2019, 22 ambassadeurs au Conseil des droits de l'homme des Nations unies ont fini par se prononcer officiellement sur la question. Aucune délégation occidentale n'avait voulu prendre l'initiative et passer pour une «cheffe de file», confierait un diplomate à la chaîne Al Jazeera.

Quand je lui demande ce qu'elle pense de l'absence de réaction de son gouvernement face à sa situation ou du silence radio des Nations unies face aux appels à l'aide de sa famille, Gulkbahar hésite un moment, puis me répond qu'elle souhaite simplement informer le monde de la situation dans les camps et qu'elle préfère ne pas parler de politique.

«J'ai été libérée, mais les autres femmes sont encore là. Ce n'est pas juste!» tonne-t-elle.

Je remercie Gulkbahar de s'être ouverte à moi puis ajoute que j'admire son courage.

«Je ne suis pas courageuse, objecte-t-elle d'une voix assurée. Chaque jour, au camp, j'ai cru que j'allais mourir.»

LES OUÏGHOURS SONT UN PEUPLE à majorité musulmane habitant la région aujourd'hui connue sous le nom de Xinjiang, dans l'extrême ouest de la Chine, et dont la langue a des origines communes avec le turc. Leur histoire a été ponctuée de brèves périodes d'indépendance, de longues guerres civiles et de conquêtes menées par des envahisseurs venus d'Asie centrale, de Mongolie, de Mandchourie et de Chine impériale. Bien que reculée et en grande partie aride, la région était prisée par de nombreux empires pour son abondance de ressources et sa position stratégique, au carrefour de l'Asie centrale et du territoire qu'on appelle maintenant la Chine continentale.

Depuis le VIII^e siècle, la majorité des Ouïghours vivent dans le sud du Xinjiang, plus précisément dans le bassin du fleuve Tarim. Autrefois nomades, ils s'y sont établis en collectivités d'agriculteurs après s'être alliés à la dynastie Tang, pour laquelle ils avaient maté une rébellion en agissant comme mercenaires. En contrepartie, l'empereur leur a versé un énorme tribut sous forme de soie. Les Ouïghours ont alors revendiqué la région entourant le bassin du Tarim, à laquelle la dynastie Tang avait renoncé après une série de défaites militaires.

Les Ouïghours y ont établi leur propre gouvernement, mais l'indépendance serait de courte durée. Au cours des siècles suivants, ils seraient conquis et dominés par divers royaumes d'Asie centrale et de Mongolie, qui leur accorderaient plus ou moins d'autonomie. Pendant cette période, des Ouïghours s'établiraient dans toutes les villes et localités du bassin du Tarim et, sans encore se désigner sous ce nom comme groupe ethnique, s'intégreraient aux populations locales en leur apportant leur culture, leur langue et leur bagage génétique. La région tirait profit de sa

situation sur l'ancienne route de la soie, ce corridor commercial qui sillonnait l'Asie centrale jusqu'en Europe. Sous la dynastie Qing, dernière à avoir gouverné la Chine impériale, le bassin du Tarim a connu une période de prospérité relative, mais la découverte de nouvelles routes maritimes a fini par sonner le glas de l'ancienne route de la soie, annonçant le déclin économique et commercial du Xinjiang.

À la fin du XIX^e siècle, la dynastie Qing a mis en œuvre une ambitieuse politique de déplacement de population, en vertu de laquelle les Hans démunis du sud-est de la Chine qui avaient perdu leur terre ou leur maison au fil de décennies de troubles civils étaient incités à déménager au Xinjiang. Cette colonisation rapide a exacerbé les tensions interethniques dans la région en suscitant le ressentiment des Ouïghours. Ces derniers constataient en effet que les investissements dans les infrastructures et dans l'économie favorisaient la Dzungarie, région du Xinjiang où les Hans étaient en voie de devenir majoritaires, au détriment du bassin du Tarim.

De nos jours, environ 80% des Ouïghours vivent encore dans le bassin du Tarim, la plupart des autres habitant la capitale moderne d'Ürümqi, située dans le nord du Xinjiang, beaucoup plus riche que le sud.

Au début du XX^e siècle, les Ouïghours du Xinjiang ont été influencés par certaines des grandes idées politiques du moment. C'est ainsi que le panturquisme progressiste et le nationalisme des Jeunes-Turcs a pris racine au Xinjiang. Les Ouïghours font partie d'un ensemble informel de peuples dont les langues constituent la famille turque. Leur aire culturelle s'étend de l'Europe à l'Extrême-Orient, en passant par l'Afrique du Nord.

En 1931, le nationalisme, qui couvait sous la surface depuis un moment, s'est mué en rébellion. Les Ouïghours de la ville de Hotan et du sud du bassin de Tarim ont lancé un appel à l'indépendance, avec le soutien de la minorité kirghize. En 1933, ceux qu'on appelait les Ouïghours Khotanlik créaient ainsi la Première République du Turkestan oriental. Pour la première fois depuis le début du X^e siècle, des Ouïghours accédaient à l'autonomie gouvernementale. Or, à peine 11 mois plus tard, ils ont été vaincus par les armées de Huis musulmans du gouvernement nationaliste chinois, et l'ensemble du bassin du Tarim a été annexé à la République de

Chine. Après la guerre civile chinoise, qui s'est conclue par la victoire des communistes sur les nationalistes et la fondation de la République populaire de Chine, la rébellion ouïghoure s'est poursuivie – et a été violemment réprimée par les forces du PCC. En 1955, dans le but d'apaiser les tensions interethniques, Beijing a institué la région autonome ouïghoure du Xinjiang, où les Ouïghours disposeraient d'une certaine autonomie.

La discorde ne s'est toutefois pas entièrement apaisée. En 1962, une révolte a amené la police nationale à ouvrir le feu sur une foule de manifestants. La rafle a fait des dizaines de morts et a entraîné un exode massif de Ouïghours vers les républiques soviétiques voisines².

Aujourd'hui, des Ouïghours appuient l'idée de nommer le Xinjiang «Turkestan oriental» afin de souligner leur appartenance à l'aire culturelle turque. Certains d'entre eux utilisent aussi cette appellation pour exprimer leur espoir d'indépendance nationale. Les Ouïghours sont cependant divisés sur la question, et d'autres minorités musulmanes du Xinjiang, dont les membres de l'ethnie kazakhe, ne sont pas sympathiques au concept de Turkestan oriental. Il est beaucoup plus courant pour les personnes d'origine ouïghoure de se définir comme turques, ce qui «n'a aucune connotation politique et correspond en gros à dire de quelqu'un qu'il est un Européen ou un Asiatique», m'explique David Tobin, chercheur à l'Université de Manchester. En 2019, celui-ci a publié une monographie intitulée *Securing China's Northwest Frontier: Identity and Insecurity in Xinjiang*, où il se penche sur les regards que portent actuellement les Hans, groupe ethnique majoritaire de Chine, et la minorité ouïghoure sur les relations interethniques au Xinjiang³.

L'idée voulant que les Ouïghours fassent partie d'un ensemble de peuples turciques répartis de l'Europe à l'Extrême-Orient, en passant par l'Afrique du Nord, n'est défendue par aucun mouvement politique structuré. Mais certains Ouïghours l'affirment en partie pour exprimer subtilement leur «résistance aux efforts nationalistes [du PCC] en vue d'assimiler les minorités et d'éradiquer les civilisations concurrentes», écrit Tobin. En revanche, le discours de l'État chinois sur le concept de «Turkestan oriental» présente l'identité ouïghoure comme une menace turque extérieure. Aux yeux du Parti, toute discussion sur le «Turkestan

oriental» est suspecte, ajoute le chercheur, qui cite un document publié en 2002 par le Conseil des affaires de l'État, en vertu duquel seuls des «impérialistes» et des «séparatistes» pourraient mentionner ce nom sans le mettre entre guillemets.

Aujourd'hui, la plupart des Ouïghours qui osent faire mention du «Turkestan oriental» vivent hors de la Chine, car ceux qui le font à l'intérieur du pays risquent d'être arrêtés immédiatement.

DEPUIS QUELQUES DÉCENNIES, BEIJING reproduit les politiques de la dernière dynastie impériale de Chine en encourageant les Hans, groupe ethnique majoritaire, à s'établir dans le territoire reculé mais riche en ressources du Xinjiang. Du matériel promotionnel leur fait miroiter une multitude de possibilités économiques, attribuables à un déferlement d'investissements et de mesures de stimulation en provenance du gouvernement central. En 1999, ce dernier a lancé ce qu'il appelait le «Grand Bond vers l'ouest» en vue d'augmenter la densité de population à la frontière occidentale de la Chine, dans l'espoir que l'afflux de nouveaux arrivants et la croissance économique favorisent l'assimilation des groupes minoritaires. Selon un document publié à l'époque par le gouvernement du Xinjiang, la «mission» consistait «à reprendre possession du territoire, à mettre des troupes en garnison à la frontière et à peupler les [...] territoires frontaliers du Xinjiang [...] d'une population han vouée à mener des activités économiques en temps de paix». Comme à la fin du XIX^e siècle, l'arrivée massive de Hans a provoqué la colère de nombreux Ouïghours: à leurs yeux, l'État tentait délibérément d'affaiblir leur présence dans une région qu'ils considéraient comme leur chez-soi depuis le VIII^e siècle⁴.

En 1949, les Ouïghours représentaient 75% de la population totale du Xinjiang, contre 7% pour les Hans. En 2020, la proportion des deux groupes était à peu près égale, avec environ 10 millions de Ouïghours et 9 millions de Hans. Par ailleurs, le revenu global de l'ensemble des groupes ethniques de la région a bel et bien augmenté, le gouvernement central ayant donné suite à ses promesses de multiplier les investissements et de stimuler l'économie.

Or, parmi les avantages consentis aux Hans pour les attirer dans l'ouest figure un favoritisme flagrant, qui se manifeste entre autres par un accès prioritaire à certaines universités, à des propriétés à vendre, à des appartements à louer et à certains postes. Des offres d'emploi dans la fonction publique, au sein de sociétés d'État ou dans le secteur privé, sont explicitement réservées aux Hans. Sur les 840 emplois créés en 2006 par le Corps de production et de construction du Xinjiang, le plus grand nombre est allé à des Hans, tandis que les membres de minorités ethniques n'ont eu droit qu'à 38 postes. La plupart des Hans se sont établis dans le nord du Xinjiang, où se situe la capitale, Ürümqi; les Ouïghours, eux, vivent en majorité dans le sud de la région, beaucoup plus pauvre.

En 2009, alors que les tensions interethniques atteignaient leur paroxysme, des combats de rue d'une extrême violence entre Ouïghours et Hans ont éclaté à Ürümqi, ville moderne aux nombreux gratte-ciel et centres commerciaux. Des centaines de personnes sont mortes – en majorité han, selon les médias d'État chinois. Il est impossible pour les journalistes et les chercheurs de vérifier ces données de façon indépendante, mais des photos et des vidéos montrent que des Hans ont effectivement perdu la vie dans les affrontements.

Avant de dégénérer en conflit, l'affaire avait commencé par une manifestation pacifique de Ouïghours, dans la foulée d'une bagarre qui avait eu lieu à Shaoguan, ville du Guandong, dans le sud de la Chine. La rixe avait été provoquée par une rumeur (qui finirait par être démentie) faisant état du viol de deux femmes han par six hommes ouïghours dans une usine où travaillent des migrants issus de diverses régions du pays.

Soupçonnés d'être les instigateurs des combats de rue à Ürümqi, de nombreux Ouïghours ont été arrêtés et condamnés à de longues peines de prison. Depuis lors, tous les Ouïghours du Xinjiang (dont la majorité n'a joué aucun rôle dans les événements) font l'objet d'une surveillance et de privations accrues. De plus, les inégalités qui attisent leur mécontentement ne font que s'aggraver: en 2011, le revenu moyen des Ouïghours d'Ürümqi était de 892 yens par mois, tandis que celui des travailleurs han atteignait 1141 yens.

En 2019, un commerçant ouïghour d'Ürümqi m'a raconté que, même s'il n'avait aucunement pris part aux affrontements, il lui était devenu impossible d'échapper aux contrôles des légions de policiers et de soldats envoyés par la capitale pour guetter le moindre signe d'insurrection chez ses compatriotes. Même dans de plus petites villes, comme à Tourfan, des témoins m'ont confié avoir eu l'impression que la police avait établi des postes à toutes les intersections importantes et que des fourgons cellulaires tournaient sans interruption autour des pâtés de maisons. La méfiance entre Hans et Ouïghours atteignait des degrés sans précédent. Des voisins qui avaient l'habitude d'entretenir des rapports courtois avaient cessé de s'adresser la parole.

DANS LE SILLAGE DU CONFLIT, la Chine a interdit ou limité certaines formes d'observance religieuse au Xinjiang, dont le port du voile islamique chez les femmes, celui de la barbe longue chez les hommes ainsi que le jeûne des fonctionnaires, des enseignants et des étudiants pendant le ramadan. Bien que la surveillance policière et les restrictions à la liberté religieuse aient pris de l'ampleur sous la gouverne du nouveau chef du Parti communiste du Xinjiang, Zhang Chunxian, les cinq années qui ont suivi les émeutes de 2009 ont été relativement calmes. Des Ouïghours qui en avaient les moyens ont même pu obtenir un passeport et s'établir à l'étranger. Hu Jintao, président de la Chine de 2003 à 2013, se dépeignait comme un technocrate. Il priorisait la croissance économique dans l'optique de consolider le statut de grande puissance de la Chine, tout en promouvant le conservatisme social et en resserrant le contrôle des médias et d'internet.

Quand Xi Jinping, manifestement plus soucieux de l'«unité» et de la stabilité de la nation que son prédécesseur, est devenu président en 2013, il a renforcé la présence militaire au Tibet et au Xinjiang et entrepris de restreindre les libertés civiles dans l'ensemble du pays.

Le 1^{er} mars 2014 à 9 h 20, huit assaillants vêtus de noir se sont précipités dans la billetterie de la gare centrale de Kunming, capitale de la province méridionale du Yunnan. S'en prenant à la foule au hasard à l'aide de couteaux et de couperets, ils ont tué 31 personnes et en ont blessé 143 autres avant que le groupe d'intervention tactique n'arrive sur les lieux et ne

mette fin à la boucherie en abattant quatre assaillants et en arrêtant les autres, indiqueraient les médias d'État. L'administration municipale de Kunming attribuerait l'attentat à des séparatistes ouïghours du Xinjiang, mais fournirait peu de précisions sur l'événement, et les experts internationaux ne seraient pas en mesure de vérifier l'identité des responsables. Environ cinq mois auparavant, les autorités avaient déclaré que des séparatistes ouïghours du Xinjiang avaient foncé en voiture sur une foule à la place Tian'anmen de Beijing et fait cinq victimes.

En réaction aux attentats, les autorités ont lancé l'opération «Frapper fort» en adoptant la rhétorique de la «guerre mondiale contre le terrorisme» utilisée par les États-Unis depuis les événements du 11 septembre 2001 face au djihadisme islamiste. Alors correspondante à Beijing, j'ai tenté, avec des collègues, de vérifier les informations concernant les attaques en appelant les postes de police locaux et en cherchant des témoins, mais les rapports approuvés par les autorités chinoises se résumaient à de laconiques déclarations de la police et à des articles publiés dans les médias d'État.

Selon des documents internes transmis au *New York Times* par un haut fonctionnaire chinois, le président Xi a sommé ses subalternes de «se montrer impitoyables» dans leurs efforts d'éradication «du terrorisme, de l'infiltration et du séparatisme⁵». Des chercheurs soutiennent que c'est cette campagne qui a conduit au développement de camps d'internement, entrepris vers 2016. Le gouvernement chinois a d'abord nié avoir mis sur pied de tels établissements. Or, à mesure que s'accumulaient les preuves de leur existence, lesquelles incluaient des images satellites, le Parti s'est mis à les défendre. Il les a désignés sous le nom de «centres de formation professionnelle», affirmant qu'ils avaient pour mission d'améliorer les compétences des Ouïghours et, ce faisant, de «lutter contre la pauvreté» en éloignant ceux-ci «de la tentation de l'extrémisme islamiste⁶».

La référence à l'extrémisme est notable, car un individu peut exprimer une opinion que l'État chinois qualifie d'extrémiste sans être un terroriste ni contrevenir à la loi. Beijing cherche à prévenir l'activité criminelle en internant les membres de la minorité musulmane dans le but de les purger de leurs croyances religieuses, ce qui représente une forme extraordinairement musclée de répression préventive. Bien qu'il soit

pratiquement impossible pour des observateurs indépendants d'évaluer l'ampleur réelle de la menace, ce changement de stratégie «a sans doute été catalysé par une nouvelle perception de l'engagement ouïghour dans le militantisme islamiste transnational en Asie du Sud-Est et au Moyen-Orient, ce qui a accentué le sentiment de vulnérabilité de la Chine au terrorisme», indique une recherche publiée dans la revue *International Security* de l'Université Harvard⁷. La prolifération des camps comme celui où Gulkbahar a passé 15 mois et la criminalisation de pratiques religieuses banales ont mené des instances gouvernementales de divers pays, dont, au Canada, le Sous-comité des droits internationaux de la personne, à qualifier la situation au Xinjiang de «génocide». En 2020, celui-ci a indiqué avoir recueilli des témoignages lui permettant d'affirmer que «les gestes du gouvernement chinois visaient à éliminer la culture et la religion» des Ouïghours⁸.

Selon des documents obtenus par le *New York Times*, des fonctionnaires locaux du Xinjiang ont été réticents à participer aux atrocités qu'on leur ordonnait de commettre. Des milliers d'entre eux ont été punis pour s'être prétendument traîné les pieds. Au moins un fonctionnaire han a été emprisonné pour avoir tenté de ralentir le rythme des internements dans le but de protéger ses collègues ouïghours. La lecture de ces passages me fait penser au récit de Gulkbahar: les employées subalternes du camp étaient souvent des Ouïghoures, et les infirmières han faisaient montre d'une compassion subtile, m'avait-elle raconté. De toute évidence, ce sont les hautes sphères du pouvoir chinois qui leur avaient ordonné de se livrer à de telles horreurs.

LE TRAITEMENT CRUEL QUE BEIJING inflige à ses minorités devrait inquiéter au plus haut point tout dirigeant ou citoyen attaché aux droits universels de la personne. Quel genre de leader mondial la Chine ferait-elle si elle devenait la plus puissante économie de la planète?

Si l'on se fie au sort qu'elle réserve aux Ouïghours du Xinjiang, on peut présumer qu'elle n'hésite pas à criminaliser la pratique religieuse, à arracher des enfants à leurs parents, à torturer, à persécuter et à agresser sexuellement des détenus ainsi qu'à harceler illégalement les Ouïghours

établis dans d'autres pays. Or, la communauté internationale est lente à réagir à cette crise humanitaire qui ne cesse de s'aggraver, ce qui pose la question troublante de savoir jusqu'où le PCC pourra aller en toute impunité dans l'avenir.

En juin 2020, les États-Unis ont été le premier pays à adopter une loi visant à sanctionner les violations des droits de la personne au Xinjiang. Cette loi dénonce la mise sur pied de camps d'internement par le PCC et autorise l'imposition de sanctions économiques contre des dirigeants et hauts fonctionnaires chinois jugés responsables d'actes de torture, de détentions prolongées sans accusation ou procès, d'enlèvements, de traitements cruels, inhumains ou dégradants et d'autres violations du «droit à la vie, à la liberté ou à la sécurité de la personne» au Xinjiang. Elle a cependant été proposée environ cinq ans après la mise en place des camps, et les mesures qu'elle contient sont essentiellement symboliques, car aucun des dirigeants sanctionnés jusqu'ici ne dispose d'actifs importants hors de Chine.

Je suis coupable, moi aussi, d'avoir tenté de détourner le regard. Quand je vivais à Beijing, j'aurais pu prendre un avion ou un train pour le Xinjiang, mais je ne me suis jamais résolue à le faire. J'ai plutôt laissé le sale boulot à des collègues, dont Benjamin Dooley, de l'Agence France-Presse, qui a accepté le risque d'être harcelé, de voir son équipement méticuleusement fouillé et de se faire bloquer le passage par la police pour produire des reportages dépeignant la terrifiante dystopie d'un État policier high-tech⁹.

Je doutais de ma capacité à faire preuve d'assez de prudence pour bien protéger mes sources. Les Ouïghours du Xinjiang sont emprisonnés pour toutes sortes de raisons, allant de la prière à la correspondance avec un parent ou un ami établi à l'étranger, en passant par le port de la barbe et la possession d'ouvrages religieux. Les autorités vont jusqu'à affirmer que le simple contact avec un étranger prouve qu'un Ouïghour soutient le séparatisme ou le terrorisme. Lorsqu'un fonctionnaire local souhaite atteindre son quota d'internements, des familles entières peuvent disparaître du jour au lendemain.

De plus en plus de sources font état d'arrestations massives effectuées au vu et au su de tous, mais les responsables s'en tiennent au discours officiel du Parti, selon lequel les camps sont principalement destinés à la formation professionnelle.

«Quiconque est infecté par un “virus” idéologique doit être admis promptement aux “soins résidentiels” pour suivre des cours de transformation par l'éducation avant que la maladie ne se développe», indique un document émis par les autorités locales du Parti à Hotan, ville du sud-ouest du Xinjiang, et reproduit dans les médias d'État en 2017.

Selon un reportage réalisé en 2017 par Megha Rajagopalan pour le compte de BuzzFeed News, des policiers armés ont établi des postes de contrôle autour de la ville de Kachgar, dans le bassin du Tarim, et y ont saisi les téléphones de Ouïghours afin d'y rechercher des applis interdites, comme Twitter et Facebook, et d'en lire les textos au cas où il y serait question de sujets d'ordre religieux. Rajagopalan est l'une des premières correspondantes à avoir parcouru le Xinjiang en long et en large dans la période postérieure à 2016, marquée par l'intensification de la répression, en vue de décrire l'omniprésent appareil de surveillance et les abus de pouvoir de l'État chinois. Son travail pour BuzzFeed lui a valu un prix Pulitzer^{[10](#)}.

En août 2018, après qu'elle eut publié quelques excellents reportages sur la persécution des Ouïghours, le ministère chinois des Affaires étrangères a révoqué son visa de journaliste et l'a chassée de la maison qu'elle habitait depuis six ans à Beijing. Se trouvant alors à l'extérieur de la Chine, elle n'a même pas pu récupérer ses effets personnels, si bien qu'un ami a dû convaincre un serrurier d'entrer par effraction dans l'appartement pour qu'une entreprise de déménagement puisse emballer ses affaires et les lui expédier.

Steven Butler, coordonnateur du programme Asie au Comité pour la protection des journalistes, a déclaré à CNN que le cas de Rajagopalan rendait compte d'une «tentative évidente d'entraver la couverture journalistique» du traitement infligé par la Chine aux Ouïghours du Xinjiang.

Sur Twitter, Rajagopalan a affirmé que, même si elle ne pouvait plus couvrir l'actualité chinoise de l'intérieur, elle n'allait pas cesser d'écrire sur la surveillance, la répression et l'incarcération de millions de membres des minorités ethniques musulmanes du Xinjiang.

Plus d'un an après son départ de Chine, Rajagopalan m'explique que son travail n'a pas beaucoup changé, car elle arrive à obtenir beaucoup d'informations en menant des interviews auprès de Ouïghours réfugiés en Turquie ou ailleurs: «Les Ouïghours et les autres minorités ethniques du Xinjiang sont soumis à une telle pression qu'il est vraiment difficile de les interviewer dans la région sans craindre de les mettre en danger. Il y a un compromis à faire: les personnes qui vivent dans la région sont évidemment plus susceptibles d'être au courant de faits nouveaux, mais il est beaucoup plus facile d'avoir des discussions franches et soutenues avec les exilés, car ils courent moins de risques. En outre, notre équipe a recours à l'imagerie satellite, à des interviews avec des exilés de fraîche date ainsi qu'à des rapports du gouvernement et d'entreprises pour mettre au jour de nouvelles informations sur le système des camps, le travail forcé et les conditions de vie des détenus. Bien entendu, ne pas pouvoir obtenir d'autorisations de séjour, ce n'est pas l'idéal.»

EN DÉCEMBRE 2019, JE M'ENVOLE vers Istanbul pour y rencontrer des Ouïghours qui viennent de quitter la Chine afin de s'établir en Turquie, où 35 000 de leurs compatriotes auraient trouvé refuge. Nombre de ces exilés vivent dans les limbes juridiques, n'ayant pas de permis de travail, de statut de réfugié ou la possibilité de renouveler leur passeport chinois. À ces ressortissants, les autorités consulaires chinoises ne délivrent que des passeports à usage unique dont l'usage est limité au retour au pays, où l'on peut présumer que les voyageurs seront incarcérés^{[11](#)}.

La situation me paraît bizarre. À maints égards, la censure et la répression que l'État turc inflige à la société civile sont semblables aux pratiques de Beijing. Dans ces circonstances, pourquoi la Turquie est-elle devenue un havre aussi attrayant pour les Ouïghours en exil?

La capitale légendaire des empires romain, byzantin et ottoman chevauche le détroit du Bosphore, qui sépare l'Europe de l'Asie et qu'on

peut traverser sans effort grâce à deux ponts, à de nombreux traversiers, à un tunnel autoroutier et à un train de banlieue souterrain. La Mosquée bleue, Sainte-Sophie et d'autres lieux de culte magnifiques, surmontés d'immenses dômes et entourés de minarets en spirale, dominent la vieille ville sur la rive européenne.

Je loge dans un appartement situé à proximité de la tour de Galata, structure byzantine de style roman qui évoque la demeure de Raiponce. De jeunes couples fringants s'entassent sur les rues pavées pour se prendre en photo devant la vieille tour. Des boulangeries font de bonnes affaires en vendant de savoureux böreks au fromage et des baklavas aux pistaches, de même que des croissants et des macarons façonnés d'une main experte.

Au bas de la côte abrupte, face au pont très passant qui enjambe le Bosphore, se trouve un immeuble cubique blanc entièrement couvert d'une annonce publicitaire de téléphone portable Huawei. La firme chinoise est un important fournisseur d'appareils mobiles et d'équipements de télécommunication sans fil en Turquie. Plus bas, sur les murs d'un passage souterrain faiblement éclairé, de grands drapeaux turcs sont juxtaposés à des bannières rouges montrant des images de tanks et de soldats ornées des slogans «Des martyrs meurent pour vivre dans la patrie» et «Ouvrez-vous au Prophète».

Je tente une recherche sur Google afin d'en savoir plus sur le quartier où je m'apprête à interviewer des figures de la communauté ouïghoure. Or, ma recherche est entravée par le fait que Wikipédia, Twitter et YouTube sont bloqués (tout comme environ 245 800 autres sites, indique l'Association pour la liberté d'expression d'Istanbul). Aussi, la connexion internet est très lente. Il s'agit de ma première expérience de navigation sur un internet lourdement censuré depuis mon séjour à Beijing.

Quand je travaillais à temps partiel pour le Comité pour la protection des journalistes, de 2012 à 2014, j'ai comptabilisé le nombre effarant de journalistes turcs emprisonnés chaque année. Souvent, celui-ci était plus élevé qu'il ne l'était en Chine. La réalité du terrain contredisait ce que je savais des principes fondateurs de l'État turc moderne.

Fondée en 1923, la République de Turquie, qui a succédé à ce qui restait de l'Empire ottoman, s'est faite la championne de la laïcité et a lutté contre l'influence encore forte des groupes religieux et du droit islamique. En 1952, elle adhère à l'OTAN. L'islam demeure la religion dominante au pays, mais, au tournant du XXI^e siècle, des sondages ont fait état d'un déclin de la foi, et de plus en plus de femmes choisissent de ne plus porter le voile. La majorité des gens semblent embrasser la laïcité et l'ouverture aux différentes confessions et cultures, tandis que d'autres deviennent de fervents nationalistes. Au mieux, ces deux groupes entretiendraient des relations difficiles; au pire, leurs désaccords dégénéreraient en conflits violents. Le nationalisme serait désormais axé sur la glorification du peuple turc comme nation et comme groupe ethnique, et ses partisans s'opposeraient à toute influence étrangère.

Néanmoins, même si les Turcs sont de moins en moins pieux, plus de 98% d'entre eux se qualifient toujours de musulmans. Il est donc logique que les Ouïghours, persécutés au Xinjiang en raison de leur appartenance à l'islam, cherchent à trouver refuge en Turquie. En outre, le nouveau nationalisme turc ne leur est pas nécessairement préjudiciable, les Ouïghours étant eux-mêmes considérés comme un groupe ethnique turcique.

Pendant sa montée au pouvoir, l'actuel président, Recep Tayyip Erdoğan, se présentait comme un dirigeant pragmatique, moderne et diplomate, de la trempe du père fondateur de la Turquie moderne, Mustafa Kemal Atatürk, qui avait créé des ponts entre l'Europe et le Moyen-Orient. En 2010, le président américain Barack Obama a loué la Turquie d'Erdoğan en la qualifiant de «démocratie vivante et laïque». De toute évidence, le gouvernement Erdoğan souhaitait qu'Ankara prenne les devants pour devenir une force stabilisatrice dans une région pour le moins tumultueuse. C'est pourquoi Washington n'a guère élevé le ton lorsque les autorités turques ont fait arrêter des milliers de journalistes, qu'elles accusaient d'avoir critiqué le président dans la foulée du Printemps arabe, au début des années 2010. Quand des manifestations et des soulèvements pour la démocratie ont renversé les dirigeants autoritaires de pays à majorité musulmane, parmi lesquels figuraient le président égyptien Hosni

Moubarak et le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, Erdoğan a intensifié son implacable répression de la dissidence. La Turquie s'était portée candidate à l'adhésion à l'Union européenne en 1987. Dans un premier temps, les négociations avec Ankara avaient semblé pouvoir se solder par une réponse positive. Or, en 2016, inquiets de la situation des droits de la personne et de la primauté du droit en Turquie, les membres de l'Union européenne ont décidé de suspendre les pourparlers.

Voyant ses espoirs d'adhésion à l'Union européenne s'envoler, Erdoğan s'est éloigné des principes laïques d'Atatürk. En 2017, il a formé une alliance entre son propre parti et le Parti d'action nationaliste, situé à l'extrême droite. Cette année-là, son gouvernement a retiré des manuels l'enseignement de la théorie de l'évolution et imposé un programme scolaire davantage axé sur la religion.

Erdoğan avait fait miroiter la promesse de faire de son pays «un phare de la démocratie dans une région déchirée par les conflits religieux», rappelle une analyse publiée en 2018 dans le *New York Times*. «Mais c'était avant qu'il ne commence à s'arroger le pouvoir suprême et n'écrase impitoyablement la dissidence à la suite d'un coup d'État manqué, il y a deux ans. C'était avant que la Turquie ne sombre dans une crise financière, attribuable en grande partie aux inclinations autoritaires du président. [...] Le peu qui restait de l'idée voulant qu'Erdoğan incarne une force de libéralisation a volé en éclats.»

La Turquie affiche un sombre bilan en matière de droits de la personne, notamment dans le traitement de ses minorités, lequel inclut le massacre et l'expulsion systématiques, par l'Empire ottoman, d'environ 1,5 million d'Arméniens de 1915 à 1923, épisode que de nombreux historiens désignent sous le nom de «génocide arménien». Or, l'actuel gouvernement de Turquie persiste à refuser d'admettre qu'il s'agissait d'un génocide. Ankara ne reconnaît que trois minorités non musulmanes sur son territoire, soit les Arméniens, les Grecs et les Israélites. Il en découle que les autres groupes minoritaires ne disposent pas des mêmes droits politiques et culturels que la majorité. Les Kurdes, en particulier, ont fait l'objet de plusieurs vagues de violence et de discrimination depuis la création de la République de Turquie en 1923.

De nombreux Turcs considèrent que les Ouïghours partagent des traits culturels et ethniques avec la population musulmane majoritaire de leur pays. La colère que leur inspire le traitement infligé à cette minorité par la Chine s'arrime parfois au nationalisme ethnoreligieux qui prend de l'ampleur en Turquie. Des protestataires se rassemblent régulièrement à proximité du consulat de Chine à Istanbul pour dénoncer le traitement des minorités au Xinjiang. En mars 2021, une grande manifestation a eu lieu à l'occasion de la visite d'État du ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi.

Tandis qu'elle prend ses distances de l'Union européenne et des États-Unis, la Turquie applique une stratégie visant à approfondir ses relations économiques avec la Chine et d'autres pays non occidentaux. Malgré ses divergences politiques avec Beijing, Erdoğan a invité le président Xi à discuter de coopération économique; les deux hommes se réunissent une ou deux fois par an. Bien que la Turquie fasse partie de l'OTAN, son président aimerait qu'elle devienne membre de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), association vouée à la sécurité régionale et à la lutte antiterroriste dont le siège est situé à Beijing et qui regroupe la Chine, la Russie, l'Inde et quelques États d'Asie centrale. Selon l'analyste militaire Daniel Darling, il est possible que la Chine considère avant tout cette organisation comme un outil de promotion de ses projets d'investissement liés à la nouvelle route de la soie en Eurasie¹². Sous sa forme actuelle, l'OCS ne constitue pas un réel contrepoids à l'OTAN. Notons que la Turquie est un membre actif de l'initiative Ceinture et route depuis 2015.

Lorsqu'ils traitent du déclin de l'Occident, les éditorialistes européens et nord-américains disent souvent craindre l'apparition d'un vide politique qu'une coalition de régimes autoritaires pourrait être tentée de remplir. Toutefois, selon la plupart des experts turcs avec lesquels je me suis entretenue, l'approche d'Erdoğan face à la Chine est essentiellement pragmatique, axée sur les gains économiques que la Turquie peut retirer de cette collaboration. Les deux pays n'ont jamais été de proches alliés ni de proches partenaires commerciaux, et les fondements idéologiques de leurs régimes respectifs sont très éloignés les uns des autres.

Le traitement que la Chine inflige aux musulmans suscite une colère et un ressentiment généralisés en Turquie. Qu'arriverait-il si, au lieu de constituer une alliance autoritaire redoutable mais peu probable, les deux régimes finissaient par s'affronter en raison de leurs différences?

JE RENCONTRE MEMETELI TURKIYE, directeur de la branche stambouliote de l'Académie ouïghoure, dans un restaurant ouïghour somptueusement décoré, situé à l'écart. Devant nos assiettes de *laghman* (plat typique de l'Asie centrale fait de nouilles à l'agneau, aux légumes et à l'huile), accompagnées de thé sucré servi dans des tasses en verre munies d'anses dorées, l'homme à la voix douce et à l'attention soutenue me raconte son départ de Kachgar pour Istanbul 18 ans auparavant.

Turkiye ne parlait pas bien anglais, mais rêvait de faire des études à l'étranger et de voir le monde. Il a donc choisi la Turquie, où il a vite appris à parler turc couramment, cette langue étant proche du ouïghour. Il ne croyait toutefois pas s'être établi là pour de bon. À cette époque, bien que la vie au Xinjiang fût difficile pour de nombreux Ouïghours, personne ne fuyait encore la région pour sauver sa peau.

L'Académie ouïghoure a été fondée en 2009, à Istanbul, par neuf intellectuels ouïghours qui s'étaient établis en Turquie avant que la persécution de leurs compatriotes n'atteigne son sinistre paroxysme. Son réseau international rassemble aujourd'hui des centaines de chercheurs, d'intellectuels et de spécialistes qui collaborent en vue d'encourager les Ouïghours à poursuivre des études supérieures et de préserver l'identité culturelle ouïghoure.

Ses objectifs ont d'abord consisté à établir un réseau d'universitaires et à aider des étudiants du Xinjiang à entreprendre des études de deuxième et de troisième cycles à l'étranger. Ces dernières années, à l'instar d'autres réseaux internationaux de Ouïghours, l'Académie a reporté son attention sur la crise des droits de la personne au Xinjiang. Elle coordonne désormais des recherches sur la question et tente de sensibiliser les gouvernements du monde à la situation qui prévaut dans les camps d'internement.

Si l'Académie ouïghoure n'adhère pas explicitement à l'objectif de créer un État du Turkestan oriental souverain, certains de ses membres appuient le mouvement indépendantiste, et l'histoire du Turkestan oriental est particulièrement mise en valeur sur son site web.

Turkiye prend soin d'éviter de me faire part de sa position sur la création d'un Turkestan oriental. Il affirme cependant la nécessité pour les journalistes de comprendre pourquoi de nombreux Ouïghours s'identifient davantage aux divers peuples turciques qu'à l'État chinois moderne. Après m'avoir posé quelques questions sur mon projet, il offre de me mettre en contact avec des survivants des camps qui ont réussi à gagner Istanbul. Quand je propose de lui verser des honoraires de recherche, il refuse net en affirmant qu'il a le devoir d'apporter son aide: «Tout le monde a un parent ou un ami disparu. C'est inhumain. C'est injuste», conclut-il.

Notre repas terminé, Turkiye et deux de ses amis, parmi lesquels se trouve un professeur de linguistique qui joue le rôle d'interprète ouïghour-mandarin, m'emmènent visiter Zeytinburnu, quartier situé à 15 minutes du centre-ville en train, mais assez abordable pour que des Ouïghours et d'autres immigrants y aient fait fleurir une pléthore de petites entreprises ces dernières années. Dans un univers parallèle où les gens ne migreraient que pour des raisons économiques ou personnelles plutôt que pour fuir des camps d'internement, les guides touristiques désigneraient sans doute ce quartier sous le nom de «Petit Xinjiang».

Dans les rues pavées et faiblement éclairées de Zeytinburnu, des enfants se courent après ou font la sieste dans leur poussette, accompagnés de leur mère. De petites librairies vendent des livres en ouïghour, des bouchers halals souriants trônent derrière leur comptoir, et des hommes jouent aux cartes dans un magasin de noix et de bonbons. Dans ces librairies toutes simples, éclairées au néon et munies de rayons métalliques purement utilitaires, je perçois une atmosphère de bravade, voire une joie sourde. Ces déplacés arrivent à préserver leurs traditions et leur culture pour les générations futures. En Chine, les librairies ouïghoures sont étroitement surveillées. Ce que font les auteurs et les éditeurs ouïghours en Turquie serait impensable dans leur pays d'origine.

Nous déambulons pendant quelque temps pour nous imprégner de la vie nocturne. Il ne fait ni trop chaud ni trop froid. Les gens socialisent à l'extérieur. Notre groupe doit leur sembler bien curieux: une grande Chinoise et quelques hommes ouïghours d'âge moyen qui discutent dans un mélange d'anglais, de ouïghour et de mandarin. J'ai caché mon appareil photo sous mon foulard, mes compagnons m'ayant prévenue que des espions locaux pourraient rapporter ma présence aux autorités chinoises. Des journalistes étrangers racontent avoir été suivis dans le quartier.

Turkiye remarque un de ses amis assis à une table basse sur la terrasse d'un café. Il s'agit de Tibet Yücetürk, marchand de tissus dont les parents font partie des rares Ouïghours du Xinjiang à s'être établis en Turquie il y a plusieurs décennies. Arrivé à l'âge de cinq ans, il n'a jamais connu d'autre ville qu'Istanbul. La solidarité panturque existant déjà, ses parents ont vite pu créer une entreprise de textiles modestement prospère au service de la clientèle ouvrière de Zeytinburnu.

«Quand j'étais jeune, nous étions l'une des seules familles ouïghoures connues dans le quartier. Les gens étaient vraiment accueillants, mais je pense qu'il leur était alors plus facile de nous accepter», indique Yücetürk en sirotant son thé. «Aujourd'hui, de plus en plus de Ouïghours s'installent ici. Nous en prenons soin, mais ça nous laisse une impression douce-amère, car, en temps normal, ils ne devraient pas avoir besoin de venir; ils devraient pouvoir rester chez eux sans que la Chine essaie de détruire leur culture.»

Je demande à Yücetürk s'il craint que les Turcs ne finissent par devenir moins accueillants. Il me répond qu'il espère que jamais des musulmans ne seront refoulés à la frontière et renvoyés en Chine.

LA PERSÉCUTION DES OUÏGHOURS par Beijing dure depuis assez longtemps pour que certains exilés aient eu le temps de «se mêler» à la population d'Istanbul. Le souvenir des ennuis qu'ils ont connus au Xinjiang s'estompe, et ils ne se considèrent pas nécessairement comme des exilés politiques. Certains immigrants de fraîche date qui ont reçu une relativement bonne éducation en Chine parviennent même à s'assimiler rapidement. Lors d'un rassemblement à proximité de Zeytinburnu, je fais la

rencontre d'une jeune Ouïghoure dans la mi-vingtaine qui déborde d'amabilité. Elle a le teint clair, les cheveux de jais et les traits arrondis. Pendant notre conversation, elle fera plus d'une fois mention de son apparence physique. En Chine, m'explique-t-elle, elle passait pour une Han et échappait ainsi à la discrimination, ce qui lui procurait un sentiment de culpabilité; à Istanbul, où elle vit depuis cinq ans, son teint clair correspond aux standards de beauté des Turques. Elle parle turc couramment, si bien qu'on la prend généralement pour une citoyenne turque d'ascendance centre-asiatique. Elle me demande de ne pas citer son nom, car elle craint d'aggraver la situation de sa famille au Xinjiang.

La jeune femme a grandi en Chine continentale, où elle a fréquenté des écoles d'élite en compagnie d'étudiants han. Elle aurait pu être admise dans une des plus prestigieuses universités du pays, mais ses parents ont insisté pour qu'elle parte étudier à Istanbul. Ils se sont réjouis de la savoir hors de Chine, mais dans un pays ni trop étranger ni trop éloigné.

Alors qu'elle poursuivait ses études supérieures, elle a appris par un ami que son père et sa mère avaient été internés dans des camps. Elle ignorait si leur arrestation découlait de soupçons liés à l'endroit où elle se trouvait, comme l'avait été celle de nombreux Ouïghours ayant des parents à l'étranger.

Pendant qu'elle me décrit sa vie à Istanbul, je suis frappée par le calme qu'elle dégage. Des anecdotes de son enfance lui rappellent des fariboles qui la font s'esclaffer, mais, par moments, sa main se crispe sur sa tasse ou ses yeux se plissent, laissant paraître une colère sourde. Elle s'efforce visiblement de ne pas laisser ses émotions la paralyser. Si ses parents étaient en mesure de lui faire parvenir un message, ils lui recommanderaient probablement de terminer ses études, croit-elle.

«Les parents ouïghours prennent l'éducation de leurs enfants très au sérieux», me dit-elle pendant que nous comparons nos expériences de femmes élevées par des parents sévères.

Un peu plus tard, nous nous assoyons côte à côte dans un taxi et je constate que l'affichage de son téléphone est en mandarin. Elle me sourit d'un air navré en me disant qu'on le lui fait souvent remarquer, mais qu'elle

est tout simplement habituée à utiliser ce réglage. Bon nombre des exilés ouïghours de son entourage ont renoncé à tout ce qui se rapporte le moins à la Chine et refusent de parler mandarin même s'ils connaissent très bien cette langue. «Mais je ne tiens pas tous les Chinois pour responsables de ce qui est arrivé à mes parents. Seulement le gouvernement, précise-t-elle d'une voix douce. Mes amis chinois me manquent.»

En dépit de son diplôme, de son aptitude à parler plusieurs langues et de son aisance à s'orienter dans Istanbul, elle est cantonnée à un statut très précaire. Le seul passeport qu'elle détient est chinois. Lorsqu'il arrivera à expiration, elle ne compte pas se rendre au consulat de Chine pour le renouveler. Si elle le faisait, craint-elle, on l'enverrait dans un camp d'internement.

L'EXPÉRIENCE DES EXILÉS OUÏGHOURS montre que l'État policier chinois s'est mondialisé. Il enjambe les frontières afin de hanter les fugitifs.

Ablet Jahanbag Yesi est le seul membre de sa famille à avoir échappé à l'internement. Frêle, la jeune cinquantaine, il est visiblement nerveux lorsque je le rejoins dans un restaurant. Serrant et desserrant constamment ses mains, il jette un regard méfiant au groupe qui vient s'asseoir à la table qui jouxte la nôtre. Mais il s'est dit que la seule chose qu'il puisse faire pour aider ses proches est de parler à un journaliste. Il m'autorise à citer son nom complet, croyant que cela rendra son histoire plus difficile à ignorer.

«Nos problèmes ont commencé quand mon petit frère a choisi les matières qu'il voulait étudier. Il souhaitait apprendre le japonais et l'anglais, et nous ne savions pas encore qu'il suivait un cours sur l'islam en cachette», me confie Yesi.

Après que ce frère âgé de 19 ans eut été emprisonné quelque part en Chine continentale en 2012, Yesi est resté à Ürümqi en tentant de se concentrer sur le développement de ses entreprises de textile afin de subvenir aux besoins de sa grande famille, qui incluait ses parents, un autre frère et ses sœurs. Il aurait bientôt 80 employés sous sa responsabilité et ouvrirait un magasin de meubles à Hotan. Yesi appréciait le décor de cette

vieille ville-oasis du désert du Taklamakan. Face à l'anxiété constante de la collectivité ouïghoure, l'endroit lui offrait une sorte de répit.

Mais les tensions ont continué à monter, notamment à Ürümqi, dont le centre-ville fourmillait de militaires lourdement armés.

Après s'être bruyamment disputé avec le propriétaire han d'un commerce voisin qui s'était moqué de lui, Yesi a commencé à avoir l'impression qu'on le surveillait lui aussi. En 2012, il a pu constater que ses inquiétudes étaient fondées lors d'un voyage d'affaires en Iran, où la police chinoise s'est mise à l'appeler à répétition sur son téléphone mobile pour lui demander à quel moment il comptait rentrer au pays. Dans les années qui ont suivi, il a souffert d'insomnie, craignant de subir le même sort que son jeune frère. Il garderait un profil bas jusqu'à ce que s'élèvent des rumeurs selon lesquelles les populations de villages entiers étaient emmenées dans des camps en pleine nuit. Encouragé par des amis vivant en Turquie, Yesi a décidé de présenter une demande en ligne de visa électronique pour ce pays, dans l'intention d'y séjourner au-delà de la date d'expiration et de ne jamais revenir en Chine. À son grand étonnement, on lui a accordé le visa. Le 1^{er} mai 2015, il arrivait à Istanbul avec pour seul bagage une petite valise afin de ne pas éveiller de soupçons.

À peine installé à Istanbul, Yesi s'est vu recommander par des amis d'éviter de rendre visite à sa famille en Chine. «Ils m'ont dit que la police me cherchait et avait fouillé ma maison en la mettant sens dessus dessous», me raconte-t-il.

Les appels ont alors commencé à se succéder à son nouveau numéro de téléphone portable. Des policiers chinois lui ont dit avoir trouvé dans sa maison un CD portant sur les costumes et la culture de Turquie. Yesi a tenté de leur expliquer qu'il ne s'était procuré le document qu'à des fins de recherche sur les textiles, mais ils ne l'ont pas cru.

«J'ignore comment ils avaient obtenu mon numéro. Ils m'appelaient sans cesse, ils me faisaient des menaces. [...] Ils menaçaient même ma famille: "Tu as une mère, un père, un frère et des sœurs ici. Ne te soucies-tu pas de ce qui pourrait leur arriver?"»

Yesi a essayé de téléphoner à ses parents, mais n'a pas réussi à les joindre. Leur ligne avait été coupée. Il n'a pas pu contacter ses sœurs et son frère non plus.

Quand je lui demande s'il a rapporté ces actes de harcèlement à la police d'Istanbul, il secoue la tête. La Turquie lui a octroyé un permis de séjour, mais pas de passeport ni de visa de travail. Depuis cinq ans, il vit de ses économies et de la générosité de ses amis turcs. «Je ne suis pas en position de demander de l'aide. Que pourrait bien faire la police?»

Yesi s'est plutôt mis à lire tous les reportages qu'il pouvait dénicher sur les camps du Xinjiang, ce qui l'a plongé dans un effroi grandissant. De temps en temps, il parlait avec ses amis restés là-bas, mais il ne voulait pas les appeler trop souvent ni leur poser trop de questions.

Les policiers d'Ürümqi ont continué à lui téléphoner de temps à autre pendant presque deux ans. Il avait beau changer de numéro, les appels se poursuivaient. Il était convaincu qu'ils connaissaient son adresse, même s'il ne s'inquiétait plus de son propre sort.

Le 26 août 2018, des amis qui vivent près de sa maison du Xinjiang lui ont confirmé ce dont il se doutait déjà: tous les membres de sa famille avaient été emmenés dans des camps. Yesi me montre des photos d'eux en des temps plus heureux. Ses frères y paraissent sûrs d'eux-mêmes et en bonne santé; ils arborent de larges sourires.

«Mon ami a entendu dire que la police avait forcé ma mère à faire des aveux.» Yesi n'en sait pas plus. Je pense au document que Jalilova Gulkbahar a été contrainte de signer sous la menace d'une agression sexuelle, et je me demande quels pouvoirs supplémentaires une telle confession peut bien conférer aux autorités du Xinjiang, qui détiennent déjà des centaines de milliers de personnes sans procès. Bien entendu, le harcèlement de membres de la diaspora chinoise au sens large n'a rien de nouveau. L'espionnage, le harcèlement et les enlèvements extrajudiciaires que subissent les Ouïghours sont des réalités documentées au moins depuis les années 1990. Cependant, les avancées technologiques permettent désormais aux autorités de surveiller plus étroitement que jamais les dizaines de milliers de Ouïghours qui résident à l'extérieur de la Chine.

La surveillance commence avant même qu'ils ne quittent le pays. Pour obtenir un passeport, certains Ouïghours doivent se soumettre à une procédure de vérification qui ne s'applique pas aux Hans. Selon Rajagopalan, celle-ci inclut l'enregistrement d'un échantillon vocal, la prise de photos de la tête sur 360 degrés et le prélèvement d'un cil. J'en ai discuté avec plusieurs Ouïghours réfugiés depuis peu à Istanbul, et tous leurs récits concordaient. Peu après leur arrivée, la police chinoise s'est empressée de trouver leur nouveau numéro de téléphone et leur a ordonné de rentrer au Xinjiang – d'abord poliment, puis sur un ton agressif, en proférant des menaces contre leurs proches en cas de refus. Un réfugié a même entendu son père, terrorisé, à qui le policier avait passé le téléphone.

Malgré leur angoisse, tous ces exilés ont décidé de ne pas rentrer au Xinjiang, sachant qu'ils y seraient internés dans un camp. Ils espèrent pouvoir faire pression pour que leurs familles reçoivent de l'aide de l'extérieur de la Chine.

Yesi n'a aucun projet d'avenir. N'ayant d'autre choix que de vivre dans les limbes juridiques à Istanbul, il me demande de l'aider à faire passer ce message: «Aidez-nous à sauver nos enfants. Aidez-les à recevoir une bonne éducation.» Il semble avoir perdu tout espoir de voir les Ouïghours adultes renouer avec la normalité de leur vivant.

QUEL SORT CONNAÎTRONT LES DIZAINES de milliers de Ouïghours établis en Turquie si le gouvernement Erdoğan continue à développer ses relations commerciales et économiques avec la Chine?

Des militants indépendantistes ouïghours ont commencé à immigrer en Turquie dès les années 1960. Ils ont formé des communautés dans des quartiers comme Zeytinburnu. À partir de 2013, ils ont été rejoints par une vague de migrants du Xinjiang, où Beijing venait de lancer sa campagne de répression des «extrémistes» ouïghours. Ces nouveaux venus ont reçu un soutien massif de la population turque. Des manifestations ont eu lieu devant le consulat de Chine à Istanbul.

De nombreux élus turcs condamnent les abus commis au Xinjiang de façon beaucoup plus véhémement qu'Erdoğan. En avril 2021, la mairie

d'Ankara a fait sourciller le monde entier lorsqu'elle a réagi à une vague menace de l'ambassade chinoise en ordonnant soudainement des travaux d'excavation devant cette dernière, qu'elle a ainsi coupée du réseau de distribution d'eau.

Avant cet incident, l'ambassade de Chine s'était déchaînée sur Twitter contre le maire d'Ankara Mansur Yavas et le chef d'un parti d'opposition en réponse à leurs dénonciations de la répression au Xinjiang. Dans une de ses publications, elle avait affirmé que «la Chine se réserve le droit de réagir en toute légitimité», ce que de nombreux citoyens turcs, outrés, avaient interprété comme une menace. Journaliste indépendant couvrant l'actualité internationale, Ibrahim Haskolöglu a interviewé des fonctionnaires municipaux d'Ankara qui lui ont confirmé que leurs collègues des travaux publics avaient temporairement coupé l'alimentation de l'ambassade en eau pour «faire passer un message à la Chine».

Toutefois, ailleurs en Europe et en Asie – en Grèce, notamment –, des exemples récents laissent présager que les investissements chinois favoriseront plutôt la coopération politique entre les deux pays.

À Istanbul, je me rends au Centre culturel Turquie-Chine, un des rares établissements privés à offrir des cours de mandarin en Turquie. Son président, Mustafa Karşlı, me confie que l'intérêt croissant de son pays pour la Chine est une véritable bénédiction pour son domaine: «Au cours des deux dernières années, le gouvernement a eu besoin d'interprètes et de spécialistes de la culture chinoise pour l'aider dans ses efforts diplomatiques, notamment lors de conférences sur l'initiative Ceinture et route.»

Des fonctionnaires ont décidé de leur propre chef de s'inscrire à des cours de mandarin. «Il y a cinq ans, nous n'employions que sept professeurs; aujourd'hui, nous en avons vingt», affirme Karşlı avec fierté.

Dans son allocution de septembre 2019 au Forum des affaires Turquie-Chine, la ministre du Commerce Ruhsar Pekcan a annoncé que la Chine était maintenant le troisième partenaire commercial de la Turquie, derrière l'Allemagne et la Russie. Le volume des échanges entre les deux pays est passé de 1,1 milliard de dollars en 2001 à 23,6 milliards en 2019.

Il est vrai que les relations économiques entre la Turquie et la Chine se sont beaucoup développées ces dernières décennies, mais le flux des échanges commerciaux est très déséquilibré: les exportations turques en Chine ne comptent que pour 2,9 milliards des 23,6 milliards de dollars dont faisait état la ministre. Des élus se plaignent d'ailleurs ouvertement du déficit de la balance commerciale entre les deux pays.

Naturellement, le gouvernement turc voit dans le projet de nouvelle route de la soie une occasion prometteuse d'équilibrer la balance commerciale avec la Chine dans une période où le pays s'efforce de diversifier ses sources d'investissement direct étranger, l'Allemagne et la Russie étant actuellement les deux plus importantes d'entre elles. Ankara tente de tirer le meilleur parti de sa collaboration avec tout le monde, sans égard à l'idéologie et sans afficher d'allégeances particulières.

«La Turquie entretient des relations commerciales avec la Corée du Sud depuis beaucoup plus longtemps qu'avec la Chine», indique le professeur Altay Atlı, de l'Université du Bosphore¹³. «Les Chinois sont encore des nouveaux venus. Le gouvernement cherche à diversifier ses partenaires commerciaux afin que, si quelque chose tourne mal avec l'un d'eux, l'édifice ne s'écroule pas en entier.»

Pour illustrer son point, il cite l'exemple des sources de financement pour le moins éclectiques des plus récentes centrales nucléaires planifiées par Ankara: «L'une d'elles est en train d'être construite par une entreprise de l'Oregon, une autre par une société russe, une troisième par une firme japonaise, une quatrième par une compagnie française et la cinquième par une entreprise chinoise. Sur le plan économique, il est tout à fait sensé de travailler plus étroitement avec la Chine, mais, sur le plan politique, c'est un peu plus compliqué.»

Bien qu'il soutienne l'initiative Ceinture et route, Erdoğan cherche en même temps à faire de la Turquie une championne de l'influence musulmane dans le monde afin de plaire à sa base nationaliste.

Le dossier menace de creuser un fossé entre Ankara et Beijing, juge Atlı: «Il s'agit en fait du seul point de tension. Sans l'enjeu des Ouïghours, la Turquie n'aurait aucun problème avec la Chine.»

Erdoğan doit manœuvrer avec précaution. Les Ouïghours sont bien accueillis à la frontière turque, mais le gouvernement s'est engagé à coopérer avec Beijing en matière de lutte antiterroriste; il se doit donc d'enquêter sur les personnes que la Chine accuse d'être des terroristes, même si aucune de ces accusations n'a eu de suites jusqu'ici.

Les Ouïghours autorisés à résider en Turquie sur la base d'un simple permis de séjour sont dans une situation précaire, et nombre d'entre eux ne considèrent pas ce statut comme une voie d'immigration à long terme. Parmi ceux qui sont arrivés au pays depuis 2014, la plupart ont eu des difficultés à obtenir ledit permis, sans parler du passeport qui leur permettrait de voyager ailleurs dans le monde.

Selon d'autres experts que j'ai consultés, l'insistance du gouvernement sur les liens culturels des Ouïghours avec la Turquie signifie qu'il n'accepterait jamais de procéder à une déportation de masse des exilés en Chine. Depuis 2019, Beijing prétend avoir fermé bon nombre de ses camps de «formation professionnelle», dont les résidents auraient «obtenu leurs diplômes» et trouvé des emplois un peu partout au pays. Des militants et des experts craignent toutefois que ces personnes travaillent sous la contrainte ou dans des conditions inhumaines, et la Chine refuse d'autoriser des observateurs internationaux à évaluer la situation de façon indépendante. Dans le monde musulman, rares sont les pays aussi influents que la Turquie sur le plan militaire et économique. Pourtant, celle-ci n'exprime que rarement son inquiétude sur la situation des droits de la personne en Chine. Voilà qui n'augure rien de bon pour les Ouïghours qui comptent sur la solidarité ethnoreligieuse pour assurer la sécurité de leurs proches restés au Xinjiang.

Lors d'une visite d'État à Beijing en juillet 2019, Erdoğan a carrément demandé à la Chine d'augmenter ses importations de biens turcs en vue de réduire le déficit commercial. Il s'est aussi lancé dans un éloge dithyrambique de l'initiative Ceinture et route. La vision de Xi, s'est-il exclamé avec enthousiasme, «a donné lieu au plus grand projet de développement du XXI^e siècle».

Erdoğan a fait valoir que la Turquie est située au cœur géographique du corridor centre-asiatique envisagé pour la nouvelle route de la soie, lequel nécessitera la construction et la modernisation de chemins de fer et de pôles logistiques en vue de relier la Turquie à la Géorgie et à l'Azerbaïdjan, de traverser la mer Caspienne et d'atteindre la Chine en passant par le Turkménistan et le Kazakhstan.

«Un de nos objectifs consiste à doubler le volume de nos échanges bilatéraux avec la Chine pour l'amener à 50 milliards de dollars, puis à 100 milliards de dollars, afin de servir les intérêts des deux pays de façon équilibrée et durable. J'invite la communauté chinoise des affaires à investir en Turquie, au carrefour de l'Asie et de l'Europe et au cœur de [la nouvelle route de la soie]», a déclaré le président turc.

La question de savoir si la Turquie protégera les Ouïghours ou se tiendra aux côtés de Beijing a atteint un point critique en décembre 2020, quand la Chine a ratifié le traité d'extradition qu'elle avait signé avec la Turquie en 2017. Des groupes de défense des droits de la personne pressent Ankara de rejeter le traité, car les Ouïghours qui ont fui le Xinjiang pour se réfugier en Turquie feraient de toute évidence l'objet des premières demandes d'extradition de Beijing.

Les médias d'État chinois ont réfuté cette affirmation en soutenant que le traité ne servirait qu'à des fins de lutte contre le terrorisme, mais des experts ont mis en évidence une clause inquiétante qui rend possible une interprétation large de la notion de «terrorisme». En voici le texte: «Il n'importe pas que les lois des deux parties rangent l'infraction dans la même catégorie ou décrivent l'infraction dans les mêmes mots.»

En date du printemps 2021, Ankara n'avait toujours pas annoncé son intention de ratifier ou non le traité. Les Ouïghours de Turquie sont encore dans les limbes...

LA RUSSIE

Amie ou ennemie?

Vladimir Poutine et Xi Jinping descendent côte à côte les marches du Palais de l'Assemblée du peuple et passent en revue la garde militaire chinoise rassemblée sur la place Tian'anmen à Beijing. Portant costumes noirs et cravates marron assortis, ils forment un tandem parfait – quoique Xi a l'air détendu tandis que Poutine a les bras et le dos raides. Un long tapis rouge délimite un grand rectangle autour duquel des soldats en rang agrippent leurs fusils et saluent les dirigeants à l'instant où ces derniers passent devant eux. À un coin du rectangle rouge, je suis entassée avec un groupe de journalistes russes assez grands et larges d'épaules. La fanfare militaire beugle ses airs grandiloquents à quelques pas de nous.

En ce 8 juin 2018, nous sommes témoins d'un étalage d'affinités qui n'a rien d'usuel pour la visite d'un chef d'État en Chine. Tout semble indiquer que les relations entre les deux pays entrent dans une nouvelle phase de partenariat.

La grande pompe ne s'arrête pas là. Des fonctionnaires du ministère chinois des Affaires étrangères nous regroupent en nous invitant à ranger notre équipement et à nous rendre sur le site où la prochaine étape de la visite aura lieu.

Devant un auditoire composé de dignitaires russes et chinois, sur une scène érigée spécialement pour la cérémonie dans le Palais de l'Assemblée du peuple, Xi soulève une chaîne dorée clinquante et la passe délicatement autour du cou de Poutine. Le président russe pointe l'un des médaillons

surdimensionnés dont est composée la chaîne et toise son homologue d'un regard intense – qui exprime peut-être un air de défi.

«Cette médaille de l'amitié témoigne de l'immense respect que le peuple chinois voue au président Poutine et symbolise l'amitié profonde de la Chine et de la Russie», annonce Xi¹.

Décernée pour la toute première fois, «la plus haute distinction» de Chine vise à reconnaître la «contribution exceptionnelle» d'étrangers à la modernisation du pays et au maintien de la paix mondiale, ajoute Xi. La récompense est offerte en réponse au geste similaire qu'a fait Poutine, l'année précédente, en remettant à Xi le prestigieux Ordre de Saint-André.

Au fil de leur trentaine de rencontres, les deux hommes ont fait valoir leur amitié. Ils se sont reçus l'un l'autre comme invités d'honneur, ont échangé des cadeaux d'anniversaire et ont même englouti de la vodka en partageant des sandwiches «comme des étudiants», a confié Poutine dans une interview. Xi a dit de ce dernier qu'il était son «meilleur ami²».

Journaliste pour une agence de presse européenne, j'ai assisté de près à plusieurs rencontres du genre. Les deux dirigeants semblent vraiment éprouver de l'affection l'un pour l'autre. Même quand les caméras cessent de tourner, ils marchent ou s'assoient presque toujours ensemble, légèrement à l'écart des autres chefs d'État.

Selon les deux présidents, les relations entre les deux pays ne sauraient être plus cordiales. À Beijing, Poutine indique que le commerce bilatéral entre la Russie et la Chine a atteint 87 milliards de dollars l'année précédente et a augmenté de 31% au cours du premier trimestre de 2018. Depuis 2010, la Chine est le plus important partenaire commercial de la Russie, qui est elle-même le plus gros fournisseur de pétrole brut et de gaz naturel de la Chine.

«Si nous parvenons à maintenir ce rythme de croissance, nous pourrions établir le record dont nous rêvons depuis plusieurs années, soit 100 milliards de dollars», ajoute Poutine. L'objectif sera bel et bien atteint à la fin de l'année 2018, et, en 2019, les échanges commerciaux entre les deux pays friseront les 110 milliards de dollars.

La détérioration de leurs relations avec Washington n'a fait que rapprocher Moscou et Beijing. Au moment où se déroule la cérémonie de remise de médaille plane la menace d'une guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis, et ces derniers ont imposé des sanctions à la Russie, à laquelle ils reprochent son annexion de la Crimée et son soutien au président syrien Bachar el-Assad. N'ayant plus grand-chose à perdre dans ses relations avec Washington, la Russie continue à se montrer effrontément antiaméricaine. De son côté, Beijing est de plus en plus proche de Moscou. Lorsque surgissent des différends économiques internationaux, les deux capitales se rangent dans le même camp. Elles s'entendent pour attribuer à des motifs égoïstes l'acharnement de Washington contre les pratiques commerciales de la Chine et sa méfiance à l'égard du projet de nouvelle route de la soie.

«Nous croyons tous les deux que le protectionnisme commercial a pris de l'ampleur et que beaucoup d'incertitudes pèsent sur la relance de l'économie mondiale. La mondialisation de l'économie et l'intégration économique régionale sont les tendances de l'heure», déclare Xi.

À l'heure actuelle, Poutine et Xi ont sans doute plus d'affinités réciproques qu'ils n'en ont avec tout autre dirigeant de la planète. Ils détiennent tous deux des mandats grâce auxquels ils pourront rester au pouvoir pratiquement jusqu'à la fin de leurs jours: en mars 2018, le Parlement chinois a aboli la limitation des mandats présidentiels, ce qui permettra à Xi de devenir le dirigeant du Parti communiste chinois (PCC) le plus puissant et le plus indélogeable depuis Mao Zedong; en juillet 2020, au terme d'un référendum constitutionnel où une forte majorité de l'électorat russe a exprimé sa confiance en son président, Poutine a obtenu le droit de rester en poste jusqu'en 2036, année où il atteindra ses 83 ans. (Précisons toutefois qu'en Russie, les résultats électoraux et le processus démocratique tendent à être hautement discutables, tout comme le sont les «votes» au Parlement chinois.)

Les deux présidents se soucient de contrôler la circulation de l'information à l'intérieur de leurs frontières, prônant la non-ingérence tout en orchestrant des campagnes élaborées de désinformation et de

déstabilisation politique dans d'autres pays, et sont disposés à se mesurer aux États-Unis.

À l'automne 2018, les deux pays ont fait étalage de leurs capacités militaires. Des milliers de soldats chinois ont participé au plus gros exercice qu'ait effectué la Russie depuis près de 40 ans en se prêtant à d'importantes manœuvres dans un champ de tir en Sibérie.

Des politiciens comme l'ex-secrétaire d'État des États-Unis Mike Pompeo en ont pris bonne note et ont mis le monde en garde contre une cabale autoritaire lancée par la Russie, la Chine et l'Iran en vue de menacer les libertés dans le monde³.

Or, si rien ne contredit l'hypothèse voulant que les présidents de la Chine et de la Russie soient «les meilleurs amis du monde», l'avenir de cette relation reste incertain. Les commentaires optimistes de Poutine sur la croissance des échanges entre les deux pays ne rendent pas compte du déséquilibre de leurs rapports commerciaux. Alors que l'importation de produits russes ne compte que pour 1% des échanges commerciaux de la Chine, la dépendance économique de la Russie à l'égard de la Chine a augmenté d'année en année, pour atteindre 15% du commerce total de ce pays.

En Russie, on déplore de plus en plus que Moscou ne soit plus le «grand frère» du PCC désorganisé d'autrefois. Un jour, la Chine pourrait même empiéter sur la sphère d'influence traditionnelle de la Russie en Asie centrale. Selon une analyse publiée aux États-Unis par le Kennan Institute en mai 2020, si la présence du secteur russe de la sécurité n'a pas diminué en Asie centrale, la Chine y a augmenté ses ventes d'armes de façon spectaculaire et y a multiplié les exercices militaires. Ces dernières années, les forces frontalières chinoises sont intervenues au Tadjikistan pour aider ce dernier dans ses opérations de surveillance de l'activité terroriste, Beijing craignant que celle-ci ne déborde sur le Xinjiang. Auparavant, seule la Russie avait assuré une présence militaire étrangère dans ce pays⁴.

L'évolution des rapports entre les grandes puissances dépendra de la direction que prendront les relations entre Moscou et Beijing, que celles-ci

débouchent sur un renforcement de leur coopération ou, à l'inverse, sur un conflit.

VOISINS DONT LA FRONTIÈRE COMMUNE est sixième du monde en longueur, la Russie et la Chine partagent aussi une longue histoire marquée par de sanglants conflits territoriaux. Or, cette dynamique a changé subitement lorsque le dirigeant communiste révolutionnaire Vladimir Ilitch Lénine a mis fin à des siècles de monarchie russe en prenant le pouvoir.

La révolution bolchevique de 1917 a coïncidé avec les balbutiements de l'organisation communiste en Chine, dans le sillage desquels s'inscrirait la fondation du PCC en 1921. De nombreux intellectuels chinois, dont ceux qui se hisseraient par la suite à la tête du PCC, ont passé les années formatrices de leur jeunesse à Moscou à titre d'étudiants, d'écrivains, de journalistes et d'intellectuels. Au sein de la nouvelle intelligentsia chinoise, il était alors en vogue d'apprendre le russe.

Qu Qiubai faisait partie de cette mouvance. Ses écrits rendent bien compte de l'influence de son séjour à Moscou sur le développement de ses idées révolutionnaires. Issu d'une famille riche déchue dont le patriarche avait succombé à une dépendance à l'opium, Qu a assisté à des séminaires sur le marxisme à Beijing en compagnie du jeune Mao, tout en fréquentant l'Institut de la langue russe nouvellement établi. En 1921, un quotidien chinois, le *Journal du matin*, l'a dépêché à Moscou comme correspondant.

Il y rencontrerait la petite-fille de Léon Trotski, assisterait à un discours de Lénine et s'y imprégnerait de l'art et de la culture russes. Depuis cette ville qui incarnait à ses yeux les vertus d'un décroisement de l'Orient et de l'Occident, il écrirait: «Je ne suis plus seulement un produit de la culture chinoise.» Il s'émerveillerait de la transformation de la «ville rouge», de ses cheminées, de son industrialisation, de son rejet des vieilles traditions. Il croyait que la Chine emprunterait une voie similaire en s'attelant à la tâche d'abandonner des croyances désuètes et de bâtir une société nouvelle⁵.

L'histoire de Qu montre que la Révolution russe a été une importante source d'inspiration pour les visionnaires des débuts du PCC. Par la suite,

les Soviétiques fourniraient de l'aide militaire et un soutien financier aux communistes chinois.

Après avoir passé deux ans à Moscou, Qu a accepté l'invitation du secrétaire général du PCC, Chen Duxiu, à rentrer en Chine pour y servir la cause révolutionnaire. Il a d'abord supervisé les campagnes de propagande, puis s'est hissé à la tête du bureau politique du comité central du PCC, à un moment où ce dernier avait acquis assez de force pour affronter le Parti nationaliste au pouvoir.

Avec l'appui de l'Union soviétique, les communistes gagneraient la guerre civile chinoise et fonderaient la République populaire de Chine en 1949. Tout au long du conflit, Mao a lancé des appels à l'aide désespérés à Joseph Staline. «Nous avons grand besoin et grand espoir que vous nous aidiez en nous envoyant de trente à cinquante aéronefs qui nous permettront d'expédier de la nourriture, des vêtements, du personnel essentiel et une partie de nos soldats», a-t-il demandé au dictateur soviétique en vue d'une invasion du Xinjiang. Staline a accepté, et l'invasion a été couronnée de succès. Quand l'armée rouge chinoise a eu besoin de carburant d'aviation et de 10 000 tonnes de grain, les Soviétiques sont encore une fois venus à la rescousse.

Le 14 février 1950, la nouvelle République populaire de Chine et l'Union des républiques socialistes soviétiques signaient le Traité d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle, également connu sous le nom de Pacte sino-soviétique. Celui-ci renfermait de nombreuses clauses de portée très concrète qui ne laissaient guère place à interprétation. L'une d'elles stipulait que, dans l'éventualité où un signataire serait attaqué par le Japon ou un allié de ce dernier, l'autre «lui offrirait immédiatement son assistance militaire ou autre en utilisant tous les moyens à sa disposition».

Cependant, après la mort de Staline en 1953, les relations entre les deux pays ont commencé à se détériorer. Le successeur de ce dernier, Nikita Khrouchtchev, a adouci la position de l'Union soviétique face à l'Occident et mis en œuvre des réformes politiques et économiques plutôt libérales. En 1956, il a dénoncé Staline et le stalinisme dans un discours intitulé *Rapport sur le culte de la personnalité et ses conséquences*, lequel a provoqué la

colère de Mao, partisan de la ligne dure. Beijing a officiellement condamné les Soviétiques en les qualifiant de «traîtres révisionnistes», et l'alliance entre la Chine et la Russie s'est dissoute.

Dans les années qui ont suivi la rupture, les deux pays se sont disputé leur influence sur les pays communistes du bloc de l'Est. Les tensions se sont accrues jusqu'à ce que, en 1969, un conflit les oppose à la frontière du kraï du Primorié et de la province du Heilongjiang, lequel s'est conclu au bout de sept mois sur une impasse.

Malgré leurs différends, les deux pays continuaient à respecter les conditions du Pacte sino-soviétique. La Chine attendrait que celui-ci expire officiellement, en 1979, avant d'envahir le Vietnam, allié de l'Union soviétique, et, ce faisant, de déclencher la brève troisième guerre d'Indochine.

Le 16 juillet 2001, soit dix ans après l'effondrement de l'Union soviétique, la Chine et la Russie ont fini par nouer un nouveau partenariat. Poutine, qui venait tout juste d'accéder au pouvoir, et son homologue chinois Jiang Zemin ont alors signé le Traité de bon voisinage et de coopération amicale, d'une durée de 20 ans. Plus abstrait que le traité précédent, il énonçait dans ses grandes lignes l'engagement des deux parties à rétablir et à développer des relations pacifiques, des liens économiques ainsi qu'une coopération diplomatique et géopolitique.

Bien que ce nouveau traité d'«amitié» fût avare de détails, il n'en ouvrait pas moins la voie à des changements économiques et sociopolitiques spectaculaires. Des campagnes gouvernementales de promotion des échanges entre les deux pays ont eu des incidences importantes sur les déplacements des étudiants internationaux, des entreprises et des touristes. En 2015, l'introduction d'une exemption de visa pour les groupes de touristes chinois a fait exploser le nombre de ces derniers en Russie, lequel atteindrait deux millions en 2018.

Les intérêts géopolitiques des deux pays tendent désormais à évoluer en parallèle; tant la Russie que la Chine ont exprimé leur opposition à l'hégémonie des États-Unis. Dans un long article publié en 2012 par le quotidien *Les Nouvelles de Moscou*, Poutine affirmait que «la voix de la

Chine dans le monde prend vraiment de l'importance, ce que nous saluons, car Beijing partage notre façon d'envisager l'ordre mondial équitable qui est en train d'émerger». Précisons que ni la Chine ni la Russie n'ont démenti la thèse voulant qu'elles se préparent à conclure officiellement une nouvelle alliance.

Leur situation rappelle l'épisode où Saddam Hussein refusait de nier que l'Irak possédait des armes de destruction massive, juge Elizabeth Wishnick: «Une logique similaire est probablement à l'œuvre, car les deux pays veulent être considérés comme plus puissants qu'ils ne le sont en réalité.»

Experte des relations sino-russes à l'Université publique Montclair du New Jersey, Wishnick explique que l'actuel partenariat entre les deux pays est plus stable et plus efficace que celui qu'ils avaient établi au milieu du XX^e siècle. Si la Russie dépend du marché chinois pour écouler son pétrole et son gaz naturel, la Chine bénéficie de la puissance militaire russe. «Les deux pays entretiennent une relation plus égalitaire qu'autrefois, et ce, dans un contexte international différent. À l'époque, l'Union soviétique tenait le rôle du grand frère; aujourd'hui, bien des gens qualifient la Russie de partenaire mineur de cette relation, mais je ne suis pas certaine que ce soit le cas», ajoute Wishnick. Le statu quo profite aux deux parties, soutient-elle, et il est peu probable que l'une ou l'autre souhaite nouer une alliance en bonne et due forme. «La Russie se soucie beaucoup de son statut international, mais, sur le plan militaire, elle dépasse encore la Chine à maints égards. Les deux pays ont des forces différentes – ce qui correspond d'ailleurs au mantra qu'ils ne cessent de répéter: ils entretiennent un partenariat complémentaire, gagnant-gagnant.»

De mauvaises langues affirment que l'éventualité d'une alliance militaire entre deux puissances autoritaires est de mauvais augure pour les démocraties libérales. Or, même si la Chine et la Russie ne s'alliaient jamais officiellement, leur collaboration pourrait tout de même causer d'importants maux de tête aux États-Unis. C'est ce qu'estiment Andrea Kendall-Taylor et David Shullman, experts chevronnés du Center for a New American Security, groupe de réflexion établi à Washington et financé à coups de millions par le gouvernement américain et l'industrie militaire.

«Imaginons par exemple que la Russie et la Chine se coordonnent en vue de planifier des interventions militaires hostiles dans leurs régions limitrophes respectives. Si Beijing lance une campagne agressive pour faire avancer ses revendications territoriales en mer de Chine méridionale au moment même où Moscou effectue de nouvelles incursions en Ukraine, les forces américaines peineront à réagir efficacement aux deux manœuvres», affirment Kendall-Taylor et Shullman dans un article de la revue *Foreign Affairs* paru en 2019⁶.

Le spécialiste australien de la politique internationale Bobo Lo, lui, qualifie plutôt d'«axe de convenance» les relations entre une Chine de plus en plus affirmative et une Russie de plus en plus déstabilisatrice – relations selon lui entachées par un manque de compréhension et de confiance mutuelles.

«En dépit des hauts cris d'observateurs qui affirment le contraire, Beijing et Moscou ne sont pas en train de fomenter un complot multidimensionnel visant à saper l'ordre mondial», soutient Lo dans un article publié en 2020 par le Lowy Institute où il fustige le discours alarmiste des stratèges occidentaux⁷.

Il s'agit là d'un enjeu déterminant: les experts ne s'entendent pas sur la question de savoir comment Moscou réagira et combien de temps se maintiendront les relations cordiales des deux pays si la Chine finit par supplanter la Russie et devient une puissance hégémonique.

POUR QUI VEUT BIEN SAISIR la nature des relations entre les deux pays, les cérémonies grandiloquentes et les déclarations des dirigeants ne suffisent pas.

Vu la sophistication des systèmes de propagande et de censure, le sentiment des gens ordinaires de Chine et de Russie est difficile à jauger à distance. J'avais donc projeté de me rendre en Russie, mais la pandémie de COVID-19 m'en a soudainement empêchée.

J'ai plutôt eu la chance de dénicher Natalia Afanassieva. Journaliste établie à Moscou, elle compte de nombreuses années d'expérience au service de médias russes, dont l'agence de presse fédérale RIA Novosti, et

d'un quotidien suédois. Nous avons convenu de mener des interviews vidéo chacune de notre côté puis de comparer nos transcriptions et nos notes respectives. Sur place, Natalia tiendrait autant que possible ses rencontres à l'extérieur pour minimiser les risques de transmettre ou de contracter le coronavirus.

Au bout du compte, c'était probablement pour le mieux. Les gens se sont montrés plus ouverts en compagnie de Natalia qu'ils l'auraient été avec moi, qui leur semblerais sans doute plus chinoise que canadienne. Un autre journaliste russe (qui préfère garder l'anonymat) a traduit les transcriptions du russe vers l'anglais.

Nous nous sommes demandé à quel point le racisme et la xénophobie dont faisaient l'objet les Asiatiques du monde entier dans la foulée de la propagation de la COVID-19 se manifestaient en Russie. Officiellement, Moscou et Beijing présentaient un front uni face aux critiques internationales de la gestion de la pandémie en Chine. Lors d'une des nombreuses conversations téléphoniques des deux présidents sur le coronavirus, Xi a dit à Poutine: «La politisation de la pandémie et les allégations qui l'entourent ne sont pas bénéfiques pour la coopération internationale. La Chine et la Russie devraient collaborer étroitement et veiller de concert à la sécurité des soins de santé dans le monde.» Poutine lui a répondu que toute tentative de discréditer la Chine et de répandre des rumeurs sur l'origine du virus était inacceptable.

Au même moment, les deux pays lançaient des campagnes de désinformation dans les médias sociaux en vue de faire dévier les reproches adressés à Beijing vers Washington, indique une étude de l'Oxford Internet Institute, affilié à une université britannique. La Chine et la Russie ont fait circuler des théories du complot selon lesquelles le coronavirus était une création des Américains ou avait été introduit en Chine par les forces armées des États-Unis. En pleine crise sanitaire mondiale, la compétition géopolitique poursuivait son cours: la machine de propagande chinoise mettait les bouchées doubles pour fausser les discours sur l'origine de la pandémie, tandis que la Russie reprenait une partie de cette propagande et s'efforçait de rehausser sa propre réputation en devenant le premier pays à se doter d'un vaccin efficace.

Mais quel était l'état d'esprit sur le terrain, en Russie? Le citoyen ordinaire prêtait-il foi aux messages d'amitié idylliques des deux gouvernements?

Nous voulions aussi savoir si des opinions publiques divergentes pouvaient affecter les nobles desseins des deux États. En mars 2021, la Russie cumulait un total de plus de quatre millions de cas de COVID-19 et plus de 200 000 morts, ce qui la plaçait au troisième rang des pays ayant enregistré le plus de décès. En Chine, la vie avait poursuivi son cours à peu près normal dans la plupart des villes pendant des mois, et le coronavirus avait fait moins de 5000 victimes avérées. Sans surprise, les ressortissants chinois avaient fui la Russie pour rentrer chez eux.

Un sondage du Pew Research Center mené du 13 mai au 2 octobre 2019 dans 34 pays indique qu'avant la pandémie, les opinions les plus positives sur la Chine émanaient des citoyens russes: 71% des répondants d'un échantillon constitué principalement de citoyens disaient avoir une perception favorable de la Chine, et seulement 18% exprimaient une opinion défavorable⁸. (Notons qu'aucun sondage similaire n'a fait état de l'opinion que les Chinois avaient des Russes.) Toutefois, les sondages d'opinion ne rendent probablement pas bien compte de la différence entre les relations intergouvernementales de haut niveau et les échanges des gens sur le terrain.

Dans les premiers mois de la pandémie, l'ambassade de Chine s'est plainte de la surveillance «discriminatoire» des ressortissants chinois par les autorités russes. Et un sondage IPSOS effectué en février 2020 a révélé que plus du tiers des Russes éviteraient désormais tout contact avec des personnes d'origine ou d'apparence chinoise; une proportion similaire de répondants ont affirmé qu'ils cesseraient d'acheter des produits chinois. Les inquiétudes relatives aux produits chinois étaient notables lorsqu'il était question de la COVID-19 et de la sécurité sanitaire.

Début janvier 2020, Natalia prend le train pour Saint-Petersbourg, ville portuaire historique de Russie bordée par la mer Baltique. En temps normal, l'endroit pullule de touristes étrangers. Elle m'a promis d'être mes yeux et

mes oreilles là-bas: elle m'enverra des photos et des vidéos pour que je puisse me faire une idée de son voyage et des gens qu'elle rencontrera.

Dans une de ses premières interviews improvisées, un sujet controversé fait surface, lequel touche les Chinois récemment établis en Russie et n'est pas abordé dans le matériel de propagande des deux pays.

Situé dans le centre historique de Saint-Pétersbourg, le marché Apraxine couvre 14 hectares. Chaque jour, des marchands s'y installent en garnissant leurs étals. De grands parasols colorés leur servent d'échafaudages de fortune supplémentaires et d'abris contre le soleil, la pluie ou la neige. Or, le matin où Natalia se rend sur les lieux, bon nombre des magasins et des présentoirs à ciel ouvert sont barricadés, et elle n'y voit ni commerçants ni touristes chinois. Au début de la pandémie, quand le flot de vacanciers s'est asséché, les entrepreneurs chinois ont fermé boutique et sont rentrés en Chine.

Déambulant dans des rues presque vides, Natalia entre dans un café et engage la conversation avec Igor, homme d'affaires dans la jeune cinquantaine qui montre un vif intérêt pour son reportage.

«J'allais régulièrement manger dans une cantine située au cœur du marché Apraxine parce qu'on y servait de vrais plats chinois», raconte Igor, vêtu de façon simple mais élégante. Dans les années 1990, il a passé beaucoup de temps en Chine à brasser des affaires comme négociant. S'il apprécie manifestement la cuisine et la culture chinoises, il n'est pas impressionné par la façon dont certaines entreprises de ce pays opèrent en Russie. Il croit cependant que les problèmes qu'il observe découlent davantage d'une culture de corruption bien ancrée dans l'environnement d'affaires russe que de traits culturels des Chinois. Selon de nombreux reportages parus dans la presse locale, des firmes russes collaborent avec des entreprises chinoises en enregistrant ces dernières au nom de citoyens russes pour leur faire bénéficier de taux d'imposition avantageux. «Presque toutes les entreprises de Saint-Pétersbourg qui ont pour clients des touristes ou des travailleurs chinois sont illégales. Presque tout l'argent s'en va en Chine», affirme Igor avec assurance.

«Même ici, au centre-ville de Saint-Pétersbourg, ils travaillaient pour leur pays. Ils y transféraient tout leur argent en utilisant leur propre système de paiement. La cantine chinoise est restée ici pendant des années, mais aucun de ses employés ne parlait russe ni n'avait l'intention d'apprendre cette langue.»

Igor fait référence à WeChat Pay et à Alipay, les plateformes de paiement électronique les plus utilisées par les entreprises chinoises. Elles permettent d'effectuer des transactions n'importe où dans le monde tant que l'acheteur et le vendeur détiennent un compte de banque en Chine continentale. À ce jour, aucun État n'a su mettre en place de dispositif efficace pour surveiller et taxer les opérations réalisées sur ces plateformes. Le président Donald Trump avait signé un décret interdisant toute transaction en sol américain sur huit de ces applications chinoises du genre, dont WeChat Pay et Alipay, mais il a été chassé du pouvoir avant que la loi n'entre en vigueur.

Aux fenêtres de certaines des boutiques barricadées, Natalia remarque des autocollants annonçant qu'on y offre des produits non taxés et qu'on accepte le paiement par application mobile. Néanmoins, malgré toutes les ventes effectuées à l'abri du fisc dans cette économie dite souterraine, les nombreux touristes chinois qui ont séjourné en Russie ont injecté des sommes colossales dans l'économie russe. Avant la pandémie, la Russie était l'une des trois destinations les plus populaires auprès des voyageurs chinois, en raison, notamment, de la faiblesse du rouble, laquelle permettait aux visiteurs de s'offrir un hébergement fastueux et de dévaliser les magasins.

Selon l'Agence fédérale du tourisme de Russie, plus de deux millions de touristes chinois ont visité le pays en 2019, comparativement à environ 160 000 dix ans auparavant. En 2019, la Banque centrale de la Fédération de Russie déclarait pour la première fois que, de tous les touristes, les Chinois étaient ceux qui avaient le plus dépensé en Russie – un montant dépassant le milliard de dollars.

Or, des chefs de file de l'industrie russe du tourisme estiment que les 264 millions de dollars officiellement dépensés par des touristes chinois

dans les trois premiers mois de l'année 2019 ne comptaient en fait que pour moins de 40% des sommes véritablement déboursées. Une forte proportion de la manne touristique a empli les coffres d'entreprises de propriété chinoise qui ne payaient ni taxes ni impôts en Russie, ce qui passait très mal auprès de la population de ce pays. Dans certaines régions touristiques prisées, des firmes de propriété 100% russe peinaient à rivaliser avec la concurrence chinoise, a déclaré Alexandre Fédine, directeur général de l'agence de voyages Kalina, au journal d'affaires *Kommersant*⁹.

«Il y a des exceptions, bien sûr», nuance Igor, dont un ami chinois, «homme très raffiné» qui parlait un peu de russe, avait légalement enregistré sa boutique afin de s'éviter des ennuis de la part des autorités. Souhaitant s'établir en Russie pour de bon, il vendait des thés et des onguents chinois de grande qualité. Mais la pandémie a frappé. Incapable de payer son loyer mensuel, «il a aussitôt fait faillite, fermé boutique et quitté le pays», conclut Igor.

Quelques jours à peine après l'éclatement de la pandémie à Wuhan, le nombre de touristes chinois en Russie est pratiquement tombé à zéro. Un an plus tard, Natalia est incapable de trouver le moindre entrepreneur chinois à Saint-Petersbourg. Même dans les restaurants chinois, il ne reste plus que des employés et des clients russes. De mon côté, je tente de téléphoner à des entreprises de propriété chinoise dont on trouve les coordonnées sur le site web de l'ambassade et d'autres plateformes, et je n'ai pas plus de chance que ma collègue.

Il est impossible de savoir combien d'entrepreneurs et de touristes chinois reviendront une fois la pandémie terminée, mais l'exode rapide des marchands chinois montre que les craintes de voir ces derniers écraser la concurrence locale étaient exagérées, soutient Ivan Vvedenski, ex-directeur adjoint du bureau international du ministère du Tourisme et de l'Agence fédérale du tourisme. À titre de représentant de Moscou, il a effectué de nombreux séjours en Chine au début des années 2000, période où les deux pays étaient en train de négocier leurs cadres de coopération en matière de tourisme, d'infrastructures et de commerce.

Désormais conseiller indépendant en investissements, Vvedenski est bien au fait des interminables débats suscités en Russie par le rapprochement avec la Chine. «Il y a des partisans de la mondialisation et il y a des nationalistes, explique-t-il à Natalia. [La concurrence étrangère] représente évidemment un défi important pour les collectivités locales, et ce n'est pas tout le monde qui est en mesure de rivaliser avec les nouveaux arrivants. [...] De taille modeste, les entreprises dont il est question dans les journaux (toutes ces petites boutiques, etc.) inquiètent certes leurs concurrentes locales, mais, à l'échelle des grandes politiques d'État, elles ne pèsent pas lourd.»

Selon Vvedenski, les observateurs internationaux obtiendraient un portrait plus juste de la situation en cherchant des indices de succès du côté des propriétés dites «de prestige» (hôtels de luxe et autres immeubles du même acabit) qu'exploitent de grandes entreprises chinoises en Russie. Il donne l'exemple du vaste centre d'affaires Park Huaming, au centre-ville de Moscou, érigé à l'initiative d'un consortium de sociétés chinoises et de banques de Shanghai. La construction du complexe s'est étalée sur plus de dix ans. «Vous savez pourquoi? demande Vvedenski. Parce qu'ils ne savaient pas encore très bien comment se font les choses en Russie. Même si Huaming est une très grande société, les scandales se sont succédé avec les entrepreneurs en construction, sans parler des problèmes avec les documents juridiques.»

Les commentaires de Vvedenski vont dans le même sens que ceux d'autres experts que j'ai interviewés. Ceux-ci font état d'une succession de retards interminables dans les mégaprojets sino-russes d'infrastructures, comme le chemin de fer à grande vitesse Moscou-Kazan.

Si la Chine et la Russie étaient sérieuses dans leur volonté de multiplier leurs échanges commerciaux et leurs relations d'affaires, elles offriraient beaucoup plus de soutien à leurs entreprises et réduiraient la paperasserie, conclut Vvedenski.

POUR EN SAVOIR DAVANTAGE sur le contexte des tensions constatées par Natalia lors de son reportage, je contacte Maria Repnikova, citoyenne américaine qui a grandi en Lettonie et parle russe couramment. Spécialiste

de la communication politique de la Chine à l'Université d'État de Géorgie à Atlanta, elle a mené de longues recherches de terrain à Moscou, à Beijing et dans les régions frontalières de l'Extrême-Orient russe et du nord-est de la Chine.

Repnikova a constaté que les médias privés de Russie tendent à se montrer critiques à l'égard de la Chine. Les journalistes russes sont plus libres d'exprimer des opinions contraires que leurs homologues chinois, qui, même dans les médias indépendants, subissent de fortes pressions pour suivre la ligne du gouvernement. Par conséquent, «dans leurs discussions, les Russes se montrent plus suspicieux à l'égard des immigrants économiques chinois et de la Chine en général que l'inverse», m'explique-t-elle¹⁰.

Elle a d'abord présumé que les innombrables reportages et éditoriaux sur l'immigration chinoise que publiaient les médias russes versaient dans l'exagération, mais, lorsqu'elle a visité des marchés publics pour une recherche en 2019, elle a constaté que «les gens parlaient souvent des négociants et des acheteurs chinois avec mépris et suspicion. Les stéréotypes fusaient de toute part. [...] La perception négative que certains Russes cultivent à l'égard des Chinois est liée au caractère inégal de la relation économique entre les deux pays.» En 2018, la Chine a devancé l'Allemagne comme premier investisseur étranger en Russie en injectant quelque 35 milliards de dollars dans l'économie du pays. Mais les fonds ont surtout été injectés dans l'extraction des ressources naturelles, et une bonne partie du pétrole et du gaz naturel russes est vendue à la Chine à un prix relativement bas. En vue d'atteindre ses cibles de plafonnement des émissions de gaz à effet de serre en 2030, le gouvernement chinois s'efforce de réduire la consommation de charbon (source importante de pollution dans les mégapoles). Bien que la demande de la Chine en pétrole russe et centre-asiatique soit appelée à diminuer au fil du temps si Beijing respecte ses engagements en matière de lutte contre le réchauffement planétaire, la consommation de gaz naturel risque d'augmenter dans les prochaines décennies, ce combustible fossile étant relativement écologique. La Russie étant située en Eurasie et ayant besoin d'améliorer ses infrastructures, il serait tout naturel qu'elle puisse se joindre au projet de nouvelle route de la

soie. Mais les investisseurs étrangers (chinois compris) semblent peu disposés à investir de l'argent dans des projets en Russie¹¹.

Dans un rapport produit en 2020 pour le compte du Center for Strategic and International Studies, l'analyste américain Jonathan E. Hillman s'interroge sur les raisons de ce manque d'enthousiasme: «Il ne s'agit pas d'une simple aversion au risque de la part des investisseurs chinois, qui ne craignent pas d'évoluer dans des environnements d'affaires parmi les plus difficiles du monde. Plus risquée que les pays développés, la Russie est cependant moins prometteuse que de nombreuses économies en développement, en partie à cause de son déclin démographique.»

Quoi qu'il en soit, dans les forums gouvernementaux, les délégués chinois et russes continuent d'insister sur la grande proximité de leurs deux pays, proximité qui ne cesse de s'accroître. Ils citent d'innombrables exemples de leurs échanges de haut niveau, dont témoignent leurs missions diplomatiques, et tendent à éviter la question des échanges sur le terrain, plus complexes. «Égalité et amitié»: ainsi se résume le discours officiel.

Lorsqu'elle menait ses recherches de terrain dans des régions frontalières comme la province chinoise du Heilongjiang, Repnikova a rencontré des migrants chinois qui peinaient à obtenir leurs visas à temps pour partir travailler sur des fermes et des chantiers de construction en Russie. «Le racisme et la discrimination jouent peut-être un rôle dans ce phénomène, mais l'inefficacité est avant tout liée à la corruption», constate-t-elle.

De telles situations font ressortir des ressemblances peu flatteuses entre les deux pays. La corruption gouvernementale et commerciale est endémique en Chine. À son arrivée au pouvoir en 2012, Xi a lancé une campagne anticorruption très médiatisée.

La frustration provoquée par les obstacles bureaucratiques aux affaires est vive chez les entrepreneurs chinois et les sociétés étrangères actives en Chine. Et l'évasion fiscale? Celle-ci constitue également un mode de vie en Chine. À Beijing, des agents immobiliers expliquent à leurs clients étrangers comment obtenir de faux reçus afin que le montant de leur loyer paraisse plus élevé, ce qui leur permet d'éviter l'impôt sur le revenu.

Tous ces exemples montrent qu'il est sans doute exagéré de craindre que ces deux pays autoritaires s'allient pour acquérir une puissance démesurée. Sur le terrain, les échanges ne semblent pas se dérouler de façon aussi harmonieuse que le souhaiteraient les gouvernements chinois et russe. En outre, puisque tant Poutine que Xi tirent en partie leur pouvoir de leurs promesses de croissance économique et de renforcement du statut international de leurs pays respectifs, une désillusion généralisée pourrait affaiblir leur légitimité.

Même si Poutine soutient l'initiative Ceinture et route depuis le début, peu de fonds chinois destinés à l'amélioration des infrastructures commerciales de l'Eurasie sont investis en Russie. Qui plus est, l'idée selon laquelle Beijing applique une stratégie visant à ce que la nouvelle route de la soie «contourne la Russie» ne fait que grossir la liste des griefs des Russes, croit Repnikova.

La Chine, en effet, investit massivement dans la mise en place d'une ceinture s'étendant de l'océan Pacifique à la mer Baltique, sous la forme de routes terrestres et maritimes traversant entre autres le Turkménistan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan. Ces pays d'Asie centrale font clairement partie de la sphère d'influence russe. Jusqu'ici, le gouvernement Poutine ne s'est pas opposé publiquement aux investissements chinois dans la région. Toutefois, selon de nombreux experts que j'ai consultés, si elle déployait davantage de soldats en Russie pour protéger ses investissements, la Chine risquerait de provoquer un conflit avec ce pays.

La Russie entend maintenir sa position dominante de partenaire de choix des pays d'Asie centrale en matière de sécurité, précise Wishnick: «Les deux pays affirment implicitement que la Chine peut jouer un rôle complémentaire à celui de la Russie en Asie centrale en offrant à cette dernière un meilleur soutien économique, mais qu'un éventuel ajout de forces militaires par Beijing viendrait changer la donne.»

NULLE PART AILLEURS EN RUSSIE la présence de la Chine ne suscite-t-elle plus de tension que dans la région du lac Baïkal, en Sibérie.

Situé au nord de la frontière mongole et à l'ouest de celle de la Chine du nord-est, ce lac immense – le plus profond au monde, en plus de constituer la réserve la plus importante d'eau douce de la planète – est entouré de sentiers de randonnée et de petits villages. En hiver, la glace qui se forme à sa surface atteint une telle épaisseur qu'elle peut supporter la plupart des véhicules. Bien qu'en hiver les températures y descendent loin en dessous du point de congélation, le climat de la région est généralement plus sec et souvent plus confortable que celui de Moscou. Cette vaste étendue bleue à la beauté irréelle attire plus d'un million de visiteurs à chaque «saison des glaces», soit de janvier à avril. Les deux tiers des touristes étrangers qui visitent la région proviennent de Chine continentale: accessible en trois heures d'avion depuis Beijing, la destination a acquis sa popularité au début des années 2010 quand une chanson d'amour intitulée *Le lac Baïkal*, du chanteur chinois Li Jian, a connu un succès monstre.

Des entrepreneurs chinois y ont ouvert des hôtels et des restaurants auxquels ils ont donné des noms romantiques comme «Rêve de Baïkal». Les jeunes couples en lune de miel apprécient la façon dont les forêts de pins luxuriantes et le paysage montagneux rehaussent la beauté du lac (et peut-être aussi celle de leur partenaire).

Ces jeunes amoureux ont sans doute mieux à faire que de s'intéresser à l'histoire tendue de la région, bien que les sites web touristiques chinois indiquent que le lac Baïkal a déjà appartenu à la Chine. En vertu de deux traités signés en 1858 et en 1860, l'Empire russe a forcé la dynastie Qing à lui céder plus d'un million de kilomètres carrés de son vaste territoire du nord-est, qui constitue aujourd'hui la partie sud de la Sibérie orientale, région riche en ressources.

Un siècle plus tard, en 1960, des escarmouches opposant la Chine communiste et l'Union soviétique ont passé près de dégénérer en guerre totale. Les tensions ont couvé jusqu'aux années 1990. En 1994, les deux pays ont signé l'Accord sur le système de gestion de la frontière sino-russe afin de faciliter le commerce transfrontalier, et la Russie a accepté de céder à la Chine des îles extrême-orientales dans un geste d'apaisement.

Mais ce règlement n'a pas dissipé les inquiétudes de nombreux Sibériens, conscients que le côté chinois de la frontière est densément peuplé en comparaison de leur territoire à la population clairsemée et à l'économie sous-développée. Ces dernières années, quand des firmes soutenues par l'État chinois ont signé des accords d'investissement de plusieurs milliards de dollars en vue de développer les infrastructures touristiques de la région, les Sibériens ont eu l'impression qu'on procédait à un accaparement coordonné de leur territoire.

Comme à Saint-Pétersbourg, Natalia Afanassieva n'a trouvé aucun touriste et que de rares entrepreneurs chinois à interviewer dans la région du lac Baïkal pendant la pandémie, mais elle a pu y voir des signes de la forte présence commerciale des Chinois.

Traversée par une grande rivière dans laquelle se déverse le lac Baïkal, Irkoutsk est l'une des plus grandes villes de Sibérie. Natalia y bavarde avec une résidente qui lui raconte qu'avant la pandémie, le centre-ville était couvert d'annonces en caractères chinois. Des panneaux publicitaires surdimensionnés dominaient les rues, jetant de l'ombre sur les trottoirs. Nombre d'entre eux ont été retirés depuis que les boutiques de souvenirs tenues par des Chinois, dont la clientèle était presque exclusivement constituée de touristes venus de Chine, ont été contraintes de fermer leurs portes. Les commerçants locaux qui vendent des bijoux à des prix exorbitants arrivent tout juste à s'en sortir grâce aux touristes russes; les portefeuilles bien garnis des voyageurs chinois leur manquent cruellement.

L'hôtel Mer du Nord, de propriété et de gestion chinoises, sert actuellement d'établissement de quarantaine à des ouvriers venus d'autres parties de la Russie pour travailler dans les secteurs pétrolier, gazier et aurifère de la région. Les contrats conclus par les hôtels du genre avec des entreprises de l'industrie des ressources naturelles sont rentables. À Natalia, des employés de l'industrie touristique locale se plaignent du fait que des contrats lucratifs comme ceux-là ont été alloués aux Chinois.

Dans un marché public intérieur délabré situé à proximité, le Shanghai City Mall, la plupart des boutiquiers sont originaires de l'Asie centrale ou du Caucase. Natalia y trouve tout de même quatre commerçants chinois,

soit un couple marié et deux jeunes femmes. Derrière de modestes étals où ils vendent des tuques, des foulards, des bas, des gants et des sacs, ils ont une conversation animée en mandarin, mais parlent aussi très bien le russe.

Quand Natalia s'approche d'eux, ils la saluent en lui souriant gentiment, mais se ferment comme des huîtres lorsqu'elle leur apprend qu'elle est journaliste et commence à leur poser des questions. «Nous sommes des résidents permanents ici», lui spécifie l'homme, visiblement nerveux.

En réponse à la grogne de la population, les autorités d'Irkoutsk ont récemment décidé de faire respecter une vieille loi en vertu de laquelle seuls les titulaires de permis de résidence ont le droit de vendre des marchandises.

«Nous vivons ici depuis dix ans et tout se passe bien», précise le boutiquier avant d'ajouter qu'ils ont à faire et de tourner les talons sans dire un mot de plus. Quelques instants plus tard, un gardien s'approche et demande à Natalia de cesser de prendre des photos.

Les marchands chinois paraissent nerveux, mais Natalia m'explique qu'il n'est pas rare pour les Russes de se méfier des étrangers. En fait, l'interruption du flux de touristes chinois pendant la pandémie et le contingentement de l'activité commerciale aux seuls résidents semble avoir apaisé les tensions liées à la présence de Chinois à Irkoutsk. En sa qualité de plaque tournante du secteur de l'extraction des ressources naturelles, la ville jouit également d'une économie diversifiée.

Cependant, à une heure de là en taxi, dans la petite ville touristique de Listvianka, en bordure du lac Baïkal, la colère contre l'«occupation» chinoise reste vive. La presse locale a maintes fois publié de gros titres faisant état d'une «conquête» de la région, allant même jusqu'à comparer l'afflux d'investissements et de touristes chinois aux invasions mongoles d'autrefois.

En mai 2019, indique le *New York Times*, le propriétaire russe d'un motel s'est rendu avec sa scie à chaîne sur le chantier de construction d'un hôtel de propriété chinoise qui menaçait d'obstruer la vue sur le lac qu'il offrait à sa clientèle. Cet acte de résistance à l'«envahisseur» lui a valu

l'admiration de ses concitoyens. «Si nous les laissons faire, les Chinois vont prendre le contrôle de la région», a-t-il déclaré au quotidien américain¹².

À Listvianka, Natalia interviewe une figure notoire de la contestation de l'«expansionnisme chinois» dans la région. Sonia Bountovskaïa s'est impliquée activement dans la lutte contre les investissements chinois en général, dont ceux visant la construction d'hôtels et celle d'une usine d'embouteillage d'eau du lac Baïkal. Il y a quelques années, elle a mobilisé des centaines de ses concitoyens pour écrire au procureur régional en vue de dénoncer la vente illégale de terrains à des Chinois pour fins de construction d'hôtels. Le mouvement a réussi à bloquer quelques projets.

Voilà une trentaine d'années, Bountovskaïa a fondé un théâtre musical traditionnel à Listvianka avec son mari, Evgueni Kravkl. Elle offre en outre des visites de la région aux touristes – mais seulement aux touristes russes, à qui elle présente le lac comme un «lieu saint» de la Russie.

Quand Natalia lui demande pourquoi elle s'oppose si fermement à la présence de Chinois, elle répond: «Les Chinois sont les enfants du dragon jaune. Nous sommes très différents d'eux, nous sommes les enfants d'un autre dieu. [...] C'est pourquoi nous ne serons jamais amis. Ils veulent notre territoire. C'est un peuple très rusé. Ils ne veulent pas seulement nos terrains: ils tentent activement de s'approprier notre territoire.»

Elle lance plusieurs affirmations que je n'arriverai jamais à valider. «À ce que je sache, leur gouvernement leur donne de l'argent pour les aider à faire ça. Par exemple, si un citoyen chinois achète un lot, son gouvernement le subventionne, je ne sais pas, à 70%. Si un Chinois marie une Russe, la Chine lui donne 60 000 dollars!» Bountovskaïa se montre particulièrement critique des mariages entre citoyens russes et chinois. Selon elle, ces unions constituent une manœuvre des Chinois pour s'implanter en sol russe et en piller les ressources naturelles. «Ces Chinois se procurent des épouses russes. Quand une Russe est enceinte d'un Chinois, le sang chinois est plus fort, et elle donne naissance à un petit Chinois. La population de leur pays est dix fois plus élevée que celle du nôtre, et ils ont pollué toutes leurs rivières et tous leurs sols. C'est pourquoi notre territoire les intéresse tant. Ils veulent notre eau. [...] Qu'y a-t-il de bon là-dedans? Rien.»

Bien qu'extrêmes, de tels sentiments semblent trouver un écho chez beaucoup de gens. En mars 2019, quand une pétition lancée sur [Change.org](https://change.org) en vue de réclamer l'arrêt de la construction de l'usine d'embouteillage d'eau AquaSib dans la ville poussiéreuse de Koulouk a dépassé le million de signatures, le premier ministre Dmitri Medvedev est intervenu en ordonnant une inspection du chantier. AquaSib est une entreprise russe appartenant à une firme chinoise de la province du Heilongjiang¹³.

Le texte de la pétition affirmait que l'usine appartenait à une société chinoise et que sa production serait destinée au marché chinois: «Sur la rive de notre lac Baïkal [...], on construit une usine chinoise pour embouteiller de l'eau potable. La production sera distribuée en Chine.»

Quelques jours après l'intervention du premier ministre, un tribunal régional a ordonné à AquaSib d'interrompre la construction de son usine, les inspecteurs ayant décelé les signes d'une fuite de pétrole et de rejets industriels. Deux ans plus tard, en 2021, Natalia constate que le site est clôturé et désert. Les travaux ne semblent pas près de recommencer de sitôt.

Bien que la région compte déjà des usines d'embouteillage d'eau de taille similaire, celles-ci n'ont jamais attiré l'attention, sans doute parce qu'elles ne sont pas de propriété étrangère. L'incident de Koulouk montre qu'une forte réaction du public peut influencer les décisions du gouvernement sur les investissements liés à la Chine en Russie, indique Ilia Oleinikov, maître de conférences en politologie à l'Université d'État d'Irkoutsk, qui suit le dossier de près. «L'opinion négative a fait boule de neige chez les gens du coin. Elle a atteint un point où des célébrités russes se sont impliquées, tel le designer de mode Sergueï Zverev, qui s'est rendu sur la place Rouge de Moscou avec une bannière ornée du slogan "Protégeons le lac Baïkal".»

Or, même aux yeux des environnementalistes, l'enjeu semble trop politisé, lié aux inquiétudes générales que provoque l'influence croissante de la Chine.

La plupart des écologistes s'entendent pour dire que le tollé suscité par AquaSib a occulté une bonne partie du contexte, indique Maxim Tokarev, directeur du Centre de développement de projets écologiques et sociaux,

une ONG active dans la région du lac Baïkal. «Avant que n'éclate l'histoire de l'usine de Koulouk, il y avait déjà huit usines d'embouteillage d'eau dans la région – des usines russes, dont certaines comptaient des investisseurs étrangers parmi leurs propriétaires», explique Tokarev à Natalia sur un ton prudent, comme s'il craignait d'offenser des militants tout en éprouvant le besoin de rétablir certains faits.

À ses yeux, l'usine chinoise aurait été située à un endroit idéal pour pomper de l'eau de manière efficace, et son impact environnemental aurait été comparable à celui d'autres usines existantes ou en construction. «En fait, l'embouteillage d'eau est l'une des productions les moins polluantes qui soient, poursuit Tokarev. Des militants se sont rendus sur les lieux, ont pris des photos de tuyaux qui traînaient sur la glace et les ont publiées sur les médias sociaux en affirmant que [...] l'usine viderait le lac Baïkal de toute son eau.» Dernièrement, ajoute-t-il, il a reçu le message d'un militant qui répandait une théorie du complot selon laquelle les Chinois étaient en train de construire un tunnel reliant directement le lac Baïkal à la Chine.

Tokarev juge que l'opinion publique aurait dû se préoccuper davantage du boom de construction d'hôtels destinés à répondre à l'afflux de touristes chinois, lequel a entraîné la coupe à blanc de forêts anciennes. Il refuse cependant d'adresser le blâme aux seuls Chinois, car ce sont les dirigeants russes qui, en dernière instance, sont responsables de la situation.

VU TOUTES LES TENSIONS qui bouillonnent à la surface de la société russe, il est peu probable que la Chine ou la Russie soient le moins disposées à exposer leurs frictions. Si elles le faisaient, elles nuiraient au message qu'elles veulent transmettre à l'international, selon lequel elles ont noué un partenariat solide et ont des intérêts parfaitement complémentaires.

À l'heure où Washington rassemble activement ses alliés pour contrer l'influence de la Chine et de la Russie, tout indique que Moscou et Beijing continueront à présenter un front coordonné, même si leurs populations respectives ne sont guère éprises l'une de l'autre. D'une certaine manière, les craintes exagérées de voir la Chine et la Russie s'allier officiellement poussent les deux pays à se rapprocher; en l'absence de telles pressions

extérieures, leurs relations connaîtront sans doute davantage de hauts et de bas.

Après tout, la bonne entente entre Poutine et Xi ne peut guère aller plus loin.

OceanofPDF.com

LES ÉTATS-UNIS

Le virus de la désinformation

«T’as vu ça?»

À la fin de l’été 2019, un ami américain, correspondant pour un journal hongkongais, m’envoie un lien vers le site web d’un film intitulé *Claws of the Red Dragon*, dont le producteur délégué est nul autre que Steve Bannon, ex-conseiller stratégique du président Donald Trump.

Je rigole. La présence du mot *dragon* dans tout titre relatif à la Chine laisse présager une œuvre orientaliste et inepte. Or, en consultant le site web de plus près, je constate à mon grand désarroi que le personnage principal du film, Jane Li, est «inspiré de la journaliste sino-canadienne Joanna Chiu».

Le site web présente un résumé de l’interview que m’a accordée en janvier 2019 l’ex-ambassadeur du Canada en Chine John McCallum. Ce dernier y contredisait ouvertement le discours officiel du gouvernement canadien. Ottawa affirmait n’avoir joué aucun rôle dans l’arrestation de la directrice financière de la société Huawei Technologies, Meng Wanzhou, dont le sort (sa libération ou son extradition aux États-Unis à la demande des Américains) était alors entre les mains des tribunaux canadiens. Le soir même où l’interview a été publiée, le premier ministre Justin Trudeau a forcé McCallum à démissionner¹.

«L’abandon de la procédure d’extradition par [les États-Unis] serait une bonne nouvelle pour le Canada», m’avait expliqué McCallum lors d’une activité-bénéfice. «Si Washington parvient à conclure une telle entente, il nous faut nous assurer que celle-ci inclue la libération de nos deux

concitoyens. Et les États-Unis en sont pleinement conscients», avait-il ajouté.

Trudeau n'a jamais expliqué les raisons du congédiement de son ambassadeur, mais Roland Paris, son ancien conseiller principal en matière d'affaires mondiales, a affirmé à mon collègue Michael Mui, du *Toronto Star*, que les Canadiens ne devraient jamais servir de «monnaie d'échange». Par la suite, une source haut placée a indiqué à la presse que Trudeau avait déjà adressé un avertissement à McCallum après que celui-ci se fut «mal exprimé», quelques jours auparavant, en donnant à des journalistes sinophones des informations erronées sur la position du gouvernement dans l'affaire Meng. McCallum ayant persisté à contredire son gouvernement lorsque je l'ai interviewé, Trudeau n'avait guère d'autre choix que de le congédier. Des analystes ont tourné en dérision les propos de McCallum, reprochant à ce dernier de jouer le jeu de Beijing, lequel consistait à détenir les Canadiens Michael Kovrig et Michael Spavor pour obtenir la libération de Meng (à ce moment, celle-ci avait été libérée sous caution et séjournait dans un de ses manoirs de Vancouver). Céder aux exigences de Beijing aurait incité les autorités chinoises à pratiquer la «diplomatie de la prise d'otages» sur de plus en plus d'étrangers, disaient-ils craindre.

Jamais je n'aurais cru que mon entretien avec McCallum entraînerait une telle cascade d'événements. Je ne faisais que mon métier. Or, sans doute en raison de mes origines chinoises, certains observateurs ont cru que je cherchais à «démasquer» McCallum en le présentant comme une sorte d'allié de Beijing. En Chine, le tabloïd d'État belliciste *Global Times* m'a traitée de «journaliste fouineuse», et d'innombrables trolls ont bombardé de commentaires agressifs mes boîtes de courriel et mes fils de médias sociaux. Au bout de quelques jours, toutefois, le déluge s'est tari.

Sur le site web du film, le synopsis se poursuit ainsi: «Dans un restaurant chinois de Vancouver, elle a interviewé John McCallum, alors ambassadeur du Canada en Chine, dont elle a fidèlement rapporté les commentaires inappropriés, ce qui a valu à l'homme d'être congédié par le premier ministre du Canada. [...] Journaliste d'origine chinoise, Jane est née dans une société occidentale libre, dont elle défend les valeurs de liberté et de démocratie.» Exception faite de mon interview de l'ambassadeur et de

ses suites, l'essentiel de l'intrigue est fabriqué de toutes pièces. Dans ce film ponctué de musique sinistre, le petit ami de Jane est un cadre de «Huaxing» qui entreprend de la trahir, et de hauts responsables chinois parlent à voix basse d'un plan secret de domination du monde, appelé «Made in China 2025». Dans le monde réel, Made in China 2025 est une politique industrielle largement publicisée. Même si elle vise une expansion du secteur chinois de la haute technologie qui pourrait représenter un défi pour les économies des autres pays, elle n'a rien d'occulte².

Le film comporte aussi des scènes fictives dérangeantes. Dans l'une d'elles, un chat mort (qui ressemble beaucoup à mon vrai chat) est déposé sur le capot de la voiture de Jane; dans une autre, les parents de la journaliste reçoivent des menaces. Je reçois le tout comme un affront personnel.

Interviewé par Bloomberg News, Bannon a exprimé son intention d'inviter Trump à visionner *Claws of the Red Dragon* afin de l'inciter à être plus intransigent face à Beijing. À mon grand soulagement, le film ne serait pas distribué à grande échelle: il serait diffusé pour la première fois en octobre 2019 par One America News Network, une chaîne située encore plus à droite que Fox News.

Mais Bannon continuerait à faire la promotion du film comme si celui-ci contenait des informations crédibles, ce qui m'amènerait à réfléchir au rôle démesuré de la désinformation pure et simple dans la politique américaine en général. Aux États-Unis, les discussions sur la Chine sont désormais dominées par des politiciens et des commentateurs dépourvus de toute expertise pertinente. Parmi eux figure Newt Gingrich, dont l'ouvrage intitulé *Trump vs. China: Facing America's Greatest Threat* regorge d'imprécisions et de traductions fautives d'expressions chinoises. Peter Navarro, qui a œuvré au sein de l'administration Trump à titre d'assistant du président et de directeur de l'Office des politiques commerciales et manufacturières, a l'habitude de lancer des allégations sans fondement contre le gouvernement chinois, comme celle voulant que ce dernier profite intentionnellement de la pandémie de COVID-19. Paru en 2011 et adapté au cinéma l'année suivante, son livre intitulé *Death by China: Confronting the Dragon—A Global Call to Action* a joué un rôle influent aux premiers jours

de l'administration Trump. Qualifié d'«alarmant et alarmiste» et d'«éhontément tendancieux» par un critique du *New York Times*, le film «nuit à son propre argument par son abondance de propos incendiaires et de graphiques à deux sous».

D'éminents spécialistes de la Chine se voient ainsi contraints d'évoluer dans un environnement où l'on prête crédit à de «fausses nouvelles» et à des simplifications outrancières. Il y a beaucoup à réprover dans les actions de Beijing, mais les commentaires saugrenus et les fausses nouvelles ne font qu'alimenter la colère et la confusion du public tout en discréditant les observateurs qui émettent des critiques légitimes, appuyées sur des faits.

Alors que la tension monte entre les États-Unis et la Chine, ces campagnes de désinformation poussent les deux pays vers un conflit ouvert. Contrairement à la mésinformation, dont le caractère erroné est involontaire, la désinformation consiste à diffuser des informations inexactes et souvent très partiales dans l'intention d'induire le public en erreur. En Chine, la propagande antiaméricaine est le fait des médias d'État ou affiliés à l'État. Aux États-Unis, les sources et les motivations des harangues antichinoises sont beaucoup plus variées.

Cela dit, les enjeux sont considérables. Dans un article paru en 2015 dans le magazine *The Atlantic*, Graham Allison, politologue à l'Université Harvard, affirme que l'essor de la Chine affecte tout le monde. La véritable question qui se pose ne consiste pas à déterminer si un nouvel ordre mondial est en train d'émerger ou si l'on maintiendra le statu quo. Il s'agit plutôt de savoir si l'issue sera déterminée de façon pacifique ou par une guerre inéluctable entre la Chine et les États-Unis³.

LES THÉORIES DU COMLOT AMÉRICAINES sur la Chine ont la capacité de se répandre au-delà des frontières des États-Unis. Je m'en suis rendu compte en couvrant une autre campagne antichinoise associée à Bannon.

En septembre 2020, dans un cul-de-sac de la banlieue de Vancouver, des manifestants ont commencé à se relayer devant le domicile de Benson Gao

Bingchen, journaliste indépendant et you-tubeur réputé⁴. Presque chaque jour, pendant six heures, ils brandissent des pancartes affirmant que la COVID-19 est une «arme biologique» fabriquée par le Parti communiste chinois (PCC), et scandent des slogans accusant Benson Gao d'être un espion chinois. Ils portent des masques et des lunettes de soleil ainsi que des t-shirts et des casquettes bleus assortis, ornés d'un logo formé de deux anneaux de petites étoiles superposés et d'une grosse étoile en son centre.

J'arrive sur les lieux pendant leur 40^e journée de manifestation pour me faire une idée de ce qui se passe.

Des gens du quartier, outrés, me disent que leurs enfants ont peur d'aller dehors l'après-midi, pendant les manifestations. «[Les manifestants] prétendent que notre voisin est un espion du PCC, explique Bob Petersen. Ils mettent des dépliants dans nos boîtes à lettres. La fille [de Benson Gao] est affolée par tout ça, comme le reste du voisinage.»

Les manifestants avec qui je discute (ils sont huit à avoir pris le relais aujourd'hui) disent ne pas vouloir importuner les voisins. Ils se décrivent comme des «citoyens» pacifiques du «Nouvel État fédéral de Chine», cofondé par Bannon et le milliardaire et exilé volontaire chinois Guo Wengui, également connu sous le nom de Miles Kwok. «Nous les appuyons sans réserve», lance un homme en mandarin à propos de Bannon et de Guo.

Le Nouvel État fédéral de Chine a pour objectif (déclaré en juin 2020 sur des banderoles tirées par des avions survolant des villes des États-Unis) de renverser le PCC et de se substituer à l'État chinois existant.

Le groupe diffuse ses messages sur les principaux médias sociaux ainsi que sur un réseau de sites web et de plateformes de diffusion vidéo en continu dont font partie G News et GTV, auxquels Guo a donné son initiale.

Mais pourquoi la section canadienne de ce groupe américain déploie-t-elle donc tant d'efforts dans un quartier paisible de Surrey, en Colombie-Britannique?

Journaliste et militant, Benson Gao fait campagne contre l'autoritarisme de Beijing depuis plus de dix ans. Il est l'un des cofondateurs de la Vancouver Society of Freedom, Democracy & Human Rights in China (Société vancouveroise pour la liberté, la démocratie et les droits de la

personne en Chine), autrefois appelée Alliance of the Guard of Canadian Values (Alliance des gardiens des valeurs canadiennes). L'organisation presse Ottawa de résister aux tentatives d'influence de Beijing sur les institutions canadiennes. Vu ses prises de position sans équivoque, Benson Gao semble être une cible improbable pour le groupe de Bannon et Guo.

Quand je demande aux manifestants pourquoi ils pensent que Benson Gao est un espion, l'un d'eux me répond: «Parce que ses vidéos déforment la vérité!» Un autre le coupe en affirmant que Gao «répand de fausses informations sur la scientifique». Il fait référence à des vidéos YouTube où le journaliste rejette les théories d'une scientifique hongkongaise selon lesquelles le virus de la COVID-19 aurait pour origine un laboratoire chinois.

Un manifestant me tend un dépliant où est racontée l'histoire de Yan Li-meng, scientifique et lanceuse d'alerte autoproclamée qui a fui Hong Kong pour les États-Unis. Interviewée à la mi-septembre 2020 sur Fox News, elle a soutenu que, selon ses recherches, la COVID-19 aurait été créée dans un laboratoire chinois avant d'être délibérément propagée dans le reste du monde. De nombreux scientifiques ont rejeté ses affirmations, les jugeant non fondées, mais, le 8 octobre, Yan a renchéri en publiant un second rapport intitulé «Le SRAS-CoV-2: une arme biologique non restreinte». Les deux rapports indiquent que les recherches ont été financées par des organismes à but non lucratif créés par Bannon et Guo.

Aucun des manifestants n'accepte de me donner son nom. Ils disent craindre d'être enlevés par les autorités chinoises.

Pendant ce temps, Benson Gao est confiné chez lui, assis dans son bureau à regarder la scène par l'entremise de caméras de surveillance. Il tente de garder sa fille à l'intérieur et de consoler son épouse et sa belle-mère, «fâchées et bouleversées» par la situation.

«Les manifestants m'accusent d'être un espion du PCC. Ils prétendent que j'ai envoyé des photos d'eux en Chine et que leurs familles en subissent les conséquences. Je ne les connais pas du tout, et je n'ai aucune photo d'eux», me jure-t-il.

«Des [manifestations] semblables ont eu lieu dans cinq ou six pays [...], mais, à ma connaissance, je suis la seule personne à avoir été prise pour cible au Canada», m'explique-t-il dans un mandarin rapide en gesticulant vigoureusement. Dans un premier temps, il ignorait qu'elles s'inscrivaient dans un effort coordonné et que de semblables rassemblements se déroulaient ailleurs, mais il a fini par remarquer que, dans d'autres villes du monde, des manifestants portaient les mêmes vêtements et scandaient les mêmes slogans. Dans un communiqué de presse publié en août 2020, le Nouvel État fédéral de Chine annonçait que des manifestations se tiendraient à Tokyo, à Osaka et à Nagoya au Japon, à Munich en Allemagne, à New York, à Los Angeles, à San Francisco et à Tucson aux États-Unis, et à Vancouver au Canada. Des rassemblements étaient également prévus à Ottawa et à Toronto en septembre. J'ai pu confirmer de mon côté que des manifestations ont bel et bien eu lieu, du moins dans les villes canadiennes et au Texas.

Avant que ne commencent les manifestations, Benson Gao avait publié sur YouTube plusieurs vidéos critiquant «les inepties proférées par Guo Wengui». Sur les médias sociaux, il avait accusé le milliardaire d'encourager ses sympathisants à importuner des commentateurs sinophones influents, qui, selon ce dernier, semblaient relayer le discours du gouvernement chinois. Benson Gao juge que le Nouvel État fédéral poursuit des objectifs douteux, car il cherche à réduire au silence des gens qui, comme lui, dénoncent l'autoritarisme de Beijing depuis des décennies.

Dans une série de vidéos diffusées en ligne, on voit un homme qui énumère des noms, dont celui de Benson Gao, et déclare à ses sympathisants que ces personnes «méritent toutes de mourir». Portant des lunettes de soleil et une casquette ornée d'un logo «G», il ressemble à Guo Wengui. C'est ce que m'ont déclaré bon nombre des gens qui sont qualifiés de «traîtres» dans ces vidéos – des gens qui, pour la plupart, défendent la démocratie et sont ouvertement critiques à l'endroit de Beijing. Les vidéos ont fini par être retirées de Twitter, mais on peut encore les visionner sur des comptes YouTube qui ne sont pas clairement liés au Nouvel État fédéral de Chine. La raison de l'hostilité de Guo envers les détracteurs les plus virulents du régime chinois reste un mystère. Selon des militants, le

milliardaire chercherait à regagner les faveurs de hauts fonctionnaires chinois qui contrôlèrent ses actifs de Chine continentale. Je n'ai pu valider ni cette théorie ni aucune autre.

Dans une autre vidéo, publiée sur la plateforme GTV et toujours consultable sur internet au moment où j'écris ces lignes, le visage de Guo est nettement visible. «Éliminons les traîtres de ce monde. Finissons-en d'abord avec ces traîtres», tonne-t-il, sans toutefois donner de noms. Bannon n'apparaît presque jamais dans les vidéos diffusées sur GTV, et on ne sait trop quel est son rôle dans l'organisation.

J'ai tenté d'entrer en contact avec Guo et Bannon en leur envoyant de multiples demandes par l'entremise de membres du Nouvel État fédéral de Chine. J'ai fini par joindre la directrice des relations publiques de Bannon, mais, au lieu de m'aider à programmer une interview avec son patron, elle m'a fait suivre des liens vers des déclarations de ce dernier en appui à la réélection de Trump en 2020.

À Midland, au Texas, le pasteur chrétien Bob Fu, bien connu pour le soutien que son ONG ChinaAid apporte aux dissidents chinois, me raconte que, peu de temps après la publication des vidéos de Guo, des dizaines de manifestants se sont rassemblés devant sa maison. Quelques jours plus tard, il recevait des menaces de mort en ligne; dans les commentaires, des internautes évoquaient la possibilité de poser des bombes chez lui. «Le FBI et la police locale ont dû nous évacuer pour nous emmener dans un endroit sûr, gardé secret», poursuit Fu. Malgré le départ du pasteur et de sa famille, les manifestants ont continué à se rassembler quotidiennement devant sa résidence; Fu n'avait d'autre choix que de suivre l'évolution de la situation sur les médias sociaux, ne sachant pas quand lui et les siens pourraient rentrer chez eux. Pendant ce temps, les comptes de médias sociaux liés au Nouvel État fédéral de Chine multipliaient les publications faisant état de *sex tapes* scabreux impliquant Hunter Biden, fils du candidat démocrate à la présidence Joe Biden.

À Vancouver, les manifestations quotidiennes ont vite été entachées de violence. Louis Huang, ami de Benson Gao et militant des droits de la personne, fumait une cigarette devant la maison de ce dernier lorsque deux

protestataires se sont jetés sur lui, l'ont traîné sur le sol et lui ont donné de nombreux coups de pied à la tête. Cette attaque brutale ayant été enregistrée par une caméra de surveillance, la police a fini par arrêter les deux hommes.

Par la suite, au New Jersey, des manifestants du Nouvel État fédéral se sont rendus chez l'un des plus éminents intellectuels chinois en exil, Teng Biao. Après avoir exercé la profession d'avocat en Chine, Teng a enseigné le droit à l'Université Harvard et à l'Université Yale. Il a critiqué les politiques de Trump et réfuté les théories du complot de Guo Wengui dans des articles et sur les médias sociaux.

Après avoir enduré violence et racisme partout dans le monde pendant des années, notamment lors de périodes de tensions géopolitiques et dans le chaos de la pandémie de COVID-19, les membres de la diaspora chinoise sont désormais incités à s'en prendre à leurs pairs par la machine américaine de désinformation.

LA PARANOÏA ET LA XÉNOPHOBIE à l'égard des immigrants d'origine chinoise alimentent la menace du «péril jaune», et ce, depuis la création même des États-Unis d'Amérique. Au XIX^e siècle, des immigrants chinois travaillent comme ouvriers dans les mines, la construction ou les chemins de fer transcontinentaux. Ils jouent un rôle déterminant dans le développement du pays, tout en subissant de la discrimination raciale dans toutes les sphères de la société. Une série de lois iniques et le discours sur le «péril jaune» aboutiront à leur exclusion systémique.

La marginalisation des Sino-Américains se poursuivra jusqu'à ce que la Chine devienne un allié précieux des États-Unis dans leur affrontement avec le Japon pendant la Seconde Guerre mondiale. Les Sino-Américains n'obtiendront le droit de vote qu'en 1943.

Au conflit mondial succède bientôt la guerre froide, qui oppose l'Union soviétique et les États-Unis et entraîne dans son sillage leurs alliés respectifs. La période maccarthyste, qui s'étend de la fin des années 1940 au milieu des années 1950 et se caractérise par une chasse aux communistes et à leurs «sympathisants», est particulièrement sombre pour les Sino-Américains. Certains employeurs ne veulent plus voir de Chinois au sein de

leur personnel, des commissions parlementaires interrogent des gens ordinaires sur leurs prétendus liens avec le PCC, des voyous vandalisent des entreprises appartenant à des Chinois, et des sanctions économiques empêchent des milliers de personnes d'envoyer de l'argent à leurs proches restés en Chine. Chroniqueur sino-américain populaire à l'époque, Gilbert Woo dit des Américains d'origine chinoise qu'ils sont «tétanisés par la peur» et ont l'impression qu'«être un Chinois est un crime en soi»⁵.

Dans les années 1960, au milieu de la guerre du Vietnam, un sondage révèle que 70% des Américains considèrent la Chine, et non l'Union soviétique, comme la plus grande menace à la sécurité des États-Unis. Ce chiffre est étonnant dans la mesure où la Chine ne joue pas un rôle important dans les conflits qui entourent la guerre froide. Le pays traverse alors une période de faiblesse politique et économique. Les dirigeants du PCC font face au chaos de la Révolution culturelle et sont encore loin de lancer les réformes libérales qui donneront lieu à un essor économique. Néanmoins, malgré ce marasme, Beijing épaula le Vietnam du Nord dans sa lutte contre le Vietnam du Sud et les États-Unis en lui fournissant armes, aide financière et soldats chargés de missions secondaires, comme la reconstruction de zones dévastées. La Chine maintiendra son soutien après la prise de contrôle du Vietnam du Sud par les communistes en 1975, mais réduira son aide financière à partir de 1978.

La Chine et l'Union soviétique sont alors les plus grands États communistes du monde. Bien que la seconde fasse partie de l'espace européen, la participation, certes limitée, du relativement jeune Parti communiste chinois à la guerre du Vietnam suscite probablement chez les Américains des inquiétudes liées à la montée de puissances orientales opposées à l'Occident.

Bien entendu, les Chinois des États-Unis ne partagent pas tous les mêmes croyances et les mêmes loyautés. Mais leur vie devient invariablement plus difficile chaque fois que le climat politique est défavorable à Beijing. Trop d'Américains sont encore incapables de distinguer les personnes chinoises du gouvernement chinois.

DANS LE BUT DE NEUTRALISER la prétendue menace que représentait la Chine pendant la guerre froide, des hommes politiques américains ont élaboré une théorie voulant que les puissances occidentales aient l'obligation morale d'éloigner patiemment Beijing de l'orbite soviétique; sans doute inévitable, une telle issue s'inscrivait selon eux dans le cours normal de l'histoire.

Dans un ouvrage paru en 1995 et intitulé *China and the American Dream*, le sociologue Richard Madsen décrit l'évolution de cette pensée: «Apparu dans les années 1960, le mythe américain prédominant sur la Chine entrevoyait un triomphe des idéaux occidentaux de liberté économique, intellectuelle et politique partout dans le monde⁶. La visite [du président Richard] Nixon en Chine a nourri cette idée, qui, dans les années 1980, contribuerait à entretenir la confiance des États-Unis dans leur propre identité démocratique.»

Depuis la fondation de la République populaire de Chine en 1949 jusqu'aux années 1970, la Chine est restée coupée du monde occidental. À l'instar de celle de l'Union soviétique, l'expérience chinoise de la guerre froide était caractérisée par la fermeture des frontières, la guerre idéologique et la menace nucléaire.

La Chine aurait pu rester isolée des démocraties occidentales pendant de nombreuses années encore, privée de relations bilatérales avec les États-Unis et de siège aux organisations internationales, sans la publication, en 1967, d'un article de Richard Nixon intitulé «Asia After Viet Nam» dans la revue *Foreign Affairs*. Par ce manifeste et les déclarations qui l'ont suivi une fois son auteur devenu président, Nixon a su convaincre un public américain sceptique du fait qu'il serait préférable d'établir des liens de confiance avec Beijing plutôt que d'entretenir un climat d'hostilité. De nombreux autres pays emprunteraient la même voie.

Pour Nixon, il était possible d'éloigner la Chine de l'orbite de Moscou: «Nous ne pouvons clairement pas nous permettre d'isoler la Chine du concert des nations pour toujours – la laisser alimenter ses fantasmes, cultiver ses haines et menacer ses voisins. Il n'y a pas de place sur notre

petite planète pour qu'un milliard de ses habitants potentiellement les plus brillants continuent à vivre dans la colère de l'isolement.»

Selon la stratégie proposée par Nixon, les États-Unis agiraient dans un premier temps «avec retenue mais fermeté» en exerçant des «contre-pressions audacieuses» pour convaincre Beijing du fait que ses intérêts ne seraient bien servis que par une «acceptation des règles élémentaires de la civilité internationale». L'objectif consistait à intégrer la Chine à la communauté internationale à titre de «grande nation en pleine évolution», et non d'«épicerie de la révolution mondiale⁷».

Nixon a remporté l'élection présidentielle de 1968. Souhaitant être réélu en 1972, il avait besoin d'obtenir une victoire sur la scène internationale. «Au pays se succédaient émeutes et assassinats. Bien des gens étaient désillusionnés par le pouvoir. [...] Il croyait qu'en ouvrant les portes de l'immense pays qu'était la Chine, l'établissement de relations avec ce géant relativiserait la sortie plutôt désordonnée du Vietnam», se souvient Winston Lord, qui servirait comme ambassadeur des États-Unis en Chine à la fin des années 1980.

Une transcription déclassifiée offre un regard privilégié sur le séjour déterminant de Nixon à la résidence privée du président Mao Zedong, en février 1972. Il s'agissait de la première visite en Chine d'un président américain depuis la fondation de la République populaire en 1949. À cette époque, il était difficile pour la plupart des étrangers d'obtenir un visa de séjour en Chine, et Beijing n'entretenait de relations diplomatiques avec aucun grand pays occidental. Dans une pièce aux murs couverts de bibliothèques, les deux hommes étaient assis côte à côte sur de somptueux fauteuils entre lesquels se trouvaient de petites tables garnies de tasses de thé en porcelaine blanche. Une photo de l'événement montre Mao affalé, paraissant beaucoup plus vieux que son hôte (il est alors âgé de près de 80 ans et a des problèmes de santé), pendant que Nixon est penché vers lui, l'air attentif. Henry Kissinger, qui se hisserait par la suite au rang de secrétaire d'État lors du second mandat de Nixon et jouerait un rôle important dans l'apaisement des tensions de la guerre froide, était présent dans la salle à titre de conseiller à la sécurité nationale du président.

Nixon, Kissinger et Mao ont échangé des propos flatteurs. Le président américain a indiqué à son homologue chinois que les États-Unis n'avaient «aucune ambition territoriale en Chine» et souhaitaient trouver «un terrain d'entente [...] en vue de bâtir une structure mondiale où les deux pays seront en sécurité et se développeront chacun à sa façon en empruntant son propre chemin».

Reconnaissant l'existence d'un sentiment anticomuniste aux États-Unis et faisant sans doute référence à l'aversion de son patron pour le communisme, Kissinger a laissé entendre que Washington était dans le tort. «Nous ne comprenions pas que la révolution chinoise était de nature différente», déclare-t-il.

Mao est allé jusqu'à affirmer que le risque d'agression d'un des deux pays par l'autre était selon lui «relativement faible». Il a fait l'éloge de Nixon, qui a eu la bonne idée d'amener les deux pays à nouer des liens amicaux. Puis il s'est excusé, car il se sentait malade. Il a laissé à son premier ministre Zhou Enlai le soin de discuter des prochaines étapes à suivre avec les Américains⁸.

Par la suite, des politologues se demanderaient si Nixon croyait vraiment que les États-Unis et leurs alliés pouvaient transformer la Chine en démocratie libérale. Aux yeux de bon nombre d'entre eux, sa décision d'établir des liens amicaux avec Beijing s'inscrivait dans une stratégie visant à prendre l'avantage dans la guerre froide en neutralisant un allié potentiellement puissant de l'Union soviétique.

Dans une large mesure, quelles qu'aient été les motivations de Nixon, la stratégie a fonctionné de façon spectaculaire. En 1979, les deux pays ont établi des relations diplomatiques officielles. Les administrations subséquentes ont poursuivi dans la même voie.

Dans les années 1990, des centaines d'entreprises américaines étaient actives en Chine. Le pays était devenu une usine pour le monde entier. On y produisait de tout à la vitesse de l'éclair, qu'il s'agisse de voitures, d'appareils électroniques ou de vêtements à la dernière mode. Alléchées par une classe moyenne chinoise de plus en plus prospère, les multinationales

étrangères ne demandaient pas mieux que de s'implanter sur un marché de consommation en pleine expansion.

L'AUTORITARISME DE PLUS EN PLUS marqué de Beijing et son mépris des règles internationales sous Xi Jinping montrent toutefois que les États-Unis s'étaient fait une fausse idée de la Chine. Un pays peut s'enrichir sans devenir libéral.

La prise de conscience de cette réalité a mis les Américains dans un autre état d'esprit. Sous la présidence de Barack Obama, les relations entre Washington et Beijing ont commencé à montrer des signes de détérioration.

En 2012, Obama a lancé sa stratégie régionale du «pivot asiatique», qui consistait à rééquilibrer les priorités de la politique étrangère des États-Unis en accordant moins d'importance au Moyen-Orient et en se concentrant sur les puissances économiques en plein essor de l'Asie. «L'Asie et le Pacifique sont en voie de devenir le centre de gravité économique du monde. La région fait cependant face à de véritables défis pour les années à venir, parmi lesquels figurent les préoccupations liées à la prolifération nucléaire, l'intensification des différends maritimes ainsi que le recul de la démocratie et des droits de la personne dans certains pays», déclarait la Maison-Blanche en 2015. À maintes reprises pendant la campagne électorale de 2016, le candidat Donald Trump cracherait les syllabes du mot *China* avec force, les deux mains posées sur son lutrin, avant de faire une pause pour produire un effet dramatique. Il répéterait inlassablement ce procédé d'un discours à l'autre, s'assurant ainsi que ses partisans prennent le temps de s'attarder sur le mot et cultivent le sentiment – ou plutôt le ressentiment – qu'il leur inspire.

Sous un tonnerre d'applaudissements lors d'un arrêt en Pennsylvanie, Trump a dit de sa rivale Hillary Clinton qu'elle appartenait à «une classe de dirigeants qui vouent un culte au mondialisme». S'il devenait président, a-t-il promis, il romprait les accords commerciaux existants avec la Chine, qualifierait le pays de manipulateur de devises et imposerait des tarifs douaniers sur les produits chinois.

«Nous ne pouvons pas continuer à laisser la Chine violer notre pays, et c'est pourtant ce que nous faisons», a beuglé le candidat devant une foule galvanisée en Indiana. «Nous avons toutes les cartes en main pour renverser la vapeur, ne l'oubliez pas.» Il a ensuite qualifié le déficit commercial de 346 milliards de dollars des États-Unis avec la Chine de «plus grand vol de tous les temps». Les experts ne s'entendent pas sur la question de savoir si, en important davantage qu'il n'exporte, un pays nuit forcément à son économie, mais, pour Trump, le déséquilibre de la balance commerciale était un déshonneur attribuable à la manipulation du marché par Beijing.

Dans son programme électoral, Trump s'engageait à négocier un nouvel accord avec la Chine pour «aider les entreprises et les travailleurs des États-Unis à être concurrentiels», et promettait de «mettre fin aux subventions illégales à l'exportation ainsi qu'au laxisme des normes du travail et de l'environnement de la Chine» – le tout en qualifiant le réchauffement planétaire de «canular» monté par Beijing.

Malgré son statut de milliardaire, Trump a su puiser dans la frustration d'électeurs blancs de la classe ouvrière qui avaient l'impression d'avoir perdu leur emploi en raison de la concurrence étrangère, dans une économie mondialisée de façon injuste. Un anticommunisme bien ancré et une xénophobie galopante ont contribué à rendre son public réceptif.

PENDANT L'HIVER 2019, JE SÉJOURNE dans plusieurs villes des États-Unis pour prendre le pouls du pays.

À Washington, il fait anormalement chaud pour la saison. Depuis l'appartement de mon ami dans le quartier décontracté d'Adams Morgan, je descends la côte jusqu'à DuPont Circle, où se trouvent les bureaux de nombreux groupes de réflexion et consultants politiques. Un brouillard emprisonne la chaleur sur la ville. Les citoyens vont et viennent en tenant leur veste sur leur avant-bras.

L'actualité est alors dominée par la guerre commerciale avec la Chine. J'entre dans un bar à jus où je rejoins Stephanie Segal, directrice adjointe de la chaire Simon en économie politique du Centre d'études stratégiques et

internationales. Jusqu'en 2017, elle codirigeait le bureau des affaires est-asiatiques du département du Trésor des États-Unis.

Posée, éloquente, vêtue d'un tailleur élégant, Segal correspond parfaitement à l'image que je me fais d'une ancienne haute fonctionnaire de Washington qui travaille désormais au sein du groupe de réflexion le plus prestigieux du pays. Elle me raconte que l'establishment de la capitale a été consterné par la volonté de Trump de redéfinir l'ordre du jour politique et de changer le cours des relations diplomatiques en multipliant les déclarations à l'emporte-pièce et les publications sur son compte Twitter.

Quelques semaines avant ma rencontre avec Segal, Trump a déclaré à Reuters qu'il n'hésiterait pas à intervenir dans la cause du département de la Justice contre Meng Wanzhou si cela pouvait aider les États-Unis à conclure un accord commercial avec Beijing: «Si je pense que c'est bon pour ce qui sera certainement le plus grand accord commercial jamais conclu, ce qui est une chose très importante – ce qui est bon pour la sécurité nationale –, j'interviendrai sans hésiter.»

Auparavant, m'explique Segal, les différents aspects de la politique étrangère, dont font partie les relations économiques, la sécurité nationale et l'application de sanctions commerciales, relevaient d'instances distinctes de l'appareil d'État. Une telle séparation avait été conçue pour éviter les apparences d'ingérence politique partisane. Ces délimitations sont maintenant chose du passé.

«Là réside la force des déclarations de Trump et de son fil Twitter, où il prend officiellement position sur des affaires judiciaires et s'éloigne d'un mode de gouvernement fondé sur la primauté du droit. Dès qu'on commence à dire que tout est matière à négociation, on ébranle l'un des piliers fondamentaux de notre système et [dans le cas de l'affaire Meng] de celui du Canada. C'est très étrange», poursuit Segal.

Même avant que Trump n'arrive au pouvoir, les récriminations s'accumulaient sur les pratiques commerciales déloyales de la Chine: en soutenant généreusement ses propres «champions nationaux» et en imposant diverses restrictions aux entreprises étrangères, Beijing a créé un environnement d'affaires peu propice à la concurrence. Ce faisant, la Chine

ne respectait pas son engagement en faveur du libre marché, déplorait des firmes internationales.

Dans le passé, toutefois, le lobby des affaires a exprimé des opinions plus variées dès lors qu'il s'agissait de déterminer s'il était préférable de soulever ces enjeux en discutant discrètement avec les Chinois ou en pressant les autorités américaines d'adopter des positions plus fermes en son nom. Peu à peu, le sentiment général est devenu plus négatif, explique Segal, car «les fruits mûrs de l'accès au marché chinois avaient tous été cueillis»; les entreprises faisaient désormais face à des dossiers plus épineux, comme la loi chinoise qui oblige les firmes étrangères à partager leur savoir-faire technologique en échange d'un accès au marché, la surcapacité industrielle et les subventions de l'État qui favorisent les entreprises chinoises et nuisent ainsi à la compétitivité des sociétés étrangères.

«Aujourd'hui, [à la Maison-Blanche], il est difficile de trouver quelqu'un qui ait quelque chose de positif à dire sur la Chine. Il y règne un grand pessimisme. Jamais n'y a-t-on été aussi unanime à propos de la Chine et de la nécessité de se montrer inflexible, afin d'amener Beijing à la table pour discuter des réformes structurelles que les États-Unis réclament depuis un bon moment déjà», constate Segal⁹.

Très rapidement, cette attitude a engendré une nouvelle façon de parler de la Chine au reste du monde: «On dirait que les États-Unis disent essentiellement aux autres pays: "Soit vous êtes avec la Chine, soit vous êtes avec nous. Il vous faut choisir votre camp."»

Sous Trump, la Maison-Blanche était sans doute consciente du fait que ses alliés commençaient à se méfier des États-Unis et ne les suivraient pas aveuglément dans n'importe quelle direction, mais, liés par des traités et des alliances de partage du renseignement, certains pays n'avaient vraisemblablement pas d'autre choix que de leur emboîter le pas, juge Segal. Alors qu'il était secrétaire d'État, Mike Pompeo a déclaré que les États-Unis y penseraient à deux fois avant de partager des renseignements avec des pays qui ont confié le développement de leurs réseaux 5G à

Huawei. Un gel du partage du renseignement avec Washington pourrait nuire considérablement aux agences des pays alliés.

Segal note également que l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM), qui a succédé à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), contient une clause qui oblige chacune de ses parties à informer les autres si elle envisage «d'amorcer des négociations en vue de conclure un accord de libre-échange avec un pays n'ayant pas une économie de marché¹⁰», ce qui revient dans les faits à conférer aux États-Unis un droit de veto sur les ententes que les deux autres pays souhaiteraient conclure. Dans «un pays n'ayant pas une économie de marché», l'État joue un rôle important dans l'allocation des biens et des ressources ainsi que dans la fixation des prix, au lieu de laisser ces fonctions au jeu de l'offre et de la demande. «Bref, c'est la Chine, conclut Segal. Le Canada s'est retrouvé devant l'alternative suivante: voulez-vous l'ACEUM ou un accord avec la Chine? Vous ne pouvez pas avoir les deux.»

L'ACEUM est entré en vigueur tel quel le 1^{er} juillet 2020.

Toujours dans la capitale américaine, je rencontre un représentant de l'International Crisis Group, où Michael Kovrig a travaillé comme analyste principal de l'Asie du Nord-Est. L'ONG souhaite éviter de faire des déclarations politiques sur l'affaire Meng, préférant consacrer ses énergies au traitement inhumain dont Kovrig fait l'objet. (Au moment où j'écris ces lignes, Kovrig et Michael Spavor ont entamé leur troisième année de détention en Chine.)

Des intellectuels de Washington ont signé une lettre ouverte avec une bonne centaine d'autres universitaires et de diplomates pour réclamer la libération de Kovrig et de Spavor. Les commentateurs américains, déplorent-ils, ont tendance à observer les relations Chine–États-Unis à 40 000 pieds d'altitude. Il est difficile d'intéresser le public au sort d'Américains détenus en Chine, sans parler de celui de deux citoyens canadiens.

La plupart des Américains n'ont jamais entendu parler de la mésaventure des «deux Michael», me disent les signataires. Le scénario

d'une compétition mondiale féroce que les États-Unis pourraient «perdre» et que la Chine pourrait «gagner» semble beaucoup plus accrocheur.

AVANT DÉCEMBRE 2019, MOMENT où tombait la nouvelle de l'apparition d'un virus mystérieux, semblable à celui du SRAS, de nombreux Occidentaux n'avaient jamais entendu parler de Wuhan, capitale tentaculaire de la province du Hubei, au centre de la Chine. Rui Zhong, 29 ans, y est née – plus précisément à l'hôpital Zhongnan, non loin des rives luxuriantes du lac Shahu. Densément peuplée et souvent polluée, cette ville regorge néanmoins de lacs et de parcs.

Jeunes universitaires ambitieux, les parents de Zhong sont partis faire leurs études supérieures aux États-Unis avec leur fille unique, alors âgée de six ans. La famille s'est établie pour de bon dans ce pays, mais retourne dans sa ville natale de temps à autre pour rendre visite aux grands-parents, aux tantes, aux oncles et aux cousins.

Alors que le monde découvrait la situation à Wuhan, Zhong suivait l'actualité avec anxiété depuis les États-Unis¹¹. Elle s'inquiétait pour les membres de sa parenté. Des gens tombaient littéralement raides morts dans la rue. La police menait des patrouilles dans les quartiers résidentiels. Des agents montaient la garde devant les immeubles de logements pour s'assurer que les résidents ne sortent pas de chez eux, sauf pour faire leur épicerie tous les trois jours. Des vidéos montraient des foules pourchassant des gens qui ne portaient pas de masque. Des journaux intimes à fendre le cœur rendaient compte du sentiment qu'on éprouve lorsqu'on perd tous les membres de sa famille en quelques jours.

En sa qualité de spécialiste de la politique chinoise au Woodrow Wilson International Center for Scholars, groupe de réflexion non partisan établi à Washington, Zhong devait partager ses analyses de la crise avec le grand public. Journalistes et réseaux de télévision la sollicitaient en la présentant comme une spécialiste de la Chine originaire d'une ville qui se trouvait à l'épicentre de la pandémie. Inquiète du sort des membres de sa famille, il lui était difficile de garder son sang-froid en ondes. Bientôt, elle subirait du harcèlement en ligne.

Des inconnus se sont mis à lui envoyer des images de carcasses de chauve-souris flottant dans une soupe (alors que les scientifiques avaient établi que la COVID-19 n'était pas due à la consommation humaine de ces animaux). L'hostilité dont Zhong faisait l'objet s'inscrivait dans une vague mondiale de harcèlement et de crimes haineux à l'encontre des personnes d'origine asiatique. Accusées d'être responsables de la propagation du coronavirus, les victimes se faisaient cracher dessus, battre ou agresser verbalement.

Alors qu'elle consultait les médias sociaux, Zhong a visionné, horrifiée, une vidéo de surveillance montrant un homme surgir derrière une femme à New York et asperger celle-ci d'acide. La victime avait subi des brûlures au deuxième degré sur tout le haut du corps, le visage et les mains. «Les racistes qui passent à l'attaque s'en prennent souvent à des immigrants plutôt âgés qui ne parlent pas aussi bien anglais qu'une Sino-Américaine de première génération et demie ou de deuxième génération comme moi», m'explique-t-elle.

Néanmoins, des élus et des personnalités publiques ont persisté à utiliser les termes «virus de Wuhan» ou «virus chinois», faisant fi des avertissements selon lesquels un tel discours mettait des vies en danger. En juin 2020, lors d'un rassemblement à Tulsa, en Oklahoma, Trump en a rajouté une couche en qualifiant la COVID-19 de «kung flu¹²». Ces discours racistes ont contribué à propager la théorie voulant que le virus soit une arme biologique fabriquée dans des laboratoires chinois.

Alors que les faucons des deux pays semblaient vouloir préparer leurs concitoyens à la guerre, les personnes d'origine chinoise ou asiatique établies ou séjournant en sol américain se sentaient de plus en plus mal à l'aise. Zhong pense à son cousin, Chinois détenteur d'un visa de travail aux États-Unis. Bien qu'il soit heureux de vivre en ce pays, il n'en est pas citoyen et garde des liens très profonds avec sa terre natale. Il s'est senti de moins en moins le bienvenu.

«Je crois que la volonté de savoir de quel côté de la balance penche la loyauté des gens est un trait fondamental de la société américaine. C'est une question à laquelle les Américains d'ascendance asiatique – et j'inclus ici

les Nippo-Américains – ont fait face pendant les grands conflits qui ont marqué le XX^e siècle. Dans quel camp êtes-vous?» poursuit Zhong.

En tant qu’immigrante chinoise, elle a dû jouer du coude pour prendre part aux débats politiques à Washington, où les spécialistes de la Chine sont souvent des hommes blancs. Au Woodrow Wilson Center, elle a élaboré des programmes et mené des recherches sur l’impact que peut avoir l’intérêt national sur l’activité commerciale, la technologie et les politiques culturelles liées à la Chine. Elle se demande si ses collègues n’ont pas tendance à traiter des enjeux géopolitiques de manière abstraite, rares étant ceux d’entre eux qui ont vécu en Chine.

«La soif d’intransigeance face à la Chine a tourné à l’obsession, juge Zhong. Je n’ai pas de problème avec ça, mais les personnes qui se basent sur des données fausses ou trompeuses se trouvent à faire de la désinformation, ce qui a des conséquences sur des gens qui ne font pas partie de l’appareil d’État. C’est dans ces circonstances que j’essaie d’intervenir.»

Elle se réfère ici à la situation précaire des chercheurs et des experts chinois aux États-Unis: en septembre 2020, les autorités ont révoqué les visas de plus de 1000 étudiants et chercheurs chinois qui présentaient selon elles des risques à la sécurité nationale. Selon de nombreux observateurs, cette décision n’a pas découlé d’une réflexion approfondie.

Les incessantes généralisations de Trump sur les Chinois établis aux États-Unis ont gangrené l’action des autorités américaines. Plus tôt en 2020, le président a déclaré que de nombreux ressortissants chinois entretenaient des liens avec les forces armées de leur pays et se livraient au vol de données et de propriété intellectuelle. Lors d’un dîner en compagnie de PDG américains à son club de golf privé du New Jersey, il a qualifié les étudiants chinois d’espions, indique un reportage du média *Politico*: «Presque tous les étudiants qui viennent dans notre pays sont des espions», aurait affirmé Trump.

Soupçonner l’ensemble des étudiants et scientifiques chinois est indigne d’une démocratie, juge Zhong. Ce faisant, on risque d’étouffer la voix

d'individus qui sont eux-mêmes en mesure d'aider les Américains à mieux comprendre la Chine de l'intérieur.

«Ce n'est pas une sorte de jeu de société ou de jeu vidéo, poursuit-elle. Ce qui se passe actuellement a des conséquences sur des êtres humains en chair et en os.»

Alors que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les gouvernements s'efforçaient d'endiguer la propagation des théories du complot, y compris de leurs variantes racistes comme la «soupe à la chauve-souris», les campagnes de propagande américaine et chinoise ont fait de l'origine du virus leur principal cheval de bataille.

Ex-chercheuse postdoctorale à l'Université Stanford, Vanessa Molter a analysé un vaste ensemble de données liées aux discours et aux théories du complot sur la Chine et la COVID-19 qui circulaient dans divers pays au printemps 2020¹³. En Chine, a-t-elle constaté, la majorité des communications émanaient sans surprise des médias contrôlés par l'État. Elles visaient à minimiser la mauvaise gestion initiale de la pandémie par les autorités et à souligner les efforts déployés par le gouvernement pour endiguer le virus. Bon nombre d'articles et de vidéos avaient relaté la construction d'un hôpital en 10 jours par des travailleurs de Wuhan.

Aux États-Unis et dans d'autres pays, des théories du complot issues de diverses sources non gouvernementales ont foisonné au cours des premières semaines et des premiers mois de la pandémie, a constaté Molter: «À ce stade, les sources fiables ne disposaient pas encore d'information de bonne qualité. Cette insuffisance les empêchait de formuler des conclusions et des recommandations crédibles, ce qui a miné la confiance du public et créé un vide informationnel.» De fausses informations et des théories du complot, comme celle voulant que le virus ait été délibérément fabriqué dans des laboratoires chinois, ont été largement partagées sur le web et dans les médias sociaux. «Plus le texte était choquant, plus il obtenait de clics. Pour certains acteurs, la motivation était sans doute purement financière», m'explique Molter.

Les médias d'État chinois ont réagi en proposant leurs propres théories du complot, dont l'une prétendait que les forces armées américaines avaient

délibérément introduit le virus de la COVID-19 en Chine. «Sur le territoire chinois, la propagande semble avoir réussi à imposer son interprétation de la situation et à éveiller des soupçons à l'égard des États-Unis. À l'échelle internationale, je ne pense pas que les autorités chinoises aient cru possible de convaincre qui que ce soit, mais elles voulaient à tout le moins semer le doute et la confusion», conclut Molter.

AU LIEU DE METTRE DE VIEUX GRIEFS en veilleuse, la pandémie n'a fait qu'intensifier la guerre que se livrent les deux plus grandes économies du monde par différends commerciaux et technologiques interposés. La rivalité entre les États-Unis et la Chine s'est étendue à de nouvelles arènes. Des journalistes, des étudiants et des scientifiques des deux camps en subiraient les conséquences.

En mars 2020, Beijing révoquait les cartes de presse des correspondants en Chine des grands médias américains, dont le *New York Times*, le *Wall Street Journal* et le *Washington Post*. Une telle mesure avait déjà été prise en d'autres circonstances dans le passé, mais, cette fois, le ministre des Affaires étrangères a déclaré qu'il procédait à ces révocations – et donc à ces expulsions – en réponse aux nouvelles restrictions imposées par Washington aux dizaines de journalistes des médias d'État chinois en poste aux États-Unis.

Le département d'État des États-Unis a ordonné à la Chine de fermer son consulat de Houston. En représailles, Beijing a aussitôt imposé la fermeture du consulat des États-Unis à Chengdu, ville du sud-ouest de la Chine. Par la suite, Washington a imposé de nouvelles restrictions aux chercheurs chinois établis aux États-Unis, lesquelles ont réduit la durée des visas étudiants dans les domaines liés à la haute technologie et limité les possibilités d'emploi des scientifiques chinois dans les institutions américaines. En août 2020, le PDG américain de la *startup* qui enregistrait alors la plus forte croissance au monde, TikTok, a démissionné après que Trump eut signé un décret en vue d'interdire l'application de propriété chinoise (ainsi que WeChat) aux États-Unis. Pendant ce temps, alors que Washington bâclait sa gestion de la pandémie et que le nombre d'Américains morts de la COVID-19 dépassait les 200 000, Trump traînait

loin derrière Joe Biden dans les sondages en vue de l'élection présidentielle. La Maison-Blanche avait besoin d'une distraction. Renonçant à tout semblant de subtilité, elle a ressorti la vieille rhétorique de la guerre froide pour présenter la Chine comme une menace existentielle pressante.

Le 23 juillet, dans un discours enflammé, Mike Pompeo a déclaré que les 50 années d'engagement des États-Unis avec la Chine étaient un échec. Devant la bibliothèque présidentielle Richard Nixon, en Californie, il a indiqué que l'attitude du gouvernement face à la «Chine communiste» serait désormais fondée sur la «méfiance et la vérification»: «J'ai grandi et servi dans l'armée pendant la guerre froide. Si j'ai retenu quelque chose de cette époque, c'est que les communistes mentent presque toujours. En tant que pays amoureux de la liberté, nous devons inciter la Chine à changer.»

De l'Armée populaire de libération, Pompeo a dit qu'elle était conçue pour assurer l'expansion d'un empire chinois plutôt que pour protéger le peuple de Chine. C'est pourquoi les forces armées des États-Unis ont accru leur présence dans les mers de Chine méridionale et orientale ainsi que dans le détroit de Taïwan, a-t-il poursuivi, avant d'ajouter que «nous avons créé une force spatiale pour contribuer à dissuader la Chine de commettre une agression depuis cette frontière ultime».

Le militarisme de Pompeo semble avoir entraîné les tensions sino-américaines vers un point de non-retour. Washington soupçonne une Chine de plus en plus agressive de vouloir chasser les États-Unis de la «région indo-pacifique», terme désormais utilisé par les autorités américaines au détriment d'«Asie-Pacifique» parce qu'il fait valoir le rôle de l'Inde dans la région. Il s'agit là d'une manière subtile de riposter à la domination de la Chine sur l'Asie, analyse le juriste Preston Lim. De son côté, Beijing croit que les États-Unis, soucieux de maintenir leur hégémonie mondiale, ont complètement renoncé à leur prétendue neutralité en mer de Chine méridionale.

Hanté par une récession économique et la pandémie, souhaitant désespérément être réélu à l'automne 2020, Trump a fait de l'affrontement avec la Chine sa stratégie de la dernière chance en vue de battre Biden. Le risque d'erreur était élevé. Se pointer mutuellement du doigt est une chose;

il en irait tout autrement si une escarmouche opposait des navires de guerre en mer de Chine méridionale et dégénérerait en conflit ouvert. En 2019, la marine américaine avait mené un nombre record d'«opérations visant à garantir la liberté de navigation» (FONOP) dans ces eaux. Secrétaire à la Défense de Trump de juillet 2019 à novembre 2020, Mark Esper souhaitait en maintenir le rythme.

L'ère de l'engagement était révolue.

«*NUANCE* EST DEVENU un vilain mot à Washington», constate Elsa B. Kania, spécialiste de la stratégie militaire et des technologies émergentes chinoises au Center for a New American Security. «Mais la nuance existe bel et bien, qu'on le veuille ou non. Il est plus facile de faire polémique que d'appréhender les relations sino-américaines dans toute leur complexité.»

Tout en travaillant pour ce groupe de réflexion, Kania a été conseillère officieuse en matière de politique étrangère et de sécurité nationale pour l'ancienne candidate à la présidence Elizabeth Warren et pour Joe Biden pendant sa campagne présidentielle.

«Le bruit et la fureur sont tels qu'on ne sait pas trop quelle est la voie à suivre. Je crains des conséquences inattendues», me confie-t-elle. Elle aimerait avoir plus de collègues ayant des liens personnels ou familiaux avec la Chine, ce qui conférerait une plus grande diversité de perspectives à l'idéologie dominante.

Kania risque aussi d'y laisser des plumes: officière du renseignement pour la réserve de la marine américaine, elle pourrait être appelée sous les drapeaux si une guerre avec la Chine éclatait. Mais une telle détérioration de la situation est loin de ce qu'elle souhaite – et elle espère jouer un rôle pour l'empêcher de se produire. Le PCC promeut son propre modèle de gouvernement tout en bafouant la démocratie et les droits de la personne dans le monde, soutient Kania, et les autres pays se doivent de résister.

Bien qu'elle soit opposée à toute intervention militaire, Kania admet que l'avenir de la démocratie et d'un ordre mondial fondé sur des règles est en jeu. Quand je lui demande quelle issue elle jugerait préférable si la guerre devenait inévitable, elle me répond que les pertes humaines seraient

«tragiques» et qu'elle préférerait voir les États-Unis et leurs alliés démocratiques l'emporter. «Mais les États-Unis bafouent eux aussi les droits de la personne et la démocratie sur leur territoire; en offrant un si mauvais exemple, ils nuisent à leur propre cause dans le monde.» Malgré son appartenance à la réserve et à l'élite politique, Kania se montre cinglante à l'encontre des gens qui se comportent comme s'ils désiraient la guerre. «Je perçois une nostalgie de la guerre froide, comme si les Américains étaient nés pour être en compétition avec un puissant vis-à-vis. Ils prétendent que nous sommes revenus à l'époque de Reagan, que nous sommes prêts pour cette vaste entreprise. Les chauvinismes américain et chinois se ressemblent épouvantablement. Il y a là quelque chose d'irréel», conclut-elle.

Pour l'éminent spécialiste Jerome A. Cohen, qui fut l'un des premiers Américains à séjourner en République populaire de Chine au début des années 1970, l'histoire semble avoir bouclé la boucle: le président Nixon s'était servi de la Chine pour assurer sa réélection, et le président Trump s'est servi de la Chine pour tenter d'assurer sa réélection. En 2020, des gens comme Cohen, qui ont voué leur vie entière à la compréhension mutuelle et au respect des droits de la personne dans les deux pays, ont lancé un appel au calme alors que les superpuissances semblaient foncer tête première vers un conflit ouvert.

Selon Cohen, il est indéniable que la réaction excessive de l'administration Trump aux provocations de la Chine «a fait en sorte que le PCC (et la population chinoise qu'il soumet à la manipulation des médias) sera moins enclin à accepter les critiques légitimes des nombreuses violations de la primauté du droit auxquelles il se livre sur son territoire et du non-respect de ses obligations internationales en matière de droits de la personne.

«La situation pose un dilemme aux gens qui, comme moi, s'intéressent à la Chine et se font un devoir de dénoncer haut et fort les conduites de la République populaire, mais répugnent à l'idée de donner des munitions supplémentaires à la campagne Trump-Pompeo. Il va sans dire que la Chine pourrait résoudre ce dilemme en mettant un terme à ses violations!»

De nombreux experts avec qui j'ai discuté jugent improbable un affrontement militaire à court terme, mais craignent que le développement d'un état d'esprit de guerre froide dans les deux pays ait des conséquences imprévisibles. En Chine, où l'écosystème médiatique est fortement contrôlé par l'État, le discours est systématiquement nationaliste; reportages et éditoriaux qualifient le gouvernement des États-Unis de dysfonctionnel, revanchard et mesquin, et attribuent la responsabilité du différend à Washington.

Le 24 mai 2020, lors d'une conférence de presse vidéo, le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi a accusé les élus américains de bellicisme. «Certaines forces politiques aux États-Unis kidnappent les relations sino-américaines et cherchent à les entraîner dans une prétendue "nouvelle guerre froide"¹⁴», a-t-il déclaré. À peu près au même moment, des médias d'État chinois publiaient sur Twitter et Facebook de nombreux articles en anglais où ils attisaient les tensions sino-américaines. Le tabloïd *Global Times* donnait régulièrement la parole à des experts chinois comme le professeur Diao Daming, de l'Université Renmin, qui, en novembre, affirmait que «la Chine se doit d'exercer des représailles douloureuses contre l'administration Trump si les provocations de Washington portent atteinte à ses intérêts fondamentaux; en revanche, si ces provocations ne sont que bluff sans conséquences, la Chine peut les ignorer et tenter d'entrer en communication avec l'équipe de Biden pour limiter les dommages». Selon un autre de ces experts, «il est toujours judicieux pour la Chine de se préparer à une longue bataille¹⁵». Aux États-Unis, où règne la liberté de presse, la situation est plus complexe. Même au sein du gouvernement, les opinions sur la Chine sont très diverses. Selon la tendance générale qui s'annonce pour l'année 2021, il semble cependant que quiconque se présente comme un faucon face à la Chine jouisse d'une immense popularité politique. Élus et experts américains cherchent à se surpasser les uns les autres en la matière. Dans ce milieu où tant de gens se disent intransigeants à l'égard de Beijing, certains tiennent des propos toujours plus choquants et exagérés dans le simple but de se démarquer.

La surenchère atteint des niveaux ridicules, y compris chez les forces de l'ordre. Lors d'une brève conférence de presse donnée à Boston par le FBI

en janvier 2021 pour annoncer l'arrestation d'un professeur du MIT soupçonné de ne pas avoir divulgué sa collaboration avec le gouvernement chinois, les officiers ont utilisé le terme «gouvernement communiste chinois» à cinq reprises. Au mieux, ce vain discours anticomuniste ne fait que détourner l'attention des faits véridiques sur l'influence de Beijing aux États-Unis; au pire, il les discrédite. Mon amie Margaret Lewis, spécialiste des relations sino-américaines, juge «préférable de dire *République populaire de Chine* ou PCC, car l'expression *gouvernement communiste chinois* n'est pas consacrée et ne sert qu'à brandir un "péril rouge"».



LES OBSTACLES À L'ÉMERGENCE d'un discours raisonnable sur les relations sino-américaines sont faciles à cerner. En font partie des environnements en ligne et des milieux politiques qui, dans les deux pays, alimentent la désinformation et la peur. Il est toutefois difficile d'imaginer en quoi pourrait consister une meilleure approche politique de la part des États-Unis.

J'ai contacté Charles Edel, qui, au moment où nous nous sommes parlé, était chercheur principal au Centre d'études sur les États-Unis de l'Université de Sydney. Auparavant, il avait été professeur agrégé au Collège de la marine des États-Unis et conseiller du secrétaire d'État John Kerry sur les enjeux politiques et sécuritaires dans la région Asie-Pacifique. Nous avons fait connaissance alors que nous présentions tous les deux des communications dans une conférence à Sydney. J'ai été frappée par sa capacité d'analyser les problèmes de son propre pays comme s'il en était à la fois citoyen et visiteur. Depuis lors, il est rentré à Washington, où il mène des recherches sur l'histoire des relations des États-Unis avec les régimes autoritaires.

Edel est le coauteur d'un ouvrage fascinant, paru en 2019 et intitulé *The Lessons of Tragedy: Statecraft and World Order*. Les Américains, peut-on y lire, ont «oublié» que la violence et la guerre n'ont été que trop courantes tout au long de l'histoire de l'humanité. Selon Edel et l'historien Hal Brands, cette «amnésie» prend de l'ampleur depuis que l'ordre mondial

moderne, que les États-Unis ont contribué à instaurer, semble au bord de l'effondrement¹⁶.

Quand le président Trump et ses sbires s'abstiennent de défendre les idéaux prétendument fondateurs des États-Unis que sont la primauté du droit et la démocratie, ils exposent assurément leur pays à des accusations d'hypocrisie. La Chine s'abstient elle aussi de mettre en avant des valeurs comme les droits de la personne dans sa conception de l'ordre mondial. En agissant de la sorte, tant les États-Unis que la Chine affaiblissent les institutions qui, telles les Nations unies, sont vouées à maintenir un ordre international fondé sur des règles.

À l'instar de la guerre froide originelle, l'actuel conflit entre les États-Unis et la Chine semble être en partie un affrontement idéologique où chaque camp défend une doctrine qu'il croit menacée. En ce qui concerne la politique intérieure et extérieure des autres pays, la Chine applique un modèle de «vivre et laisser vivre» qui n'est pas fondé sur des valeurs, explique Edel. «Chez nous, la proposition est claire, bien qu'implicite: inextricablement liée aux valeurs qui la fondent, la politique étrangère des États-Unis tentera toujours de s'imposer aux autres. La Chine, elle, promet aux autres pays de ne pas s'ingérer dans leurs affaires intérieures; elle leur propose un modèle de gouvernement différent, qui accorde la priorité à la croissance économique plutôt qu'au libéralisme politique et privilégie la stabilité sociale au détriment des droits individuels», poursuit le chercheur.

Les stratèges politiques américains devraient cependant tenir compte du fait que Beijing n'est pas une entité monolithique. Le président Xi aimerait bien qu'il en aille autrement, mais il n'y a pas unanimité idéologique au sein du PCC. De toute évidence, des Chinois sont conscients des torts que leur gouvernement a causés à la réputation internationale du pays par sa diplomatie belliqueuse du «guerrier loup» et ses violations des droits de la personne, notamment au Xinjiang. La documentation sur la stratégie d'internement des musulmans qui a fuité au *New York Times* ne peut avoir été divulguée que par des acteurs de l'appareil d'État, ce qui prouve que Xi a des opposants, analyse Edel. «Cependant, vu la consolidation du pouvoir de Xi, les purges de ses opposants politiques et son contrôle total des

organes de sécurité du Parti, il est peu probable que ces voix l'emportent», ajoute-t-il.

Le commentaire d'Edel me rappelle que certains établissements d'enseignement américains accueillent des intellectuels chinois persécutés en leur offrant des postes de chercheur invité ou de professeur à temps plein. Parmi ceux-ci figure Chen Guangcheng, avocat des droits de la personne aveugle et autodidacte qui, en 2012, est invraisemblablement parvenu à escalader un mur pour échapper à sa détention à domicile et trouver refuge à l'ambassade des États-Unis à Beijing. La faculté de droit de l'Université de New York lui a attribué une bourse et un contrat de recherche d'un an; il travaille aujourd'hui comme chercheur principal au Witherspoon Institute, groupe de réflexion de Princeton, au New Jersey.

Le reste du monde ne peut pas faire grand-chose pour ébranler le monopole du pouvoir que détient le PCC en Chine, mais il peut assurer la sécurité de nombreux Chinois persécutés en leur offrant l'asile politique et des visas de travail. «Les pressions publiques sur Beijing sont parfois inefficaces, mais les pressions privées sur les dirigeants chinois ont aussi leurs limites, juge Edel. Il serait préférable pour des pays comme les États-Unis et le Canada de s'en tenir à leurs principes, de tenter de négocier en position de force et de coordonner leurs actions de façon systématique et efficace.»

Or, au lieu de coopérer avec les alliés des États-Unis dans le dossier chinois, l'administration Trump a pris des décisions qui ont semé la consternation à l'extérieur de la Maison-Blanche. Alors que des parlementaires comme le sénateur Marco Rubio et la présidente de la Chambre des représentants Nancy Pelosi ne cessaient de dénoncer les violations des droits de la personne en Chine, la question semblait laisser le président indifférent.

Dans un livre intitulé *La pièce où ça s'est passé. Mémoires de la Maison-Blanche*, l'ex-conseiller à la sécurité nationale John Bolton affirme qu'à deux occasions, «Trump a dit à Xi de continuer à construire ces camps [de concentration], car c'était exactement ce qu'il pensait qu'il fallait faire¹⁷».

Soutenu par tout un parti politique et une bonne partie de l'électorat, Trump a donné à lui seul plus de matériel à la Chine qu'elle n'aurait pu en utiliser pour sa propagande contre les démocraties occidentales. Les médias d'État chinois ont vanté l'habileté avec laquelle les autorités ont contrôlé la pandémie afin que, dès l'été 2020, la vie retrouve son cours normal en Chine. En comparant la gestion de la pandémie par Beijing à la réponse des pays occidentaux, ils sous-entendaient que la restriction des libertés civiles était un juste prix à payer pour sauver des vies.

Les principaux pays occidentaux faisaient déjà face à un déficit de crédibilité attribuable à des sources d'embarras comme la gestion désordonnée du Brexit par le Royaume-Uni ou le mépris des normes démocratiques affiché par Trump pendant tout son mandat. Mais il est devenu encore plus difficile pour les États-Unis de se poser en bastion de la démocratie lorsque, le 6 janvier 2021, sous les yeux de la planète entière, des émeutiers se sont rués sur le Capitole parce qu'ils n'acceptaient pas le résultat de l'élection présidentielle. Le président avait lui-même encouragé cette insurrection meurtrière en prétendant avoir remporté une «victoire écrasante» et en lançant à ses partisans: «Si vous ne vous battez pas comme des diables, vous n'aurez plus de pays!»

Les Américains, il est vrai, chérissent assez leur système politique pour vanter les bienfaits de la démocratie partout dans le monde, mais que penser d'un président menacé de destitution pour avoir incité ses partisans à la violence parce qu'il refuse la défaite? Dans ces circonstances, il devient facile pour Beijing de qualifier les États-Unis d'hypocrites et d'affirmer que leurs remontrances à la Chine sur la question des droits de la personne découlent de leur crainte de perdre leur statut de superpuissance mondiale.

Dans un article rédigé pour le Lowy Institute et intitulé «L'ordre mondial dans l'ombre du coronavirus», le politologue australien Bobo Lo se montre implacable dans son évaluation de l'échec des démocraties occidentales: «La pandémie de COVID-19 a jeté un éclairage cru sur l'état de la gouvernance mondiale. [...] Les dirigeants occidentaux imputent le désordre mondial à une Chine de plus en plus affirmative et à une Russie de plus en plus déstabilisatrice. Mais la principale menace se situe plus près de

chez eux. Les gouvernements occidentaux n'ont pas su se montrer à la hauteur des valeurs qui sous-tendent l'ordre international libéral¹⁸.»

Selon Lo, ces dirigeants vivent dans le déni. Ils croient que, moyennant quelques ajustements (comme l'élection d'un nouveau président aux États-Unis), les institutions comme les Nations unies pourront continuer à fonctionner normalement. Dans les faits, l'idée voulant que les États démocratiques détiennent tout naturellement l'autorité morale est remise en question depuis longtemps. Les réactions lamentables des pays occidentaux au coronavirus ont révélé que, «plus que jamais, chaque État agit en fonction de son intérêt propre, et non de normes internationales ou de valeurs communes», écrit le politologue. En résulte une crise du leadership international, un «échec collectif qui transcende les continents et les formes de gouvernement».

Lo cite les exemples de l'invasion américaine de l'Irak en 2003, de la guerre sans fin en Afghanistan et de l'invasion de la Libye par l'OTAN en 2011 pour illustrer les manquements qui ont amené la Chine, la Russie et d'autres pays non occidentaux à considérer qu'il est justifié de leur part de bafouer le droit international de la même façon.

Pour quitter le fond du baril et aller de l'avant, les dirigeants devront s'efforcer de combler le fossé qui sépare les principes libéraux des pratiques illibérales et accepter de mettre fin aux comportements hypocrites des États. Les démocraties occidentales devront ensuite démontrer qu'un régime fondé sur des valeurs libérales est davantage en mesure de répondre aux besoins de la population qu'un régime autoritaire.

Je recommande une lecture attentive de l'article de Lo. Les Américains auraient intérêt à se familiariser avec les observations d'éminents analystes politiques de l'extérieur des États-Unis, dont le recul peut s'avérer fort éclairant.

Au cours des premiers mois de la présidence Biden, le gouvernement américain s'est montré beaucoup mieux disposé à se coordonner avec ses alliés qu'il ne l'était sous l'administration précédente. En mars 2021, les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni et l'Union européenne se sont entendus pour imposer des sanctions parallèles contre de hauts dirigeants

chinois impliqués dans l'internement des Ouïghours au Xinjiang. Biden a aussi ressuscité le Dialogue quadrilatéral pour la sécurité, ou Quad, alliance informelle des États-Unis, du Japon, de l'Inde et de l'Australie contre laquelle la Chine s'est déchaînée en la qualifiant d'emblématique d'une mentalité «toxique» issue de la guerre froide. Jusqu'ici, toutefois, les membres du Quad ont surtout axé leur coopération sur des mesures inoffensives comme l'amélioration de la coordination face à la pandémie de COVID-19.

En plus de prendre de telles mesures, les États-Unis devront s'attaquer à leurs crises internes et à leur propre comportement belliqueux sur la scène internationale. Ce n'est qu'en prêchant par l'exemple qu'ils pourront devenir des défenseurs convaincants de la démocratie et des droits de la personne.

[OceanofPDF.com](https://oceanofpdf.com)

CONCLUSION

Après 10 ans d'exil volontaire, le caricaturiste politique qui se présente sous le nom de Badiucaï fait face à un dilemme: devrait-il révéler son identité ou rester caché derrière un masque? En ce jour de mai 2019, il envisage de montrer son visage dans un documentaire à paraître.

Badiucaï (pseudonyme fait d'une suite d'idéogrammes chinois dénuée de sens) étrille le Parti communiste chinois depuis qu'il a quitté la Faculté de droit de Shanghai pour étudier les arts visuels en Australie. Empreints d'humour noir, ses pastiches de l'esthétique de propagande communiste soulignent les abus de pouvoir de Beijing. En ce jour de mai 2019, donc, Badiucaï aperçoit quatre hommes monter ensemble dans l'autobus où il est assis, au cœur d'une banlieue de Melbourne à majorité blanche. Des Asiatiques en complet qui portent des oreillettes Bluetooth assorties.

Les inconnus se séparent et s'assoient sur différents sièges autour de Badiucaï, qui comprend aussitôt qu'il lui faut descendre au prochain arrêt. Deux des hommes le suivent.

Alarmé, Badiucaï s'empresse de traverser la rue puis jette un coup d'œil derrière lui pour voir si le duo l'a bel et bien pris en filature.

«Ils remarquent que je les ai vus. Au lieu de s'approcher de moi, ils entrent dans un centre commercial», se souvient-il.

Badiucaï est issu d'une famille d'artistes et d'intellectuels qui ont beaucoup souffert pendant la Révolution culturelle. Deux de ses grands-parents sont morts en prison. Quand il a annoncé à ses parents qu'il se sentait une vocation de caricaturiste politique, ceux-ci lui ont recommandé de quitter la Chine pour de bon et de ne plus jamais y remettre les pieds. À leur façon, ils lui donnaient ainsi leur bénédiction.

Une fois terminées ses études en arts à Adélaïde, Badiucaï a conclu qu'il ne voulait pas vivre si loin des siens pour rien. Il s'est établi dans la ville animée de Melbourne, y a loué un studio et s'est mis à dessiner des

satires de l'actualité chinoise. Utilisant habilement ses comptes, bilingues, de médias sociaux, il offrirait la plupart de ses œuvres gratuitement et accepterait commissions et dons pour s'assurer un train de vie modeste.

Badiucac a vu sa réputation grandir. Bientôt, il voyagerait un peu partout dans le monde pour prendre la parole lors d'activités. Appliquant les consignes de prudence de ses parents, il enfilait toujours une cagoule avant de rencontrer un journaliste ou de monter sur scène. Il ne soufflait mot de son activité artistique à personne, pas même à ses proches.

Malgré toutes ses précautions, les autorités chinoises sont parvenues à découvrir son identité, si bien qu'à l'automne 2018, il s'est vu contraint d'annuler sa première exposition solo, prévue à Hong Kong. Devant s'ouvrir par un vernissage ayant pour têtes d'affiche le groupe rock contestataire russe Pussy Riot et le militant prodémocratie hongkongais Joshua Wong, celle-ci s'annonçait comme un événement d'envergure.

La police s'était présentée chez les parents de Badiucac, à Shanghai, et leur avait demandé de transmettre le message suivant à leur fils: annule ton exposition, sans quoi la police ne vous traitera pas avec courtoisie, toi et ta famille. L'artiste a senti qu'il n'avait d'autre choix que d'obtempérer.

Or, en ce jour de mai 2019, tandis qu'il observe les deux types en complet sur un trottoir de Melbourne, il en arrive à une tout autre conclusion: il décide de suivre les hommes dans le centre commercial.

«Je devais me tenir debout, me défendre. Ils se sont arrêtés et m'ont regardé. Nous nous sommes fixés du regard pendant quelques secondes, puis ils sont entrés dans une épicerie», me raconte-t-il.

Les inconnus prennent des articles au hasard sur les étagères, puis se dirigent vers deux caisses libre-service différentes. Peinant à utiliser les appareils, ils demandent de l'aide à des caissières.

Badiucac sait que, s'il cesse de cacher son identité, il risque de faire d'étranges rencontres comme celle-là plus souvent. Mais il sait aussi que son secret a été éventé, et il espère que, s'il coupe tout lien avec sa famille, les autorités ne s'en prendront plus qu'à lui et laisseront ses proches tranquilles.

«Si je devais choisir entre protéger ma famille et me protéger moi-même, je choiserais ma famille», me confie Badiuca lors de notre rencontre en juin 2019, quelques jours après le lancement du documentaire *China's Artful Dissident*¹. La dernière scène du film montre l'artiste sans sa cagoule, les yeux rivés sur la caméra, l'air à la fois triste et insoumis. Par la suite, il deviendra un commentateur de premier plan sur les enjeux politiques chinois, et fera don de certaines de ses œuvres contestataires pour soutenir les mouvements prodémocratie de Thaïlande et du Myanmar.

En écrivant ce livre, j'ai souvent pensé à l'affrontement pacifique de Badiuca avec les deux types qui le suivaient. S'il ne leur avait pas tenu tête en les regardant droit dans les yeux, il vivrait peut-être encore dans la crainte d'une menace indéfinie. En outre, bien que cette rencontre fût globalement déconcertante, la scène comique des deux sbires incapables d'utiliser les caisses libre-service rappelle que l'influence de Beijing est souvent moins forte qu'elle ne le paraît.

Après avoir passé des années à couvrir l'actualité chinoise depuis un peu partout dans le monde, j'en viens à la conclusion que, si le Front uni a pu poursuivre ses activités si longtemps sans rencontrer d'obstacles, c'est parce que des dirigeants occidentaux n'ont pas fait leur travail correctement.

Alors que des manifestations se déroulaient quotidiennement devant le domicile du journaliste Benson Gao Bingchen (lesquelles avaient culminé par le passage à tabac d'un ami opposant au régime de Beijing), la police m'a dit qu'elle n'était pas intervenue plus tôt en raison de la barrière de la langue. Une telle excuse ne tient pas la route dans une agglomération qui compte un demi-million d'habitants d'origine chinoise. De nombreux Occidentaux perçoivent l'information en mandarin comme si elle était rédigée dans un code secret. De plus, au lieu de s'appuyer sur des données fiables, trop de dirigeants lancent des hyperboles, font de la désinformation ou tiennent des propos xénophobes lorsqu'il est question de la Chine. La vérité des faits se suffisant à elle-même, rien ne justifie un tel comportement. Le web regorge de renseignements sur les objectifs et les activités de Beijing.

BETHANY ALLEN-EBRAHIMIAN N'A PAS eu besoin de mener une opération d'infiltration pour découvrir l'existence de nombreuses antennes du PCC dans les universités des États-Unis.

L'idée de l'article qu'elle a publié en 2018 dans la revue *Foreign Affairs*² lui est venue d'une dépêche selon laquelle des chercheurs chinois invités à l'Université de Californie à Davis avaient formé une petite cellule du PCC au sein de l'établissement. Ayant réalisé qu'ils contrevenaient sans doute à une loi fédérale des États-Unis, ses membres fondateurs l'avaient démantelée³, mais Allen-Ebrahimian s'est demandé s'il ne s'agissait pas d'une pratique répandue. «Je suis donc allée sur Google et y ai recherché “cellules du PCC dans les universités américaines”», me raconte la journaliste. Cette simple requête lui a donné accès à une tonne d'information.

«Sincèrement, aussitôt que j'ai commencé ma recherche, j'ai été estomaquée de constater à quel point il était facile de trouver de l'information. Il suffisait de savoir lire le chinois et de savoir quoi chercher», poursuit-elle avant d'ajouter qu'elle ignore si les groupes du genre sont bel et bien illégaux. Elle espère néanmoins que son article a contribué à mettre en lumière les méthodes utilisées par Beijing pour maintenir le lien avec les chercheurs chinois à l'étranger.

L'approche concrète d'Allen-Ebrahimian montre que les études sur la Chine ne devraient pas être motivées par une attitude belliqueuse à l'égard de Beijing. Les meilleures politiques sont fondées sur un effort de compréhension des enjeux sous toutes leurs facettes; elles passent par la recherche de moyens efficaces de faire porter à l'État chinois la responsabilité des violations des droits de la personne qu'il commet, le tout en faisant preuve de nuance et en tenant compte du contexte, autant qu'il se peut.

Tous les pays font face à un besoin urgent de mieux connaître les réalités politiques complexes de la Chine, mais, au lieu de développer leurs programmes d'études chinoises ou d'offrir davantage de cours de mandarin, bon nombre de leurs universités réduisent leur offre en ce sens. En conséquence, les gouvernements occidentaux manquent d'experts de la

Chine qui parlent mandarin. Ils ne peuvent se fier aux médias pour pallier ce manque, car l'industrie mondiale du journalisme traverse une période difficile, et la plupart des entreprises de presse n'ont plus les moyens de maintenir des correspondants à temps plein à l'étranger.

Bien que ces restrictions soient souvent attribuables à un manque d'argent, les gouvernements de toutes allégeances font eux aussi obstacle à l'acquisition de connaissances sur la Chine. De son côté, Beijing expulse régulièrement des journalistes, des chercheurs et des employés d'ONG étrangers. Et, en 2020, malgré un tollé prévisible, Washington a aboli ses programmes d'échange Fulbright pour jeunes chercheurs à Hong Kong et en Chine continentale, lesquels ont lancé les carrières de générations entières de professeurs et de professionnels qui ont axé leurs travaux sur la Chine.

Heureusement, quiconque le souhaite peut trouver des façons d'acquérir une expertise sur la Chine sans s'y établir, comme mes voyages des dernières années m'ont permis de le constater. Le terrain de jeux de la Chine est mondial, et on trouve partout des gens intéressants qui ont des connaissances de grande valeur à partager sur le sujet.

Il est crucial d'engager un dialogue avec la Chine, et pas seulement parce qu'elle est une puissance économique où vit le cinquième de la population mondiale. Malgré la «diplomatie du guerrier loup» que pratique son ministère des Affaires étrangères depuis un certain temps, ses dirigeants sont encore disposés à rencontrer leurs homologues occidentaux.

Les gouvernements devraient profiter des occasions qui se présentent avant que les voies d'une diplomatie fructueuse ne se ferment davantage⁴. Le PCC n'est pas monolithique: il y a encore des modérés dans la classe dirigeante chinoise. Leurs voix semblent s'être tues dans l'actuel contexte politique, très tendu, mais la situation ne perdurera pas nécessairement. Et il n'y a pas de solution simple et rapide à des problèmes extrêmement graves comme la «prise d'otages» canadiens par Beijing, la répression à Hong Kong ou les différends territoriaux en mer de Chine méridionale.

Au Canada et aux États-Unis, des stratèges optimistes prônent un rapprochement avec l'Inde, espérant aider celle-ci à acquérir un rôle

dominant en Asie au détriment de la Chine. Pour Stephanie Carvin, professeure en relations internationales à l'Université Carleton, cette perspective passe sous silence l'actuel recul des droits et libertés en Inde. «On dirait qu'ils se disent: "Ça ne va pas bien avec une superpuissance asiatique? Passons alors à la prochaine superpuissance asiatique!" Leur analyse est fallacieuse», m'explique-t-elle. Tous les États démocratiques n'ont pas nécessairement les mêmes objectifs. La gestion maladroite de la pandémie de COVID-19 par les pays riches a montré que les démocraties peuvent être fragiles et qu'elles persistent à favoriser les plus privilégiés. Les lois qui protègent la liberté d'expression ne garantissent pas à tous les habitants d'un pays la possibilité de prendre la parole sans se faire intimider par des concitoyens ou des agents de l'étranger.

Tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale, on pourrait faire beaucoup de choses pour mieux protéger les personnes qui critiquent le régime chinois. Dans le cas de la persécution à grande échelle des Ouïghours et des autres minorités musulmanes du Xinjiang, les organisations internationales pourraient insister davantage sur la nécessité de mener des enquêtes, voir prendre elles-mêmes les choses en main afin de punir les responsables. Preston Lim, spécialiste des solutions judiciaires aux violations des droits de la personne dans le monde, m'a expliqué que les États disposent de nombreux outils leur permettant de poursuivre des dirigeants chinois en justice, de les juger coupables et soit de leur imposer des sanctions, soit de mettre les contrevenants en prison si ceux-ci remettent le pied sur leur territoire souverain⁵.

Ce serait faire erreur que de se rallier autour du statu quo en présumant que le système en place constitue la meilleure forme d'ordre mondial possible. On a aujourd'hui l'occasion de rehausser les standards de la gouvernance mondiale et de l'éthique en axant ceux-ci sur la protection des droits universels de la personne.

La pandémie a montré que les frontières sont extrêmement poreuses et souvent arbitraires. Les conditions qui permettent à des régimes autoritaires de prospérer dans certains pays ont des conséquences humaines partout dans le monde, ce dont témoigne le talonnement de citoyens étrangers par les autorités chinoises. Pendant des décennies, des personnes d'ascendance

non occidentale ont été harcelées par des puissances étrangères. On ne devrait pas s'alarmer davantage de voir une personne blanche subir le même sort, mais, lorsque cela se produit, les médias occidentaux réagissent comme s'il s'agissait d'un outrage beaucoup plus grave.

Un débat sur la haine antiasiatique se déroule enfin au moment où je termine la rédaction de ce livre. Pendant de nombreuses années, Beijing a profité de l'inconfort des Occidentaux à aborder les enjeux raciaux pour imposer sa propre interprétation des choses, en vertu de laquelle toute critique du PCC est raciste. Or, appuyer cette assertion, qui implique de considérer le peuple et l'État chinois comme une seule et même entité, revient à accepter l'idée voulant que toute personne d'origine chinoise soit essentiellement un sujet de Beijing.

Il faut distinguer l'action des dirigeants chinois de la volonté de la population chinoise, et éviter tout langage qui fasse écho au «péril jaune» d'avant-hier. De telles erreurs ne font qu'exclure des gens qui, autrement, pourraient apporter une précieuse contribution à la résolution des problèmes dont l'ordre mondial est affligé.

NOTES

Préface

1. Pour éclairer les enjeux liés à Taïwan et à la sécurité internationale, j'ai effectué un reportage à Taïpei en 2022 pour une série d'articles parue dans le *Toronto Star* et intitulée "View from Taiwan".

Introduction

1. Confucius, *Entretiens avec ses disciples*, éd. et trad. d'André Lévy, Paris, GF, 1994.
2. *Des fonctionnaires canadiens ont dupé mon arrière-arrière-grand-père*. Omer Lavallé, «Chemin de fer du Canadien Pacifique», *L'Encyclopédie canadienne*, thecanadianencyclopedia.ca/fr.
3. *Beijing exploite le racisme en Occident*. Yangyang Cheng, «“China-Watching” Is a Lucrative Business. But Whose Language Do the Experts Speak?» *The Guardian*, 13 janvier 2021, theguardian.com.

Chapitre 1

1. Pour une étude captivante du régime de censure en ligne mis en place par la Chine, voir James Griffiths, *The Great Firewall of China: How to Build and Control an Alternative Version of the Internet*, Londres, Zed Books, 2019.
2. Cette section s'inspire du reportage que j'ai effectué à Beijing pour écrire l'article «Underground, Overground», *The Economist*, 9 avril 2016, economist.com.
3. Pour une étude détaillée du programme mis en œuvre par le PCC pour couper les liens entre les églises chrétiennes de Chine et du reste du monde, voir Joseph Tse-Hei Lee et Christie Chui-Shan Chow, «Methodological Reflections on the Study of Chinese Christianities», dans Martha Frederiks et Dorottya Nagy (dir.), *World Christianity: Methodological Considerations*, Boston, Brill, 2020.
4. Pour un aperçu des efforts déployés au niveau national pour améliorer le système judiciaire chinois, voir He Weifang, *In the Name of Justice: Striving for the Rule of Law in China*, Washington, Brookings Institution, 2017.
5. Pour un survol de l'histoire de la Chine, de nombreuses lignes du temps peuvent être consultées en ligne; voir aussi ce classique: Jonathan Spence, *The Search for Modern China*, 3^e éd., New York, W.W. Norton, 2013.
6. Pour en savoir plus sur la place de la philosophie chinoise antique dans la vision du monde de Xi, voir Chris Buckley, «Leader Taps into Chinese Classics in Seeking to Cement Power», *The New York Times*, 11 octobre 2014.

7. Kerry Brown, «Why Is Beijing So Obsessed with Order? It Fears the Alternative», *South China Morning Post*, 28 avril 2018.
8. Voir Timothy Cheek, *Living with Reform: China since 1989*, Londres, Zed Books, 2006. Pour en savoir plus sur les réformes de la Chine du point de vue des artistes chinois, voir Madeleine O'Dea, *The Phoenix Years: Art, Resistance, and the Making of Modern China*, Old Saybrook (CT), Tantor Media, 2017.
9. «Chinese Views on the Economy and Domestic Challenges», Pew Research Center, 5 octobre 2016, pewresearch.org.
10. David S.G. Goodman, «Why China's Middle Class Supports the Communist Party», *Christian Science Monitor*, 22 octobre 2013.
11. Ce passage puise dans les recherches qui m'ont permis d'écrire l'article «Single Parents: Pariahs», *The Economist*, 27 février 2016.
12. Joanna Chiu, «Historic Chinese Town Resists Eviction for Theme Park», Agence France-Presse, 25 juillet 2018.
13. Joanna Chiu, «China Lawyer's Wife Seeks US Asylum after Brazen Escape», Agence France-Presse, 10 mai 2017.
14. Benoit Finck (Agence France-Presse), «G20: la Chine veut des résultats et non des "discussions creuses"», *Le Devoir*, 4 septembre 2016.
15. Pour une analyse de la façon dont Xi envisage la gouvernance mondiale, voir Liza Tobin, «Xi's Vision for Transforming Global Governance: A Strategic Challenge for Washington and Its Allies», *Texas National Security Review*, 12 novembre 2018.
16. Bill Bishop, «Xi's New World Order for the New Era; Cui Tiankai Gets to Go Home; Tesla's China Problem», *Sinocism*, 20 avril 2021, sinocism.com.

Chapitre 2

1. Peter Martin, *China's Civilian Army: The Making of Wolf Warrior Diplomacy*, Londres, Oxford University Press, 2021.
2. Ting Shi et David Tweed, «Xi Jinping Outlines "Big Country Diplomacy" for China», *Sydney Morning Herald*, 2 décembre 2014.
3. «HK Triads Turned "Patriotic" after 1997 Handover: Michael Chan», *EJ Insight*, 10 décembre 2014, ejinsight.com.
4. «Xi Urges Unity in Rejuvenation», *China Daily*, 1^{er} octobre 2019.
5. Anne Brady, «Magic Weapons: China's Political Influence Activities under Xi Jinping», Wilson Center, 18 septembre 2017.
6. Alex Joske, «The Party Speaks for You», Australian Strategic Policy Institute, 9 juin 2020, aspi.org.au.
7. Geoff Raby, «Hong Kong's Relationship with Beijing Has Been Changed Forever», *Australian Financial Review*, 23 juin 2019.
8. «Hong Kong Press Freedom Index», Hong Kong Journalists Association, hkja.org.
9. Shui-Yin Sharon Yam et Jeffrey Wasserstrom, «Hong Kong Is a Local Tragedy, Not a Geopolitical Shuttlecock», *Foreign Policy*, 18 août 2020.

10. Dans Kris Cheng, «In Pictures: New Hong Kong Protest Ads Urging Int'l Help Appear in 11 Newspapers Worldwide», *Hong Kong Free Press*, 19 août 2019, hongkongfp.com.
11. Cette section s'inspire du reportage que j'ai effectué pour l'article «How Canadians Are Part of an Underground Network Helping Hong Kong Protesters in Their Struggle against Chinese Control», *Toronto Star*, 14 juillet 2019.
12. Voir le témoignage d'Alvin Cheung devant le Comité spécial sur les relations sino-canadiennes: *La violation du haut degré d'autonomie de Hong Kong: une situation préoccupante sur le plan international*, Rapport du Comité spécial sur les relations sino-canadiennes, Chambres des communes du Canada, 43^e législature, 2^e session, février 2021; Alvin Cheung, «Road to Nowhere: Hong Kong's Democratization and China's Obligations under Public International Law», *Brooklyn Journal of International Law*, 27 août 2015.
13. Candace Chau, «“We belong to Hong Kong”: why the brash pro-democracy *Apple Daily* could not survive in a new political era», *Hong Kong Free Press*, 25 juin 2021, hongkongfp.com.
14. Antony Dapiran, *City on Fire: The Fight for Hong Kong*, Londres, Scribe, 2020.

Chapitre 3

1. Sara Custer, «United Front Bureau to Focus on Overseas Returnees», *The Pie News*, 8 août 2016.
2. Yaqiu Wang, «Why Some Chinese Immigrants Living in Canada Live in Silent Fear», Human Rights Watch, 4 mars 2019, hrw.org.
3. Joanna Chiu, «“They’re That Fearful”: Why This B.C. Mayor Is Talking about the Harassment of Chinese Canadians in Metro Vancouver», *Toronto Star*, 15 novembre 2019.
4. Ronald J. Deibert, *Reset: Reclaiming the Internet for Civil Society*, Toronto, House of Anansi Press, 2020; voir aussi Alexander Dukalskis, *Making the World Safe for Dictatorship*, Oxford, Oxford University Press, 2021.
5. Ministère du Patrimoine canadien, «Raison d’être, mandat et rôle», 10 mars 2020, canada.ca.
6. Gerry Shih et Emily Rauhala, «Angry over Campus Speech by Uighur Activist, Chinese Students in Canada Contact Their Consulate, Film Presentation», *Washington Post*, 14 février 2019.
7. Témoignage de Cheuk Kwan, président de la Toronto Association for Democracy in Canada, Parlement du Canada, Sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, «Témoignages», 39^e législature, 1^{re} session, 21 novembre 2006.
8. «Foreign Influence “Ongoing Threat”: CSIS», CBC News, 7 janvier 2011, cbc.ca.
9. Robert Fife et Steven Chase, «Trudeau Attended Cash-for-Access Fundraiser with Chinese Billionaires», *Globe and Mail*, 22 novembre 2016.
10. Jeremy Nuttall, «Secrecy Surrounds Watchdog’s Review of Trudeau’s Fundraisers», *Tyee*, 13 février 2017, thetyee.ca.
11. Affaires mondiales Canada, «Le point sur le commerce 2020», mis à jour le 13 septembre 2022, international.gc.ca.
12. Jacques Hébert et Pierre Elliott Trudeau, *Deux innocents en Chine rouge*, Montréal, Éditions de l’Homme, 1961.

- [13.](#) Chuin-Wei Yap, «State Support Helped Fuel Huawei's Global Rise», *Wall Street Journal*, 25 décembre 2019.
- [14.](#) Voir Terry Glavin, «Canada Was Warned Not to Cozy Up to Huawei and Beijing. Now Here We Are», *Maclean's*, 27 mai 2020, macleans.ca; Francis Halin, «Réseau 5G: plusieurs libéraux autour du géant chinois des télécommunications Huawei», *Le Journal de Montréal*, 24 janvier 2020.
- [15.](#) Justin Trudeau, cité dans Éric Thomas et Deborah Jones (Agence France-Presse), «La directrice financière de Huawei soupçonnée de fraude par les États-Unis», *Le Devoir*, 7 décembre 2018.
- [16.](#) Wendy Dobson, *Living with China: A Middle Power Finds Its Way*, Toronto, University of Toronto Press, 2019.
- [17.](#) Michael Mui, Perrin Grauer, Joanna Chiu et Jeremy Nuttall, «Bail Hearing for Huawei Exec Reveals Fraud Allegations at Heart of International Strife», *Toronto Star*, 7 décembre 2018.
- [18.](#) Joanna Chiu, «My Friend Michael Kovrig Was Arrested in China. Please, Pay Attention», *Toronto Star*, 11 décembre 2018.
- [19.](#) Chris MacLeod, «Huseyin Celil Is the Forgotten Canadian Detained in China», *Toronto Star*, 15 mars 2021.
- [20.](#) Charles Burton, «Is China a Friend to Canada or Not? Lessons from Aristotle», Macdonald-Laurier Institute, 17 avril 2019, macdonaldlaurier.ca.
- [21.](#) «Chinese Ambassador Warns Dutch Government against Restricting ASML Supplies», Reuters, 15 janvier 2020, reuters.com.
- [22.](#) Ashley Feng et Peter Harrell, «A New Arsenal for Competition», Center for a New American Security, 24 avril 2020, cnas.org.

Chapitre 4

- [1.](#) Angus Grigg, «How Landbridge's Purchase of the Darwin Port Killed Perceived Wisdom on China», *Australian Financial Review*, 7 juillet 2017.
- [2.](#) Quentin McDermott, «Sam Dastyari's South China Sea Stance Revealed in Secret Recording», ABC News, 29 novembre 2017, abc.net.au.
- [3.](#) Pour une évaluation de l'influence de Beijing sur l'Australie, voir «Appendix 2: Chinese Influence in Selected Countries», dans Larry Diamond et Orville Schell (dir.), «China's Influence & American Interests: Promoting Constructive Vigilance», Hoover Institute, 29 novembre 2018, hoover.org.
- [4.](#) Alan Harris, «Running for Municipal Office, I Was Targeted by China», *Toronto Star*, 24 août 2020.
- [5.](#) Les interviews de Carvin et de Prest ont initialement paru dans Joanna Chiu, «“Prime Targets”: Are Canada's Local Politicians in the Sights of Beijing's Global PR Machine?», *Toronto Star*, 8 août 2020.
- [6.](#) Clive Hamilton, *Silent Invasion: China's Influence in Australia*, Richmond, Hardie Grant Books, 2018; Clive Hamilton et Mareike Ohlberg, *Hidden Hand: Exposing How the Chinese Communist Party Is Reshaping the World*, Londres, Oneworld, 2020.
- [7.](#) Clive Hamilton, «Commentary: Learning from Australia about China's Influence Activities», Macdonald-Laurier Institute, 2 novembre 2018, macdonaldlaurier.ca.

8. Alain Jean-Robert, «“My Dream Is That China Splits Up into 10 or So Countries”: Beijing a “Threat to World” Says Dissident Writer Liao Yiwu», Agence France-Presse, 6 avril 2019.
9. Voir le portrait de Xi dans Jennifer Feller et Susan Chenery, «From “Perfect Chinese Daughter” to Communist Party Critic, Why Vicky Xu Is Exposing China to Scrutiny», ABC News, 8 mars 2020, abc.net.au.
10. Pour une mise à jour de la situation de Yang, voir Ben Doherty, «Yang Hengjun: Australian Writer Held in China for Almost Two Years Officially Charged with Espionage», *The Guardian*, 10 octobre 2020.
11. «Chinese Official Fuels Outrage with Doctored Image Depicting Australian Soldier Cutting Afghan Child’s Throat», *Washington Post*, 30 novembre 2020.
12. «China’s Fight with Australia Risks Backfiring as Biden Era Nears», Bloomberg News, 30 novembre 2020, bloomberg.com.
13. «Experiences of Discrimination», Lowy Institute, 2 mars 2021, interactives. lowyinstitute.org.

Chapitre 5

1. Voir Frances Wood, *Did Marco Polo Go to China?*, Londres, Vintage, 1997.
2. Pour une compilation de travaux de spécialistes internationaux sur ces enjeux, voir William C. Hannas et Didi Kirsten Tatlow (dir.), *China’s Quest for Foreign Technology: Beyond Espionage*, Londres, Routledge, 2020.
3. Commission européenne, La haute représentante de l’Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, «Sur les relations UE-Chine – Une vision stratégique», Strasbourg, 12 mars 2019, eur-lex.europa.eu.
4. «“Belt and Road” Incorporated into CPC Constitution», Xinhua, 24 octobre 2017, www.xinhuanet.com.
5. Bruno Maçães, *Belt and Road: A Chinese World Order*, Londres, Hurst, 2020.
6. «Pence, Xi Trade Barbs in Speeches at Pacific Summit», Associated Press, 16 novembre 2018, seattletimes.com.
7. Chico Harlan, «A Defiant Italy Becomes the First G-7 Country to Sign On to China’s Belt and Road Initiative», *Washington Post*, 22 mars 2019.
8. Sarah Zheng et Liu Zhen, «Italy’s Critics Are Jealous of Its China Deal, Says Rome’s Lead Negotiator», *South China Morning Post*, 27 mars 2019.
9. Emmanuel Macron, cité dans Agence France-Presse, «Xi et Macron défendent le multilatéralisme et saluent un méga-contrat pour Airbus», *Le Point*, 25 mars 2019, lepoint.fr, et dans Marc Semo, «Face à Xi Jinping, Macron, Merkel et Juncker exigent un multilatéralisme “plus équilibré”», *Le Monde*, 26 mars 2019.
10. «NSC 45 Archived», Twitter, 9 mars 2019, twitter.com/whnsc45/status/1104402719568203776.
11. Voir par exemple «China Considers a New Silk Road Role for Italy’s Palermo Port», *Ports Europe*, 14 mars 2019, portseurope.com.
12. Lorenzo Mariani, «Publications», Istituto Affari Internazionali, www.iai.it/en/persona/lorenzo-mariani.
13. Giulia Pompili, «Chi Mise La Cina al Governo», *Il Foglio*, mars 7 2019, ilfoglio.it. Voir aussi Giulia Pompili, «Huawei Tramples Its Employees’ Freedom of Speech, a Confidential Document

Reveals», *Il Foglio*, 24 octobre 2019, ilfoglio.it.

14. Jojje Olsson, «China Tries to Put Sweden on Ice», *The Diplomat*, 30 décembre 2019, thediplomat.com.
15. Stuart Lau, «Belgian University Closes Its Chinese State-Funded Confucius Institute after Spying Claims», *South China Morning Post*, 11 décembre 2019.
16. «Democracy Index 2018: Me Too?», Economist Intelligence Unit, 22 octobre 2019, eiu.com.

Chapitre 6

1. Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), «Trade in Counterfeit and Pirated Goods», Organisation for Economic Cooperation and Development, 18 avril 2016, oecd.org.
2. Jessie Yeung, «Xi Jinping Offers to Help Greece Retrieve Contested Parthenon Marbles», CNN, 13 novembre 2019, cnn.com.
3. Jason Horowitz et Liz Alderman, «Chastised by E.U., a Resentful Greece Embraces China's Cash and Interests», *The New York Times*, 26 août 2017.
4. Traduction du mandarin au français tirée de A. Théophile Piry, *Manuel de langue mandarine*, Shanghai, Inspectorat des douanes maritimes impériales de Chine, 1895, p. 317.
5. Vivienne Walt, «Boxed in at the Docks: How a Lifeline from China Changed Greece», *Fortune*, 22 juillet 2019, fortune.com.
6. «What Greeks Believe in 2017», Dianeosis, 28 avril 2017, dianeosis.org.
7. «If You Want to Prosper, Consider Building Roads. China's Role in African Infrastructure and Development Projects», Deloitte, 22 mars 2019, www2.deloitte.com.
8. Howard W. French, «The Conflict in China's African Investment», *The Atlantic*, 13 avril 2010.
9. Hadeeka Taj, «China's New Silk Road or Debt-Trap Diplomacy?», *Global Risk Insights*, 5 mai 2019, globalriskinsights.com.
10. Seymour Mammadov, «Why Should Europe Be Friends with China?» CGTN, 14 novembre 2019, news.cgtn.com.
11. Valerie Hopkins, «Montenegro Fears China-Backed Highway Will Put It on Road to Ruin», *Financial Times*, 10 avril 2019.

Chapitre 7

1. «UN Says It Has Credible Reports That China Holds Million Uighurs in Secret Camps», Reuters, 10 août 2018, reuters.com.
2. Quelques livres et balados sur l'histoire du Xinjiang et de ses populations. James Millward, *Eurasian Crossroads: A History of Xinjiang*, New York, Columbia University Press, 2017; Justin Jon Rudelson, *Oasis Identities: Uyghur Nationalism along China's Silk Road*, New York, Columbia University Press, 1997; Gardner Bovingdon, *The Uyghurs: Strangers in Their Own Land*, New York, Columbia University Press, 2020; Laszlo Montgomery, «The History of Xinjiang Part One», *The China History Podcast*, 23 mars 2020, chinahistorypodcast.libsyn.com.
3. David Tobin, *Securing China's Northwest Frontier: Identity and Insecurity in Xinjiang*, Cambridge (R.-U.), Cambridge University Press, 2020.

4. Pour des sources sur les campagnes de promotion de l'immigration han au Xinjiang et des données démographiques, voir Amy H. Liu et Kevin Peters, «The Hanification of Xinjiang, China: The Economic Effects of the Great Leap West», *Studies in Ethnicity and Nationalism*, vol. 17, n^o 2, 2017.
5. Austin Ramzy et Chris Buckley, «“Absolutely No Mercy”: Leaked Files Expose How China Organized Mass Detentions of Muslims», *The New York Times*, 16 novembre 2019, [nytimes.com](https://www.nytimes.com).
6. *The South China Morning Post*, «Ouïghours. 1,3 million de résidents du Xinjiang passent chaque année dans les “camps de formation” chinois», *Courrier international*, 21 septembre 2020
7. Sheena Chestnut Greitens, Myunghee Lee et Emir Yazici, «Counterterrorism and Preventive Repression: China’s Changing Strategy in Xinjiang», *International Security*, vol. 44, n^o 3, hiver 2019-2020.
8. Parlement du Canada, Sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, «Déclaration du Sous-comité des droits internationaux de la personne sur la situation des droits de la personne des Ouïghours et des autres musulmans turciques au Xinjiang, en Chine», communiqué de presse, 21 octobre 2020.
9. Parmi les reportages de Dooley, accompagnés de photos de Johannes Eisele et de Greg Baker, mentionnons «Inside China’s Internment Camps: Tear Gas, Tasers and Textbooks», Agence France-Presse, 30 janvier 2019.
10. Parmi les enquêtes de Rajagopalan au Xinjiang, effectuées avec Alison Killing, mentionnons «Inside a Xinjiang Detention Camp», BuzzFeed News, 3 décembre 2020, [buzzfeednews.com](https://www.buzzfeednews.com).
11. Pour en savoir plus sur les Ouïghours de Turquie, voir Simina Mistreanu, «The Capital of Xinjiang is Now in Turkey», *Foreign Policy*, 30 septembre 2019.
12. Daniel Darling, «Is the SCO Emerging as Eastern Counterweight to NATO?», *Real Clear Defense*, 30 août 2019, [realcleardefense.com](https://www.realcleardefense.com).
13. Voir l’analyse des relations sino-turques par Altay Atli: «Making Sense of Turkey’s Rapprochement with China», German Marshall Fund, 26 novembre 2018, [gmfus.org](https://www.gmfus.org).

Chapitre 8

1. Ce reportage a initialement paru dans Joanna Chiu et Laurent Thomet, «Xi Touts Putin Ties as US Tensions Bring Them Closer», Agence France-Presse, 8 juin 2018.
2. Pour une analyse de la relation de Xi et Poutine, voir Elizabeth Wishnick, «Putin and Xi: Ice Cream Buddies and Tandem Strongmen», PONARS Eurasia Policy Memo, 25 octobre 2019, [ponarseurasia.org](https://www.ponarseurasia.org).
3. Matthew Lee, «In Europe, Pompeo Warns of China, Russia Authoritarianism», Associated Press, 11 août 2020, apnews.com.
4. «In Russia’s Shadow: China’s Rising Security Presence in Central Asia», Kennan Institute, mai 2020, [wilsoncenter.org](https://www.wilsoncenter.org).
5. Pour en savoir plus sur le séjour de Qu à Moscou et sur les interactions entre Chinois et Russes au XX^e siècle, voir Ed Pulford, *Mirrorlands: Russia, China, and Journeys in Between*, Londres, Hurst, 2019.

- [6.](#) Andrea Kendall-Taylor et David Shullman, «A Russian-Chinese Partnership Is a Threat to U.S. Interests», *Foreign Affairs*, 14 mai 2019.
- [7.](#) Voir aussi Bobo Lo, *Axis of Convenience: Moscow, Beijing and the New Geopolitics*, Washington, Brookings Institution Press, 2008.
- [8.](#) «How People Around the World View China», Pew Research Center, 5 décembre 2019, pewresearch.org.
- [9.](#) «How Chinese Tourists Are Received in China and Why They Have Become a Problem», *Kommersant*, 2019, kommersant.ru.
- [10.](#) Voir Maria Repnikova, «Contesting the State under Authoritarianism: Critical Journalists in China and Russia», *Comparative Politics*, 1^{er} octobre 2018.
- [11.](#) Jonathan E. Hillman, «China and Russia: Economic Unequals», Center for Strategic and International Studies, 15 juillet 2020, csis.org.
- [12.](#) Neil MacFarquhar, «As Chinese Flock to Siberia's Lake Baikal», Local Russians Growl», *The New York Times*, 2 mai 2019.
- [13.](#) «Russian Prosecutors Seek to Stop Chinese Bottling Factory at Lake Baikal», *Moscow Times*, 11 mars 2019.

Chapitre 9

- [1.](#) Joanna Chiu, Wanyee Li et Michael Mui, «Ambassador John McCallum Says It Would Be “Great for Canada” if U.S. Drops Extradition Request for Huawei’s Meng Wanzhou», *Toronto Star*, 25 janvier 2019.
- [2.](#) Voir Lance Noble, «China Manufacturing 2025 Report», European Union Chamber of Commerce in China, 7 mars 2017, europeanchamber.com.cn.
- [3.](#) Graham Allison, «The Thucydides Trap: Are the U.S. and China Headed for War?» *The Atlantic*, 24 septembre 2015.
- [4.](#) Une partie de cette section s’inspire de Joanna Chiu, «These “Citizens” from Steve Bannon and a Chinese Billionaire’s “Federal State” Have Been Protesting in a Metro Vancouver Cul-de-Sac for Nearly 50 Days. What Do They Want?» *Toronto Star*, 31 octobre 2020.
- [5.](#) «Numbed with Fear: Chinese Americans and McCarthyism», PBS, 20 décembre 2019, pbs.org.
- [6.](#) Richard Madsen, *China and the American Dream: A Moral Inquiry*, Berkeley, University of California Press, 1995.
- [7.](#) Richard Nixon, «Asia After Viet Nam», *Foreign Affairs*, 1^{er} octobre 1967.
- [8.](#) «Mao Zedong Meets Richard Nixon», University of Southern California, US-China Institute, 21 février 1972, china.usc.edu/mao-zedong-meets-richard-nixon-february-21-1972.
- [9.](#) Une partie de l’interview de Segal a initialement paru dans Perrin Grauer et Joanna Chiu, «“You’re with China or You’re with Us”: Global Relations Hinge on Outcome of Trade Talks, U.S. Analysts Say», *Toronto Star*, 11 mars 2019.
- [10.](#) Affaires mondiales Canada, «Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM), chapitre 32: Exceptions et dispositions générales», mis à jour le 28 avril 2020, international.gc.ca.
- [11.](#) Voir cette interview avec Rui Zhong: «A Wealth of Anger and a Wealth of Time – Wuhan and the Coronavirus», *NūVoices*, balado n^o 25, 23 février 2020, nuvoices.com.

- [12.](#) «Kung flu». Jeu de mots combinant le *kung fu*, art martial chinois, et le mot anglais *flu*, qui signifie «grippe». [NdT]
- [13.](#) Vanessa Molter et Alicia Chen, «Mask Diplomacy: Chinese Narratives in the COVID Era», Stanford Internet Observatory Virality Project, fsi.stanford.edu.
- [14.](#) Wang Yi, cité dans Ambassade de la République populaire de Chine au Royaume de Belgique, «Conférence de presse donnée par le conseiller d'État et ministre des Affaires étrangères Wang Yi sur la politique étrangère et les relations extérieures de la Chine», 25 mai 2020, be.china-embassy.org.
- [15.](#) «Beijing Prepared for Trump's Final Madness, Hysteria on China Policy», *Global Times*, 16 novembre 2020.
- [16.](#) Hal Brands et Charles Edel, *The Lessons of Tragedy: Statecraft and World Order*, New Haven, Yale University Press, 2020.
- [17.](#) John Bolton, *La pièce où ça s'est passé. Mémoires de la Maison-Blanche*, Paris, Talent éditions, 2020.
- [18.](#) Bobo Lo, «Global Order in the Shadow of the Coronavirus: China, Russia and the West», Lowy Institute, 29 juillet 2020, lowyinstitute.org.

Conclusion

- [1.](#) Danny Ben-Moshe (réalisateur), *China's Artful Dissident*, Identity Films, 2019, identityfilms.com.
- [2.](#) Bethany Allen-Ebrahimian, «The Chinese Communist Party Is Setting Up Cells at Universities across America», *Foreign Policy*, 18 avril 2018.
- [3.](#) Nectar Gan et Zhuang Pinghui, «Why a Chinese Communist Party Branch at the University of California, Davis, Was Disbanded», *South China Morning Post*, 20 novembre 2017.
- [4.](#) Pour en savoir plus sur les scénarios d'avenir pour la Chine, y compris sur les actions potentielles d'autres États et leurs implications, voir David Shambaugh, *China's Future*, Cambridge (R.-U.), Polity Books, 2016.
- [5.](#) Preston Jordan Lim, «Applying International Law Solutions to the Xinjiang Crisis», *Asian-Pacific Law and Policy Journal*, vol. 22, n^o 1, 4 janvier 2021, blog.hawaii.edu.

INDEX

Académie ouïghoure, [254-255](#)
Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM), [310-311](#)
Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), [310](#)
accord de Paris, [66](#)
Administration de l’aviation civile de Chine, [74](#)
Afanassieva, Natalia, [20](#), [193](#), [219](#), [223-226](#), [240-241](#)
Afrique, [20](#), [193](#), [219](#), [223-226](#), [240-241](#)
Agence du travail des nouvelles classes sociales, [111](#)
Airbnb, [208](#), [216](#)
Allan, Percy, [169](#)
allègements fiscaux, [51](#), [123](#)
Allemagne, [39](#), [57](#), [61](#), [101](#), [179](#), [222](#), [229](#), [263](#), [283](#), [299](#)
Allen-Ebrahimian, Bethany, [330](#)
alliance avec les barons de la presse, [90](#). *Voir aussi* collecte de renseignements; influence politique; étudiants; Département du travail du Front uni
Alliance interparlementaire sur la Chine, [202](#)
Allison, Graham, [296](#)
analystes politiques, [143](#), [325](#)
Apple Daily (journal), [104](#)
AquaSib, [289-290](#)
argent métal, [77](#)
Armée populaire de libération (Chine), [72](#), [124](#), [317](#)
Armée rouge chinoise, [272](#)
Armée rouge des travailleurs et des paysans de Chine, [45](#)
«Armes magiques» (Brady), [88](#)
Asfour, Nicolas, [56](#)
«Asia After Viet Nam» (Nixon), [304](#)
ASML, [136](#)
Association des étudiants et des professeurs chinois (CSSA), [116](#)
Athènes, [205-217](#), [223](#). *Voir aussi* Grèce
Athlètes, [17-18](#)
Atli, Altay, [264](#)
attentats,
 de 2014 à la place Tian’anmen, [245](#)
 de Kunming, [244](#)

austérité, [180](#), [209](#)

Australian Values Alliance, [152](#)

Australie

Badiucao en, [328](#)

commerce avec la Chine, [136](#), [141](#), [164](#), [168-170](#)

emprisonnement de Yang Hengjun, [166](#)

États-Unis et, [141-142](#), [158-159](#), [170](#)

étudiants chinois, [142-143](#), [154-155](#), [157](#), [159-160](#), [161-164](#)

groupe Landbridge, [141](#)

H. défend la culture de Shanghai, [159-164](#)

lois sur l'espionnage, [145-147](#), [152-153](#), [166](#)

racisme, [147](#), [165-166](#), [169](#)

scandales politiques, [143-144](#)

autoritarisme

attitude de l'Allemagne, [229](#)

citoyenneté et, [86-87](#)

coalition, [119](#), [213](#), [254](#)

contre liberté, [47](#)

désintérêt du Canada, [24](#)

en Turquie, [252-253](#)

institutions financières et, [127](#)

légisme et confucianisme, [41-42](#)

légitimité égale, [67-68](#)

richesse et, [19](#)

système juridique et, [39](#) Voir aussi censure; surveillance

avocats des droits de la personne, [59](#), [61](#), [149](#)

Badiucao, [327-329](#)

Baïkal, lac, [285-286](#), [288-291](#)

Bannon, Steve, [293](#), [295](#), [297-300](#)

Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB), [177](#), [227](#)

Barton, Dominic, [139](#)

basketball, [33-34](#)

bassin du Tarim, [239-240](#), [248](#)

Beijing, [17-18](#), [24](#)

Belgique, [194](#)

Belt and Road: A Chinese World Order (Maçães), [176](#)

Benson Gao Bingchen, [297](#), [329](#)

Biden, Joe, [170](#), [301](#), [316-318](#), [320](#), [326](#)

Bishop, Bill, [68](#)

Bo, Lee, [85](#)

bol de riz en fer, [46-47](#), [175](#)
Bolton, John, [323](#)
Bon voyage, Whisky! (dessin animé), [178](#)
Bountovskaïa, Sonia, [288-289](#)
Brady, Anne-Marie, [88](#)
Brown, Kerry, [44](#)
Bruce, Thomas, [210](#)
bureau de sécurité publique, [111](#), [152](#)
Burton, Charles, [133](#)
Butler, Steven, [248](#)

camps d'internement. *Voir* Ouïghours

Canada

à propos du, [125](#)

Canadiens emprisonnés, [19](#), [129-134](#), [294](#), [311](#)

CCNC et NCCC, [117-118](#)

censure de commentaires sur la politique chinoise, [21](#)

comité spécial chargé d'étudier les relations sino-canadiennes, [138](#)

comme puissance moyenne, [125-127](#), [133](#)

commerce avec la Chine, [120-121](#), [126-127](#), [135-136](#), [137-138](#), [309-310](#)

commerce contre droits de la personne, [122-123](#)

commerce en tant que puissance moyenne, [126-127](#)

connaissance de la Chine, [133-134](#)

contre-espionnage, [113-114](#), [119](#), [125](#)

Département du travail du Front uni. *Voir* Canada: harcèlement de citoyens par la Chine; étudiants chinois

États-Unis et, [125](#), [126](#), [309-310](#)

étudiants chinois, [89-90](#), [109-114](#), [115-116](#)

harcèlement de citoyens par la Chine, [113-115](#)

Huawei et Meng, [111-114](#), [293-295](#)

ignore l'autoritarisme, [24](#), [122-123](#), [138-139](#)

immobilier, [129](#)

impôt de capitation, [21](#)

Inde et, [332](#)

influence sur des figures politiques, [119-120](#)

militants en appui à Hong Kong, [101](#)

priorité accordée aux droits de la personne, [122-123](#)

racisme, [129](#)

réseaux 5G de Huawei, [19](#), [123-124](#), [128-129](#)

travailleurs chinois des chemins de fer, [21](#)

cantonais, [9](#)

capitalisme, [51-53](#), [79-82](#), [143](#), [175](#)

cartes géographiques, [10](#), [11](#)

Carvin, Stephanie, [157](#), [332](#)

Cauchon, Martin, [124](#)

Causeway Bay Books, [85](#)

Cedar Tree Investment, [120](#)

Celil, Huseyin, [132](#)

censure

à propos de Hong Kong, [104-105](#)

agressions physiques, [71](#)

autocensure, [21](#), [70](#), [91-92](#), [104-105](#), [198](#)

avocats des droits de la personne, [59](#), [61](#), [149](#)

cadre législatif, [38](#)

dans les médias, [71-72](#), [91-92](#), [104](#), [154-155](#), [247-248](#), [251](#), [252](#)

de Google, [33-34](#)

de la religion, [35-37](#)

des médias sociaux, [162-163](#), [250](#)

en Turquie, [250-251](#)

«gang des cinq», [59](#)

libraires, [85-86](#)

manifestations contre le G20, [65](#)

messagerie en ligne et, [23](#)

Voir aussi autoritarisme; surveillance

censure et emprisonnements

avocats des droits de la personne, [59](#), [61-62](#), [149](#)

H. (étudiant), [162](#)

journalistes and blogueurs, [38](#)

journalistes en Turquie, [250-251](#)

Liu Xiaobo pour la *Charte 08*, [59-60](#)

poèmes d'amour, [40](#)

récits divers, [84-87](#)

religion, [35](#)

sous Xi, [23](#)

Voir aussi Ouïghours

Centre culturel Turquie-Chine, [263](#)

centre PEN suédois, [191](#)

Chambre de commerce internationale de la route de la soie, [217](#)

Chan, Jackie, [92](#), [93](#)

Chang, Amy, [26](#)

Cheek, Timothy, [134-135](#)

chemins de fer, [21](#), [174](#), [219](#), [224](#), [265](#), [302](#)

Chen Duxiu, [44](#), [272](#)

Chen Guangcheng, [27](#)

Chen Guiqiu, [61](#), [63](#)

Cheng Jingye, [146](#)

Cheng, Yangyang, [27](#)

Cheung, Alvin, [102-103](#)

Chikan, [56-57](#)

China and the American Dream (Madsen), [303](#)

China's Artful Dissident (documentaire), [329](#)

Chine

aire géographique, [9](#)

alliances avec d'autres régimes autoritaires, [26](#)

connaissance de la, [134](#), [330](#)

Constitution, [35](#)

culture de Hong Kong et, [80](#), [81](#), [83-84](#), [99-100](#)

fondation de la RPC, [272](#)

objectifs de la, [67-68](#)

partition, [161](#)

revenu par habitant, [52](#)

taille de l'économie, [53](#)

Voir aussi Parti communiste chinois

Chinese Canadian National Council (CCNC), [117](#)

Chiu, Joanna

Claws of the Red Dragon et, [293-296](#)

en tant que journaliste couvrant les droits de la personne, [23-24](#), [38-39](#)

Feng et, [148-149](#), [151](#)

harcelée à Tianjin, [39-40](#), [41](#)

harcèlement de, [295](#)

histoire familiale en Chine et au Canada, [21-22](#)

interviews réalisées pour ce livre, [25-26](#)

Kovrig et, [129-131](#)

Ouïghours et, [247](#)

témoin des manifestations à Hong Kong, [99-100](#)

Chow, Agnes, [85](#)

Christianisme, [33-37](#)

Chu, Samuel, [102](#)

citoyenneté, [41](#), [86-87](#). *Voir aussi* Hong Kong

Clancey, John, [104](#)

classe moyenne, [50](#), [80](#), [143](#), [220](#), [306](#)

classe ouvrière, [50](#), [308](#)

Claws of the Red Dragon (film), [293-296](#)

Clinton, Bill, [20](#)

Clinton, Hillary, [59](#), [307](#)

Cohen, Jerome A., [319](#)

collecte de renseignements

apport d'internet à la, [114](#)

Australiens détenus, [147-148](#), [151](#)

Benson Gao, [297-299](#)

Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), [92](#), [144](#), [217](#)

contre-espionnage, [113](#), [119](#)

États-Unis, [310](#)

étudiants chinois au Canada, [89-90](#), [111-113](#), [115-116](#)

étudiants chinois aux États-Unis, [313](#), [329-330](#)

Fadden, Richard, [119-120](#)

Five Eyes, [25](#), [186](#)

Huawei Technologies, [128](#)

immigrants chinois en Australie, [154-155](#)

lois australiennes, [145-147](#), [152-153](#), [164](#), [166-167](#)

Ouïghours en Turquie, [254-262](#)

vue d'ensemble du Front uni, [87-88](#). (Voir aussi Département du travail du Front uni)

colonisation, [217-218](#), [219](#)

commerce

avec l'Afrique, [225](#)

avec l'Allemagne, [229](#)

avec l'Australie, [141-143](#), [154](#), [167-168](#)

avec l'Italie, [184-185](#), [187-189](#), [197-201](#), [203](#)

avec la Grèce, [203-207](#), [211-215](#), [217-218](#)

avec la Russie, [269-270](#), [271](#), [281-283](#)

avec la Turquie, [254](#), [263](#), [265](#)

avec le Canada, [121-123](#), [125-127](#), [135-136](#), [137-138](#), [269](#), [309-310](#)

avec les États-Unis, [120](#), [174](#), [306](#), [307-310](#)

coercition économique, [136-139](#)

débuts du, [76-77](#)

droits de la personne contre, [22](#), [122-123](#), [211-212](#), [215](#)

Partenariat économique régional global, [168](#)

problèmes particuliers du, [187-188](#). Voir aussi investissement direct étranger; nouvelle route de la soie

Commission européenne, [174](#)

Commission militaire centrale, [43](#)

communisme, [271](#), [307](#), [311-312](#), [316](#), [320](#). Voir aussi Parti communiste chinois

Compagnie britannique des Indes orientales, [77](#)

Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), [92](#), [144](#), [217](#)

confidentialité des données, [229](#)
confucianisme, [35](#), [41-42](#)
Conte, Giuseppe, [202](#)
contre-espionnage, [113-114](#), [119](#)
Corée du Nord, [47](#), [56](#), [131](#), [137](#), [188](#)
Corée du Sud, [66](#), [137](#), [170](#), [188](#), [264](#)
corridor économique Chine-Pakistan, [178](#)
corruption, [40](#), [110](#), [119](#), [209](#), [226](#), [279](#), [284](#)
Cosco, [205-208](#), [212](#), [214](#), [218](#)
crimes haineux, [25](#), [312](#)

Daming, Diao, [320](#)
Dan (étudiant canadien), [109-113](#)
Danemark, [136](#)
Dapiran, Antony, [104](#)
Darling, Daniel, [253](#)
Dastyari, Sam, [144-145](#)
Davarinou, Polyxeni, [214-215](#)
Death by China (Navarro), [296](#)
Déclaration commune sino-britannique, [81](#)
Deibert, Ronald, [113-116](#)

Démocratie

déformation de la notion de, [68](#)
enseignants chinois et, [94](#)
Hong Kong, [81](#)
Italie, [202](#)
pandémie de COVID-19 et, [326](#), [332](#)
Taïwan, [73-74](#)
transformer la Chine en, [84](#), [87](#), [90](#), [93](#), [98](#), [305-306](#)
Turquie, [251](#)

Deng Xiaoping, [47](#), [51](#), [64](#), [88](#), [155](#), [175](#)

Département du travail du Front uni

Association des étudiants et des professeurs chinois (CSSA) à l'Université McMaster, [116](#)
Badiucao et le, [327-330](#)
Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), [92](#), [144](#), [217](#)
expérience de Dan, [111-113](#)
impression de Feng, [151-154](#)
journalisme en Australie, [154](#)
journalistes couvrant le, [143](#)
«similitantisme» (*astroturfing*), [118](#)

vue d'ensemble, [87-91](#). Voir aussi Instituts Confucius; opérations d'ingérence étrangère; collecte de renseignements

désobéissance civile, [69-70](#). Voir aussi manifestations

dette, [179](#), [180](#), [209-210](#), [215](#), [227-228](#)

Deux innocents en Chine rouge (Trudeau et Hébert), [122](#)

Di Maio, Luigi, [182](#), [203](#)

Diaspora

- en Australie, [147-153](#), [154-155](#), [158](#), [164-165](#)
- étudiants au Canada, [89-90](#), [109-113](#), [114-116](#)
- étudiants aux États-Unis, [313](#), [329-331](#)
- étudiants en Australie, [143](#), [154-155](#), [158](#), [159-160](#), [161-163](#)
- vue d'ensemble du Front uni, [87-88](#)

Voir aussi immigration

«diplomatie de la canonnière», [78](#)

«diplomatie de la menace de mort». Voir prises d'otages

«diplomatie du chéquier», [212](#)

«diplomatie du guerrier loup», [18](#), [72-73](#), [322](#)

Dobson, Wendy, [126](#)

Dons, [89](#), [145](#), [328](#)

Dooley, Benjamin, [247](#)

double citoyenneté, [41](#)

Draghi, Mario, [203](#)

droit de l'État, [38](#)

droits de la personne

- Alliance interparlementaire sur la Chine, [202](#)
- aux États-Unis, [318](#), [326](#)
- commerce contre, [27](#), [122-123](#), [211-212](#), [215](#)
- dilemme des détracteurs américains de la Chine, [319](#)
- en Turquie, [252-253](#)
- fermeté du Canada sur les, [122-123](#)
- historique des votes de la Grèce, [26](#), [211-212](#), [215](#)
- inconsistance des Allemands sur les, [229](#)
- Nations unies ignorent les, [237-238](#)
- normes élevées en matière de, [332-333](#)
- opinions de Trump sur les, [323](#)

Voir aussi censure; censure et emprisonnement; Ouïghours

eau, [288-291](#)

économie

- de Hong Kong, [78](#), [92](#)
- de l'Italie, [180-181](#)

de la Grèce, [207-208](#), [219](#), [222-223](#)
économie de transformation contre économie de haute technologie, [58](#)
«pays n’ayant pas une économie de marché», [309](#)
vue d’ensemble, [47](#)
Voir aussi nouvelle route de la soie/ initiative Ceinture et route; commerce
Edel, Charles, [321](#)
effet de ruissellement, [51](#)
églises, [34-35](#), [36-37](#). *Voir aussi* religion
élections, [69-70](#), [103-104](#), [269-270](#)
Elgin, Lord, [210-211](#)
empereurs, [35](#), [42](#), [71](#), [75-76](#), [87](#)
enfants laissés derrière, [55](#)
enseignants, [84](#), [93-94](#), [244](#), [262](#), [264-265](#)
entrepreneurs, [51](#)
Erdoğan, Recep Tayyip, [65](#), [251-254](#)
Esclavage, [35](#)
établissements d’enseignement, [18](#), [33](#), [93](#), [94-95](#), [144](#), [190](#), [192](#), [236](#)
États-Unis
 amnésie relative à la guerre, [322](#)
 Australie et, [141-142](#), [157-158](#), [170](#)
 Canada et, [125](#), [126](#), [310-311](#)
 Chinois établis aux, [301-302](#), [303](#), [314](#)
 commerce contre, [27](#), [122-123](#), [211-212](#), [215](#)
 compagnies aériennes, [74](#)
 Corée du Sud et, [137](#)
 demande d’extradition de Meng, [124](#), [127](#), [129-130](#), [293-295](#)
 désinformation, [296-297](#)
 émeute du Capitole de 2021, [324](#)
 en mer de Chine méridionale, [74](#)
 établir la confiance avec la Chine, [304-306](#)
 étudiants chinois, [314](#), [329-331](#)
 hégémonie des, [67](#), [176](#), [183](#), [227](#), [274](#), [317](#)
 histoire des relations avec la Chine, [301-304](#)
 Inde et, [332](#)
 Instituts Confucius, [192](#)
 interdiction d’applications, [279](#)
 Italie et, [181-182](#), [196](#), [199](#), [202](#)
 loi dénonçant les violations des droits de la personne au Xinjiang, [247](#)
 lois sur l’espionnage, [146](#)
 nouvelle route de la soie, [177](#), [183](#), [269](#)
 opinions d’Obama sur la Chine, [306-307](#)

opinions de Nixon sur la Chine, [303-306](#)
opinions de Trump sur la Chine, [307-308](#), [315-317](#), [319](#), [323-324](#)
racisme, [293-296](#), [301-302](#), [307-308](#), [311-312](#), [313](#)
réseaux 5G de Huawei, [310](#)
rivalité avec la Chine, [316-324](#)
Russie et, [269](#)
sanctions sur les logiciels, [228](#)
solidarité Chine-Russie et, [275](#)
Taïwan et, [74](#)
théories du complot sur la COVID-19, [277](#), [315-316](#)
Trump et Weng, [307-308](#)

étudiants
au Canada, [89-90](#), [109-113](#), [114-116](#),
aux États-Unis, [313](#), [329-331](#)
corruption par les enseignants, [93-94](#)
en Australie, [143](#), [153-154](#), [156](#), [158-159](#), [160-163](#)
manifestations à Hong Kong, [82-85](#)

European Think-tank Network on China, [188](#)
exécutions, [23](#), [39](#)

F. (directeur d'école secondaire), [94-96](#)
Fadden, Richard, [119-120](#)
Falcone, Giovanni, [195](#)
Falun Gong, [36](#), [132](#)
Fang Zhongmou, [48](#)
Fardella, Enrico, [199-200](#)
fausses nouvelles, [296](#)
faux maris, [54](#)
féminisme, [58-59](#), [122](#)
Feng Chongyi, [148](#)
Feng, Ashley, [137](#)
fermes, [46-47](#)
filles, [22](#), [54](#)
Five Eyes, [25](#), [186](#)
forces armées
en Afrique, [225-226](#)
en mer de Chine méridionale, [74](#)
en Russie et en Chine, [270-271](#), [272](#), [285](#)
Xi Jinping et, [43-44](#)

Foreign Agents Registration Act (Loi sur l'inscription des agents étrangers, États-Unis), [146-147](#)
Forum sur la coopération sino-africaine, [224](#)

France, [35](#), [78](#), [96](#), [119](#), [179](#)

French, Howard W., [225](#)

Front uni. Voir Département du travail du Front uni

frontières territoriales

avec la Russie, [271](#), [273](#), [285-286](#)

avec Taïwan, [73-74](#)

en mer de Chine méridionale, [74-75](#)

impérialisme et, [75](#), [77-78](#)

vue d'ensemble, [71-72](#)

Fu, Bob, [301](#)

G20, [65-66](#)

«gang des cinq», [59](#)

garçons, [54](#)

Gardes rouges, [47](#)

Garnaut, John, [147-148](#), [152-153](#), [166-167](#)

Garratt, Julia et Kevin, [130](#)

gaz naturel et pétrole, [269](#), [274](#), [283](#)

génocide arménien, [252-253](#)

Genuis, Garnett, [138](#)

George III (roi de Grande-Bretagne), [76-77](#)

Georgiou, Nikos, [208](#)

Geraci, Michele, [181-182](#), [186-187](#), [189-191](#), [195](#), [199](#), [203](#)

Gingrich, Newt, [296](#)

Glavin, Terry, [126-127](#), [138-139](#), [364](#)

Globe and Mail (journal), [18](#), [120](#), [125](#)

Goodman, David, [51](#)

Google, [33](#), [250](#), [330](#)

Grand Bond en avant, [46](#), [122](#)

Grand Bond vers l'ouest, [242](#)

grand-mère Wu, [57](#)

Grande-Bretagne, [178](#), [210](#).

Voir aussi Royaume-Uni

Grèce

appui à la Chine, [26](#), [211-212](#), [215](#)

articles contrefaits, [207](#)

Chinois établis en, [216](#), [220-223](#)

commerce avec la Chine, [203-206](#), [211-215](#), [217-218](#)

dette et austérité, [209-210](#), [215](#)

économie, [209-210](#), [215-216](#), [219](#), [223](#)

immobilier, [220-223](#)

logement abordable, [216](#), [223](#)
racisme, [216](#), [219](#), [220-221](#), [222-223](#)
vestiges et Chine, [210-211](#)
Royaume-Uni et, [210](#)
système parlementaire de la, [213](#)
Xi Jinping en, [210-212](#)
grèves, [58](#), [207](#)
Groupe des 14+1, [213](#)
groupe Landbridge, [141](#)
guerre, [318](#), [319-320](#), [325](#)
guerre civile chinoise, [44-45](#), [73](#), [88](#)
guerre du Vietnam, [302](#)
guerre froide, [302-305](#), [318](#)
guerres de l'opium, [35](#), [78](#), [210](#)
Gui Congyou, [191](#)
Gulkbahar, Jalilova, [233-238](#), [246](#), [261](#)
Guo Wengui, [297-301](#)

H. (étudiant en Australie), [159-163](#)
Hamilton, Clive, [158](#), [169](#)
Han Fei, [42](#)
Hans (groupe ethnique), [238-243](#)
Harris, Alan, [157](#)
Haskolöglu, Ibrahim, [262](#)
Hastie, Andrew, [143](#), [164](#), [170](#)
Hawke, Bob, [154](#)
Hidden Hand (Hamilton et Ohlberg), [158](#)
Hillman, Jonathan E., [283](#)
Hong Kong
 aire géographique et Chine, [9](#)
 contestation du projet de loi sur l'extradition, [96-102](#)
 culture et Chine continentale, [80](#), [81](#), [83-84](#), [99-100](#)
 débats à, [104-105](#)
 Déclaration commune sino-britannique, [81](#)
 Département du travail du Front uni et, [90-91](#), [92-93](#)
 économie, [78-79](#), [92](#)
 élections, [69-70](#), [103-104](#)
 internet à, [33-34](#)
 manifestations à, [69-70](#)
 mouvement des parapluies, [83-86](#), [90-91](#)
 mouvement indépendantiste, [84](#)

perte de Hong Kong aux mains des Britanniques, [71-72](#), [77-78](#)
triades, [84-85](#)

Hong Xiuquan, [35](#)

Zdeněk Hřib, [191](#)

Hu Jintao, [244](#)

Hu, John, [151](#)

Huaming, [281-282](#)

Huang Xiangmo, [144](#)

Huang, Louis, [301](#)

Huawei Technologies

Canada et 5G, [123-124](#), [128-129](#)

collecte de renseignements, [128](#)

Danemark et 5G, [136](#)

employés, [189](#)

en Turquie, [250](#)

ententes de recherche avec le Canada, [126](#)

États-Unis et 5G, [310](#)

Five Eyes, [25](#), [186](#)

Five Eyes et 5G, [25](#)

Italie et 5G, [181](#), [201](#)

Italie et téléphones, [184-185](#)

procès Meng, [127-128](#)

vue d'ensemble, [19](#), [123-127](#)

hypocrisie, [27](#), [322](#)

Igor (homme d'affaires russe), [278-280](#)

Immigration

comme issue, [53-54](#)

en Australie, [148](#), [153-154](#)

en Grèce, [216](#), [220-223](#)

en Italie, [185](#), [196-197](#)

en Russie, [279](#), [283](#), [284](#)

en Turquie, [249-250](#), [254-258](#), [259-260](#)

et fidélité à la mère patrie, [86-90](#)

Voir aussi diaspora

immobilier, [129](#), [220-223](#), [286-287](#), [288](#)

Inde, [179](#), [332](#)

industrialisation, [45-46](#)

industrie minière, [225-226](#)

inégalités de revenus, [52](#)

influence politique

Australian Values Alliance et, [152](#)
de l'Australie, [144](#), [146-147](#), [149](#), [156-158](#)
de la Grèce, [212](#), [213-214](#)
du Canada, [119-120](#)

initiative Ceinture et route. *Voir* nouvelle route de la soie

Instituts Confucius, [192](#), [194](#)

Internet

censure, [33-34](#), [38](#), [60-61](#), [160](#), [250-251](#)
comme outil de collecte de renseignements, [114](#)
désinformation sur la COVID-19, [277](#), [314](#)
GTV, [298](#), [300](#)
interdiction d'applications, [280](#), [316](#)
moteur de recherche Ludwig, [197-198](#)
propagande, [73](#), [178](#)
systèmes de paiement électronique, [279-280](#)
technologie 5G, [25](#), [124](#), [129](#), [136](#), [138](#), [169](#), [181](#), [200](#), [310](#)
utilisation par Dan, [109-113](#)
VPN, [109-110](#)
WeChat, [38](#), [111](#), [116](#), [163-164](#), [190](#), [279](#), [316](#)

intimidation/harcèlement

à des fins d'influence, [22](#)
Badiucao, [327-330](#)
Chiu, [295](#)
contre-espionnage et, [113-114](#)
de journalistes, [91-92](#), [104](#)
de l'Australie, [167](#)
de personnes d'origines différentes, [114-115](#), [154-155](#), [164-165](#), [166-167](#)
«diplomatie du guerrier loup», [18](#), [72-73](#)
étudiants au Canada, [111-113](#), [114](#)
étudiants de retour en Chine, [162-163](#)
F. (directeur d'école secondaire), [94-96](#)
Fu, [301](#)
H. (étudiant), [159](#)
livre blanc, [67](#)
Ouïghours, [259](#), [260-261](#). *Voir aussi* Ouïghours
période maccarthyste, [302](#)
résistance, [169](#), [328-330](#)
Zhong, [310-311](#)

Voir aussi censure et emprisonnement

investissement direct étranger/

investissement direct à l'étranger

Alitalia, [186](#)
corruption et, [227](#)
en Russie, [282](#), [286-287](#), [288](#), [290-291](#)
immobilier en Grèce, [220-223](#)
port de Darwin, Australie, [141-143](#)
port du Pirée, Grèce, [205-208](#), [212](#), [214](#), [217-218](#)
ports en Italie, [174-175](#), [194-195](#), [201](#)
vue d'ensemble, [175-176](#)

Ip, Regina, [100](#)

Irkoutsk, [286-287](#)

Italie

Chine à la rescousse d'entreprises, [186](#)
Chinois établis en, [185-186](#), [196-197](#)
commerce avec la Chine, [174-175](#), [181-182](#), [184-185](#), [187-189](#), [197-201](#), [202](#)
dette et austérité, [180-181](#)
employés de Huawei, [189](#)
États-Unis et, [181-182](#), [199](#), [202](#)
instabilité des gouvernements, [201-202](#)
mafia, [195](#)
massacre de Tian'anmen, [192-193](#)
Polo et Khan, [174](#)
réseaux 5G de Huawei, [181](#), [201](#)
Union européenne et, [201-202](#)
Xi Jinping en, [173](#), [182-183](#), [194-195](#)

Jardin de la clarté parfaite, [211](#)

Jésuites, [35](#)

Jeunes-Turcs, [240](#)

Jeux olympiques d'été (Beijing), [17](#), [64](#), [72](#)

Jiang Zemin, [273](#)

Joske, Alex, [90](#), [363](#)

journalisme/journalistes

autocensure, [91-92](#), [104](#)
chinois aux États-Unis, [316](#)
des États-Unis en Chine, [316](#)
en Russie, [282](#)
en Turquie, [250-251](#)
fausses nouvelles, [296](#)
financement en Australie, [155-156](#)
intimidation en Australie, [164-165](#)
intimidation en Italie, [189](#)

intimidation relative aux Ouïghours, [247-249](#)
prison comme forme de censure, [38](#)
Juncker, Jean-Claude, [182](#)

Kaiping, [56-57](#)
Kania, Elsa B., [318-319](#)
Karsli, Mustafa, [263](#)
Kassam, Natasha, [169](#)
Kearsley, Jonathan, [168](#)
Kendall-Taylor, Andrea, [275](#)
Khan, Kubilaï, [173](#)
Khrouchtchev, Nikita, [273](#)
Kin-man, Chan, [85](#)
Kissinger, Henry, [305](#)
Kottis, Alexandros, [215-216](#), [218](#), [220](#), [363](#)
Kovrig, Michael, [19](#), [24](#), [129-134](#), [294](#), [311](#)
Kowloon, péninsule de, [78-79](#), [81](#), [84](#)
kowtow (prostration), [76](#)
Kteniadis, Vaggelis, [220](#), [222-224](#)
Kuok, Robert, [92](#)
Kwan, Cheuk, [117-119](#)
Kwok, Miles, [197-198](#). *Voir aussi* Guo Wengui

Lam, Carrie, [99](#)
langue, [160-161](#)
Lau, Kevin, [71](#)
Law, Nathan, [85](#)
Lee, John, [104](#)
légisme, [41-42](#)
Lénine, [271](#)
Lewis, Margaret, [321](#)
Li Dazhao, [44-45](#)
Li Ka-shing, [80](#)
Li Wenzu, [59](#)
Liao Yiwu, [161](#)
Ligue (parti politique, Italie), [180](#), [181](#)
Lim, Preston, [317](#), [332](#)
Listvianka, [288-289](#)
Liu Hao, [149](#)
Liu Xia, [60](#)
Liu Xiaobo, [59-61](#), [110](#)

Liu Xiaoming, [73](#)
Living with China: A Middle Power Finds Its Way (Dobson), [126](#)
Lo, Bobo, [275](#), [324](#)
Lo, Sonny, [92](#)
loi américaine dénonçant les violations des droits de la personne au Xinjiang, [247](#)
Loi fondamentale, [70](#)
loi sur la sécurité nationale, [25](#), [101-104](#)

Ma, Maree, [156-157](#)
Mações, Bruno, [176](#)
Macao, [9](#), [74](#), [75](#)
Macartney, George, [76-77](#)
MacNaughton, David, [124](#)
Macron, Emmanuel, [181](#), [182-183](#)
Made in China 2025, [295](#)
Madsen, Richard, [303](#)
Mafia, [195](#), [200](#), [201](#)
Mammadov, Seymur, [227](#)
mandarin, [9](#), [22](#), [39](#), [80](#), [160](#), [176](#), [235](#), [237](#), [258](#), [263](#), [330-331](#)
mandat présidentiel à vie, [24](#), [269-270](#)
manifestations
 anticipation de la répression, [80-81](#)
 Athènes comme démocratie, [211](#)
 bagarre entre Ouïghours et Hans, [243](#)
 comme interventions de l'étranger, [100-101](#)
 contre Benson Gao, [297-299](#), [329](#)
 élections démocratiques à Hong Kong, [69-70](#)
 embouteillage d'eau en Russie, [288-291](#)
 en Espagne, [161](#)
 en Turquie en soutien aux Ouïghours, [253](#)
 H. à propos de Shanghai, [161-164](#)
 logement abordable, [216](#)
 loi sur la sécurité nationale et, [96-101](#)
 militants canadiens et, [101](#)
 mine en Zambie, [225](#)
 mouvement des parapluies, [82-83](#), [93-94](#)
 permis, [98](#)
 port du Pirée, Grèce, [207-208](#)
 Printemps arabe, [252](#)
 projet de loi sur l'extradition à Hong Kong, [96-98](#)
 rébellions au Xinjiang, [240](#)

sommet du G20 à Hangzhou, [65](#)
vue d'ensemble, [58-63](#)
Mao Zedong, [24](#), [45](#), [48](#), [88](#), [122](#), [175](#), [269](#), [305](#)
marbres du Parthénon, [210-211](#)
marché Apraxine, [278-279](#)
mariages de convenance, [54](#)
Mariani, Lorenzo, [187-188](#), [192](#), [219](#)
Martin, David, [127](#)
Martin, Peter, [72](#)
Martins, Catarina, [186](#), [187](#)
marxisme-léninisme, [175](#)
Masini, Federico, [192-194](#)
Mason Zhao, [53](#)
massacre, [244-245](#)
Mattarella, Sergio, [173-174](#)
McCallum, John, [293-295](#)
médaille de l'amitié, [268](#)
Medvedev, Dmitri, [289](#)
menaces. *Voir* intimidation/harcèlement
Meng Wanzhou, [18](#), [123-124](#), [127-129](#), [293-294](#), [307-308](#)
mer de Chine méridionale, [25](#), [73-75](#), [142](#), [144](#), [169](#), [212](#), [275](#), [317](#), [332](#)
mères célibataires, [54-55](#)
Merkel, Angela, [182](#), [212](#), [229](#)
Mexique, [310](#)
Mijovic' Milka Tadic', [228](#)
Minhai, Gui, [85](#), [191](#)
minorités ethniques. *Voir* Ouïghours
Mo, Claudia, [90-91](#)
Modi, Narendra, [178](#)
Molter, Vanessa, [315](#)
monde unipolaire, [126](#), [182](#)
Monténégro, [227-228](#)
Morrison, Scott, [168](#), [170](#)
Mouvement 5 étoiles (M5S, Italie), [180](#)
mouvement des parapluies, [82-83](#), [93-94](#)
mythe de la libéralisation de la Chine, [19](#)

National Congress of Chinese Canadians (NCCC), [118](#)
nationalisme, [251](#), [253](#)
nationalistes, [45-46](#)
Nations unies, [27](#), [62](#), [68](#), [97](#), [177](#), [206](#), [212-213](#), [236](#), [237-238](#), [322](#), [325](#)

Navarro, Peter, [296](#)
Nixon, Richard, [303-304](#), [317](#)
noms tibétains, [9](#)
Nouvel État fédéral de Chine, [297-301](#)
nouvel ordre mondial, [28](#), [64](#), [68](#), [176](#), [297](#)
nouvelle route de la soie/initiative
Ceinture et route
à propos, [9](#), [176](#)
comme nouvel ordre mondial, [176-177](#)
comme piège à endetter, [179-180](#)
coopération mutuellement bénéfique, [67](#), [227](#)
corridor centre-asiatique, [227](#), [265](#)
économie des pays participants, [180](#)
États-Unis et, [183](#), [269](#)
Grèce et, [205-208](#), [211-215](#), [217-218](#)
Inde et Pakistan, [179](#)
Italie et, [173-175](#), [181-182](#), [184](#)
pays baltes et, [285](#)
port de Darwin, Australie, [141](#)
publicité pour la, [177-179](#)
Royaume-Uni et, [178](#)
Russie et, [179](#), [285](#)
Turquie et, [263-264](#)
vigilance nationale et, [27](#)

Obama, Barack, [66](#), [142](#), [251](#), [306-307](#)
Occupy Central with Love and Peace, [69](#)
Ohlberg, Mareike, [158](#), [229](#)
Oleinikov, Ilia, [290](#)
opération «Frapper fort», [245](#)
opérations d'ingérence étrangère, [90-91](#).
Voir aussi influence politique;
Département du travail du Front uni
opium, [77-78](#)
optimisme, [50-51](#), [186](#)
Ordre de Saint-André, [268](#)
«L'ordre mondial dans l'ombre du coronavirus» (Lo), [324](#)
Organisation de coopération de Shanghai (OCS), [253](#)
Organisation mondiale du commerce (OMC), [20](#), [52](#), [79](#), [135](#)
Orlando, Leoluca, [201-202](#)
OTAN, [125](#), [203](#), [251](#), [253](#), [325](#)

Ouïghours

à propos, [9](#)

Alliance interparlementaire sur la Chine, [202](#)

appui des pays occidentaux, [332](#)

attentat de Kunming, [244](#)

attention des médias, [248-250](#)

débats au Canada, [89-91](#), [116](#)

en Turquie, [249-250](#), [254-262](#), [264-265](#), [266](#)

expérience d'une Turquie, [257-258](#)

expérience de Celil, [132](#)

expérience de Gulkbahar, [233-238](#)

expérience de Yesi, [258-262](#)

fermeture des camps d'internement, [265](#)

groupe ethnique han et, [241-243](#), [246](#)

histoire, [238-241](#)

histoire des camps d'internement, [244-246](#)

libertés civiles, [243-245](#), [247-248](#)

mauvais traitements qualifiés de génocide par les Canadiens, [138-139](#), [246](#)

nombre de prisonniers dans les camps d'internement, [236](#)

opinions de Trump, [323](#)

risque de harcèlement partout dans le monde, [246-247](#)

sanctions contre de hauts dirigeants chinois, [326](#)

solidarité turque, [241-242](#), [264](#)

Pakistan, [178](#), [180](#)

Palerme, [186](#), [195-196](#), [197](#), [199](#), [200](#), [201-202](#). *Voir aussi* Italie

pandémie de COVID-19

Chine profitant de la, [296](#)

commerce Australie/Chine et, [167-168](#)

commerce Canada/Chine et, [137-138](#)

crimes haineux, [25](#), [312](#)

en Italie, [202](#)

enquête sur l'origine de, [169](#)

entreprises chinoises en Russie et, [280-281](#)

été 2020 en Chine, [324](#)

frontières et, [333](#)

gouvernance mondiale et, [325](#)

racisme et, [25-26](#), [171](#), [276-277](#), [312-313](#)

Russie contre Chine, [277-278](#)

théories du complot, [277](#), [296](#), [297-301](#), [313-315](#)

Papoulias, Harris, [206-207](#)

Paris, Roland, [294](#)

Parsons, Christopher, [129](#)

Partenariat économique régional global, [168](#)

Parti communiste chinois (CCP)

athéisme et, [35](#)

causes de l'intensification de la répression, [64-65](#)

classe moyenne et, [50-51](#)

dans les universités des États-Unis, [329-330](#) (*voir aussi* étudiants)

droit de l'État, [38-39](#)

ébranler le monopole du pouvoir, [321-322](#)

génocide ouïghour, [245-246](#)

histoire chaotique, [44-47](#)

histoire des relations avec la Russie, [271-275](#)

mandat présidentiel à vie, [24](#), [269-270](#)

modérés et libéraux dans le, [152](#), [323](#), [332](#)

rébellions au Xinjiang, [240](#)

rôle du secrétaire général, [43](#)

statut de membre et affaires, [124](#)

utilisation du racisme, [27](#), [333](#)

Xi Jinping et, [23](#), [42-44](#) (*voir aussi* Xi Jinping)

Voir aussi Chine; Département du travail du Front uni

Pauvreté

à Hong Kong, [79-80](#)

en Grèce, [209-210](#)

enfants et, [55-56](#)

inégalités de revenus et, [52-53](#)

ralentissement économique et, [53-54](#)

réformes économiques et, [51-52](#)

régions rurales, [80](#)

vue d'ensemble, [50](#), [51](#)

Pavlopoulos, Prokopis, [210-211](#), [213-214](#), [221](#)

«pays n'ayant pas une économie de marché», [310-311](#)

pays occidentaux

et christianisme en Chine, [35](#)

comme puissances coloniales, [20-21](#)

crimes haineux liés à la COVID-19, [25](#), [312](#)

front uni contre la Chine, [181](#)

indifférence aux gestes de la Chine, [20](#), [24](#), [102-103](#), [135](#), [247](#)

pas à la hauteur des valeurs qu'ils défendent, [324-325](#)

réseaux 5G de Huawei, [25](#), [123-124](#), [128-129](#), [136](#), [181](#), [201](#), [310](#)

séjours en Chine, [17-18](#)

siècle d'humiliation et, [75](#)
soutien aux Ouïghours, [332-333](#)
Voir aussi pays spécifiques
Pays-Bas, [136](#), [212](#)
Pekcan, Ruhsar, [263](#)
Pellegrino, Roberta, [197-199](#)
perception fiscale, [210](#)
«péril jaune», [302](#), [333](#)
Petit Xinjiang/Zeytinburnu, [255-256](#), [257](#), [262](#)
Pinyin, à propos du, [9](#)
plan directeur (Cosco), [206](#). *Voir aussi* Cosco
poésie, [40](#)
police
 au Canada, [112](#), [114](#), [329](#)
 contestation du projet de loi sur l'extradition et, [97-98](#)
 Département du travail du Front uni et, [87](#)
 droits de la, [23](#)
 en Grèce, [216](#)
 en Thaïlande, [62](#)
 H. (étudiant) et, [163](#)
 harcèlement des chrétiens, [36](#)
 harcèlement des Ouïghours [243](#), [259](#), [260](#), [261](#) (*voir aussi* Ouïghours)
 manifestations étudiantes et, [82-84](#)
 prise de contact avec Dan au Canada, [111-112](#)
politique de l'enfant unique, [21-22](#), [54](#)
politique municipale, [26](#), [57-58](#), [69](#), [96](#), [152](#), [156](#), [157](#), [158](#), [244](#), [262](#)
pollution, [24](#), [40](#), [65](#), [283](#), [289](#), [291](#), [311](#)
Polo, Marco, [173](#), [217](#)
Pompeo, Mike, [73](#), [270](#), [310](#), [316](#)
Pompili, Giulia, [188](#), [364](#)
port de Darwin, Australie, [141-143](#)
port du Pirée, Grèce, [205-208](#), [212](#), [214](#), [217-218](#)
Poutine, Vladimir, [179](#), [267-270](#), [273-274](#), [276-277](#), [284-285](#), [291](#)
Prague, [191](#), [192](#), [213](#)
première guerre de l'opium, [35](#), [78](#)
Première République du Turkestan oriental, [240-241](#), [255](#)
Prest, Stewart, [158](#)
prêts, [227-228](#)
prises d'otages, [19](#), [129-134](#), [148-150](#), [190-191](#), [294](#), [311](#)
prisons et taux de condamnation, [39](#)
privatisation. *Voir* investissement direct étranger/investissement direct à l'étranger

privilèges des Blancs, [35](#), [333](#)

propagande

Claws of the Red Dragon (film), [293-296](#)

contestation du projet de loi sur l'extradition, [100](#)

désinformation, [296-297](#)

désinformation sur la COVID-19, [277](#)

faux comptes de médias sociaux, [73](#)

mensonges sur la culture, [27](#)

nouvelle route de la soie, [177-178](#)

prospérité économique, [46-47](#)

stupéfaction des élus face à la, [26](#)

sur la guerre, [320-321](#)

puissances moyennes, [125](#), [133](#), [136](#), [220](#). *Voir aussi* Australie; Canada; Grèce

Qing, dynastie, [35](#), [44](#), [71](#), [77-78](#), [164](#), [239](#), [286](#)

Qu Qiubai, [271](#)

Raby, Geoff, [90](#)

racisme/xénophobie

au Canada, [129](#)

aux États-Unis, [293-296](#), [301-302](#), [307](#), [311-312](#), [313](#)

COVID-19 et, [312-313](#)

débats sur le, [332-333](#)

en Australie, [147](#), [165-166](#), [169](#)

en Grèce, [216](#), [219](#), [220-221](#), [222-223](#)

en Russie, [276-277](#), [278-279](#), [282-283](#), [284](#), [289-291](#)

population contre gouvernement, [25](#), [303](#), [333](#)

statut d'étrangère, [22](#)

utilisation par le PCC, [27](#), [333](#)

Rajagopalan, Megha, [248-249](#), [261](#)

Reagan, Ronald, [51](#), [319](#)

réchauffement planétaire, [65](#)

reconnaissance faciale. *Voir* surveillance

rééducation, [99](#), [133](#). *Voir aussi* Ouïghours

réformes libérales, [19](#), [23](#), [47](#), [52](#), [60](#), [155](#), [188](#), [273](#), [302-303](#)

relations diplomatiques

années 1970, [18-19](#)

commerce du Canada contre droits de la personne, [122-123](#)

définition de «moyenne puissance», [125](#)

«diplomatie de la canonnière», [78](#)

«diplomatie de la menace de mort» *Voir* prises d'otages

«diplomatie du chéquier», [212](#)
 «diplomatie du guerrier loup», [18](#), [72-73](#), [322](#)
 Jeux olympiques d'été, [17-18](#)
 kowtow (prosternation), [76](#)
 «royaume ermite», [47](#)
 Trump, [307](#)
 Religion, [34-38](#), [251](#). *Voir aussi* Ouïghours
 vestiges, [210-211](#)
 remarques sur la terminologie et les dénominations, [9](#)
 Ren Zhengfei, [124](#), [128](#)
 Repnikova, Maria, [282](#), [284](#)
 Répression. *Voir* Révolution culturelle; intimidation/harcèlement; police; Ouïghours
 République populaire de Chine (RPC). *Voir* Chine
 résidents temporaires, [55](#)
 respect, [18-19](#)
 restaurant à Hang Zhou, [183](#), [184](#)
 résumé du livre, [28](#)
 révolte des Taiping, [35](#), [36](#)
 Révolution culturelle, [18](#), [42](#), [44](#), [47-49](#), [122](#), [302](#), [327](#)
 Révolution russe, [272](#)
 Royaume-Uni, [178](#), [210](#). *Voir aussi*
 Grande-Bretagne
 Russie
 Chinois établis en, [278-279](#), [287-288](#)
 commerce avec la Chine, [180](#), [269-270](#), [271](#), [281-283](#), [284](#)
 COVID-19 et, [277-278](#), [281](#)
 égalité avec la Chine, [274-275](#)
 histoire des relations avec le PCC, [271-274](#)
 manque de confiance, [275-276](#), [286-291](#)
 opinions de citoyens sur la Chine, [277-278](#)
 racisme, [276-277](#), [278-279](#), [282-283](#), [284](#), [289-291](#)
 séjour de Poutine en Chine en 2018, [267-268](#)
 touristes chinois en, [274](#), [278](#), [279](#), [280](#), [281](#), [285-286](#), [287-288](#), [291](#)
 Voir aussi Union soviétique

 Saint-Jacques, Guy, [130](#), [131](#)
 saisies de terrains, [56](#), [59](#)
 Salvini, Matteo, [181](#)
 sanctions, [49](#), [119](#), [123](#), [133](#), [228](#), [247](#), [269](#), [302](#), [309](#), [326](#), [333](#)
 santé, [18](#), [60](#), [64](#), [169](#), [214](#), [277](#), [314](#)
 Schaake, Marietje, [212](#)

Schellenberg, Robert, [132](#)
Schriver, Randall, [146](#)
seconde guerre de l'opium, [35](#), [78](#), [210](#)
Securing China's Northwest Frontier (Tobin), [241](#)
Segal, Stephanie, [308-309](#)
Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), [120](#)
services express du Chemin de fer national de Chine, [178](#)
sexe et politique de l'enfant unique, [21-22](#), [54](#)
Shanghai, [160-161](#)
Shanghaïen, [160](#)
Shullman, David, [275](#)
Sibérie, [285-286](#)
siècle d'humiliation, [21](#), [75](#), [159](#)
Silent Invasion: China's Influence in Australia (Hamilton), [158](#), [169](#)
«similitantisme» (*astroturfing*), [118](#)
sites du patrimoine mondial de l'UNESCO, [57](#)
socialisme, [20](#), [51](#), [88](#), [175](#)
sommet du G20 à Hangzhou, [65](#)
Song Xinning, [194](#)
Sonia, [183-184](#)
South China Morning Post (journal), [69](#), [70](#), [92](#), [182](#), [367](#)
Spavor, Michael, [19](#), [24](#), [131-134](#), [294](#), [311](#)
Sri Lanka, [179](#)
Staline, Joseph, [272-273](#)
State Grid Corporation of China, [212](#)
suicide, [209](#)
Sun Chunlan, [111](#)
Sun Qian, [132](#)
Sun Yat-sen, [9](#), [44](#), [164](#)
surveillance
 des Ouïghours, [243-244](#), [259](#), [260-261](#)
 emprisonnement et, [23-24](#)
 technologie de reconnaissance faciale, [41](#)
 Voir aussi autoritarisme; censure; collecte de renseignements
Suu Kyi, Aung San, [66](#), [178](#)
syndicats, [123](#), [208](#), [218](#)
système de Canton, [77](#)
système judiciaire
 Chiu s'approchant d'une salle d'audience chinoise, [40](#)
 détention sans accusation, [59](#), [149](#), [151-152](#) (*voir aussi* Ouïghours),
 loi sur la sécurité nationale, [101-102](#), [103-104](#)

projet de loi sur l'extradition, [96-97](#)
Voir aussi avocats des droits de la personne
système tributaire, [76](#)

Tai, Benny, [70](#), [85](#)
Taïwan, [18](#), [46](#), [73-75](#), [84](#), [95](#), [159](#), [191-192](#), [213](#), [317](#)
Tang, dynastie, [239](#)
Tchang Kaï-chek, [9](#), [45](#)
Teng Biao, [301](#)
terrorisme, [244-246](#), [264](#), [266](#), [271](#)
Thaïlande, [63](#), [85](#), [207](#), [329](#)
The Lessons of Tragedy: Statecraft and World Order (Edel et Brands), [321](#)
théories du complot, [277](#), [291](#), [297](#), [301](#), [314-315](#)
Tian'anmen, massacre de la place, [19](#), [21](#), [23](#), [40](#), [52](#), [60](#), [72](#), [81](#), [91](#), [117](#), [154-155](#), [158](#), [192-193](#)
Tianjin, [40-41](#)
Tibet, [72](#), [75](#), [84](#), [163](#), [192](#), [244](#)
TikTok, [316](#)
Tobin, David, [241](#)
Tokarev, Maxim, [290-291](#)
Top Education Institute, [144](#)
torture, [23](#), [62](#), [150](#), [211](#), [246-247](#)
Traité d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle (Pacte sino-soviétique), [272](#)
Traité sino-russe de bon voisinage et de coopération amicale, [273](#)
travailleurs migrants, [49](#), [55](#), [56](#). Voir aussi immigration
triades, [85](#)
tribunaux internationaux, [75](#)
Trudeau, Justin, [121](#), [122-123](#), [125](#), [137](#), [294](#)
Trudeau, Pierre Elliott, [121-122](#)
Trump vs. China: Facing America's Greatest Threat (Gingrich), [296](#)
Trump, Donald
 Claws of the Red Dragon (film), [295](#)
 émeute du Capitole en 2021, [324](#)
 influence de Navarro, [296](#)
 interdiction d'applications, [279](#)
 Italiens et, [198](#)
 opinions sur la Chine, [307-308](#), [316-318](#), [320](#), [323](#)
 opinions sur les Ouïghours, [323-324](#)
 racisme, [307-308](#), [312](#), [313](#)
 sondages en 2020, [316](#)
Tsipras, Alexis, [213-215](#)
Turdush, Rukiye, [116-117](#)

Turkestan oriental, [240-241](#), [255](#)

Turkiye, Memeteli, [254](#)

Turnbull, Malcolm, [142](#), [145-147](#)

Turquie

commerce avec la Chine, [254](#), [263](#), [265](#)

génocide arménien, [252-253](#)

Huawei Technologies, [250](#)

laïcité et, [251-252](#)

nouvelle route de la soie, [263-265](#)

OCS et, [253-254](#)

Ouïghours en, [249-250](#), [254-259](#), [260-263](#), [265-266](#), [267](#)

solidarité avec les Ouïghours, [256](#), [265](#)

Voir aussi Ouïghours

Union européenne, [121](#), [181-182](#), [187-188](#), [201-203](#), [207-210](#), [212](#), [215](#), [221](#), [252-253](#), [326](#)

Union soviétique, [43](#), [49](#), [53](#), [272-274](#), [286](#), [302-304](#), [306](#). *Voir aussi* Russie

Valsecchi, Massimo, [200](#)

Vernicos, Nicolas, [217-219](#), [223-224](#)

Versace, Donatella, [73-74](#)

Vietnam, [74](#), [201](#), [273](#), [302-303](#), [304-305](#)

Vision China Times (journal), [155-156](#)

VPN, [34](#), [109](#), [198](#)

Vvedenski, Ivan, [281-282](#)

Wade-Giles, [9](#)

Wade, Geoff, [170](#)

Wai-man, Michael Chan, [85](#)

Wang Quanzhang, [59](#)

Wang Yi, [86](#), [182](#), [253](#), [320](#)

Wang Yiwei, [66](#)

Wasserstrom, Jeffrey, [96](#), [364](#)

WeChat, [34](#), [39](#), [61](#), [111](#), [116](#), [163-164](#), [190](#), [316](#)

WeChat Pay, [279](#)

West, Brad, [114](#)

Wishnick, Elizabeth, [274](#), [285](#)

Wong, Alexandra, [99](#)

Wong, Cherie, [115](#)

Wong, Jan, [18](#)

Wong, Joshua, [82](#), [85](#), [189](#), [328](#)

Woo, Gilbert, [302](#)

Wuttke, Jörg, [228-229](#)

xénophobie. *Voir* racisme

Xi Jinping

à propos de, [42-43](#)

arrestation de Meng et Canada, [125](#)

ascension de, [23](#)

comme pacificateur, [66](#)

corruption et, [284](#)

COVID-19 et Russie, [277](#)

forces armées et minorités ethniques, [244](#)

langue officielle et, [160-161](#)

mandat présidentiel à vie, [23-24](#), [269-270](#)

Mattarella et, [173](#)

mer de Chine méridionale et, [74](#)

opposants au sein du gouvernement, [152](#), [322-323](#), [331-332](#)

Poutine et, [267-268](#)

sommet du G20 en 2016, [64-66](#)

sur l'économie, [49-50](#)

sur l'unité, [86](#)

sur la nouvelle route de la soie, [178-179](#)

sur le réchauffement planétaire, [65-66](#)

sur le terrorisme, [245](#)

unité de l'Union européenne et, [182-183](#)

visite d'État en Grèce, [210-211](#), [213](#)

visite d'État en Italie, [182](#), [185](#), [194-195](#)

Xiao Min, [54](#)

Xie Yang, [61](#), [63](#)

Xinjiang, [238-249](#), [323-324](#). *Voir aussi*

Ouïghours

Xu, Maria, [216](#)

Xu, Vicky, [164](#)

Yam, Sharon, [96](#)

Yan Li-meng, [298](#)

Yang Han, [190](#)

Yang Hengjun, [166](#)

Yang Hong, [185](#)

Yavas, Mansur, [262](#)

Ye Cheng, [141](#)

Yesi, Ablet Jahanbag, [258-259](#)

Yuan, dynastie, [173](#)

Yücetürk, Tibet, [256-257](#)

Zambie, [225](#)

Zeytinburnu/Petit Xinjiang, [255-257](#)

Zhang Hongbing, [47-49](#)

Zhang Jing, [55](#)

Zhao Lijian, [168](#)

Zhejiang (province), [37](#), [43](#)

Zhong, Rui, [311](#)

Zhu Minshen, [144](#)

Zverev, Sergey, [290](#)

Zypries, Brigitte, [179](#)

OceanofPDF.com

REMERCIEMENTS

J'aimerais d'abord remercier Janie Yoon de m'avoir donné l'idée d'écrire un livre plus ambitieux que ce que j'aurais pu imaginer. Tu as cru en moi dès le départ. Ta foi dans ce projet et tes premières suggestions de modifications, magistrales, m'ont permis d'aller jusqu'au bout de mon projet. J'ai adoré travailler avec les brillants réviseurs que sont Alex Schultz, Michelle MacAleese, Maria Golikova, Peter Norman et Sue Sumeraj, ainsi qu'avec le reste de l'équipe d'Anansi, dont Bruce Walsh, Alysia Shewchuk, Karen Brochu, Laura Chapnick, Zoe Kelsey, Siusan Moffat et Peter Jacobsen. Vous êtes devenus mes collègues de confiance en m'offrant soutien, commentaires perspicaces et moments de plaisir alors que nous travaillions tous à domicile.

J'ai la chance inouïe d'avoir une agente littéraire incroyable, Carly Watters, et une publicitaire géniale, Debby de Groot, qui sont sans doute les meilleures dans leurs domaines au Canada. Vous m'avez appris beaucoup de choses.

Mon ami Kevin Hamilton a été mon «arme secrète» pendant le processus de rédaction. Merci d'avoir révisé les premiers jets que je n'osais pas montrer à mes éditeurs. Tu semblais comprendre quels étaient mes principaux arguments avant moi, et tu m'as aidé à donner vie à ce livre.

J'éprouve une immense gratitude à l'égard des journalistes et des chercheurs avec qui j'ai effectué un travail de terrain: Colleen O'Connor aux États-Unis, Alex Joske en Australie, Catarina Martins en Italie, Alexandros Kottis en Grèce et Memeteli Turkiye en Turquie. Votre apport inestimable m'a aidé à éviter certains pièges du journalisme «parachuté»; si des erreurs subsistent, j'en assume l'entière responsabilité.

La pandémie de COVID-19 m'ayant contrainte d'annuler le reportage que j'avais prévu d'effectuer en Russie, je me demandais bien ce que j'allais faire jusqu'à ce que j'aie la bonne fortune de trouver la journaliste

Natalia Afanassieva, qui a parcouru le pays pour moi pendant un hiver glacial. Un autre journaliste immensément talentueux, qui a préféré conserver l'anonymat, a joué le rôle de coordonnateur et de traducteur du russe vers l'anglais. Merci à Bernard Mohr de nous avoir mis en contact.

Je remercie infiniment les personnes qui ont généreusement commenté un ou plusieurs chapitres de ce livre. Je pense ici à Jeffrey Wasserstrom, à Terry Glavin, à Megha Rajagopalan, à Giulia Pompili, à Raquel Baldwinson et à Steve Dunthorne.

J'aimerais également remercier mes anciens et actuels confrères et consœurs du *Toronto Star* à Hong Kong et à Beijing. Ce livre est en partie la somme de tout ce dont j'ai été témoin là-bas au cours des dix dernières années, et il m'aurait été impossible d'accomplir correctement ma tâche de correspondante sans mes collègues, journalistes chinois compris (ces héros méconnus du travail à l'étranger), et les conseils de la rédaction.

Le soutien d'un vaste réseau d'amis et de collègues de l'industrie des médias était essentiel pour réaliser des reportages dans un environnement aussi difficile que celui de la Chine. Mes remerciements s'adressent aussi aux enseignants qui m'ont préparée à relever de tels défis.

J'ai le bonheur de faire partie de la formidable communauté de spécialistes de la Chine que rassemble l'organisme NüVoices. Anne Henochowicz m'a aidée à trouver un exergue à ce livre, et Ming Di et Neil Aitken m'ont gentiment autorisée à reproduire un extrait de leur traduction du poème de Zang Di.

Aux membres de ma famille éparpillés aux quatre coins du monde, merci de tout votre soutien, de vos réponses à mes questions sur le vocabulaire chinois, de tous vos conseils et des copieux repas que vous cuisinez avec amour.

À mes parents, qui ont tout fait pour que je puisse concrétiser mes rêves, et à mon frère, qui est toujours là pour moi avec sa sagesse hors normes: je vous aime, et aucun mot ne saurait exprimer combien je vous estime.

Enfin, à Joel, mon meilleur ami et mon partenaire d'aventure préféré, merci d'être mon lecteur le plus perspicace, mon coordonnateur de voyage, mon historien attitré et mon adversaire de débat, et merci de me garder

généralement en bonne santé et heureuse. Avec toi, chaque jour est plus ensoleillé. Je me réjouis à l'idée de continuer à partager ma vie avec toi.

OceanofPDF.com

À PROPOS DE L'AUTRICE

Journaliste chevronnée, Joanna Chiu est une experte mondialement reconnue des questions liées à la Chine. Elle a notamment travaillé pour *The Guardian*, *Foreign Policy*, BBC World, *The Atlantic*, *Newsweek*, Quartz, Al Jazeera, GlobalPost, CBC et NPR. Correspondante en Chine pendant sept ans, elle y a couvert l'actualité pour des agences prestigieuses, dont l'Agence France-Presse et Deutsche Presse-Agentur; à Hong Kong, elle a effectué des reportages pour le *South China Morning Post*, *The Economist* et l'Associated Press. En 2012, son article sur les réfugiés à Hong Kong lui a valu un prix Human Rights Press Awards; en 2018, son reportage sur le mouvement MeToo en Asie s'est classé parmi les meilleurs articles longs de la revue *Foreign Affairs*. Chiu est aussi fondatrice et présidente du collectif éditorial NüVoices, qui met en avant le travail créatif et savant de femmes qui s'intéressent à la Chine. Après avoir été cheffe de bureau à *The Star Vancouver*, elle couvre aujourd'hui l'actualité chinoise pour le *Toronto Star*, plus grand quotidien du Canada. Elle prend régulièrement la parole lors d'événements et de conférences d'envergure.

OceanofPDF.com

« Fascinant et éclairant. »

The Economist

EN DIX ANS, l'influence exercée par la Chine hors de ses frontières s'est étendue de façon vertigineuse. Dès son arrivée au pouvoir, en 2013, Xi Jinping lançait la « nouvelle route de la soie », projet d'investissement de centaines de milliards de dollars visant à établir un réseau d'infrastructures planétaire. Les quelque 150 États aujourd'hui concernés par cette initiative se trouvent incités à se rapprocher de Beijing, ou du moins, à détourner le regard devant les conséquences de son durcissement idéologique, comme l'enfermement massif des Ouïghours, la répression brutale des manifestations à Hong Kong ou l'étouffement de toute dissidence sur son territoire – et bien au-delà. Le Parti communiste chinois déploie en effet des efforts considérables pour surveiller ses critiques, notamment au Canada et en Europe...

Le « nouveau désordre mondial » qu'on voit se profiler dans cet essai de Joanna Chiu est celui d'une fragilisation générale de la démocratie et d'une légitimation des régimes autoritaires qui mettent en péril la stabilité, la prospérité et les droits de la personne partout sur la planète.

Journaliste au *Toronto Star*, **JOANNA CHIU** a été correspondante de l'Agence France-Presse à Beijing et à Hong Kong et a signé de nombreux reportages pour la *Deutsche Presse-Agentur*, le *South China Morning Post*, *The Guardian* et *The Economist*. Elle a remporté le prestigieux Shaughnessy Cohen Prize for Political Writing pour *La Chine et le nouveau désordre mondial*.

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR NICOLAS CALVÉ

OceanofPDF.com